N°01
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°1 - SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2013 / 2013-2014

Allocution de M. Mars Di Bartolomeo, nouveau Président de la Chambre des Députés p. 5
Sommaire des séances publiques nos 1 et 1-4 p. 36
Sommaire des questions parlementaires p. Q1

Programme gouvernemental:
- Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 8
- Débat p. 15

1re séance (2013) Mercredi 13 novembre 2013
1re séance (2013-2014) Jeudi 5 décembre 2013
2e séance (2013-2014) Mardi 10 décembre 2013
3e séance (2013-2014) Mercredi 11 décembre 2013
4e séance (2013-2014) Mercredi 11 décembre 2013

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

M. Mars Di Bartolomeo, nouveau Président de la Chambre des Députés

Le jeudi, 5 décembre 2013 restera certainement gravé comme une date importante dans les annales parlementaires et sera à marquer d'une pierre blanche dans le curriculum vitae de M. Mars Di Bartolomeo. Ce jour-là, non seulement la session extraordinaire 2013 fut clôturée et la session extraordinaire 2013-2014 ouverte au nom du Grand-Duc par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, mais il vit également accéder à la plus haute fonction parlementaire l'ancien Ministre de la Santé.

Dans son discours d'investiture devant une assemblée désormais au grand complet, le nouveau premier citoyen du pays a surtout plaidé pour une reprise en main du Grand-Duché.

Après les diverses polémiques ayant entraîné des élections législatives anticipées, il s'agit maintenant - aux yeux de M. Di Bartolomeo - de retrousser à nouveau les manches et d'affronter les nombreux défis qui attendent le pays au tournant, à commencer par le chômage des jeunes et des quinquagénaires délaissés par le marché du travail, le manque de logements à prix modéré, le rétablissement de la stabilité des finances publiques, la viabilité des systèmes de santé et de sécurité sociale mis à l'épreuve par la crise économique et des recettes en baisse.

Se lamenter et s'apitoyer sur son sort ne mènera nulle part. Au contraire, il faudra s'appuyer sur les atouts qui ont fait la force du Luxembourg et au premier rang desquels figure le dialogue social, sérieusement grippé. Au lieu de s'évertuer à mettre en avant ce qui nous sépare, cherchons donc à retrouver ce qui nous unit et nous rend forts, a souligné le nouveau Président devant les élus. Ce sont une capacité d'adaptation et une inventivité certaines qui, par le passé, ont fait que nous avons su prendre les virages les plus difficiles. Selon M. Mars Di Bartolomeo, les temps où l'on a fait des cadeaux au Luxembourg sont définitivement révolus. Il n'y a qu'à lire la presse étrangère pour s'en apercevoir. Sachant que nous pesons peu par rapport à certains mastodontes européens en termes de puissance politique et économique, il faudra abattre les cartes de la réactivité et des courts chemins de décision pour apporter un surplus de compétitivité à notre pays.

M. Mars Di Bartolomeo préside la séance publique.

En faveur d'un parlementarisme entier qui se démarque

En ce sens, la Chambre doit apporter sa pierre à l'édifice, se transformer en «cercle de réflexion» national, en pépinière à idées ouverte au dialogue. Nous devons pratiquer le dialogue interne dans le respect et la tolérance mutuels et rechercher le dialogue ouvert avec le monde extérieur au Parlement, dont notamment les autres institutions, les chambres professionnelles, la société civile et surtout les jeunes, a fait observer M. Di Bartolomeo. Si l'action politique veut retrouver ses lettres de noblesse, il faudra qu'elle ose davantage de démocratie en y incluant non seulement les Luxembourgeois, mais aussi les étrangers qui peuplent notre pays. Il s'agira d'empêcher tout élément de fracture sociale, que ce soit entre Luxembourgeois et non-Luxembourgeois, entre jeunes et moins jeunes, entre ceux qui travaillent et ceux qui, faute d'emploi, ne le peuvent pas. C'est la raison pour laquelle je plaide pour un parlementarisme engagé, entier, qui prend au sérieux ses fonctions de contrôle et fait jouer à plein son droit d'initiative, a conclu M. Di Bartolomeo.

Né en 1952, M. Di Bartolomeo a été journaliste, puis rédacteur en chef adjoint au quotidien «Tageblatt» pendant douze ans, avant de devenir secrétaire parlementaire du groupe LSAP. Son engagement politique au niveau communal lui avait valu un mandat au conseil communal de Dudelange en 1987. Six années plus tard, il devint bourgmestre de sa ville natale, fonction qu'il occupait jusqu'en 2004.

M. Mars Di Bartolomeo avait été élu à la Chambre des Députés une première fois en 1989. Il remplissait cette fonction jusqu'en 2004 où il devint Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. Il a été reconduit à cette fonction ministérielle en 2009. Suite aux élections anticipées du 20 octobre dernier, il a réintégré la Chambre des Députés, dont il est aujourd'hui devenu le premier Président issu du parti socialiste depuis 1979.

Quelques jours après son investiture, le nouveau Président de la Chambre des Députés a profité de l'occasion pour rencontrer les membres du personnel de l'administration parlementaire avant d'être reçu en audience, en compagnie des nouveaux membres du Bureau de la Chambre, par S.A.R. le Grand-Duc.

Le Bureau de la Chambre reçu en audience par S.A.R. le Grand-Duc.

1re rangée (de gauche à droite): M. Alex Bodry, membre du Bureau, M. Laurent Mosar, Vice-Président, M. Mars Di Bartolomeo, Président, S.A.R. le Grand-Duc, Mme Simone Beissel et M. Henri Kox, Vice-Présidents, M. Eugène Berger, membre

2e rangée (de gauche à droite): M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, M. Marc Angel, M. Gilles Roth et M. Claude Wiseler, membres

Les nouveaux élus prennent leur quartier

La Chambre des Députés issue des élections législatives du 20 octobre 2013 s'est réunie pour la première fois le 13 novembre dans le cadre de la session extraordinaire 2013. Au cours de la séance, présidée par le doyen de la Chambre des Députés, Mme Anne Brasseur, assistée des deux plus jeunes élus, MM. Lex Delles et Serge Wilmes, 46 députés furent assermentés. Conformément à l'article 57 (2) de la Constitution, ils ont juré «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État».

Pour la circonscription Sud, il s'agissait de Mmes Sylvie Andrich-Duval (CSV), Nancy Arendt (CSV), MM. Eugène Berger (DP), Alex Bodry (LSAP), Félix Braz (déi gréng), Yves Cruchten (LSAP), Félix Eischen (CSV), Georges Engel (LSAP), Gast Gibéryen (ADR), Gusty Graas (DP), Fernand Kartheiser (ADR), Dan Kersch (LSAP), Mme Josée Lorsché (déi gréng), M. Claude Meisch (DP), Mme Lydia Mutsch (LSAP), MM. Gilles Roth (CSV), Serge Urbany (déi Lénk) et Michel Wolter (CSV).

Ont prêté serment pour la circonscription Est: MM. Lex Delles (DP), Léon Gloden (CSV), Henri Kox (déi gréng) et Mme Maggy Nagel (DP).

Mme Diane Adehm (CSV), MM. Marc Angel (LSAP), François Bausch (déi gréng), Mme Simone Beissel (DP), M. Xavier Bettel (DP), Mmes Anne Brasseur (DP), Corinne Cahen (DP), MM. Franz Fayot (LSAP), Alexandre Krieps (DP), Marc Lies (CSV), Mme Viviane Loschetter (déi gréng), MM. Paul-Henri Meyers (CSV), Laurent Mosar (CSV), Marcel Oberweis (CSV), Mme Lydie Polfer (DP), MM. Roy Reding (ADR), Justin Turpel (déi Lénk) et Serge Wilmes (CSV) ont été assermentés comme députés de la circonscription Centre.

Et la circonscription Nord a vu s'engager pour la présente législature MM. André Bauler (DP), Emile Eicher (CSV), Fernand Etgen (DP),

Camille Gira (déi gréng), Claude Haagen (LSAP) et Aly Kaes (CSV).

M. Charles Goerens (DP) a renoncé à son mandat.

Quelque trois semaines plus tard, à savoir le 5 décembre 2013, et après la mise en place la veille des nouveaux membres du Gouvernement, la nouvelle assemblée allait se réunir pour la première fois au grand complet. L'occasion aussi pour M. le Premier Ministre Xavier Bettel de clore, au nom du Grand-Duc, la session extraordinaire 2013 et de procéder à l'ouverture de la session extraordinaire 2013-2014.

Il fut ensuite au tour des anciens membres chrétiens-sociaux du Gouvernement, tous réélus, de prêter serment. MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Jean-Claude Juncker, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank, Marc Spautz et Claude Wiseler prirent alors place sur les bancs de l'opposition parlementaire. Par la même occasion, M. Mars Di Bartolomeo, ministre sortant du LSAP fut assermenté et élu par la suite nouveau Président de la Chambre des Députés.

15 autres femmes et hommes politiques leur emboîtèrent le pas pour occuper les sièges laissés vacants par les nouveaux ministres François Bausch, Xavier Bettel, Félix Braz, Corinne Cahen, Fernand Etgen, Dan Kersch, Claude Meisch, Lydia Mutsch, Mady Nagel et Etienne Schneider respectivement secrétaires d'État André Bauler et Camille Gira. Il s'agit de MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Joëlle Elvinger, MM. Max Hahn, Marc Hansen et Edy Mertens pour le DP; M. Frank Arndt, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, Claudia Dall'Agnol, Cécile Hemmen et M. Roger Negri pour le LSAP; MM. Claude Adam, Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler pour déi gréng.

Les députés ont ensuite procédé à la constitution des organes de la Chambre: le renouvellement du Bureau et de la Conférence des Présidents, l'institution des groupes politiques, la constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes ainsi que celle des délégations représentant le Grand-Duché dans les assemblées parlementaires internationales (cf. p. 6-7 de ce compte rendu).

Quatre commissions réglementaires et 19 commissions permanentes furent ainsi instaurées, chaque commission étant composée de 13 membres, dont 5 du groupe CSV, 3 du groupe DP, 3 du groupe LSAP, 1 membre du groupe déi gréng et 1 membre en alternance des sensibilités politiques ADR et déi Lénk.

En tant que doyen, Mme Anne Brasseur a présidé la première séance, assistée des deux plus jeunes élus, MM. Lex Delles et Serge Wilmes (à gauche).

18 élus de la circonscription Sud sont assermentés. © Guy Jallay

Prestation de serment de quatre élus de la circonscription Est © Guy Jallay

17 élus de la circonscription Centre prêtent serment. © Guy Jallay

Mme Anne Brasseur, doyen, prête serment.

Prestation de serment de 15 suppléants © Guy Jallay

Assermentation de six élus de la circonscription Nord © Guy Jallay

Dix ministres sortants sont assermentés comme députés.

Mme Anne Brasseur, Président de la Chambre des Députés pour la session extraordinaire 2013

Entrevue avec Mme Zainab Hawa Bangura des Nations Unies

À l'occasion de la Journée Internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, Mme Anne Brasseur, Président de la Chambre des Députés pour la session extraordinaire 2013, a rencontré Mme Zainab Hawa Bangura, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

Issue de la Sierra Leone, pays où une guerre civile a fait rage jusqu'à la fin des années 2000 causant la mort d'environ 120.000 personnes - plusieurs milliers d'autres furent mutilées délibérément, notamment par l'amputation des mains pour les empêcher de travailler et surtout de voter; des garçons furent enrôlés de force comme enfants soldats; des filles et femmes transformées en esclaves sexuelles -, Mme Bangura est surtout connue dans son pays pour être une militante reconnue de la société civile, des droits de la femme et une activiste de la démocratie.

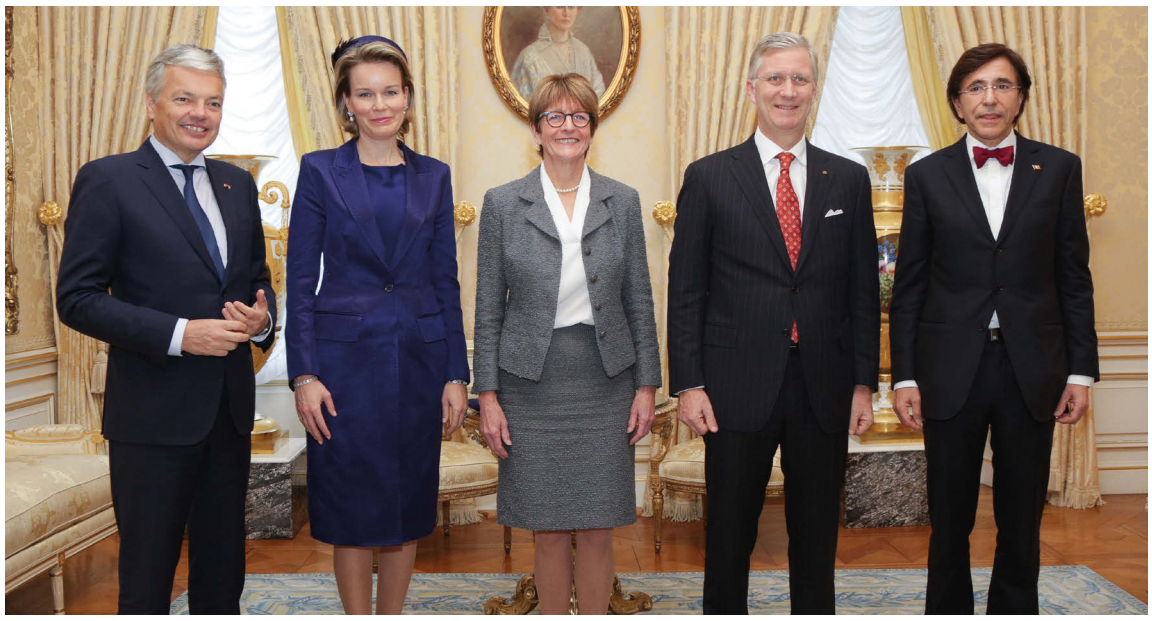
Familière des négociations sur les questions liées à la violence sexuelle avec des acteurs étatiques et non étatiques dont elle a combattu la corruption et l'impunité, plaidant pour la fin des mutilations génitales et autres violences sexuelles couramment utilisées comme arme de guerre dans de nombreux conflits armés à travers le monde, Mme Bangura entend encore davantage sensibiliser la communauté internationale contre ce fléau et encourager la recherche d'une solution à l'échelle locale, nationale et même universelle.

À l'occasion de son entrevue avec Mme Anne Brasseur, Mme Bangura a tenu à remercier l'État luxembourgeois pour le soutien indéfectible qu'il lui accorde dans sa mission. «La lutte contre la violence sexuelle dans les conflits armés, mais également dans les camps de réfugiés, est difficile et représente un énorme défi. Trop souvent, les victimes n'ont ni le droit ni la force de demander justice et réparation», a insisté la représentante spéciale de l'ONU.

Mme Brasseur a félicité Mme Bangura pour son engagement remarquable et l'a assurée de tout son soutien dans le combat qu'elle mène au quotidien contre les violences sexuelles utilisées de manière généralisée en temps de conflit, reconnues comme constitutives de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité ou de génocide par la Cour pénale internationale.

Mme Zainab Hawa Bangura reçue par Mme Anne Brasseur.

Le Président de la Chambre reçu en audience



© SIP / Luc Deflorenne

Dans le cadre de leur visite officielle au Luxembourg le 2 décembre 2013, LL.MM. le Roi Philippe et la Reine Mathilde de Belgique ont reçu en audience le Président de la Chambre des Députés, Mme Anne Brasseur. LL.MM. le Roi et la Reine des Belges étaient accompagnées du Premier Ministre du Royaume de Belgique, M. Elio di Rupo (à droite) ainsi que de M. Didier Reynders, Vice-Premier Ministre, Ministre fédéral des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes.

Remise du rapport de l'ORK au premier citoyen du pays

En date du 20 novembre 2013, Journée internationale des droits de l'enfant, les membres de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) ont remis leur 11e rapport à Mme Anne Brasseur, Président de la Chambre des Députés pour la session extraordinaire 2013.

Au cours des douze derniers mois écoulés, 96 nouveaux dossiers concernant 146 enfants ont été ouverts par l'ORK. La situation des enfants et des jeunes face aux migrations constitue le thème central du rapport 2013. La prévention de la violence et de la violence sexuelle contre les enfants, l'enseignement ainsi que la situation de l'enfant face aux nouveaux media sont également analysés dans la publication 2013.

Dans son rapport, l'ORK formule non seulement un certain nombre de recommandations à l'attention de différents ministères, mais également à l'égard de la Chambre des Députés, notamment pour ce qui est du rattachement direct du comité au Parlement et l'insertion des droits de l'enfant dans la Constitution.

Le Président de l'ORK, M. René Schlechter, accompagné des membres du comité, remet le rapport 2013 à Mme Anne Brasseur, Président de la Chambre des Députés pour la session extraordinaire 2013.

*L'administration parlementaire se présente**

La direction

Formée par un Secrétaire général - chef de l'administration parlementaire - et deux Secrétaires généraux adjoints qui l'assistent dans l'accomplissement de ses missions, la direction coiffe tous les services de l'administration parlementaire. Sorte de centre névralgique décisionnel de toute l'administration, c'est en son sein que sont fixées les orientations et prises les décisions susceptibles de soutenir l'action de la Chambre des Députés dans ses différentes fonctions.

Les attributions de la direction

Quelles sont les attributions des membres de la direction?

- Il incombe au Secrétaire général d'assurer la direction générale de l'administration parlementaire et de veiller au bon fonctionnement de ses services. À côté de cette mission première, il organise et prépare aussi les réunions du Bureau et de la Conférence des Présidents, conseille ces derniers ainsi que le Président de la Chambre des Députés. Le Secrétaire général s'assure de la mise en œuvre de toutes les décisions prises par les organes qui orientent l'administration parlementaire dans ses travaux.

Chapeautant par ailleurs le Service des Séances plénières et le Cabinet du Président, celui-ci figure en matière administrative comme l'interlocuteur privilégié du Président de la Chambre. Membre du Bureau de la Chambre, le Secrétaire général est élu pour la durée de la législature par l'assemblée parlementaire nouvellement constituée suite aux élections législatives.

- Les Secrétaires généraux adjoints, supervisant selon un plan de partage bien établi les activités des différents services de l'administration, rapportent directement au Secrétaire général. Ils veillent à ce que les missions et objectifs définis pour les fonctions opérationnelles et les fonctions de support soient respectés et en assurent la gestion journalière. Ils assurent le respect et la mise à jour des procédures internes dans les domaines qui leur sont dévolus. À cette fin, les différents services de l'administration - à l'heure actuelle au nombre de treize assurant les uns des fonctions opérationnelles, les autres des fonctions de support - relèvent directement de la responsabilité des Secrétaires généraux adjoints qui en assument la bonne marche au quotidien.

Les Secrétaires généraux adjoints approuvent aussi les engagements dans le cadre du budget et de ses délégations de signatures et assistent le cas échéant, sur demande du Secrétaire général, aux réunions du Bureau et de la Conférence des Présidents.

** Nouvelle série d'articles présentant tous les services de l'administration parlementaire*

M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe

Réception de Nouvel An

D'un point de vue politique, 2013 fut une année pas tout à fait comme les autres. «Nous sommes encore en période de rodage», a noté M. le Président Mars Di Bartolomeo dans son discours lors de la réception de Nouvel An à la Chambre des Députés le 8 janvier. S'adressant aux membres du Bureau, de la Conférence des Présidents, du personnel de la Chambre, des groupes parlementaires et de la presse parlementaire, il a brièvement rappelé le rôle que la Chambre a joué dans les événements ayant mené aux élections anticipées.

Selon M. Di Bartolomeo, le Parlement devra continuer à se doter de l'expertise nécessaire pour jouer son rôle efficacement, aider à débloquer des dossiers et relancer le dialogue entre partenaires institutionnels ou sociaux. Les ministres du nouveau Gouvernement sont actuellement invités en commissions parlementaires pour exposer leurs programmes et faire connaître leurs priorités. Le Président Di Bartolomeo aura sous peu des entretiens avec le Président du Conseil d'État, le Président de la Chambre des Salariés et des représentants du Parlement des Jeunes.

En janvier 2013, la Chambre a contribué à la création d'une conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne. Alors qu'en 2013, la Chambre a accueilli la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (quelque 700 délégués), le Parlement se prépare maintenant à jouer son rôle lors de la présidence de l'Union européenne que le Grand-Duché assumera à partir de juillet 2015.

Le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen, quant à lui a rappelé la volonté de garantir une grande efficacité dans l'évacuation des dossiers. La mise en place de la pétition électronique devrait avoir lieu sous peu. Les derniers tests sont en cours.

M. Frieseisen a en outre salué la bonne collaboration avec la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg chargée d'effectuer plusieurs études concernant notamment le degré d'autonomie de la Chambre des Députés et son rôle dans le processus décisionnel ou l'accès à l'information et la participation des citoyens aux processus législatifs contemporains.

Finalement a-t-il plaidé pour une révision de la façon de travailler du Parlement pour une optimisation de l'interaction entre députés, groupes et sensibilités politiques et l'administration parlementaire, pour une meilleure dotation en expertise propre ainsi que pour une évaluation concertée des politiques publiques.

84 personnes travaillent actuellement dans l'administration parlementaire, dont 44 femmes.

(de gauche à droite) Mme Viviane Loschetter, M. Eugène Berger, M. Mars Di Bartolomeo, M. Claude Frieseisen, M. Alex Bodry, M. Laurent Mosar, M. Marc Angel

Benelux: programme ambitieux pour 2014

À la tête du Conseil des Ministres de l'Union Benelux tout au long de l'année 2013, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, s'est adressé à la mi-décembre une dernière fois aux membres du Parlement Benelux, encore appelé Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, composé de 21 députés néerlandais, 21 députés belges et sept députés luxembourgeois.

C'était l'occasion de faire le point sur la mise en œuvre du nouveau traité Benelux, entré en vigueur au 1er janvier 2012, et de se pencher sur les priorités autour desquelles devraient s'articuler les activités de l'Union Benelux en 2014. Se référant aux interrogations que la Deuxième Chambre des Pays-Bas avait su susciter début 2013 à propos de la plus-value du Parlement Benelux, M. Asselborn s'est dit convaincu qu'un renforcement du pilotage de son action, une meilleure visibilité ainsi que la poursuite d'objectifs plus concrets devraient permettre à l'assemblée Benelux de convaincre davantage de son utilité.

Une transposition simultanée et commune des directives européennes aux Pays-Bas, en Belgique et au Grand-Duché s'avérant impossible, M. Asselborn a suggéré dans son discours que chacun des pays du Benelux s'inspire de l'autre en termes de meilleures pratiques de transposition. Par la suite, le Ministre s'est attardé sur les enjeux constitués par les sept priorités que le Benelux s'est bien voulu fixer pour 2014, dont trois méritent d'être relevées tout particulièrement:

- la mobilité transfrontalière en matière de travail, cruciale pour redynamiser certaines régions en quête de croissance et de nouvelles activités. S'y trouvent rattachées les homologations réciproques des diplômes et des qualifications professionnelles entre les trois pays du Benelux, conditions indispensables pour mieux lutter contre le chômage en général et celui des jeunes en particulier;

- la simplification des règles douanières existantes qui ne pourra se révéler que bénéfique pour les secteurs du transport transfrontalier et de la logistique, sachant que quatre des dix réseaux de transport transeuropéens passent par le Benelux;

- ainsi que la prévention des fraudes en tous genres (fraude TVA, fraude à la sécurité sociale, fraude fiscale, escroqueries économiques, etc.) qui constituent un manque à gagner énorme pour les recettes des trésors publics des trois États et du budget communautaire de l'Union européenne.

Mme Viviane Reding, Vice-Présidente de la Commission européenne, entourée du Président du Parlement Benelux, M. Marcel Oberweis, ainsi que des membres de la délégation luxembourgeoise et du Premier Ministre, M. Xavier Bettel.

Conférence internationale à la Chambre

L'institutionnalisation des parlements, le contrôle parlementaire en matière fiscale et économique et le rôle des parlements nationaux dans le processus décisionnel européen ont constitué les principaux sujets abordés au cours d'une conférence internationale à la Chambre. Il s'agissait du premier événement de cette envergure ayant lieu à la salle plénière du Parlement luxembourgeois, coorganisé avec la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg.

Débattant sur le thème de «Démocratie(s), parlementarisme(s) et légitimité(s)», des experts internationaux se sont penchés pendant deux jours sur le fonctionnement du parlementarisme. Celui-ci a été analysé sous des angles différents afin de trouver notamment des réponses aux questions suivantes: «Dans quelle mesure les élections, les partis politiques et les groupes parlementaires défendent-ils la démocratie représentative? Comment les parlements interagissent-ils avec les électeurs? Quelle est l'influence des parlements nationaux sur la prise de décisions à l'échelle européenne? Quelles réformes faut-il entreprendre aux niveaux national et européen pour améliorer la démocratie représentative?»

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, M. Rolf Tarrach, Recteur de l'Université du Luxembourg, et M. Philippe Poirier, titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires se sont succédé à la tribune pour introduire le sujet.

M. Mars Di Bartolomeo a notamment expliqué que la Chambre souhaite explorer des pistes nouvelles pour améliorer les contacts avec les citoyens. Il a suggéré que le premier acteur du pouvoir législatif joue le rôle de facilitateur du dialogue entre les instances impliquées dans la prise de décision.

Le Président a également rappelé les missions de la Chaire de recherche en études parlementaires. Celle-ci permet notamment de soutenir financièrement et logistiquement des projets de recherche, de financer et de développer des recherches doctorales, de procéder à des publications académiques et grand public et de créer un programme de stage professionnalisant au sein du Parlement pour des étudiants du Master en Gouvernance européenne de l'Université du Luxembourg.

M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, a pour sa part rappelé les deux premiers projets de recherche dont l'un analyse plus particulièrement les pouvoirs réels de la Chambre des Députés dans les processus décisionnels tant national qu'international et l'autre traite de l'interaction du Parlement avec les citoyens et résidents du pays.

Étant donné que tous les débats politiques, économiques et sociétaux finissent à un moment ou un autre à passer par le Parlement, celui-ci se doit d'être constamment à la hauteur de sa tâche. Pour pouvoir relever tous les défis qui se présentent, il importe à la Chambre, d'après le Secrétaire général, d'être à l'écoute des autres, d'être un agile observateur et d'être capable de s'adapter en permanence.

Des participants au colloque international qui a eu lieu en la salle des séances plénières.

Nos données nous appartiennent

Invitée de la deuxième journée de la session plénière du Parlement Benelux dans les locaux de la Chambre des Députés, Mme Viviane Reding, membre de la Commission européenne depuis 1999, a fait le point sur «2013, année européenne des citoyens».

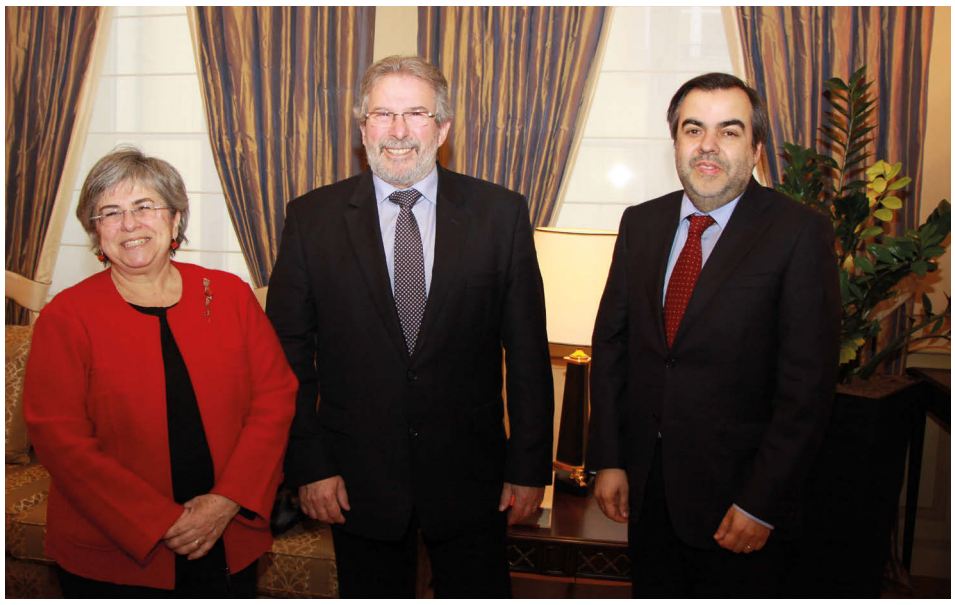
La commissaire européenne à la justice, aux droits fondamentaux et à la citoyenneté a saisi l'occasion pour se prononcer en faveur d'une meilleure protection de la vie privée. Faisant allusion au programme „Prism" que mettent en œuvre les services secrets américains, elle a dénoncé l'ampleur de la surveillance électronique et l'espionnage menés par la NSA américaine, épinglant au passage la folie de la politique du tout-sécuritaire („Patriot Act") mise en œuvre par les États-Unis depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Mme Viviane Reding a sermonné les services secrets (américains et alliés européens) qui, dans leurs activités sur le territoire de l'UE, se croient au-dessus des lois et ne se conforment pas à la législation européenne en matière de protection des données personnelles. «Tout combat contre le terrorisme et la criminalité organisée doit se faire dans les règles de l'art. Les données de chaque individu lui sont personnelles et n'appartiennent ni à une industrie, ni à un État. Depuis la mise sur écoute du portable de Mme Merkel par la NSA, les citoyens américains commencent à se révolter contre de telles pratiques qui n'ont rien à voir avec la lutte antiterroriste. Les choses semblent enfin bouger de l'autre côté de l'Atlantique», s'est-elle exprimée.

Et de fustiger au passage les États membres de l'Union cherchant à enterrer ses propositions pour renforcer la protection des données des citoyens en Europe. Une Europe par ailleurs qui, à ses dires, semble coincée entre sa volonté de mieux protéger les données personnelles de ses citoyens et le lobbying exercé par les géants américains de l'Internet pour limiter les mesures envisagées par la Commission européenne.

Même topo en ce qui concerne la liberté de circulation des personnes à l'intérieur de l'UE, un des plus grands acquis de sa construction. Aux yeux de Mme Reding, il faudrait savoir distinguer entre faits et perceptions. Alors que seulement 0,4% des 507 millions de citoyens que compte l'Union sont mobiles, il s'agit surtout de personnes à la recherche de travail et non d'itinérants qui veulent s'installer chez nous pour bénéficier de nos acquis sociaux. Là encore, la lutte contre certains abus en matière de prestations sociales, sécurité sociale et transferts sociaux se trouve entre les mains des gouvernements nationaux. Comme la lutte contre ce genre de fraude ne se trouve pas inscrite dans les traités, il revient aux seuls États membres de l'UE de se concerter en la matière. En fin de compte, l'Europe ne peut que suggérer aux États membres touchés de s'y atteler ensemble.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…



…l'Ambassadeur du Portugal, S.E. Mme Maria Rita Ferro, et M. Rui Gonçalves Monteiro du Consulat général

…l'Ambassadeur de Slovaquie, S.E. M. Jan Kuderjavy

…l'Ambassadeur d'Italie S.E. M. Stefano Maria Cacciaguerra Ranghieri

Forum mondial des femmes dans les parlements

Du 27 au 29 novembre 2013, le Parlement européen a organisé le «Forum mondial des femmes dans les parlements» pour commémorer le 120e anniversaire du suffrage féminin. Quelque 400 députées de plus de 100 pays, dont Mme Diane Adehm de la Chambre des Députés, et plus de 600 acteurs politiques et militants ont participé à cette réunion. La conférence a permis un échange d'expériences entre dirigeantes politiques sur des enjeux globaux. Les participants ont également abordé les changements possibles grâce au leadership féminin, la manière dont les différents parlements peuvent avancer en termes d'égalité des genres et l'élimination des stéréotypes concernant les femmes au pouvoir.

La nécessité de restaurer la dignité des femmes, leur estime ainsi que l'unité, a été soulignée lors du sommet. Un premier pas consisterait à réformer la législation sur l'égalité des genres et à changer les mentalités afin de permettre aux femmes de mieux participer à la prise de décision. Comment expliquer en effet que dans une population mondiale constituée de plus de 50% de femmes, moins de 20% des représentants politiques sont des femmes?

Mme Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria, a déclaré que les femmes et les hommes devraient bénéficier des mêmes opportunités, de la même justice et des mêmes libertés. «Pour chaque dirigeante politique, il y a des centaines d'autres femmes qui restent en bas de l'échelle sociale. Un leadership ferme des femmes et des hommes est une responsabilité conjointe. Une avancée énorme pour une femme, ce n'est qu'un petit pas dans une grande marche», a-t-elle conclu.

Le Forum mondial des femmes dans les parlements, a également été l'occasion de récompenser les pays qui ont le mieux progressé dans la réduction de l'inégalité entre les genres.

Mme Diane Adehm

Envol de l'aigle albanais vers l'Europe?

C'est avant une décision cruciale du Conseil européen à la mi-décembre dernier de reconnaître officiellement ou non l'Albanie en tant que pays candidat à l'Union européenne (UE) que le Ministre des Affaires étrangères de ce pays des Balkans s'est déplacé au Grand-Duché. Avant de rencontrer son homologue luxembourgeois Jean Asselborn, M. Ditmir Bushati a été reçu par M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés.

Les deux hommes se sont entretenus sur la situation politique et économique actuelle dans ce pays des Balkans occidentaux qui, en date du 1er avril 2009, avait déjà fait son entrée dans l'OTAN. Tandis que les élections législatives albanaises de 2009 ont toujours été contestées par l'opposition pour cause de fraude et avaient conduit par la suite à une vie politique quelque peu agitée, les élections de juin 2013 - considérées par d'aucuns comme un test crucial - se sont déroulées selon les standards démocratiques. Elles ont su donner une majorité claire au socialiste Edi Rama, ce qui a permis de mettre en place un gouvernement stable depuis le 15 septembre de cette année.

Même si de grands progrès ont pu être réalisés dans des domaines clés à l'instar des réformes entreprises dans le judiciaire et l'administration publique, l'Albanie n'est pas encore un État de droit parfait ni une démocratie exemplaire. MM. Bushati et Angel furent d'accord pour dire que des actions supplémentaires dans la lutte contre la corruption et le crime organisé devraient être fournies. Dans les années à venir, l'Albanie devrait de même veiller à développer encore de meilleures relations avec ses pays voisins directs, souvent peuplés par de fortes minorités albanaises et à s'engager comme un pivot pour une bonne coopération régionale.

Enfin, une perspective d'adhésion de l'Albanie à l'UE devrait aussi permettre de dynamiser son économie et d'exploiter à fond son énorme potentiel touristique. Dans ce contexte, il ne faut cependant pas oublier que l'Albanie revient de très loin et que les défis qui se posent à elle aujourd'hui sont les mêmes que ceux qui se posaient aux pays d'Europe centrale et orientale il y a dix ans au moment du processus d'élargissement.

M. Marc Angel et M. Ditmir Bushati

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Composition des Organes de la Chambre des Députés et des Commissions parlementaires (21 janvier 2014)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Mosar Laurent
	déi gréng	Kox Henri
Membres	CSV	Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Berger Eugène, Polfer Lydie
Sécrétaire général		Frieseisen Claude

Conférence des Présidents

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	CSV	Juncker Jean-Claude
	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	LSAP	Burton Tess
	DP	Krieps Alexandre
Membres	CSV	Adehm Diane, Kaes Aly, Wilmes Serge
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Negri Roger
	DP	Elvinger Joëlle, Mertens Edy
	déi gréng	Lorsché Josée
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

Membres	CSV	Juncker Jean-Claude
	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commission des Pétitions

Président	CSV	Schank Marco
Vice-Présidents	déi gréng	Traversini Roberto
	déi Lénk	Turpel Justin
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine, Oberweis Marcel
	LSAP	Angel Marc, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Arendt Guy, Graas Gusty, Hahn Max

Commission du Règlement

Président	ADR	Gibéryen Gast
Vice-Présidents	LSAP	Negri Roger
	DP	Arendt Guy
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Gloden Léon, Lies Marc, Meyers Paul-Henri, Mosar Laurent
	LSAP	Bodry Alex, Dall'Agnol Claudia
	DP	Beissel Simone, Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président	LSAP	Angel Marc
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Frieden Luc, Juncker Jean-Claude, Mosar Laurent, Spautz Marc
	LSAP	Cruchten Yves, Dall'Agnol Claudia (sauf pour le volet Coopération), Hemmen Cécile (pour le volet Coopération)
	DP	Berger Eugène, Graas Gusty
	déi gréng	Adam Claude
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Affaires intérieures

Président	LSAP	Haagen Claude
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Roth Gilles
Membres	CSV	Eicher Emile, Halsdorf Jean-Marie, Kaes Aly, Lies Marc
	LSAP	Arndt Frank, Cruchten Yves
	DP	Arendt Guy, Hahn Max
	déi gréng	Traversini Roberto
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	déi gréng	Wickler Christiane (pour le volet Protection des consommateurs)
	CSV	Eicher Emile
Membres	CSV	Hansen Martine, Kaes Aly, Modert Octavie, Schank Marco
	LSAP	Arndt Frank, Burton Tess, Hemmen Cécile
	DP	Delles Lex, Mertens Edy
	déi gréng	Kox Henri (pour le volet Agriculture et Viticulture)
	ADR	Reding Roy

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Président	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	LSAP	Arndt Frank
	DP	Brasseur Anne
Membres	CSV	Eischen Félix, Mosar Laurent, Spautz Marc, Wolter Michel
	LSAP	Haagen Claude, Negri Roger
	DP	Berger Eugène, Krieps Alexandre
	déi gréng	Loschetter Viviane
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de la Culture

Président	DP	Polfer Lydie
Vice-Présidents	LSAP	Fayot Franz
	CSV	Oberweis Marcel
Membres	CSV	Lies Marc, Modert Octavie, Wilmes Serge, Wiseler Claude
	LSAP	Angel Marc, Bofferding Taina
	DP	Brasseur Anne, Delles Lex
	déi gréng	Lorsché Josée
	déi Lénk	Urbany Serge

Commission du Développement durable

Président	déi gréng	Lorsché Josée
Vice-Présidents	LSAP	Engel Georges
	CSV	Kaes Aly
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Lies Marc, Schank Marco, Wilmes Serge
	LSAP	Cruchten Yves, Negri Roger
	DP	Baum Gilles, Graas Gusty, Hahn Max
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de l'Économie

Président	LSAP	Fayot Franz
Vice-Présidents	DP	Elvinger Joëlle
	CSV	Eischen Félix
Membres	CSV	Eicher Emile, Hetto-Gaasch Françoise, Mosar Laurent, Wiseler Claude
	LSAP	Bodry Alex (pour le projet de loi 6478), Burton Tess (sauf pour le projet de loi 6478), Haagen Claude
	DP	Arendt Guy, Beissel Simone
	déi gréng	Kox Henri (pour le volet Énergie), Wickler Christiane (sauf pour le volet Énergie)
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Président	DP	Berger Eugène
Vice-Présidents	LSAP	Haagen Claude
	CSV	Hetto-Gaasch Françoise
Membres	CSV	Eicher Emile, Hansen Martine, Wilmes Serge, Wiseler Claude
	LSAP	Burton Tess, Engel Georges
	DP	Baum Gilles, Delles Lex
	déi gréng	Adam Claude
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

Président	DP	Beissel Simone
Vice-Présidents	déi gréng	Adam Claude
	CSV	Hansen Martine
Membres	CSV	Adehm Diane, Modert Octavie, Oberweis Marcel, Wilmes Serge
	LSAP	Bofferding Taina (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Burton Tess, Cruchten Yves (pour les volets Media et Communications), Negri Roger
	DP	Berger Eugène, Brasseur Anne
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Environnement

Président	déi gréng	Kox Henri
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Halsdorf Jean-Marie
Membres	CSV	Hansen Martine, Kaes Aly, Oberweis Marcel, Schank Marco
	LSAP	Arndt Frank, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Baum Gilles, Graas Gusty
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de la Famille et de l'Intégration

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	LSAP	Bofferding Taina
	CSV	Spautz Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Arendt Nancy, Hansen Martine, Hetto-Gaasch Françoise
	LSAP	Engel Georges, Hemmen Cécile
	DP	Elvinger Joëlle, Hansen Marc
	déi gréng	Traversini Roberto
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Finances et du Budget

Président	DP	Hansen Marc
Vice-Présidents	LSAP	Bodry Alex
	CSV	Frieden Luc
Membres	CSV	Juncker Jean-Claude, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	LSAP	Fayot Franz, Haagen Claude
	DP	Berger Eugène, Elvinger Joëlle
	déi gréng	Loschetter Viviane
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Président	LSAP	Cruchten Yves
Vice-Présidents	DP	Graas Gusty

	CSV	Modert Octavie
Membres	CSV	Adehm Diane, Andrich-Duval Sylvie, Meyers Paul-Henri, Roth Gilles
	LSAP	Engel Georges, Haagen Claude
	DP	Delles Lex, Hahn Max
	déi gréng	Wickler Christiane
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de la Force publique

Président	LSAP	Dall'Agnol Claudia
Vice-Présidents	DP	Krieps Alexandre
	CSV	Arendt Nancy
Membres	CSV	Adehm Diane, Eischen Félix, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Kox Henri
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Bodry Alex
Vice-Présidents	DP	Brasseur Anne
	CSV	Meyers Paul-Henri
Membres	CSV	Gloden Léon, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
	LSAP	Bofferding Taina
		(pour le volet Cultes), Fayot Franz, Hemmen Cécile (sauf pour le volet Cultes)
	DP	Beissel Simone, Polfer Lydie
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Urbany Serge

Commission juridique

Président	déi gréng	Loschetter Viviane
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	CSV	Gloden Léon
Membres	CSV	Meyers Paul-Henri, Modert Octavie, Mosar Laurent, Roth Gilles
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex, Fayot Franz
	DP	Arendt Guy, Beissel Simone
	ADR	Reding Roy

Commission du Logement

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidents	LSAP	Cruchten Yves
	CSV	Lies Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Eischen Félix, Meyers Paul-Henri, Schank Marco
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Hahn Max, Hansen Marc
	déi gréng	Traversini Roberto
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Président	LSAP	Hemmen Cécile
Vice-Présidents	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Andrich-Duval Sylvie
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hetto-Gaasch Françoise, Spautz Marc
	LSAP	Angel Marc (pour le volet Égalité des chances), Burton Tess, Dall'Agnol Claudia (pour les volets Santé et Sports, sauf pour le projet de loi 6469), Engel Georges (pour le projet de loi 6469)
	DP	Graas Gusty, Krieps Alexandre, Mertens Edy
	déi Lénk	Urbany Serge

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Engel Georges
Vice-Présidents	DP	Hansen Marc
	CSV	Wilmes Serge
Membres	CSV	Eischen Félix, Kaes Aly, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Elvinger Joëlle, Krieps Alexandre
	déi gréng	Wickler Christiane
	déi Lénk	Urbany Serge

d'Chamber online op
www.chd.lu

Délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales (21 janvier 2014)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:
Françoise Hetto-Gaasch (CSV)
Yves Cruchten (LSAP)
Anne Brasseur (DP)
Membres suppléants:
Marcel Oberweis (CSV)
Marc Spautz (CSV)
Claude Adam (déi gréng)

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:
Mars Di Bartolomeo (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise
Michel Wolter (CSV), Trésorier international
Claude Wiseler (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Anne Brasseur (DP)
Viviane Loschetter (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Membres effectifs:
Mars Di Bartolomeo (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Jean-Marie Halsdorf (CSV)
Claude Haagen (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Josée Lorsché (déi gréng)
Membres suppléants:
Léon Gloden (CSV)
Gusty Graas (DP)
Henri Kox (déi gréng)
Fernand Kartheiser (ADR)
Roy Reding (ADR)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUpM)

Membres effectifs:
Octavie Modert (CSV)
Claudia Dall'Agnol (LSAP)
Simone Beissel (DP)
Membres suppléants:
Françoise Hetto-Gaasch (CSV)
Roberto Traversini (déi gréng)
Justin Turpel (déi Lénk)

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Membres effectifs:
Jean-Marie Halsdorf (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Alexandre Krieps (DP)
Membres suppléants:
Nancy Arendt (CSV)
Henri Kox (déi gréng)
Fernand Kartheiser (ADR)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:
Mars Di Bartolomeo (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise
Simone Beissel (DP)
Laurent Mosar (CSV)
Henri Kox (déi gréng)
Alex Bodry (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Michel Wolter (CSV)
Lydie Polfer (DP)
Marc Angel (LSAP)
Gilles Roth (CSV)
Claude Wiseler (CSV)

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs:
Laurent Mosar (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Claude Adam (déi gréng)
Gast Gibéryen (ADR)
Justin Turpel (déi Lénk)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Membres effectifs:
Marcel Oberweis (CSV)
Gilles Roth (CSV)
Roger Negri (LSAP)
Frank Arndt (LSAP)
Lex Delles (DP)
Christiane Wickler (déi gréng)
Roy Reding (ADR)
Membres suppléants:
Diane Adehm (CSV)
Aly Kaes (CSV)
Claudia Dall'Agnol (LSAP)
Georges Engel (LSAP)
Max Hahn (DP)
Claude Adam (déi gréng)
Gast Gibéryen (ADR)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs:
Mars Di Bartolomeo (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Emile Eicher (CSV)
Félix Eischen (CSV)
Serge Wilmes (CSV)
Roger Negri (LSAP)
Alex Bodry (LSAP)
Gusty Graas (DP)
Max Hahn (DP)
Josée Lorsché (déi gréng)
Serge Urbany (déi Lénk)
Membres suppléants:
Jean-Marie Halsdorf (CSV)
Marcel Oberweis (CSV)
Gilles Roth (CSV)
Cécile Hemmen (LSAP)
Tess Burton (LSAP)
Edy Mertens (DP)
Gilles Baum (DP)
Henri Kox (déi gréng)
Justin Turpel (déi Lénk)

Contrôle interparlementaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs:
Félix Eischen (CSV)
Jean-Marie Halsdorf (CSV)
Claudia Dall'Agnol (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Henri Kox (déi gréng)
Fernand Kartheiser (ADR)

Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne

Membres effectifs:
Luc Frieden (CSV)
Laurent Mosar (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Henri Kox (déi gréng)
Fernand Kartheiser (ADR)

SESSION EXTRAORDINAIRE 2013

SÉANCE 1

MERCREDI,
13 NOVEMBRE 2013

Présidence: Mme Anne Brasseur, Doyen • M. Gast Gibéryen, Second Doyen • Mme Anne Brasseur, Président

Sommaire

1. Ouverture de la session extraordinaire 2013
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

2. Allocution de Mme Anne Brasseur, Doyen
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*

3. Hommage à la mémoire de M. Mathias Greisch, Député honoraire
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*

4. Vérification des pouvoirs
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*
- *Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013*
- *Interruption de la séance publique de 15.16 à 15.39 heures*
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*
- *Mme Maggy Nagel*
- *Rapport de la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013: M. Serge Wilmes*

5. Procédure d'assermentation
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*
- *Prestation de serment de 18 élus de la circonscription Sud*
- *Prestation de serment de 4 élus de la circonscription Est*
- *Prestation de serment de 17 élus de la circonscription Centre*
- *Prestation de serment de 6 élus de la circonscription Nord*
- *M. Gast Gibéryen, Second Doyen*
- *Prestation de serment de Mme Anne Brasseur*
- *Proclamation des membres de la Chambre des Députés*

6. Félicitations et remerciements de Mme Anne Brasseur, Doyen
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*

7. Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*

8. Institution de la Conférence des Présidents
- *Mme le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Romain Schneider, Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Heimat maachen ech d'Sitzung op.

1. Ouverture de la session extraordinaire 2013

Den Artikel 72, drëtten Alinea vun onser Verfassung gesäit Folgendes vir: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.»

Duerch Arrêté grand-ducal vum 4. November huet de Grand-Duc dem Här Jean-Claude Juncker, Premier- a Statsminister, d'Vollmacht ginn, d'Session extraordinaire 2013 opzemaachen.

An domat ginn ech dem Här Premierminister d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Madame Presidentin, wéi Dir et richteg gesot hutt, sinn ech duerch en Arrêté vum Grand-Duc vum 4. November, ausgestallt zu New York, autoriséiert, fir déi aussergewéinlech Sessioun vum Parlament mat Wierkung op haut, dräi Auer, opzemaachen.

Merci.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Ech ginn dem Premierminister Akt vu senger Deklaratioun, an domat ass déi extraordinär Sessioun op.

Den Artikel 2 vum Chambersreglement seet Folgendes: «À l'ouverture de la première session d'une législature, le député le plus ancien en rang assure la présidence. Il est assisté des deux plus jeunes élus.»

2. Allocution de Mme Anne Brasseur, Doyen

Dir Dammen, Dir Hären, opgrond vum Chambersreglement hunn ech als déngschteelsten Deputéierten déi grouss Éier, d'Présidence vun dëser éischter aussergewéinlecher Sessioun vun der Chamber, esou wéi se sech no de Wahle vum 20. Oktober zesummesetzt, ze iwwerhuelen. Ech ginn dobäi assistéiert vun deenen zwee jéngsten Deputéierten, dem Här Lex Delles an dem Här Serge Wilmes.

Am Ufank vun enger neier Legislaturperiod ass et de Moment, fir e puer Reflexiounen iwwert de Rôle vum Parlament, iwwert de Rôle vum Deputéierten ze maachen, dat besonnesch am Hibléck op déi enorm Erausfuerderungen, déi sech onsem Land stellen.

Ech wëll e puer Aspekter beliichten, déi - ouni exhaustiv ze sinn - awer a mengen Aen d'Viraussetzung si fir eng gutt parlamentaresch Aarbecht.

Et sinn dat d'Aspekter vu Respekt, Responsabilitéit a Vertrauen.

Wat den éischte Punkt vum Respekt ugeet, esou verstinn ech dorënner:

- de Respekt géintiwwert dem Wieler, deen ons den Optrag ginn huet, hie während fënnef Joer ze vertrieden,

- de Respekt géintiwwert der Verfassung an den Institutiounen, déi d'Basis vun onsem Rechtsstat sinn,

- de Respekt géintiwwer Aneschtdenkenden, dobausse genee wéi och heibannen an der Chamber,

- an de Respekt géintiwwert de Medien, dem Pluralismus an der Meenungsfräiheet.

Ech wëll awer betounen, dass den Aspekt vum Respekt nëmmen da gräift, wann e réciproque ass.

Den zweeten Aspekt ass dee vun der Responsabilitéit.

Als Parlamentarier musse mer bei all Entscheedung, déi mer treffen, ons vum Intérêt général leede loossen. Dobäi soll virun allem un d'Laangzäitwierkung vun onsen Décisioune geduecht ginn, a mir sollen der Tentatioun widderstoen, reng kuerzfristeg populär Entscheedungen ze treffen an ze mengen, mir missten alle Fuerderungen, wa se och eenzel betruecht legitim erschéngen, nokommen.

Nieft der legislativer Aarbecht wënschen ech mir, dass d'Kontrollfonctioun vum Parlament vis-à-vis vum Exécutif verstäerkt gëtt, an dat gëllt net nëmme fir d'Exécution budgétaire. Dobäi ass déi Kontrollfonctioun net eleng d'Aarbecht vun der Oppositioun, mä muss vun der ganzer Chamber gedroe ginn. An dobäi däerfe mer ons net vu parteipoliteschen Iwwerleeunge leede loossen.

Deen drëtten Aspekt, dat ass dee vum Vertrauen.

Iwwerall - dat heescht net nëmmen hei zu Lëtzebuerg - musse mer feststellen, dass d'Vertrauen an d'Politik an an d'Institutiounen ofhëlt. Et kann een net verleegnen, dass mir als Politiker dorun eng ganz grouss Schold droen duerch Verspriechen, déi onberechtegt Hoffnunge bei der Populatioun ervirgeruff hunn, Verspriechen, déi awer net ze erfëlle sinn. Och hu mer ons derzou verleede gelooss, de Bierger ze deresponsabiliséieren an e gleewen ze dinn, de Stat kéint alles regelen. Dëst huet zu enger grousser Desillusioun geféiert an eng Kris vun der Demokratie ervirgeruff.

Et ass un ons, alles drunzesetzen, fir dëst Vertrauen erëm hierzestellen, eng Grondviraussetzung fir de Fonctionnement vun onsem Rechtsstat. D'Vertraue kann een nëmmen erëmkréien, wann een an alle Situatiounen de Courage huet, d'Wourecht ze soen, och wa se onbequem ass.

Ech si mer bewosst, léif Kolleegen, dass dës puer Iwwerleeunge kuerz gegraff a kuerz gefaasst sinn an net den Usproch erhiewen, komplett ze sinn. Et sinn e puer Ureegungen, déi zu enger méi déiwer Iwwerleeung sollen Ulass ginn.

Et ass nëmmen, wa mer ons zukünfteg Aufgabe mat Respekt, mat Verantwortung a Vertrauen uginn, dass mer de Grondsteen kënne leeën, fir zesummen - an ech betounen: zesummen - déi schwiereg Aufgaben, déi sech onsem Land a senger Populatioun stellen, ze léisen, fir dass mer der nächster Generatioun e Land hannerloossen, an deem jiddweree seng Plaz fënnt an no senge Méiglechkeeten zu der Entwécklung vun der Gesellschaft bäidréit.

Ech soen Iech Merci.

3. Hommage à la mémoire de M. Mathias Greisch, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier mer zur Vérificatioun vun de Pouvoire kommen, hunn ech eng traureg Flicht ze erfëllen, eng traureg Flicht op dësem Dag vun onser éischter Sitzung: d'Flicht, fir dës Sitzung engem Mënsch ze widmen, deen ons fir ëmmer verlooss huet. Den 23. Oktober ass onse fréiere Kolleeg, de Mathias Greisch, am Alter vun 83 Joer vun ons gaangen.

De Mathias Greisch - oder de Greische Metty, wéi mer en all genannt hunn - ass zu Bieles op d'Welt komm. Hien huet am Escher Jongelycée seng Secondairesstudie gemaach an ass duerno op d'Aarbechtsamt zu Esch schaffe gaang, wou en duerno och Direkter gouf.

De Metty Greisch staamt aus enger Famill vu Politik a Gewerkschaft, Themen, déi ëmmer groussgeschriwwe gi si bei Greischen doheem.

Et ass och deemno net erstaunlech, dass de Metty Greisch sech fréi schonn engagéiert huet an 1968 ass e bei de Gemengewahlen direkt an de Suessemer Gemengerot gewielt ginn. Méi spéit ass en do Schäffe ginn an e wor Buergermeeschter vun 1980 bis 1997.

Awer net nëmmen um gemengepoliteschen Niveau huet de Metty Greisch sech engagéiert, en ass och nationalpolitesch aktiv ginn an e wor hei an der Chamber vun 1984 bis 1999. Hie wor Member an der Konten- an an der Petitiounskommissioun an hat e ganz besonneschen Engagement an de Kommissioune vun den Affaires communales an den Travaux publics.

Mir kënnen ons - déi, déi deemools schonn hei woren - drun erënneren, dass de Metty Greisch attitréierte Rapporteur wor fir d'Extensioun vun de Gebailechkeete vun der Cour de justice um Kierchbierg.

De Metty Greisch huet seng verschidde Mandater als Déngscht um Bierger emfonnt an en huet villes a senger Gemeng och an d'Weeër geleet, fir d'Liewensqualitéit vun de Bierger ze verbesseren.

Duerch seng Beruffserfahrung um Aarbechtsamt huet en d'Nout vun de Leit kannt an en huet sech dofir fir all Uleies agesat, besonnesch och fir déi handicapéiert Matmënschen. An dann hat en nach ee groussen Hobby, dat war d'Geschicht vu senger Gemeng, fir do matzeschaffen, fir dass näischt an de Vergiess kënnt.

Ech wéilt dann och nach ervirhiewen, dass de Metty Greisch fir all d'Bierger ëmmer eng oppen Dier hat. An déi, déi wéi ech d'Chance haten, mat him hei an der Chamber kënnen ze sëtzen, wëssen, dass seng Personalitéit ausgezeechent wor duerch eng enorm Jovialitéit. An et ass dee Souvenir, dee mer vum Metty Greisch wäerte behalen.

Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber onst déifste Matgefill ausdrécken.

Ech géif lech bieden, lech ze erhiewen an eng Minutt dem Metty Greisch senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

Mir kéimen dann elo zu der Vérification des pouvoirs.

4. Vérification des pouvoirs

No de Parlamentswahle vum 20. Oktober 2013 huet de Grand-Duc d'Chamber an eng aussergewéinlech Sessioun aberuff, fir d'Wahlen ze validéieren an d'Vérificatioun vun de Pouvoire virzehuelen.

Folgend Texter sinn dobäi ze beuechten:

- Den Artikel 57 (1) vun der Verfassung seet: «La Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.»

- Den Artikel 118 vum Wahlgesetz seet: «La Chambre des Députés se prononce seule sur la validité des opérations électorales.»

- An den Artikel 119 vum Wahlgesetz schreift: «Toute réclamation contre l'élection doit être faite avant la vérification des pouvoirs.»

Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, dass keng Reklamatioune géint d'Legislativwahle virleien.

- Den Artikel 3 vum Chambersreglement seet:

Paragraph 1: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.»

Paragraph 2: «À cet effet, les procès-verbaux d'élections sont, avec les pièces justificatives, transmis à une commission de sept membres, que le Bureau provisoire désigne en séance publique par voie du sort pour vérifier les pouvoirs.»

Paragraph 3: «La commission nomme un ou plusieurs rapporteurs chargés de présenter ses conclusions à la Chambre.»

Paragraph 5: «La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

No der Vérificatioun vun hire Pouvoire ginn dann déi gewielte Kandidate vereedegt.

D'Chamber ass virun enger neier Regierungsbildung aberuff ginn. D'Membere vun der jëtzeger Regierung hu vum Grand-Duc Henri den Optrag kritt, déi lafend Geschäfter weiderzeféieren.

Déi Memberen aus der Regierung, déi no der Regierungsbildung net méi Minister wäerte sinn an an d'Chamber gewielt goufen, kënnen deemno eréischt an enger vun deenen nächste Sitzunge vereedegt ginn.

Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013

Esou wéi et am Artikel 3 vum Chambersreglement steet, louse mir elo siwe Memberen aus, fir d'Vérificatiounskommissioun zesummenzestellen. Ech kucken an der Urn:

- Monsieur Turpel,
- Monsieur Roth,
- Monsieur Etgen,
- Monsieur Gira,
- Monsieur Wilmes,
- Madame Nagel an
- Monsieur Gloden.

Plusieurs voix.- Ah!

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Domat setzt sech d'Vérificatiounskommissioun folgendermoossen zesummen: den Här Turpel, den Här Roth, den Här Etgen, den Här Gira, den Här Wilmes, d'Madame Nagel an den Här Gloden.

D'Missioun vun dëser Kommissioun besteet doranner, d'Resultater vun de Legislativwahle vum 20. Oktober 2013 aus deene véier Wahlbezierker ze iwwerpréiwen an dann hir Konklusioune virzeleeën.

Fir der Kommissioun d'Méiglechkeet ze ginn, hiren Aarbechten nozegoen, géif ech d'Kommissiounsmembere bieden, sech elo ze versammelen. Während där Zäit ass d'Chambersitzung ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 15.16 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 15.39 heures.)

Déi ëffentlech Sitzung geet weider.

Ech ginn elo d'Wuert un d'Presidentin vun der Kommissioun, déi mer virdru constituéiert haten an déi d'Pouvoire vun der Chamber an och d'Wahlresultater vérifiéiert huet. D'Presidentin ass d'Madame Maggy Nagel. Ech ginn der Madame Nagel d'Wuert.

Mme Maggy Nagel *(DP).-* Madame President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgende Memberen zesummen: den Här Justin Turpel, den Här Gilles Roth, den Här Fernand Etgen, den Här Camille Gira, den Här Serge Wilmes, d'Madame Maggy Nagel an den Här Léon Gloden.

Den Här Wilmes gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt.

Madame President, ech bieden Iech dann elo, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

Merci.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Merci, Madame Nagel. Ech géif dann den Här Wilmes als Rapporteur bieden, de Rapport vun der Kommissioun virzedroen.

Rapport de la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur.-* Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi designéiert ginn ass, fir d'Legislativwahle vum 20. Oktober 2013 ze iwwerpréiwen, koum zu folgende Resultater:

Resultater fir den éischte Wahlbezierk (Wahlbezierk Süden):

Stëmmziedelen an den Urnen:	87.574
Blank Stëmmziedelen:	2.521
Ongültig Stëmmziedelen:	3.759
Gültig Stëmmziedelen:	81.294
Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten:	1.672.663
Nombre électoral:	69.695

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:

Lëscht 1 (déi Lénk)	95.819
Lëscht 2 (ADR)	125.826
Lëscht 3 (KPL)	40.123
Lëscht 4 (DP)	213.182
Lëscht 5 (Piratepartei)	50.676
Lëscht 6 (déi gréng)	163.641

Une voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur.-*

Lëscht 7 (LSAP)	421.519
Lëscht 8 (CSV)	539.306

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur.-*

Lëscht 9 (PID)	22.571

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1 (déi Lénk): ee Gewieltenen: den Här Serge Urbany

Lëscht 2 (ADR): zwee Gewieltener: den Här Gast Gibéryen an den Här Fernand Kartheiser

Lëscht 3 (KPL): kee Gewieltenen

Lëscht 4 (DP): dräi Gewieltener: den Här Claude Meisch, den Här Eugène Berger an den Här Gusty Graas

Lëscht 5 (Piratepartei): kee Gewieltenen

Lëscht 6 (déi gréng): zwee Gewieltener: den Här Félix Braz an d'Madame Josée Lorsché

Lëscht 7 (LSAP): siwe Gewieltener: den Här Jean Asselborn, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Alex Bodry, d'Madame Lydia Mutsch, den Här Dan Kersch, den Här Georges Engel an den Här Yves Cruchten

Lëscht 8 (CSV): aacht Gewieltener: den Här Jean-Claude Juncker, den Här Marc Spautz, den Här Jean-Marie Halsdorf, den Här Félix Eischen, den Här Gilles Roth, den Här Michel Wolter, d'Madame Nancy Arendt épouse Kemp, an d'Madame Sylvie Andrich-Duval

Lëscht 9 (PID): kee Gewieltenen

Resultater fir den zweete Wahlbezierk (Wahlbezierk Osten):

Stëmmziedelen an den Urnen:	30.911
Blank Stëmmziedelen:	947
Ongültig Stëmmziedelen:	1.057
Gültig Stëmmziedelen:	28.907
Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten:	194.458
Nombre électoral:	24.308

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:

Lëscht 1 (déi Lénk)	5.941
Lëscht 2 (ADR)	16.901
Lëscht 3 (KPL)	1.537
Lëscht 4 (DP)	36.237
Lëscht 5 (Piratepartei)	5.226
Lëscht 6 (déi gréng)	25.486
Lëscht 7 (LSAP)	28.385
Lëscht 8 (CSV)	71.727

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur.-*

Lëscht 9 (PID)	3.018

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1 (déi Lénk): kee Gewieltenen

Lëscht 2 (ADR): kee Gewieltenen

Lëscht 3 (KPL): kee Gewieltenen

Lëscht 4 (DP): zwee Gewieltener: d'Madame Maggy Nagel an den Här Lex Delles

Lëscht 5 (Piratepartei): kee Gewieltenen

Lëscht 6 (déi gréng): ee Gewieltenen: den Här Henri Kox

Lëscht 7 (LSAP): ee Gewieltenen: den Här Nicolas Schmit

Lëscht 8 (CSV): dräi Gewieltener: d'Madame Françoise Hetto-Gaasch, d'Madame Octavie Modert an den Här Léon Gloden

Une voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur.-* Lëscht 9 (PID): kee Gewieltenen

Resultater fir den drëtte Wahlbezierk (Wahlbezierk Zentrum):

Stëmmziedelen an den Urnen:	60.472
Blank Stëmmziedelen:	1.509
Ongültig Stëmmziedelen:	2.363
Gültig Stëmmziedelen:	56.600
Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten:	1.091.453
Nombre électoral:	49.612

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:

Lëscht 1 (déi Lénk)	51.859
Lëscht 2 (ADR)	54.709
Lëscht 3 (KPL)	9.422
Lëscht 4 (DP)	273.092
Lëscht 5 (Piratepartei)	29.631
Lëscht 6 (déi gréng)	114.142
Lëscht 7 (LSAP)	159.875
Lëscht 8 (CSV)	385.405
Lëscht 9 (PID)	13.318

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1 (déi Lénk): ee Gewieltenen: den Här Justin Turpel

Lëscht 2 (ADR): ee Gewieltenen: den Här Roy Reding

Lëscht 3 (KPL): kee Gewieltenen

Lëscht 4 (DP): sechs Gewieltener: den Här Xavier Bettel, d'Madame Lydie Polfer, d'Madame Anne Brasseur, d'Madame Simone Beissel, d'Madame Corinne Cahen an den Här Alexandre Krieps

Lëscht 5 (Piratepartei): kee Gewieltenen

Lëscht 6 (déi gréng): zwee Gewieltener: den Här François Bausch an d'Madame Viviane Loschetter

Lëscht 7 (LSAP): dräi Gewieltener: den Här Etienne Schneider, den Här Marc Angel an den Här Franz Fayot

Lëscht 8 (CSV): aacht Gewieltener: den Här Luc Frieden, den Här Claude Wiseler, den Här Laurent Mosar, den Här Paul-Henri Meyers, den Här Serge Wilmes, d'Madame Diane Adehm, den Här Marcel Oberweis an den Här Marc Lies

Lëscht 9 (PID): kee Gewieltenen

Resultater fir de véierte Wahlbezierk (Wahlbezierk Norden):

Stëmmziedelen an den Urnen:	39.917
Blank Ziedelen:	1.165
Ongültig Stëmmziedelen:	1.542
Gültig Stëmmziedelen:	37.210
Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten:	318.099
Nombre électoral:	31.810

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:

Lëscht 1 (déi Lénk)	8.138
Lëscht 2 (ADR)	20.246
Lëscht 3 (KPL)	2.575
Lëscht 4 (DP)	75.426
Lëscht 5 (Piratepartei)	10.733
Lëscht 6 (déi gréng)	28.646
Lëscht 7 (LSAP)	54.788
Lëscht 8 (CSV)	107.163
Lëscht 9 (PID)	10.384

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1 (déi Lénk): kee Gewieltenen

Lëscht 2 (ADR): kee Gewieltenen

Lëscht 3 (KPL): kee Gewieltenen

Lëscht 4 (DP): zwee Gewieltener: den Här Charles Goerens an den Här André Bauler

Lëscht 5 (Piratepartei): kee Gewieltenen

Lëscht 6 (déi gréng): ee Gewieltenen: den Här Camille Gira

Lëscht 7 (LSAP): zwee Gewieltener: den Här Romain Schneider an den Här Claude Haagen

Lëscht 8 (CSV): véier Gewieltener: den Här Marco Schank, d'Madame Martine Hansen, den Här Emile Eicher an den Här Aly Kaes

Lëscht 9 (PID): kee Gewieltenen

Den Här Charles Goerens, Gewieltene vun der Lëscht 4, der DP, am Wahlbezierk Norden, huet op säi Mandat verzicht. De Premierminister, am Numm vum Grand-Duc, huet a sengem Bréif vum 11. November 2013 den éischte Suppléant op därselwechter Lëscht, den Här Fernand Etgen, convoquéiert.

D'Vérificatiounskommissioun, déi elo virdrun zesummekomm wor, proposéiert de Presidente vun deene verschiddene Wahlbezierker, an Zukunft deeselwechte Modell vu Procès-verbal ze benotzen.

Unhand vun de Procès-verbalen aus deene véier Wahlbezierker, a well keng Reklamatioune virleien, schléit d'Kommissioun der Chamber vir, d'Legislativwahle vum 20. Oktober 2013 ze validéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Ech soen dem Här Wilmes, Rapporteur, e grousse Merci fir dee Rapport. An ech wéilt elo d'Chamber froen, ob se d'accord ass mat de Konklusioune vun der Kommissioun an domat, d'Legislativwahle vum 20. Oktober 2013 ze validéieren.

Vote

Déi, déi domat d'accord sinn, sollen dat manifestéieren duerch Handophiewen.

Merci.

Wien ass dergéint?

Enthalung?

Domat wëll ech den Accord unanime feststellen an d'Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn domat eestëmmeg validéiert.

5. Procédure d'assermentation

Mir kommen dann elo zur Prozedur vun der Vereedegung.

Ech wäert déi Gewielten och no Wahlbezierker opruffen, fir den Eed ofzeleeën, esou wéi dat an der Verfassung am Artikel 57 (2) virgesinn ass.

Ech liesen dann d'Eedesformel vir a froen déi eenzel Deputéiert, een nom aneren d'Hand ze hiewen an ze soen: „Je le jure."

Prestation de serment de 18 élus de la circonscription Sud

Fir d'Éischt géif ech déi Gewielten aus dem Bezierk Süde froen, hei virun de Bureau ze trieden.

Une voix.- Dat ass awer net wäit, Madame Presidentin.

Une autre voix.- Dach.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Dir Dammen, Dir Hären, ech géif Iech dann elo d'Eedesformel virliesen: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Madame Sylvie Andrich-Duval.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Madame Nancy Arendt épouse Kemp.

Mme Nancy Arendt *(CSV).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Här Félix Braz.

M. Félix Braz *(déi gréng).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Här Félix Eischen.

M. Félix Eischen *(CSV).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch *(LSAP).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Madame Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.-* Madame Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).-* Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Ech ginn lech Akt vun Ärer Prestation de serment an ech bieden lech, Plaz ze huelen.

Prestation de serment de 4 élus de la circonscription Est

Ech géif elo d'Vertrieder vum Bezierk Oste bieden, hei virun de Bureau ze trieden.

Ech liesen lech elo d'Eedesformel vir: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Här Lex Delles.

M. Lex Delles *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Madame Maggy Nagel.

Mme Maggy Nagel *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Domat ginn ech lech Akt vun Ärer Prestation de serment an ech bieden lech, Plaz ze huelen.

Prestation de serment de 17 élus de la circonscription Centre

Ech géif dann déi Gewielte vum Bezierk Zentrum bieden, hei virun de Bureau ze trieden.

Och lech liesen ech d'Eedesformel vir: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Madame Diane Adehm.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här François Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Madame Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Madame Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Alexandre Krieps.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Paul-Henri Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Marcel Oberweis.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Madame Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Serge Wilmes.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Domat ginn ech lech Akt vun Ärer Prestation de serment. Ech bieden lech och, Plaz ze huelen.

Prestation de serment de 6 élus de la circonscription Nord

Ech géif elo déi gewielte Vertrieder aus dem Norde bieden, sech hei virum Bureau opzestellen.

(Interruption)

Och wéilt ech lech d'Eedesformel virliesen: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Emile Eicher.

M. Emile Eicher *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Fernand Etgen.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Camille Gira.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Aly Kaes.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Och lech ginn ech Deklaratioun an Akt vun Ärer Prestation de serment. An ech géif lech och bieden, Plaz ze huelen.

Dir Dammen, Dir Hären, erlaabt mer elo, den Zweetdéngschteelsten, den Här Gast Gibéryen, ze bieden, hei ze presidéieren, fir dass ech d'Méiglechkeet och wäert hunn, den Eed ofzeleeën.

Här Gibéryen, ech iwwerginn lech dann domat hei d'Présidence.

(M. Gast Gibéryen prend la présidence.)

Prestation de serment de Mme Anne Brasseur

M. Gast Gibéryen, *Second Doyen.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif d'Madame Anne Brasseur bieden, virun de Bureau ze trieden an den Eed ofzeleeën, esou wéi en am Artikel 57 (2) vun onser Verfassung steet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Ech géif lech bieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen a folgend Wierder ze widderhuelen: „Je le jure."

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Je le jure.

M. Gast Gibéryen, *Second Doyen.*- Ech ginn lech Akt vun Ärem Eed, Madame Brasseur, an ech géif lech bieden, erëm d'Presidentschaft vun dëser Sitzung ze iwwerhuelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Mme Anne Brasseur reprend la présidence.)

Proclamation des membres de la Chambre des Députés

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Ech soen dem Här Gibéryen villmools Merci an ech hunn dann elo d'Éier, folgend Leit zu Membere vun der Chamber ze proklaméieren:

- fir de Wahlbezierk Süden: déi Damme Sylvie Andrich-Duval an Nancy Arendt épouse Kemp, déi Hären Eugène Berger, Alex Bodry, Félix Braz, Yves Cruchten, Félix Eischen, Georges Engel, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Dan Kersch, d'Madame Josée Lorsché, den Här Claude Meisch, d'Madame Lydia Mutsch, an déi Häre Gilles Roth, Serge Urbany a Michel Wolter,

- fir de Wahlbezierk Osten: den Här Lex Delles, den Här Léon Gloden an den Här Henri Kox souwéi d'Madame Maggy Nagel,

- fir de Wahlbezierk Zentrum: d'Madame Diane Adehm, déi Häre Marc Angel a François Bausch, d'Madame Simone Beissel, den Här Xavier Bettel, déi Dammen Anne Brasseur a Corinne Cahen, déi Häre Franz Fayot, Alexandre Krieps a Marc Lies, d'Madame Viviane Loschetter, déi Häre Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar a Marcel Oberweis, d'Madame Lydie Polfer an déi Häre Roy Reding, Justin Turpel a Serge Wilmes,

- fir de Wahlbezierk Norden: déi Hären André Bauler, Emile Eicher, Fernand Etgen, Camille Gira, Claude Haagen an Aly Kaes.

Domat wieren déi Memberen elo genannt als Deputéiert vun onser Chamber.

6. Félicitations et remerciements de Mme Anne Brasseur, Doyen

Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat elo d'Éier Är Vereedegung virzehuelen, an ech wëll lech all félicitéiere fir dat Vertrauen, dat Dir vum Wieler kritt hutt, an ech wënschen ons all, dass mer dat Vertrauen net enttäusche wäerten.

46 vun deene 60 Deputéierte sinn haut vereedegt ginn. Ënnert hinne sinn der siwen, déi fir d'alleréischte Kéier an onst Parlament gewielt goufen, an ech wëll si ganz besonnesch hei am Haus wëllkomm heeschen. Et sinn dat: d'Madame Corinne Cahen an déi Hären Yves Cruchten, Lex Delles, Franz Fayot, Dan Kersch, Roy Reding a Justin Turpel.

Erlaabt mer, deenen Deputéierten e Merci ze soen, déi an der leschter Legislaturperiod an dësem Haus woren an décidéiert hunn, net méi mat an d'Wahlen ze goen. Et sinn dat: déi Häre Fernand Boden, Lucien Clement, Ben Fayot, d'Madame Marie-Josée Frank an déi Hären Norbert Haupert, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Klein, Carlo Wagner a Lucien Weiler.

Ech wëll och hinnen e grousse Merci soe fir hir Aarbecht.

Mäi Merci riicht sech awer och un all déi, déi net d'Chance haten, erëmgewielt ze ginn.

Da wëll ech mech un den Här Laurent Mosar wenden - den Här Laurent Mosar, dee während bal fënnef Joer hei d'Presidentschaft vun dësem Haus hat - an ech wëll em Merci soe fir déi Kompetenz, mat där en dëst Haus geleet huet, mä awer och fir déi Rou a fir déi Gedold, déi en hat.

An ech wëll dem Här Mosar besonnesch Merci soe fir déi frëndschaftlech Aart a Weis, mat där de Moien déi Passation des pouvoirs, och wann et nëmmen e Pouvoir provisoire ass fir mech, sech déroulëiert huet. Ech also am Numm vun ons alleguer e ganz grousse Merci, Här Mosar!

Une voix.- Très bien!

(Applaudissements)

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Da sinn haut 14 Gewielter net vereedegt ginn, well se als Minister mat de lafende Geschäfter betraut sinn, bis déi nei Regierung composéiert ass, an duerfir eréischt méi spéit an enger Sitzung wäerten hiren Eed ofleeën, mat enger Ausnahm: An dat ass d'Madame Mady Delvaux, déi décidéiert huet, net méi mat an d'Wahlen ze goen.

A mengem perséinlechen Numm wëll ech der Madame Delvaux wierklech e grousse Merci soe fir hire politeschen Engagement, deen net ëmmer einfach wor an dee si onënnerbrach zënter 1989 ausübt, dovun 19 Joer als Minister. An am Numm vun ons alleguer wënschen ech wierklech vu ganzem Häerzen der Madame Delvaux alles Guddes, vill Satisfaktioun, awer och ganz vill Freed!

(Applaudissements)

7. Élection du Bureau et nomination du Secrétaire général

Dir Dammen an Dir Hären, mir géifen dann elo, am Sënn vun der Kontinuitéit vun onser Institutioun a bis mer komplett constituéiert sinn, e Bureau fir dës extraordinär Sessioun vun der Chamber asetzen.

Onsem Reglement no besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten a siwe Memberen.

Well mer an enger aussergewéinlecher Sessioun sinn, géif ech virschloen, esou wéi dat den Usage wor bis elo, de Bureau folgendermoossen zesummenzesetzen:

- als President de Rangeelsten,

- als Vizepresidenten den Zweeten, Drëtten a Véierten am Rang, dat sinn: den Här Gast Gibéryen, d'Madame Lydia Mutsch an den Här François Bausch,

- a fir déi siwe Membere géif ech déi jéngst Gewielte proposéieren, dat heescht: den Här Lex Delles, den Här Serge Wilmes, den Här Yves Cruchten, d'Madame Corinne Cahen, déi Häre Xavier Bettel, Léon Gloden a Franz Fayot.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dat ass esou décidéiert.

Da wëll ech d'Chamber och froen, ob se dermat averstanen ass, den Här Claude Frieseisen als Secrétaire général fir déi extraordinär Sessioun ze ernennen?

(Assentiment)

Jo. Dann ass dat och esou décidéiert.

De Bureau vun der Chamber setzt sech also folgendermoossen zesummen:

- President: Anne Brasseur,

- Vizepresidenten: den Här Gast Gibéryen, d'Madame Lydia Mutsch, den Här François Bausch,

- Memberen: déi Häre Lex Delles, Serge Wilmes an Yves Cruchten, d'Madame Corinne Cahen, déi Häre Xavier Bettel, Léon Gloden a Franz Fayot,

- Generalsekretär: den Här Claude Frieseisen.

De Grand-Duc wäert dann och iwwert d'Zesummesetzung vun dem Bureau informéiert ginn.

Domat ass d'Aufgab vum provisoresche Bureau ofgeschloss an dann iwwerhuelen ech elo d'Présidence am Numm vum elo designéierte Bureau vun der Chamber.

8. Institution de la Conférence des Présidents

Mme le Président.- Mir kommen dann zu der Institutioun vun der Conférence des Présidents. Am Artikel 28 vum Chambersreglement steet: «(1) Il est institué une commission dénommée Conférence des Présidents.

(2) Elle se compose du Président de la Chambre ainsi que du président de chaque groupe politique constitué conformément à l'article 14 (...).»

Opgrond vun den Informatiounen, déi mir kritt hunn, presentéiert sech d'Zesummesetzung vun der Presidentekonferenz folgendermoossen:

- Chamberspresident: Anne Brasseur,

- President vun der CSV-Fraktioun: den Här Gilles Roth,

- President vun der DP-Fraktioun: den Här Claude Meisch,

- President vun der LSAP-Fraktioun: den Här Alex Bodry, a

- President vun der Fraktioun déi gréng: den Här Félix Braz.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems de Wieler de Choix den 20. Oktober gemaach huet, ass et elo un ons, fir ons an deenen nächste Wochen definitiv ze organiséieren, fir dass mer ons Aarbechten esou séier wéi méiglech kënnen ophuelen.

Well grad an esou enger schwiereger Period ass et wichteg, dass mer keng Zäit verléieren, fir déi Entscheedungen ze huelen, déi néideg sinn, fir onst Land gutt opzestellen a seng Strukturen ze reforméieren, do wou et noutwendeg ass, fir deene groussen Erausfuerderungen, déi ustinn, gerecht ze ginn. Jiddwer Eenzelne vun ons heibannen huet d'Chance an och déi ganz grouss Responsabilitéit, fir haut un der Gestaltung vu Lëtzebuerg vu muer aktiv ze participéieren.

Ech wënschen ons all dobäi eng glécklech Hand, vill Energie an och déi néideg Gestaltungsfantasie, déi een heiansdo brauch, fir ons respektvoll, verantwortungsbewosst a vertrauensvoll deene groussen Erausfuerderungen ze stellen, virun deenen onst Land steet.

Erlaabt mer, Dir Dammen an Dir Hären, um Schluss vun dëser Sitzung den Albert Camus ze zitéieren, vun deem mer ons sollen an deenen nächste fënnef Joer inspiréiere loossen: «Le régime démocratique ne peut être conçu, créé et soutenu que par des hommes qui savent qu'ils ne savent pas tout. Le démocrate est modeste, il avoue une certaine part d'ignorance, il reconnaît le caractère en partie aventureux de son effort et que tout ne lui est pas donné, et à partir de cet aveu, il reconnaît qu'il a besoin de consulter les autres, de compléter ce qu'il sait par ce qu'ils savent.»

Ech soen lech Merci, an domat ass d'Sitzung opgehuewen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Fin de la séance publique à 16.10 heures)

Présidence: Mme Anne Brasseur, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Président élu

Sommaire

1. Clôture de la session extraordinaire 2013 et ouverture de la session extraordinaire 2013-2014
- *Mme le Président*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

2. Prestation de serment d'élus
- *Mme le Président*
- *Prestation de serment de M. Mars Di Bartolomeo, M. Luc Frieden, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Jean-Claude Juncker, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, M. Marc Spautz et M. Claude Wiseler*
- *Proclamation des membres de la Chambre des Députés*

3. Vérification des pouvoirs et prestation de serment des suppléants
- *Mme le Président*
- *Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013*
- *Interruption de la séance publique de 14.41 à 14.57 heures*
- *Mme le Président*
- *M. Paul-Henri Meyers*
- *Rapport de la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013: M. Lex Delles*
- *Prestation de serment des suppléants: M. Claude Adam, M. Guy Arendt, M. Frank Arndt, M. Gilles Baum, Mme Taina Bofferding, Mme Tess Burton, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Joëlle Elvinger, M. Max Hahn, M. Marc Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Edy Mertens, M. Roger Negri, M. Roberto Traversini, Mme Christiane Wickler*
- *Proclamation des membres de la Chambre des Députés*

4. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général
- *Mme le Président, M. Alex Bodry, M. Jean-Claude Juncker, M. Alex Bodry, M. Jean-Claude Juncker, M. Eugène Berger*
- *Vote*
- *Mme le Président, Mme Viviane Loschetter, M. Eugène Berger, M. Jean-Claude Juncker*
- *Vote*
- *Mme le Président, M. Claude Haagen, M. Eugène Berger, M. Jean-Claude Juncker*
- *Vote*
- *Mme le Président*
- *Vote*

5. Allocution du Président élu
- *M. le Président*

6. Constitution des groupes politiques
- *M. le Président*

7. Institution de la Conférence des Présidents
- *M. le Président*

8. Constitution des Commissions parlementaires réglementaires et permanentes
- *M. le Président*
- *M. Jean-Claude Juncker, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Jean-Claude Juncker*
- *M. le Président*

9. Constitution des délégations dans les Assemblées parlementaires internationales
- *M. le Président*
- *M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Alex Bodry, M. Serge Urbany, Mme Viviane Loschetter*
- *M. le Président*

10. Nomination du Comité de discipline
- *M. le Président*

11. Déclaration de recevabilité de trois propositions de loi et d'une proposition de modification de la Constitution
- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

Mme le Président. D'Sitzung ass op.

1. Clôture de la session extraordinaire 2013 et ouverture de la session extraordinaire 2013-2014

Dir Dammen, Dir Hären, nom Artikel 72, drëtten Alinéa vun onser Constitutioun gëtt gesot: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.»

Duerch groussherzoglechen Arrêté vum 28. November 2013 huet de Grand-Duc dem Premier- a Statsminister d'Vollmuecht ginn, fir d'Session extraordinaire 2013 zouzemaachen an d'Session extraordinaire 2013-2014 opzemaachen. Ech ginn dann domat dem Premier- a Statsminister Xavier Bettel d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Madame Presidentin. Wéi Der et elo just gesot hutt, huet de Grand-Duc mam Arrêté grand-ducal den 28. November 2013 mer d'Kompetenze ginn, fir d'Sessioun vun 2013 (veuillez lire: fir déi extraordinär Sessioun vun 2013) zou ze deklaréieren an och déi extraordinär Sessioun vun 2013-2014 opzemaachen op Datum vum 5. Dezember um 14.30 Auer, an et wier dann domadder och gemaach.

Mme le Président.- Ech soen dem Här Premier- a Statsminister Merci fir seng Deklaratioun an ech ginn em Akt dovun, an domat ass d'Sessioun op.

2. Prestation de serment d'élus

Dir Dammen an Dir Hären, mir kéimen dann elo an onser extraordinärer Sitzung vun haut zu der Vereedegung vun enger ganzer Rei vun Deputéierten, déi d'lescht Kéier net konnte vereedegt ginn, well se nach mat de lafende Geschäfter an der Regierung betraut woren. Deenen hir Pouvoire woren d'lescht Kéier scho validéiert ginn, well se all als gewielt deklaréiert gi woren. Mir géifen déi elo haut vereedegen, an zwar sinn dat: den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Luc Frieden, den Här Jean-Marie Halsdorf, d'Madame Martine Hansen, d'Madame Françoise Hetto-Gaasch, den Här Jean-Claude Juncker, d'Madame Octavie Modert, den Här Marco Schank, den Här Marc Spautz an den Här Claude Wiseler.

Ech géif déi Deputéierte bieden, elo hei an der Mëtt Plaz ze huelen, fir dass hir Vereedegung ka virgeholl ginn. Dir Dammen, Dir Hären, kéint ech Iech bieden, wann ech gelift.

Esou wéi den Artikel 57 vun der Verfassung dat virgesäit, liesen ech d'Eedesformel vir an duerno géif ech Iech eenzel bieden, een nom aneren d'Hand an d'Luucht ze hiewen an ze soen: «Je le jure.»

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (*LSAP*).- Je le jure.

Mme le Président.- Här Luc Frieden.

M. Luc Frieden *(CSV)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Françoise Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Octavie Modert.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Marco Schank.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Je le jure.

Mme le Président.- An den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Ech soen Iech Merci. Ech ginn Iech domat Akt vun Ärer Prestation de serment an ech géif Iech bieden, op Äre Plaze Plaz ze huelen, an ech géif Iech wëllkomm heeschen als Member vun der Chamber. Merci, Dir Dammen, Dir Hären.

Proclamation des membres de la Chambre des Députés

Ech hunn domat d'Éier, folgend Leit Member vun der Chamber ze deklaréieren:

- den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Luc Frieden, den Här Jean-Marie Halsdorf, d'Madame Martine Hansen, d'Madame Françoise Hetto-Gaasch, den Här Jean-Claude Juncker, d'Madame Octavie Modert, den Här Marco Schank, den Här Marc Spautz an den Här Claude Wiseler.

3. Vérification des pouvoirs et prestation de serment des suppléants

Mir kéimen dann elo zu der Vérification des pouvoirs vun enger Rei Leit, déi elo an d'Chamber kommen, well eng Partie vun deenen, déi d'leschte Kéier als Deputéierten assermentéiert gi sinn, Member vun der Regierung sinn.

Domat baséieren ech mech op den Artikel 57 (1) vun der Verfassung, dee seet: «La Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.», an op den Artikel 3 vun eisem Chambersreglement. No der Verifikation vun de Pouvoire ginn dann déi Suppléantë vereedegt.

Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013

Esou wéi et am Artikel 3 vun onsem Chambersreglement virgesinn ass, musse mer elo eng Commission de vérification des pouvoirs zesummestellen, a fir déi zesummenzestellen, procédéiere mer par tirage au sort vu siwe Memberen:

- den Här Delles,
- den Här Gloden,
- den Här Krieps,
- den Här Lies,
- den Här Paul-Henri Meyers,
- den Här Haagen an
- den Här Kox.

Domat ass d'Kommissioun zesummegesat: vun deenen Häre Kox, Delles, Lies, Gloden, Krieps, Meyers an Haagen.

Ech géif d'Membere vun der Verifikatiounskommissioun bieden, sech elo an engem anere Sall ze begéinen, fir déi Verifikatioun virzehuelen a während där Zäit ass d'Chamberssitzung ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.41 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.57 heures.)

No der Ënnerbriechung geet d'Sëtzung weider.

D'Verifikatiounskommissioun wor zesummen. President vun der Verifikatiounskommissioun ass den Här Paul-Henri Meyers an ech géif deen elo bieden, d'Wuert ze huelen.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi duerch Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgende Memberen zesummen: den Här Lex Delles, den Här Léon Gloden, den Här Alexandre Krieps, den Här Marc Lies, ech selwer, den Här Claude Haagen an den Här Henri Kox.

Den Här Lex Delles gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt.

Madame President, ech géif Iech bieden, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

Mme le Président.- Ech soen Iech Merci, Här Meyers. An da géif ech d'Wuert dem Rapporteur, dem Här Lex Delles ginn.

Rapport de la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Merci, Madame President. De Rapport vun der Commission de vérification vun haut, 5. Dezember 2013.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Legislativwahle vum 20. Oktober 2013 sinn an der Sëtzung vum 13. November 2013 validéiert ginn. D'Chamber huet d'Vereedegung vu 46 Deputéierten actéiert.

Am Ufank vun dëser Sëtzung hunn zéng Gewieltener hiren Eed ofginn. Dat sinn: den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Luc Frieden, den Här Jean-Marie Halsdorf, d'Madame Martine Hansen, d'Madame Françoise Hetto-Gaasch, den Här Jean-Claude Juncker, d'Madame Octavie Modert, den Här Marco Schank, den Här Marc Spautz an den Här Claude Wiseler.

Den Här Jean Asselborn, den Här Etienne Schneider, den Här Romain Schneider an den Här Nicolas Schmit sinn duerch de groussherzoglechen Arrêté vum 4. Dezember an hirer Fonctioun vu Regierungsmember weidergefouert ginn.

Den Här François Bausch, den Här Félix Braz, den Här Xavier Bettel, d'Madame Corinne Cahen, d'Madame Carole Dieschbourg, den Här Fernand Etgen, den Här Pierre Gramegna, den Här Dan Kersch, den Här Claude Meisch, d'Madame Lydia Mutsch an d'Madame Maggy Nagel hunn duerch deeselwechten Arrêté hir Nominatioun als Minister kritt. Den Här André Bauler, den Här Camille Gira an d'Madame Francine Closener hunn och duerch deeselwechten Arrêté hir Nominatioun als Statssekretär kritt.

Et ass deemno un der Chamber, d'Pouvoire vun de Suppléantë vun deene Gewieltenen ze kontrolléieren, déi an d'Regierung komm sinn. D'Madame Chamberpresident huet dofir haut folgend Leit convoquéiert: den Här Claude Adam, den Här Guy Arendt, den Här Frank Arndt, den Här Gilles Baum, d'Madame Taina Bofferding, d'Madame Tess Burton, d'Madame Claudia Dall'Agnol, d'Madame Joëlle Elvinger, den Här Max Hahn, den Här Marc Hansen, d'Madame Cécile Hemmen, den Här Edy Mertens, den Här Roger Negri, den Här Roberto Traversini an d'Madame Christiane Wickler.

D'Kommissioun stellt fest, datt d'Prozedur agehale ginn ass an de Regelen entsprécht a recommandéiert der Chamber, d'Pouvoire vun dëse 15 Gewieltenen ze validéieren.

Mme le Président.- Ech soen dem Här Delles Merci fir de Rapport, deen en am Numm vun der Commission de vérification gemaach huet.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun d'accord?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Prestation de serment des suppléants

Da ginn ech Akt vun där Verifikatioun a mir kéimen dann elo zu der Assermentatioun vun den neien Deputéierten. An ech géif da bieden, dass déi zukünfteg Deputéiert géifen an de Sall kommen.

Ech liesen elo, esou wéi ons Verfassung dat virgesäit, d'Eedesformel vir, an ech géif Iech duerno bieden, een nom aneren d'Hand ze hiewen an ze soen: «Je le jure.»

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Frank Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Claudia Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Joëlle Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen *(DP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Edy Mertens.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Christiane Wickler.

Mme Christiane Wickler *(déi gréng)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Merci. Ech ginn Iech Akt vun Ärer Prestation de serment an ech heeschen Iech wëllkomm als Membere vun dëser Chamber. Ech géif Iech bieden, Plaz ze huelen.

Proclamation des membres de la Chambre des Députés

Domat hunn ech d'Éier, folgend Leit als Member vun der Chamber ze deklaréieren: den Här Claude Adam, den Här Guy Arendt, den Här Frank Arndt, den Här Gilles Baum, d'Madame Taina Bofferding, d'Madame Tess Burton, d'Madame Claudia Dall'Agnol, d'Madame Joëlle Elvinger, den Här Max Hahn, den Här Marc Hansen, d'Madame Cécile Hemmen, den Här Edy Mertens, den Här Roger Negri, den Här Roberto Traversini an d'Madame Christiane Wickler.

4. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général

Dir Dammen, Dir Hären, mir kéimen elo zur Électioun vum Bureau a vum Secrétaire général. Eisem Reglement no besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten a maximal siwe Memberen an engem Generalsekretär. Am Artikel 4 vun eisem Reglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre, après la vérification des pouvoirs, procède à l'élection du Bureau, composé d'un Président, de trois vice-présidents et de sept membres au plus.

(2) Il est successivement procédé à un scrutin spécial pour la nomination du Président, des trois vice-présidents et des membres.

(5) Au cas où pour la nomination soit du Président, soit des vice-présidents, soit des membres le nombre des candidats correspond au nombre des places à pourvoir, le ou les candidats peuvent être proclamés élus sans qu'il soit nécessaire de procéder au scrutin prévu aux alinéas précédents.»

Elo komme mer zu der Wiel vum Chamberpresident. Läit do eng Propositioun vir, fir e Member als President vun der Chamber ze ernennen? Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Am Numm vun der sozialistescher Fraktioun géif ech den Här Mars Di Bartolomeo proposéieren als President vun dëser Chamber.

Mme le Président.- Merci fir Är Deklaratioun. Här Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Madame Presidentin, a geuerdnete Parlamenter ass et Usus, dass déi stäerkste Fraktioun de Chamberpresident stellt. Kuckt ronderëm Iech an Europa an an aneren Deeler vun der Welt, da stellt Der fest, dass dat esou ass. Vu dass kee Ruff vun den neie Regierungsparteien d'CSV erreecht huet, fir eng Propositioun ze maachen, wëll ech menger Verwonnerung doriwwer Ausdrock ginn. Vu dass awer de Kolleeg Alex Bodry de Mars Di Bartolomeo proposéiert huet, géife mer, well mer hie ganz gären hunn, geschlossen als Fraktioun fir de Mars Di Bartolomeo stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci.

Mme le Président.- Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech froen d'Wuert, fir kuerz eng Réplique ze ginn op déi Interventioun vum Fraktiounspresident vun der CSV. Ech hunn datselwecht och scho gesot de Moien an eiser Conférence des Présidents. Mir sinn e geuerdnet Parlament. Mir sinn net en ongeuerdnet Parlament hei zu Lëtzebuerg.

D'Geschicht weist, dass et zu Lëtzebuerg eng aner Traditioun gëtt. D'Geschicht weist, dass net automatesch déi stäerkste Partei de Chamberpresident stellt, mä dass dat Géigestand vun de Regierungsverhandlungen ass. Dat war an der Vergaangenheet esou, dat war och dës Kéier de Fall.

Ech kann och just soen, dass déi sozialistesch Chamberpresidente Victor Bodson, Romain Fandel, Antoine Wehenkel a René Van den Bulcke Chamberpresidente waren, ouni dass se awer där stäerkster Partei ugehéiert hunn, an all Kéiers, mengen ech och, mam Accord vun der deemools stäerkster Partei.

Merci.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Madame Presidentin.

Mme le Président.- Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Et ass richteg, wat den Alex Bodry seet. Bis elo war et esou, dass déi stäerkste Regierungspartei, déi gläichzäiteg déi stäerkste Fraktioun hei an der Chamber war - bis op eng Kéier, wou se selwer décidéiert hat, an d'Oppositioun ze goen - de Chamberpresident gestallt huet. Wann d'CSV de Chamberpresident gestallt huet, da war et ëmmer nëmmen, well se déi stäerkste Fraktioun war. Mir hätte gär gehat, wann een déi Traditioun anstandshalber virugefouert hätt.

Mme le Président.- Sinn nach…

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Ech hu vum Wahlresultat geschwat.

Mme le Président.- Ech gesi keng aner Wuertmeldungen. Sinn aner Propositiounen do fir de Poste vum President? Dat schéngt…

M. Eugène Berger *(DP)*.- Madame Presidentin, mir ënnerstëtzen déi Propositioun vum Här Bodry.

Mme le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Gëtt de Vote électronique gefrot? Dat schéngt och net de Fall ze sinn. Da géif ech proposéieren, déi Kandidatur vum Mars Di Bartolomeo à main levée guttzeheeschen.

Vote

Déi, déi domat d'accord sinn, si gebieden, dat duerch Handophiewen ze maachen.

Merci villmools. Dat ass d'Unanimitéit. An ech soen Iech Merci, an ech félicitéieren och dem Här Mars Di Bartolomeo fir d'Presidentschaft.

Mir kéimen dann elo zu de Vizepresidenten. Do sinn dräi Poste virgesinn. Gëtt et dozou Virschléi? Jo, Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- déi gréng proposéieren den Här Henri Kox.

Mme le Président.- Merci. Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- D'DP proposéiert d'Madame Simone Beissel.

Mme le Président.- Merci. Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Eis Fraktioun proposéiert iwwerraschend den Här Laurent Mosar.

Mme le Président.- Ginn et nach aner Propositiounen? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Ass de Vote électronique gefrot? Dat schéngt och net de Fall ze sinn. Da kënne mer dat duerch Main levée maachen.

Vote

Wien ass mat der Nominatioun vun deenen dräi Vizepresidenten d'accord?

Merci villmools. Dat ass och d'Unanimitéit. Da félicitéieren ech domat och de Vizepresidenten.

Da kéime mer zu dem Vote vu siwe Leit fir de Bureau. Och do gëllt déiselwecht Prozedur. Dofir wollt ech froen, welch Virschléi vun de Fraktioune kommen. Jo, Här Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- D'LSAP géif proposéieren, Madame President, den Här Bodry an den Här Angel.

Mme le Président.- Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- D'DP proposéiert fir de Bureau d'Madame Simone Beissel, d'Madame Lydie Polfer a mech selwer.

Mme le Président.- Jo. Vun der CSV?

Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Déi, déi nach feelen.

(Hilarité)

Ech weess just, Madame President, dass ech net dra sinn.

(Hilarité)

A vu dass ech gewinnt sinn, mech haaptsächlech ëm mech ze bekëmmeren, wëll ech Iech soen, dass no intensiver Consultatioun a menger Fraktioun bis an déi lescht Momenter eran, wéi Der festgestallt hutt, mer den Här Gilles Roth, den Här Claude Wiseler an den Här Michel Wolter proposéieren, wéi och dee gewielte Vizepresident vun der Chamber, den Här Laurent Mosar. Schéi Rees.

Mme le Président.- Sinn nach aner Propositiounen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Mir hunn also siwe Kandidature fir siwe Posten. Gëtt hei de Vote électronique gefrot? Och dat schéngt net de Fall ze sinn.

Vote

Da froen ech d'Chamber, ob se d'accord ass, déi Häre Marc Angel, Eugène Berger, Alex Bodry, d'Madame Lydie Polfer, an déi Häre Gilles Roth, Claude Wiseler a Michel Wolter als Membere vum Bureau ze akzeptéieren. Kënnt Der dat duerch Handophiewe weisen, wann ech gelift?

Merci villmools. Och dat ass d'Unanimitéit. Domat ass dann de Bureau komplett zesummegesat.

A mir kéimen dann elo zu der Ernennung vum Generalsekretär. Den Här Claude Frieseisen als Generalsekretär war genannt ginn an onser leschter extraordinärer Sessioun, just fir déi extraordinär Sessioun. An et ass elo proposéiert vun der Conférence des Présidents, den Här Claude Frieseisen a sengem Amt ze bestätege fir d'Durée vun der Legislaturperiod. Ass do de Vote électronique gefrot?

Vote

Da géif ech Iech och do bieden, d'Hand ze hiewen, fir Ären Assentiment ze ginn.

Ech soen Iech Merci. Domat ass dann den Här Claude Frieseisen och à l'unanimité a sengem Amt bestätegt.

De Chamberbureau ass domat komplett an ech géif en dann elo offiziell proklaméieren:

- als President ass et: den Här Mars Di Bartolomeo,

- als Vizepresidente sinn et: d'Madame Beissel, den Här Bodry… Neen, entschëllegt. D'Madame Beissel, den Här Kox an den Här Laurent Mosar. Dir musst mech entschëllege fir dee Lapsus,

- dann, als Membere vum Bureau, hu mer folgend Leit: den Här Marc Angel, den Här Eugène Berger, den Här Alex Bodry, d'Madame Lydie Polfer, den Här Gilles Roth, den Här Claude Wiseler an den Här Michel Wolter,

- a Generalsekretär vun der Chamber: den Här Claude Frieseisen.

De Grand-Duc gëtt dann och dovun informéiert an domat ass onse Bureau definitiv constituéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, ass meng Missioun och eriwwer, meng Missioun als President, bedéngt duerch onst Reglement, wat virgesäit, dass deen Déngschteelsten d'Presidentschaft iwwerhëlt, bis en definitive Bureau zesummen ass.

An ech géif villmools Merci soe fir d'Ënnerstëtzung, déi ech krut. Ech géif dem Generalsekretär och Merci soen an all de Collaborateure vun der Chamber fir déi ganz kuerz, mä awer gutt Zesummenaarbecht.

An elo hunn ech dann d'Freed, dem Mars Di Bartolomeo hei d'Geschécker vun der Chamber ze iwwerreechen, an ech wënschen him dobäi eng ganz glécklech Hand a vill Satisfaktioun.

Merci villmools.

(Applaudissements)

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

5. Allocution du Président élu

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi leschte Kéier, wou ech esou opgereegt war, dat war virum Opnahmexame fir an de Lycée. An ech hu wierklech Pudding an de Knéien.

(Hilarité)

Fir d'éischt emol en häerzleche Merci fir Äert Vertrauen. Ech wäert mäi Bescht maachen, fir et ze verdéngen. Et ass eng ganz grouss Éier un der Spëtzt vun der Chamber ze stoen, wou ech jo schonns 15 Joer als Deputéierten an néng Joer als Minister an- an ausgaange sinn. Menge Virgänger wëll ech Merci soe fir déi Gedold, déi se mat mer haten.

Der Madame Brasseur vun dëser Plaz e grousse Merci fir déi kompetent a wierdeg Aart a Weis, mat där se dëst Amt an deene leschte Wochen ausgeübt huet.

Dem Laurent Mosar, mengem Virgänger, wëll ech mäi Respekt fir dat ausdrécken, wat hien an deene leschte Joren hei am Parlament an no bausse geleescht huet. Hien huet dësem Haus säi Stempel opgedréckt, andeems hien den direkte Kontakt zu der Société civile gesicht huet, deenen europäeschen Dossieren hir verdéngte Plaz an der parlamentarescher Aarbecht ginn huet an derfir gesuergt huet, datt eist Parlament den Uschloss un déi nei Medien net verpasst huet. Ech sinn iwwerzeegt, datt hien an deenen nächste Jore mat deemselwechten Engagement hei wäert weiderschaffen.

Merci Laurent, du waars en exzellente President!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Erlaabt mer och d'Geleeënheet ze notzen, fir de Ministeren a Statssekretäre vun där neier Regierung fir hir Nominatioun ze félicitéieren an hinnen eng glécklech Hand, vill Mutt an Energie ze wënschen, fir d'Statsgeschäfter am Intérêt vum Land ze féieren.

Häerzlech wëllkomm wëll ech och déi Kolleegen heeschen, mat deenen ech an deene leschte Joren an der Regierung gutt a kollegial zesummegeschafft hunn an ech wëll hinne Merci fir hir Aarbecht soen. Iech all wënschen ech vill Satisfaktioun an deem Mandat, dat mär vum Wieler kritt hunn, a freeë mech op eis Zesummenaarbecht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no deene schwéiere Krisejoren, no deenen Dossieren, déi zu haarden Ausenanersetzungen a schliesslech, esou wollte mer et, zu virzäitege Wahle gefouert hunn, a konfrontéiert mat engem net bestreitbare Vertrauensverloscht an d'Politik, wëlle mer, neen, musse mer en neien Ufank aleeden. Den Erwaardungsdrock op eis ass grouss. A wann ee gesäit, wat d'Erausfuerderunge sinn, déi op eis waarden, musse mer d'Äerm eropstrëppen an haart schaffen.

Déi Leit, déi eis gewielt hunn, erwaarde vun eis, datt mer de Chômage bei deene Jonken, mä och ëmmer méi bei deenen Eeleren an de Grëff kréien, d'Wunnen erëm erschwénglech maachen, fir stabil Statsfinanze suergen an eise solidaresche Sozial- a Gesondheetssystem dauerhaft ofsécheren.

Dat brénge mer nëmme fäerdeg, wa mer eis op eis Trëmp besënnen an net jéimeren. De Sozialdialog, esou wéi mer en am Tripartite-Geescht an de 70er Joren entwéckelt hunn, huet eng zolidd Gripp. Ech hunn iergendwéi d'Impressioun, datt mer ëmmer méi laanschtenee wéi matenee schwätzen an datt mer méi Energie dru setzen, fir dat ze fannen, wat eis trennt, wéi fir dat ze stäerken, wat eis verbënnt.

Ech hoffen, datt sech schnell erëm där staarker Charaktere fannen, déi matenee kënnen a mateneen och Weeër fannen, fir d'Problemer ze léisen. Et waren eis Upassungsfäegkeet an eisen Afallsräichtum, déi et an der Vergaangenheet méiglech gemaach hunn, datt mär ëmmer erëm d'Rudder erëmgeworf kritt hunn a quokeleg Situatioune gemeeschtert hunn. Ech hoffen, datt mer dee Courage an déi Wëllenskraaft erëm zréckkréien an datt mer, an engem gemeinsamen Effort, den ëmmer méi komplexen an zesummenhänkenden Erausfuerderungen entgéintginn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mär wëssen, datt dat keng einfach Aufgab ass. Dat ëmsou méi, wéi mer ëmmer méi oft eleng op eis gestallt sinn. Wann een an deene leschte Wochen a Méint déi auslännesch Press gelies huet, stellt ee fest, datt Lëtzebuerg nëmmen nach wéineg Frënn huet. An Zäiten, wou et deenen aneren, deene meeschte Länner schlecht geet an eis, am Verglach mat hinnen, verhältnisméisseg gutt, ginn eis keng Cadeaue méi gemaach.

Als klengt Land huet een et sécherlech net méi einfach wéi grouss Länner, déi op vill méi e grousst Potenzial vu Ressourcen a Méiglechkeeten zréckgräife kënnen, an déi och en anert wirtschaftlecht a politescht Gewiicht an Europa an an der Welt duerstellen. Mä eis iwwersiichtlech Gréisst kann awer och, wa mer wëllen, e groussen Atout duerstellen. Wa mer dozou bereet sinn, kënnen eis Weeër méi kleng sinn an eis Reaktivitéit méi grouss, wat onweigerlech e Pluspunkt a Saache Konkurrenzfäegkeet bedeit.

Mär mussen eis nach méi konsequent a professionell mat deenen europäeschen Dossieren, déi fir eist Land vital sinn, ausenanersetzen an eis an eise Reie spezialiséieren an, wann noutwendeg, op Expertise zréckgräife kënnen. Dat gëllt och fir aner Beräicher, wou mär eis spezialiséiere mussen. Virukommen an eis Acquisen ofséchere kënne mer nëmmen, wa mer besser si wéi déi aner. Mär mussen eis derfir asetzen, datt Europa, dat haut fir Austeritéitsmoossname steet, säi soziaalt Gesiicht erëmkritt.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber huet am décisionnellë Prozess vum Land eng aktiv Roll ze spillen. Déi grouss Orientatioune mussen hei diskutéiert a festgehale ginn. D'Chamber muss sech ouni Zweifel zu enger nationaler Denkfabrik entwéckelen. Et muss eng Pépinière vun neien originellen Iddie ginn an e Beispill fir den oppenen Dialog. Dofir ass et och wichteg, wéi mär deen Dialog ënner eis féieren. En oppenen Dialog, also no bannen, dee setzt géigesäitege Respekt an Toleranz viraus, en oppene Geescht amplaz Blockdenken an d'Bereetschaft, fir d'Initiativrecht vun deenen eenzelne politesche Famillen ze verbesseren.

Mär wëssen all, datt net alles richteg ass, nëmme well et vu Majoritéit oder Regierung kënnt, an datt net alles schlecht muss sinn, nëmme well et vun der Oppositioun kënnt. Esou eng Bëtongspolitik wär falsch. Well wéi schnell Majoritéite kënne wiesselen a wéi schnell Oppositiounsverhältnisser kënne wiesselen, dat gesäit een ëmmer an ëmmer erëm. A vergiesse mer net, datt mär no bausse Beispillfonctioun hunn. Wa mär mateneen ëmgi wéi Gaassebouwen, wéi sollen d'Leit dobaussen et dann aneschters maachen?

Deen oppenen Dialog musse mer och no bausse sichen, mat den Institutiounen, mat de Beruffschamberen, mat der Société civile, mat de Bierger allgemeng. Verdéiwe wëll ech zum Beispill eis Zesummenaarbecht mam Jugendparlament. Well déi Gesellschaft, déi mär jo kontinuéierlech gestalten, huet ouni Zweifel hir Répercussiounen op déi kommend Generatiounen. Mär hunn dofir also Intérêt drun, datt mer deene Jonken esou schnell wéi méiglech d'Geleeënheet ginn, fir déi zukünfteg Architektur vum Land matzegestalten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif nei Membere vun der Chamber, wann d'Politik hir Glafwierdegkeet wëllt erëmkréien, da musse mär zesumme mam Bierger, mat alle Bierger, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, méi Demokratie woen. Mär mussen d'Leit, déi eis hiert Vertraue geschenkt hunn, an d'Décisiounsprozesser abannen. Mär mussen eis all Zort vu Fraktur an eiser Gesellschaft entgéintstellen an de Rass tëschent Lëtzebuerger an Auslänner, Jonk an Al, Leit mat Aarbecht an déi, déi op der Sich no Aarbecht sinn, verhënneren. Dat geet nëmme mat engem intakte Solidaritéitsprinzip, dat eis bis elo gutt duerch d'Kris bruecht huet an dat alles aneschters wéi démodéiert ass.

An dat geet och nëmmen iwwer eng seriö preparéiert parlamentaresch Aarbecht an e professionellen Engagement vun allen Deputéierten. Physesch Präsenz ass net alles, mä gehéiert awer derzou. Vernetzt Denken an Handelen ass ugesot. Mär dierfen net nëmmen d'Hand ophalen, fir ze kréien, mär mussen och d'Hand ausstrecken, fir ze ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat eise Vertrieder aus dem Chamberbureau, Iech all an eisem Personal, dat ech als engagéiert a kompetent kennegeléiert hunn, wëll ech mech fir e Parlamentarismus mat Ecken a Kanten asetzen, dee seng Kontrollfonctioun eescht hëlt, säin Initiativrecht ausnotzt. Als President wëll ech net nëmmen dee mat der Schell sinn oder deen, dee representéiert, och wann d'Representéiere wichteg ass. Ech wäert mech géint all Zort vu Stigmatiséierung staarkmaachen a bleiwen der Meenung, datt mär dru wannen, wa mär Politiker fir unzepake sinn an net an d'Stratosphär ofhiewen.

Ech selwer kommen ursprünglech aus dem Journalismus a bekenne mech zu staarke Medien, insbesondere och d'Printmedien, an toleréiere keng Aschränkung vun der Meenungsfräiheet. Ech géif mer awer wënschen, datt mer zu där gudder aler Zäit zréckkommen, wou een och de Courage hat, seng Ënnerschrëft ënner seng Meenung ze setzen, amplaz ënnert dem Deckmantel vun der Anonymitéit oder zeg Pseudonymen an der elektronescher Blogosphär säi Gëft ze verspreeën.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- En Deontologiekodex ergëtt net nëmme fir Politiker e Sënn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no méi animéierten Zäite si mer elo erëm voll handlungsfäeg.

Eist Land brauch Erneierung, awer och Erfahrung. Mär mussen nei Weeër goen, mä däerfen dat Bewährtent net verbrennen. Ech wënschen eis all eng glécklech Hand, vill Courage, eng irréprochabel Beruffsethik, e bësse Chance, Kollegialitéit an éierlech Mënscheléift.

Ech soen Iech Merci.

(Applaudissements)

An elo kënnt den Eescht vum Liewen.

6. Constitution des groupes politiques

Mär kéimen dann elo zur Constitutioun vun de Fraktiounen. Den Artikel 14 vum Chambersreglement seet: «Les députés peuvent se constituer en groupes politiques.

Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre aux moins cinq membres.

Les groupes politiques remettent à la présidence la liste de leurs membres et indiquent le nom de leur président.»

Et hu sech véier Fraktioune constituéiert. Dat sinn d'Fraktioun vun der CSV, d'Fraktioun vun der LSAP, d'Fraktioun vun der DP an d'Fraktioun vun deene Gréngen.

Dat ass dann esou.

7. Institution de la Conférence des Présidents

Als nächste Punkt hu mer d'Institutioun vun der Conférence des Présidents. Am Artikel 28 vum Chambersreglement steet: «(1) Il est institué une commission dénommée Conférence des Présidents.

(2) Elle se compose du Président de la Chambre ainsi que du président de chaque groupe politique constitué conformément à l'article 14 (…).»

Opgrond vun den Informatiounen, déi mär vun de jeeweilege Fraktioune presentéiert gi sinn, stellt d'Presidentekonferenz sech wéi follegt zesummen:

- de Chamberspresident: ech selwer,

- de President vun der CSV-Fraktioun: den Här Jean-Claude Juncker,

- de President vun der LSAP-Fraktioun: den Här Alex Bodry,

- de President vun der DP-Fraktioun: den Här Eugène Berger, an

- de President vun der Fraktioun vun déi gréng: d'Madame Viviane Loschetter.

Och dat ass dann esou.

8. Constitution des Commissions parlementaires réglementaires et permanentes

Mär ginn dann zur Constitutioun vun eise parlamentaresche Kommissiounen, deene reglementareschen an deene permanenten, iwwer.

An do fanne mer am Artikel 17 vum Chambersreglement folgende Wuertlaut: «Après chaque renouvellement de la Chambre, celle-ci forme dans son sein des commissions permanentes dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributiouns.

Les commissions permanentes sont composées de cinq membres au minimum et de 13 membres au maximum.»

An den Artikel 20, éischten Alinéa preziséiert: «Toutes les commissions permanentes nomment dans leur sein, à la majorité absolue des votants et pour la durée de la session, un président et deux vice-présidents.»

Et läit eng Propositioun iwwert d'Asetze vu véier reglementareschen an 19 permanente Kommissioune vir.

D'Zuel vun de Kommissiounsmembere soll op 13 festgeluecht ginn. Dovun: fënnef Membere fir d'CSV-Fraktioun, dräi Membere fir d'LSAP-Fraktioun, dräi fir d'DP-Fraktioun, ee Member fir d'Fraktioun vun deene Gréngen an ee Member ofwiesselnd fir d'Sensibilités politiques ADR an déi Lénk.

Ech géif Iech dann elo déi verschidde Kommissiounen opzielen.

Déi reglementaresch Kommissiounen:

- d'Commission des Comptes,

- d'Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État,

- d'Commission des Pétitions,

- d'Commission du Règlement.

Dann déi permanent Kommissiounen:

- d'Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration,

- d'Commission des Affaires intérieures,

- d'Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs,

- d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire,

- d'Commission de la Culture,

- d'Commission du Développement durable,

- d'Commission de l'Économie,

- d'Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,

- d'Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace,

- d'Commission de l'Environnement,

- d'Commission de la Famille et de l'Intégration,

- d'Commission des Finances et du Budget,

- d'Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative,

- d'Commission de la Force publique,

- d'Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle,

- d'Commission juridique,

- d'Commission du Logement,

- d'Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports,

- d'Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Ass d'Chamber mat der Constitutioun vun dëse Kommissiounen d'accord?

Den Här Jean-Claude Juncker freet d'Wuert. Här Juncker, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Här President, ech wëll eng Remarque zur parlamentarescher Kontrollkommissioun iwwert de Geheimdéngscht maachen. Do huet eng Gewunnecht et mat sech bruecht - ech hat déi selwer initiéiert -, dass d'Oppositiounsfraktioun sollt de President vun där Kommissioun stellen. Vu dass d'CSV-Fraktioun déi eenzeg Oppositiounsfraktioun ass, an ech hire Fraktiounspresident, géif ech proposéieren, dass ee vun där Regel do Ofstand hëlt. An ech géif d'Regierung bieden, esou séier wéi méiglech d'Gesetz dahingehend ze änneren, dass all Fraktioun dee Member kann nennen, dee si doranner vertrëtt, dass dat net obligatoresch muss de Fraktiounschef ginn. Dir géift mir eng Freed domat maachen an lech wahrscheinlech och, wann Der dat esou géift verfügen.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, ass: Dir hutt an Ärer Ried, déi gutt war, Här President, op d'Noutwendegkeet higewisen, dass d'Chamber hir europapolitesch Aktivitéite misst verstäerken; dat a méi wéi enger Hisiicht. An déi Meenung deele mer. An dofir si mer der Meenung, dass mer - ech soen elo net méi wéi an all geuerdnetem Parlament, fir den Här Bodry net nach eng Kéier zu enger Reaktioun ze provozéieren -, wéi och an anere Parlamenter an Europa - och an anere Parlamenter vun Europa stellt déi stäerkste Fraktioun iwwregens de Chamberspresident -, eis eng Europakommissioun ginn.

Dat Wuert Europa kënnt an der Opzielung vun de Kommissiounen, déi hei virgedroe gi sinn, iwwerhaapt net vir, à moins dass ech et iwwerhéiert hunn. Mä souguer wann et géif virkommen, si mir nodréiglech der Opfaassung, dass mer eng eegestänneg Europakommissioun brauchen, déi och mat den Europadeputéierten zesumme ka schaffen, fir iwwer Relevantes, wat an Europa passéiert, ze deliberéieren, an déi och mat der Ekonomie, mat der Société civile ka Kontakter knäppen, fir lëtzebuergesch Positioune virzebereeden.

déi gréng sinn och där Meenung, well an hirem Wahlprogramm Punkt 23 soe se: „In einer neu zu schaffenden parlamentarischen Kommission zur Europapolitik" sollen National- an Europadeputéierten zesummeschaffen. Mir sinn, wéi sou dacks, net eleng.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Juncker. Den Alex Bodry huet d'Wuert gefrot.

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech wëll awer hei Stellung bezéien zu där doter Interventioun, well do Punkte waren, déi mer och am Virfeld an der Conférence des Présidents an op anere Plazen diskutéiert hunn.

Wat déi éischt Fro ugeet, si mer eis eens, dass do momentan mat der Gesetzeslag e Problem besteet a mat där Persoun, déi sollt an hirer Qualitéit als Fraktiounspresident an déi Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht kommen. D'Gesetz ass d'Gesetz. Mir kënne momentan näischt drun änneren.

Par contre hat ech awer elo schonn och de Moie suggéréiert an der Conférence des Présidents, dass d'Regierung elo net onbedéngt misst Pompjee spillen, mä et gëtt eng Proposition de loi, déi vu villen, vun alle Fraktiounen hei gedroe gi war nach zum Schluss vun der leschter Mandatsperiod, wou mer eng Rei vu Propositiounen drageschriwwen haten, wat d'Rechter och vun der Kontrollkommissioun ugeet an notamment och d'Fro vun der Zesummestellung vun der Kontrollkommissioun. Wou proposéiert gi war - dobäi hate mer eis och an deene Konklusioune vun der Enquêtëkommissioun gëeenegt -, dass et an Zukunft esou wär, dass d'Fraktioune wéi och d'Groupes techniques kéinten ee vun hire Memberen designéieren. Et muss net onbedéngt hire President sinn.

Wat ech wollt suggéréieren, dat ass, dass vläicht vu Chamberssäit kéint e Bréif, wann d'Prozedur déclenchéiert ass vun der Proposition de loi, un de Conseil d'État goen, fir vläicht ze soen, deen doten Artikelchen erauszehuelen an dee schnell ze aviséieren. An da kéinte mir, menger Usiicht no, bis Enn Januar deen dote Problem geléist hunn, dass déi dote Kommissioun awer voll fonctiounsfäeg ass an och d'Oppositioun natierlech doranner vertratt ass.

Zweete Punkt: d'Europakommissioun.

Wat elo proposéiert ass, ass näischt aneschters wéi dat, wat mer déi lescht véier Joer kannt hunn an där viregter Mandatsperiod: Genau déiselwecht Kompetenze leie bei där Kommissioun, déi elo hei genannt ginn ass. Also do ass et awer zumindest eng Kéier en Accord ginn an ech denken, dass zumindest d'CSV och domadder d'accord war, fir d'Gestaltung vun der aussepolitescher an Europakommissioun esou ze maachen. Well hei huet sech näischt geännert par rapport zu deem, wat hei an der Chamber während där ganzer leschter Period gegollt huet. Näischt verhënnert selbstverständlech, dass mer eis nach eng Kéier an der Conférence des Présidents oder am Bureau doriwwer Gedanke maachen.

Ech wëll awer virun eppes warnen, a mir haten och d'Suerg hei, dass mer net nach eng Multiplikatioun vun de parlamentaresche Kommissioune maachen, well mer einfach feststellen, dass mer net genuch Plagen hunn, fir iwwerhaapt ouni Iwwerschneidungen eens ze ginn. Esou eng Kommissioun zousätzlech bäizefügen, mécht de Problem net méi einfach. Mä, selbstverständlech, näischt verhënnert, dass mer iwwert déi dote Fro nach eng Kéier diskutéieren.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry.

(Interruption)

Wëllt Dir d'Wuert direkt dozou? D'Madame Loschetter huet d'Wuert och gefrot. Ech mengen, fir den Tour zouzemaachen, géif ech der Madame Loschetter an dem Här Berger d'Wuert ginn. Den Här Berger huet d'Wuert, an dann d'Madame Loschetter.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ergänzend zu deem, wat den Här Bodry scho gesot huet: Ech mengen, mir als DP-Fraktioun sinn eis där Problematik, déi de Fraktiounspresident vun der CSV ugefouert huet vun der Geheimdéngschtkontrollkommissioun, och bewosst. A mir hunn och wëlles, fir do schnell ze légiféréieren, ob dat elo iwwer eng Proposition de loi ass oder en anere Wee, datt e Projet vun der Regierung kënnt, mä op alle Fall si mir eis eens, och an der Conférence des Présidents, dat esou schnell wéi méiglech ze maachen.

Wat deen anere Punkt ubelaangt vun den Affaires étrangères, kéint ee soen, den Numm steet jo och an där Kommissioun elo wéi se dran ass. Et muss een awer oppassen, datt een net domadder, wann een elo géif eng spezifesch Kommissioun fir Affaires européennes maachen, aner Kommissiounen ënnerhielegt. Mir hunn eng ganz Rei fachspezifesch Dossieren, déi awer an deenen eenzelne Kommissiounen traitéiert gi vun den, ech soen emol, Experten. Net, datt déi herno keng Daseinsberechtegung méi hätten. Well a ganz ville Kommissiounen - zum Beispill denken ech un den Développement durable, Environnement - sinn awer zu 90% européesch Direktiven oder soss Dossieren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Eugène Berger. D'Madame Viviane Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, et ass bal alles elo gesot ginn. Ech wollt just nach eng Kéier zum zweete Punkt ënnersträichen, datt déi gréng sech duerchaus kënnen erëmfanne bei der Opstellung, wéi se elo ass.

Rien n'empêche, dass d'Commission des Affaires étrangères méi oft taagt an dobäi och déi spezifesch européesch Dossieren an Theme behandelt. A wéi den Här Berger et richteg gesot huet, déi Direktive sollen an deene Kommissiounen traitéiert ginn, déi fachspezifesch sinn. Well schlussendlech ass Europa jo méi wéi just eng Kommissioun, mä et sinn eng ganz Rëtsch vu fachspezifeschen Themen, déi dann och sollen an deene Kommissioune behandelt ginn.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Den Här Juncker huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Här President, meng Absicht war et eigentlech net, dass d'Fraktiounschefin vun deene Gréngen direkt hire Wahlprogramm hei bei deem éischten Ulaf dementéiere soll, well mir fannen dat nach ëmmer gutt, wat déi gréng an hirem Wahlprogramm hei zum Ausdrock bruecht hunn.

Richteg ass et, dass mer bei all Regierungsbildung där Gespréicher haten. A meng Partei war ëmmer der Meenung, dass mer eng Europakommissioun sollten hunn, wéi aner Parlamenter dat och hunn, déi net fannen, dass doduerch d'Kompetenzberäicher vun anere Kommissioune géifen ageschränkt ginn. Ech mengen och net, dass dat zu enger exzessiver Multiplikatioun vun de Kommissioune géif féieren.

Et sinn aner Institutiounen, déi sech vergréissert hunn, fir en neien Ufank ze maachen. Loosse mer et och an der Chamber maachen, andeems mer eng Europakommissioun asetzen.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Däerf ech dat an deem Sënn résuméieren, dass mer effektiv eng Commission des Affaires étrangères **et européennes** hunn an dass mer zesumme sollen driwwer diskutéieren, wéi mer eis européesch Aarbechten an deem Kader kënnen intensifiéieren, zesumme mat eise Kolleegen Europadeputéierten, mä net nëmmen, well et ganz oft och wichteg ass, dass mer eis am Virfeld zesumme mat Vertrieder vun der Représentation permanente, wann eisen Ausseminister dat ka matdroen, scho mat Dossieren ausenanersetzen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet: Mir géife selbstverständlech direkt d'Initiativ huelen, fir déi Suggestioun virunzebréngen, wat d'Kompositioun vun der Commission de Contrôle ugeet. Mir maachen dat direkt.

Ass d'Chamber an deem Sënn an au vu vun deene Prezisiounen an deene gudden Absichten, déi mer hei bekunt hunn, dermat d'accord, dass mer d'Chamberskommissioune mat deene Libelléën, déi mer elo hunn, bäibehalen?

(Assentiment)

Merci villmools!

9. Constitution des délégations dans les Assemblées parlementaires internationales

Da géife mer iwwergoen zu der Constitutioun vun de verschiddenen Delegatiounen an den Assemblées parlementaires internationales. D'Chamber muss also hir Delegéierte fir déi verschidden international parlamentaresch Versammlungen designéieren.

D'Presidentekonferenz huet sech an hirer Réunioun vun haut iwwert d'Zesummesetzung vun deene verschiddenen Delegatioune prononcéiert.

Ech géif dann d'Kompositioun kuerz bekannt ginn.

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

D'Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe:

- Fir d'CSV proposéiert sinn: d'Madame Françoise Hetto-Gaasch als effektive Member, an déi Häre Marcel Oberweis a Marc Spautz als Suppléant,

- fir d'LSAP: den Här Yves Cruchten, och als effektive Member,

- fir d'DP proposéiert ass: d'Madame Anne Brasseur als effektive Member, an

- fir déi gréng: den Här Claude Adam als Suppléant.

Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Dann eis Delegatioun bei der OSCE:

- de Chamberspresident a véier effektiv Memberen a fënnef Suppléanten.

- Fir d'CSV si proposéiert: den Här Jean-Marie Halsdorf als effektive Member an den Här Léon Gloden als Suppléant,

- d'LSAP gëtt vertrueden duerch den Här Claude Haagen als effektive Member,

- fir d'DP: den Här Eugène Berger als effektive Member an den Här Alexandre Krieps als Suppléant, an

- déi gréng...

(Interruption)

Entschëllegt.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech wollt just soen, dass do e klenge Changement ass. Bei där Kommissioun géife mer den Här Gusty Graas als Suppléant proposéieren.

M. le Président.- Dat heescht...

M. Eugène Berger *(DP)*.- Bei der OSCE.

M. le Président.- ...amplaz vum Här Alexandre Krieps?

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo.

M. le Président.- Dat ass notéiert.

Fir déi gréng wieren an der OSCE-Delegatioun: d'Madame Josée Lorsché als effektive Member...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- An den Henri Kox als Suppléant.

M. le Président.- ...an den Här Henri Kox als Suppléant.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo.

M. le Président.- Fir d'ADR wären et: den Här Fernand Kartheiser an den Här Roy Reding als Suppléant.

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUPM)

Dann eis Delegatioun bei der Union parlementaire pour la Méditerranée:

- Fir d'CSV si proposéiert: d'Madame Octavie Modert als effektive Member an d'Madame Françoise Hetto-Gaasch als Suppléante,

- fir d'LSAP: d'Madame Claudia Dall'Agnol als effektive Member,

- fir d'DP: d'Madame Simone Beissel als effektive Member,

- fir déi gréng: den Här Roberto Traversini als Suppléant, an

- fir déi Lénk: den Här Justin Turpel als Suppléant.

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Da fir d'NATO-Parlament: dräi effektiv Memberen an dräi Suppléanten:

- Fir d'CSV si proposéiert: den Här Jean-Marie Halsdorf als effektive Member an d'Madame Nancy Kemp-Arendt als Suppléante,

- fir d'LSAP: den Här Marc Angel als effektive Member,

- fir d'DP: den Här Alexandre Krieps als effektive Member,

- fir déi gréng: den Här Henri Kox als Suppléant, an

- fir d'ADR: den Här Fernand Kartheiser als Membre suppléant.

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Dann d'Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires; dat ass de COSAC:

- Fir d'CSV ass proposéiert: den Här Laurent Mosar,

- fir d'LSAP: den Här Marc Angel,

- fir d'DP: den Här Eugène Berger,

- fir déi gréng: den Här Claude Adam,

- fir d'ADR: den Här Gast Gibéryen, an

- fir déi Lénk: den Här Serge Urbany.

Dir hutt gesinn, hei gëtt et keng Suppléanten.

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Déi Lëtzebuerger Delegatioun beim Conseil interparlementaire consultatif vum Benelux: siwen effektiv Memberen a siwe Suppléanten:

- Fir d'CSV si proposéiert: den Här Marcel Oberweis an den Här Gilles Roth als effektiv Memberen an d'Madame Diane Adehm an den Här Aly Kaes als Suppléanten,

- fir d'LSAP: den Här Roger Negri an den Här Frank Arndt als effektiv Memberen an d'Madame Claudia Dall'Agnol an den Här Georges Engel als Suppléanten,

- fir d'DP: den Här Lex Delles als effektive Member an den Här Max Hahn als Suppléant,

- fir déi gréng: d'Madame Christiane Wickler als effektive Member, an

- fir d'ADR: den Här Roy Reding als effektive Member an den Här Gast Gibéryen als Suppléant.

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Dann eis Delegatioun beim Conseil parlementaire interrégional, CPI: de Chamberspresident an néng effektiv Memberen an néng Suppléanten:

- Fir d'CSV si proposéiert: déi Hären Emile Eicher, Félix Eischen a Serge Wilmes als effektiv Memberen an déi Häre Jean-Marie Halsdorf, Marcel Oberweis a Gilles Roth als Suppléanten,

- fir d'LSAP ass nach keen designéiert. Do bleiwen nach zwou Plazen als effektiv Memberen an dräi als Suppléant. Dat gëtt dann nogeliwwert.

(MM. Roger Negri et Alex Bodry ont été désignés ultérieurement comme membres effectifs et Mmes Cécile Hemmen et Tess Burton comme membres suppléants.)

- fir d'DP sinn et: déi Häre Gusty Graas a Max Hahn als effektiv Memberen an déi Hären Edy Mertens a Gilles Baum als Suppléanten,

- fir déi gréng: d'Madame Josée Lorsché als effektive Member.

(Ont été désignés ultérieurement: pour le groupe déi gréng: M. Henri Kox comme membre suppléant, et pour la sensibilité politique déi Lénk: M. Serge Urbany comme membre effectif et M. Justin Turpel comme membre suppléant.)

Délégation parlementaire pour le contrôle interparlementaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Dann eis Delegatioun fir de Contrôle interparlementaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC):

- Fir d'CSV: déi Häre Félix Eischen a Jean-Marie Halsdorf,

- fir d'LSAP: d'Madame Claudia Dall'Agnol,

- fir d'DP: den Här Eugène Berger,

- fir déi gréng: den Här Henri Kox, an

- fir d'ADR: den Här Fernand Kartheiser.

Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne

Dann d'Delegatioun fir d'Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne:

- Fir d'CSV: den Här Luc Frieden an den Här Laurent Mosar,

- fir d'LSAP: den Här Alex Bodry,

- fir d'DP: den Här Eugène Berger,

- fir déi gréng: den Här Henri Kox, an

- fir d'ADR: den Här Fernand Kartheiser.

Wat d'Delegatioune vun der Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) an der Union interparlementaire (UIP) ugeet, ginn déi traditionellerweis am Bureau zesummegesat. Dat wäert also eng vun eisen éischten Aufgaben am Bureau sinn.

Den Alex Bodry freet sech d'Wuert. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, just fir eis Delegatioun beim CPI och matzedee-

len. Do huet sech iergendee Knuet an der Kommunikatioun de Mëtteg gemaach. Dat wieren u sech zwee Effektiver an zwee Suppléanten. Déi Effektiv wieren d'Hären Negri a Bodry an d'Suppléanteë wieren déi Dammen Hemmen a Burton.

M. le Président.- Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President.

M. le Président.- Jo?

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Zum CPI wëll ech soen, dass déi Lénk och do dran ass mat engem Membre effectif, dat sinn ech, a mat engem Membre suppléant, dat ass den Här Turpel.

M. le Président.- Merci. Et ass notéiert. Villmools Merci. Da si keng weider Wuertmeldungen dozou.

Ech géif dann d'Chamber froen, ob se mat deene Propositioune fir d'Delegatiounen an deenen internationalen Assembléeën d'accord ass? D'Madame Loschetter huet d'Wuert gefrot.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Am CPI ass den Här Henri Kox Membre suppléant.

M. le Président.- Suppléant?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo. D'Madame Lorsché ass Membre effectif, dat war richteg, an den Här Kox ass Membre suppléant.

M. le Président.- Den Här Kox ass Membre suppléant. Wann et u mir sollt geleeën hunn, dann entschëllegen ech mech do derfir.

Ech géif da froen, ob Der soss mat der Kompositioun vun eisen Delegatiounen d'accord sidd. Ass dat de Fall?

(Assentiment)

Da géife mer dat aktéieren. Dat ass esou décidéiert.

D'Lëscht vun alle Membere vun de Kommissiounen, déi mer arrêtéiert hunn a wou d'Kompositiounen och festleien, gëtt am Compte rendu an och op eisem Site direkt, also zäitgläich - mer drécken op de Knäppchen - veröffentlecht.

10. Nomination du Comité de discipline

Domat hätte mer de Gros vun eisen Aarbechte scho bal fäerdeg, ausser der Nominatioun vum Comité de discipline, dee mer hoffentlech net ze vill oft brauchen.

Esou wéi den Artikel 53 vum Statut vun de Chambersfonctionnairen et virgesäit, muss d'Chamber e Comité de discipline zesummestellen, deen aus fënnef Deputéierte besteet.

Als Member vun dësem Comité gi virgeschloen: den Här Paul-Henri Meyers, d'Madame Claudia Dall'Agnol, d'Madame Anne Brasseur, d'Madame Christiane Wickler an den Här Justin Turpel.

Ass d'Chamber mat där Kompositioun averstanen?

(Assentiment)

Ech gesi keng géigendeeleg Manifestatioun. Also ass dat esou décidéiert.

11. Déclaration de recevabilité de trois propositions de loi et d'une proposition de modification de la Constitution

Da musse mer nach d'Recevabilitéit deklaréiere vun dräi Gesetzespropositiounen an enger Proposition de modification vun der Constitutioun.

An hirer Réunioun vum 5. Dezember 2013 huet sech d'Presidentekommissioun (veuillez lire: d'Presidentekonferenz) fir d'Recevabilitéit vun dräi Propositions de loi an enger Proposition de modification de la Constitution ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi n°6589 iwwert d'Organisatioun vum Service de Renseignement, d'Propositioun n°6621 iwwert de Statut vun de Lëtzebuerger Représentanten am Europaparlament, d'Proposition de loi n°6623 iwwert déi parlamentaresch Kommissiounen (veuillez lire: iwwert déi parlamentaresch Enquêten) an d'Proposition de modification de la Constitution n°6622 iwwer eng Ofännerung vum Artikel 64 vun der Verfassung.

Schléisst d'Chamber sech der Propositioun vun der Presidentekommissioun un? Vun der 4! - Et ass nach net esou geleefeg, ech üben.

Ass dat de Fall?

(Assentiment)

Dann ass dat esou aktéiert. Ass et an der Rei?

Ech géif lech domat Merci soen. Domat si mer mat eiser ëffentlecher Sëtzung um Enn. D'Deputéierte wëssen, dass se nach am Sall bleiwen no der Sëtzung, fir d'Büroe vun de Kommissiounen ze constituéieren.

Ech soen lech villmools Merci a ginn lech da Rendez-vous déi nächst Woch. Merci.

Domat ass, an ech däerf dat dann déi éischte Kéier maachen, d'Sëtzung um Enn.

(Fin de la séance publique à 15.54 heures)

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 2

MARDI,
10 DÉCEMBRE 2013

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Nelson Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud
- *M. le Président*

2. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen heimat eis Sëtzung op.

1. Hommage à la mémoire de M. Nelson Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut ass e wichtegen Dag, well déi nei Regierung hire Programm fir déi nächst Jore presentéiert. Haut ass awer och e wichtegen Dag, well den „Internationalen Dag vun de Mënscherechter" ass.

Bei där Geleeënheet wëll ech besonnesch un een denken, dee säi Liewe laang fir d'Mënscherechter a géint d'Ongerechtegkeete sech agesat huet an deen eis virun e puer Deeg verlooss huet, den Nelson Mandela.

Hie war en aussergewéinleche Mënsch, deen dat Onméiglecht méiglech gemaach huet. Fir säi Kampf géint d'Apartheid a géint d'Diskriminéierung a Südafrika huet hie seng eege Fräiheet opginn a souz 27 Joer laang am Prisong. Keng Gewalt a keen Absolutismus konnte säi Fräiheetssënn briechen, an hien huet ëmmer weider onermiddlech fir seng Iddie gekämpft.

Den Nelson Mandela ass weltwäit zum Symbol fir Fräiheet a Gläichberechtegung ginn. A villen Hisiichten ass hien e Virbild, och fir eis.

De Madiba huet seng Plaz net nëmmen an de Geschichtsbicher, mä och a villen Häerzer op der Welt an och hei zu Lëtzebuerg fonnt. Mir wëllen him haut op dëser Plaz gedenken, an ech bieden lech, zesummen ee Moment opzestoen, fir engem grousse Mënsch ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

Mir kommen dann elo zur Deklaratioun vum Här Premier- a Statsminister Xavier Bettel iwwert de Regierungsprogramm. Ech ginn dem Här Statsminister d'Wuert, fir de Regierungsprogramm vun där neier Regierung virzestellen. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

2. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 20. Oktober hunn d'Lëtzebuerger gewielt. Si hunn dat éischter gemaach, wéi dat an eisem normalen demokratesche Rhythmus de Fall ass. E Virgang, deen zu Lëtzebuerg éischter ongewéinlech ass. E Virgang, deen awer héichgradeg demokratesch ass. E Virgang, deen eisem Land an där Situatioun méi wéi guttgedoen huet.

Den 20. Oktober hunn d'Wieler geschwat. Si hunn déi eng Partei gestäerkt, si hunn anerer geschwächt. Dat fanne mir gutt, wa mir op där enger Säit stinn. Dat fanne mir manner gutt, wa mir op där anerer Säit stinn.

All Partei heibanne stoung schonn emol op där enger Säit an och op där anerer - déi eng méi laang wéi déi aner. An all Partei, all Politiker weess, dass et op béide Säiten - Majoritéit wéi Oppositioun - derwäert ass, fir seng Wäerter, Iddien a seng Iwwerzeegungen ze kämpfen.

Dat ass geliefte Demokratie. Dat ass et, wat eis an der Politik soll undreiwen. Politik däerf sech net op Aspekter wéi Stäerkt, Gréisst a Muecht reduzéieren. Well da verkennt ee wichteg Dimensioune vun der Politik.

Et sinn nämlech déi gemeinsam Wäerter, Iddien an Iwwerzeegungen, dee gemeinsame Wonsch, heifir ze kämpfen, déi aus der Politik och eng Politik fir d'Leit mécht.

An dee politesche Wiessel, dee Lëtzebuerg mat dëser neier DP/LSAP/déi gréng-Regierung erlieft, ass Ausdrock dovunner.

Nom 20. Oktober ware méi Koalitiounen arithmetesch méiglech. Mä Koalitioune mécht een net eleng opgrond vun Arithmetik. Koalitioune mécht een, fir gemeinsam Ziler ze erreechen, vun deenen een zesummen iwwerzeegt ass. An dat ass et, wat d'DP, d'LSAP an déi gréng ugedriwwen huet.

Déi hei Koalitioun ass gemaach gi vun dräi Parteien, déi sech als Partner verstinn. Déi hei Koalitioun ass gemaach gi fir en Zukunftsprojet, fir eng Politik vun der Ouverture, der Responsabilitéit, der Kohäsioun.

An dobäi baue mir op op engem kräftege Fundament, dat eis d'Regierung an déi politesch Majoritéit virun eis hannerlooss hunn. E Fundament, un deem och mäi Virgänger, de Jean-Claude Juncker, mat vill Iwwerzeegung, Courage a perséinlechem Asaz eng ganz staark Hand mat ugepaakt huet zu Lëtzebuerg an an Europa.

An dofir wëll ech him, jo, ech wëll dir, léiwe Jean-Claude, vun dëser Plaz aus en opriichtege Merci soe fir alles dat, wat s du, zesumme mat denge successive Regierungsequipen, fir eist Land geleescht hues. Dat verdéngt Respekt an Unerkennung.

(Applaudissements)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun eis leie gewalteg Erausfuerderungen. D'Leit erwaarde sech kloer Äntwerten. Si wëlle Kloerheet ëm hir Zukunft hunn. All Partei heibanne war sech där Erausfuerderung an de Wahle bewosst.

Et sinn Erausfuerderungen, déi mir kënne packen an déi mer wäerte packen. Mir mussen als Land, als Gesellschaft zesummenhalen a musse bereet an oppe sinn, fir eis Responsabilitéiten ze droe vis-à-vis vun eiser Gesellschaft haut an och vis-à-vis vun den zukünftege Generatioune vu muer.

Mir musse Stat a Wirtschaft moderniséieren, Aarbecht schafen, Zukunftschancen duerch eng nohalteg Politik an alle Beräicher erhalen, déi nei sozial Erausfuerderunge ronderëm de Logement, d'Bildung an d'Energieaarmut konsequent ugoen an d'Spillregele vun eiser Gesellschaft moderniséieren.

Fir dat ze maachen, hu mir eis e Leitmotiv ginn, ënnert dat mir eis gemeinsam Regierungserklärung setzen: „Ouverture, Verantwortung, Kohäsioun".

Et soll weisen, wourëms et eis geet an de kommende Joren. Et soll kloermaachen, dass mir an eisem Land Verännerunge wëllen erbäiféieren. Et soll ënnersträichen, dass mir oppe musse sinn, fir nei Erausfuerderunge mat neie Konzepter unzegoen. Dass mir bereet musse sinn, Verantwortung fir eis an déi künfteg Generatiounen ze droen, dass mir bei allem Reformwëllen

och mussen zesummenhalen, fir dass keen op der Streck bleift.

Weidermaache wéi bis elo ass fir eis keng Optioun. Dat hunn déi dräi Koalitiounspartner och kloer an hire jeeweilege Programmer an de Wahle gesot. Dat hu mir och an de leschte Woche vun de Koalitiounsverhandlunge confirméiert, wou mir laang, vill a sachlech diskutéiert hunn.

De festen a gemeinsame Wëllen, fir d'Erausfuerderunge vun dësem Land unzegoen, dat ass dat, wat eis verbënnt. Mir hunn d'Ambitioun, fir eng politesch Erneierung an eisem Land unzestriewen, fir dëst Land ze moderniséieren an déi riseg finanziell Erausfuerderunge konsequent unzegoen.

A mir wëllen dat op der Basis vun engem gemeinsamen Zukunftsprojet maachen, deen Ausdrock fonnt huet hei am Koalitiounsaccord, deen Dir zënter leschte Méindegowend virleien hutt. Dëse Koalitiounsaccord ass vollgespickt mat Engagementer. Dir verstitt, dass ech net op all eenzelne Punkt kann agoen an dass ech mech op e puer wesentlech Iwwerleeunge beschränke muss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir eis en Esprit d'ouverture zum Zil setzen, dann definéiert dee sech och duerch seng politesch Method an duerch kloer Zilsetzungen. Eis politesch Method, déi mir ustriewen, baut op Offenheet, op engem gudden Zougang zu Informatiounen, op Argumenter an Diskussioun op.

Mir wëlle méi Participatioun, dat heescht, d'Leit an d'politesch Décisiounsprozesser aktiv mat abannen. Mir wëllen Är Chamber, d'Sozialpartner an d'Zivilgesellschaft wierklech abannen an déi schwiereg Froen an Décisiounen, déi virun eis stinn, mat hinnen diskutéieren. Mir sichen e konstruktiven Dialog mat hinnen a sinn dofir och bereet, hir Rechter ze stäerken.

Mir wëllen d'Bierger doriwwer eraus och direkt ëm hir Meenung froen, iwwert de Wee vu Referenden.

Wichteg Reforme mécht een net vun uewen erof. Wichteg Reforme mécht ee mat de Leit. Besonnesch dann, wann et ëm d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft geet, wann et ëm d'ureege Rechter vun de Lëtzebuerger geet.

Mir wëllen a sichen eng grouss gesellschaftspolitesch Debatt hei am Land. Mir wëllen net nëmmen e Referendum iwwert d'Verfassung, mä mir mengen, dass een am Virfeld dovunner soll wichteg Froe mat de Bierger och diskutéieren. Mir wëllen déi demokratesch Fundamenter vun eisem Land weiderentwéckelen an doriwwer mat de Leit diskutéieren.

Grenzen, déi d'Entfalung vun der Demokratie an eist Zesummeliewen an der Gesellschaft anengen oder hemmen, wëlle mir net einfach esou hinhuelen, mä si kritesch hannerfroen.

Dofir wëlle mir d'Konditiounen, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, méi gerecht och maachen, besonnesch wat den Niveau vun de Sproochekenntnisser ubelaangt.

Dofir wëlle mer och eng Diskussioun iwwert déi politesch Rechter vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger. Mir mengen, dass mir déi Rechter stäerken an ausbaue sollen, well mer der Meenung sinn, dass dat eis Demokratie weiderbréngt.

Mä mir wëllen dat net iwwert de Kapp vun de Leit ewech décidéieren. Dofir wëlle mer 2015 e Referendum zu wichtege Froen an dësem Kontext maachen. Notamment d'Ausdehnung vun de politesche Rechter vun den Netlëtzebuerger, d'Wahlbedeelegung vun deene Jonken ab 16 Joer, oder awer d'Fro vun der Limitatioun vun der Dauer vun de Ministeschmandater sollen da vun de Wieler, no enger déif gräifender Diskussioun, tranchéiert ginn an duerno mat afléissen an d'Verfassungsrevisioun.

Eng weider Fro, déi mir an dem Referendum wëlle stellen, betrëfft de Finanzement vun de Ministres des Cultes. Mir sinn der Meenung, dass d'Noutwendegkeet zu esou enger Debatt an eiser Gesellschaft besteet. A mir si gewëllt, déi Debatt mat Seriö a Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren ze féieren.

Doriwwer eraus wëlle mir grondsätzlech d'Relatiounen tëschent de Reliounen an dem Stat nei uerdnen a méi transparent maachen. An der Schoul wëlle mir de Reliounsunterrecht grad ewéi de Morale-laïques-Cours duerch en allgemenge Wäerteunterrecht ersetzen. Mir wëllen domadder verhënneren, dass d'Schoul d'Kanner an zwou Gruppen deelt; d'Schoul soll verbannen.

Selbstverständlech bleiwen d'Kierchen an d'Reliounsgemeinschafte fräi, och an der Zukunft hiren Unterrecht ze organiséieren, an d'Schoul wäert och bei der Léisung vu praktesche Froen hëllefen. Mir wäerten och mat den Enseignanten, déi déi zwee Coursen enseignéieren - Relioun a Morale laïque -, déi Verännerungen aleeden, déi et hinnen erlaben, weiderhin an der Schoul ze schaffen.

Den Nationalfeierdag wëlle mir duerch en zentralen zivilen Akt nei uerdnen. Selbstverständlech behält d'Kierch weiderhin d'Recht an d'Méiglechkeet, e feierlechen Te Deum ofzehalen. Et schéngt eis awer wichteg, och just fir Nationalfeierdag en Akt ze hunn, mat deem jiddwereen, och all Relioun, hei am Land sech kann identifizéieren, bei deem sech keen ausgeschloss fillt, deen d'Land a senger Villfalt an a sengem Zesummenhalt erëmspigelt.

Mir wëllen dës Reforme selbstverständlech mat alle Partner, och mat de Kierchen, diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Vertrauen an d'Institutiounen ass eent vun den héchste Gidder an enger fräier Gesellschaft.

Dat Vertrauen huet besonnesch an de leschte Méint gelidden.

Mir hunn eis zum Zil gesat, dat Vertrauen erëm hierzestellen.

D'Ursaache vun deem Vertrauensverloscht si villschichteg.

Déi sougenannten „Geheimdéngschtaffär" stoung sécherlech am Zentrum, an d'Konklusiounen aus der Enquêtëkommissioun hirem Rapport mussen éierlech gezu ginn an d'Archiver wëssenschaftlech an historesch opgeschafft ginn.

Ronderëm déi Geheimdéngschtaffär - awer net nëmmen - ass dat méi oder wéineger diffuust Gefill bei de Leit entstanen, dass et Leit am Stat kéint ginn, déi méi Rechter hunn, wéi anerer. Dat ass e ganz geféierlecht Gefill. A mir mussen do kloer Konklusiounen zéien. Dofir wëlle mir niewent klore Regelen a Prozeduren och Deontologiekodexen op allen Niveaue vun den ëffentleche Verwaltungen a Gremien aféieren, fir dass nach méi kloer ass, wat d'Rechter an d'Flichte vun deem engen oder anere Verantwortlechen am Stat sinn.

Vertraue geet och verluer, wann d'Zesummespill tëschent den Institutiounen net klappt. Mir wëllen dofir d'Prozeduren tëschent den Institutiounen an innerhalb vun den Institutiounen un d'Ufuerderunge vum 21. Jorhonnert upassen.

D'Chamber soll Moyene kréien, fir sech am Exercice vun hirem Contrôle och vun Experten assistéieren ze loossen. Är Majoritéitsfraktioune wäerte Propositioune maachen, fir d'Kontrollrechter vum Parlament à l'égard vun der Regierung ze stäerken a fir besonnesch d'Konditiounen, fir eng Enquêtëkommissioun anzesetzen, ze vereinfachen. Och d'Prozedure ronderëm d'Vertrauensfro tëschent Parlament a Regierung wëlle mir am Kader vun der Revisioun vun der Verfassung klären. De Conseil d'État, an do besonnesch d'Nominatiounsprozedur, wëlle mir och reforméieren.

D'Justiz musse mir an hirem Rôle stäerken, fir ze garantéieren, dass si a voller Onofhängegkeet hir Aarbecht ka maachen. Sou proposéiere mir och d'Asetze vun engem Conseil national de la Justice, deen iwwert d'Indépendance vun den Autorités judiciaires waache soll. De Ministère public soll reforméiert ginn, fir seng Independenz vis-à-vis vum Pouvoir politique ze garantéieren.

Vertraue geet och da verluer, wann d'Leit d'Gefill hunn, dass de Stat eppes verstoppt, hinnen Informatioune virenthält, oder se net gesinn, wat mat hirem Dossier oder souguer hire perséinlechen Donnéeë geschitt. Mir wëllen dat änneren an d'Rechter vun de Bierger och stäerken.

Mir wëllen dat sougenannten „Informatiounsgesetz" nach eemol op de Leescht huelen a fir de Bierger an d'Press den Zougang zu ëffentlechen Informatioune verbesseren. Dernieft wëlle mir eng Digitaliséierung vum Statsapparat systematesch an Ugrëff huelen, fir an Zukunft méi einfach, méi séier a méi transparent mat de Leit a Betriber schaffen ze kënnen. Mir wëllen de Bierger e sécheren, onkomplizéierten a selbstbestëmmten Ëmgang mat informateschen Donnéeë garantéieren a stäerken dofir gären déi national Dateschutzkommissioun a setzen eis fir héich europäesch an international Sécherheetsstandarden an.

Doriwwer eraus striewe mir eng nei Kultur am Ëmgang mat Daten un. D'Leit sollen an Zukunft novollzéien a kucke kënnen, wien am Stat hir Donnéeën zu wéi engem Zweck benotzt huet, an d'Beamte selwer solle mam korrekten Ëmgang mat Daten a mat den Aspekter vun der Datesécherheet systematesch vertraut gemaach ginn.

Niewent de staatlechen Institutioune spillen natierlech och d'Gemengen hei am Land eng wichteg Roll, well grad si am enken alldeegleche Kontakt mat de Bierger sinn. Fir hir Autonomie ze stäerken, wëlle mir de Rôle vum Ministère de l'Intérieur nei faassen. D'Prinzipie vun der Proportionalitéit an der Subsidiaritéit, d'Ausmooss vum Contrôle a vum double Contrôle ministériel, d'Kritären, no deenen d'Subsiden un d'Gemenge verdeelt ginn, an och d'Mise en place vun enger elektronescher Administratioun wëlle mir analyséieren an nei uerdnen.

Och d'Missioune vun de Gemenge musse mir un d'Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert upassen an nei regelen an deementspriechend och d'Gemengefinanzen nei faassen.

Déi Reformen, déi ech hei opgezielt hunn, sinn extrem wichteg Reforme fir eist Land, well si eist institutionellt Fundament stäerken an d'Institutiounen, hire Fonctionnement an hir inhärent Regelen un d'Erwaardungen upassen, déi d'Leit haut berechtegterweis u si hunn.

Och Institutioune musse mat der Zäit goen. Wa si dat net maachen, sinn d'Akzeptanz an d'Vertraue vun de Leit fort.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Vertraue setze mir awer och an d'Mënsche selwer.

Mir mengen, dass si selwer fir sech - an net anerer fir si - déi beschten Entscheedungen treffen. An et ass net un eis an u kengem soss, fir iwwert déi Décisioune jugéieren ze kënnen.

E modernt Land brauch en oppenen an toleranten Ëmgang mat deene Froen.

E modernt Land garantéiert de Mënschen, dass si selbstbestëmmt a fräi décidéieren a liewe kënnen.

An dofir wëlle mir och eng Politik vun der Ouverture am Beräich vun der Gesellschaftspolitik maachen.

Mir wëllen den Droit de la famille moderniséieren, de Mariage opmaache fir gläichgeschlechtlech Partnerschaften an hinnen och d'Méiglechkeet ginn, fir Kanner kënnen ze adoptéieren. Mir wäerten d'Scheedungsrecht reforméieren an den Divorce pour faute - ausser fir ganz schlëmm Fäll - aussträichen. Mir wäerte Familljeriichter aféieren. Mir wäerten duerch eng Reform vum Gesetz iwwert den Accouchement anonyme d'Rechter vun de Kanner stäerken. Mir wäerten d'Interruption volontaire de grossesse aus dem Code pénal eraushuelen an d'Avortementsgesetz adaptéieren, andeems mir déi zweet Consultatioun fakultativ maachen an net méi obligatoresch.

Mir wëllen dernieft och géint d'Ongläichheeten tëschent Fraen a Männer ukämpfen. Engersäits, andeems mir besonnesch de Fraen hëllefen, dass d'Ursaache fir eng ongläich Behandlung behuewe ginn, an anerersäits, andeems mir eis awer och d'Zil selwer setzen, d'Representatioun vun de Fraen um Niveau vun der Politik, de Conseils d'administration vun den Établissements publics an den Entreprisen ze verbesseren. Dofir hu mir eis zum Zil gesat, méi Fraen ze motivéieren, déi Chargen unzehuelen, a probéieren, dass mir an den nächste Joren hiren Undeel an de genannte Beräicher op 40% kënnen eropschrauwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi international Finanz- a Wirtschaftskris huet vill Länner an hir Gesellschafte staark a Bedrängnis bruecht.

Och Lëtzebuerg ass net dovunner verschount bliwwen.

Déi lescht Regierung huet schwéier Décisioune missen huelen an huet grouss, systemesch wichteg Banke misse retten a stabiliséieren.

Si huet ëm den Euro kämpfe missen, dee munnecher an Europa scho bereet waren opzeginn. A si huet heiheem richtegerweis déi automatesch Stabilisateure spille gelooss, fir virun allem de Schock op d'Ekonomie an den Emploi ofzefiederen.

Doriwwer ware mer eis am Parlament quasi all eens. A mir si frou, dass mir an där extrem schwiereger Situatioun zesummen déi richteg Choixe getraff hu fir Lëtzebuerg a fir Europa.

An elo, e puer Joer duerno, si mir eis, denken ech, och eens, dass mir elo séier mussen eist Haus erëm an d'Rei setzen an déi Reforme maachen, déi musse gemaach ginn.

Ech hunn an de leschten Deeg héieren, dass gesot ginn ass, dës Regierung géif vill, jo ze vill Wäert op d'ökonomesch Erausfuerderunge leeën.

Dat erstaunt mech: well wa mir dat elo net géife maachen, da wäerte sech muer ganz vill aner Froe stellen. Wéi wëlle mir de Chômage bekämpfen, d'Finanzéierung vun eiser Sozialpolitik weider assuréieren an eis Zukunft virbereeden, wa mir haut keng Äntwert op déi ökonomesch Erausfuerderunge géife ginn?

Villes ass net méi, wéi et war. An och mir kënnen dofir net ganz bleiwen, wéi a wat mir waren. D'Welt evoluéiert permanent.

Eise Motto dierf net sinn „Mir wëlle stoe bleiwen, wou mir stinn", well da gi mir sécher vun all deenen aneren iwwerholl.

D'Ëmgangsformen an Europa hu geännert a si méi rau ginn, well och Europa duerch schwéier Zäite geet.

Déi finanziell Fundamenter vu Lëtzebuerg sinn och amgaangen ze änneren. Si hunn däitlech Rëss kritt.

Net alles, wat gëschter richteg war, fonctionnéiert och haut nach.

An déi Realitéit musse mir akzeptéieren. A wa mir déi Realitéit akzeptéieren, schafe mir d'Viraussetzung, fir erëm neit Vertrauen an eis Zukunft opzebauen.

Well de Mënsch brauch Vertrauen a sech, an anerer, a säin Ëmfeld an och an d'Politik. Wie Vertrauen huet, ka Ressorten (veuillez lire: Ressourcen) a Potenzialer fräisetzen. Fir dat Vertrauen ze stäerken, wëllt d'Regierung konsequent d'Richtung virginn.

Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt, wou mir zesummen hi wëllen.

Mir wëllen de Leit och Sécherheet ginn doduerch, dass mer soen, wéi mir dat wëlle maachen, mat wéi enge Prinzipien a wéi enger Systematik an op wéi enger Zäitschinn.

D'Leit solle wëssen, wou se dru sinn. An da wësse se jo och, wou si fir sech, hir Familljen, hire Betrib mussen upaken.

Jo, de Moment ass komm, fir Verantwortung ze iwwerhuelen. Well d'Projektiounen, déi mir vum Comité de prévision virgeluecht kruten, sinn eendeiteg:

2007 hate mir eng Statsschold vu 6,7% vum PIB. Fir 2016, à politique inchangée, géif se op 15 Milliarden Euro, dat heescht 29,2% vum PIB eropgoen an d'magesch Grenz vun 30% wier da quasi erreecht.

Am Zentralstat géifen dann zur selwechter Zäit 1,6 Milliarden Euro feelen.

Den Excédent an der Sécurité sociale, deen eis gesamtstaatlech Situatioun ëmmer e bësse verschéinert huet, fänkt och un zréckzegoen a wäert bis 2016 vun 1,5% op da just nach 0,5%, 0,9%, pardon, vum PIB zréckfalen.

An de Wuesstum schéngt nëmme liicht eropzegoen a sech bei 2% ze bewegen, wat net vill ass par rapport zu engem Duerchschnëtt vu 4% virun der Kris.

Dat heite si blank Zuelen. Den Zuelen deet et och net wéi, wa se erop- oder erofginn. Mä wann een dann emol hannert d'Zuele kuckt, da gesäit een, do si Mënschen.

Well, wat bedeite si?

Si bedeiten ëmmer méi Leit, jonker an eeler, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn an deenen hir finanziell Existenz a Gefor ass. Si bedeiten, dass d'Zukunftschancë vun der jonker Generatioun a Gefor sinn, well duerch d'Scholden an d'Defiziter net méi genuch Moyenen do sinn, fir hir eegen Zukunft ze gestalten. Si bedeiten, dass d'Leit an d'Entreprisen d'Vertrauen an de Standuert verléieren a sech ofwende bezéiungsweis net méi bei eis kommen.

Wann et just ëm Zuele géif goen, da kéint et jo bal egal sinn, wat ee mécht. Mä well et ëm Aarbechtsplaze geet, Zukunftschancen, ëm eise Standuert, ëm eist Land geet, hu mir eng verdammte Flicht, déi Zuelen do ze redresséieren.

Näischt maachen ass fir eis keng Optioun! Mir wäerten handelen. Mä dat awer sécher net no iergendwelchen Ideologien an och net no iergendenger Kontabelsmethod. Mir maache gär Politik am eigentleche Sënn vum Wuert. An eis Aktioun wäert sech dofir leede loosse vun e puer Prinzipien: Responsabilitéit, Oppenheet, Effizienz, Nohaltegkeet, sozial Kohäsioun a Chancëgläichheet.

Déi heite Koalitioun ass bereet, déi immens Erausfuerderung opgrond vun dëse Prinzipien unzegoen. Déi heite Koalitioun ass décidéiert, déi schlecht finanziell Situatioun vum Stat net

als eng Fatalitéit unzegesinn. Mir wëllen a si bereet, déi Verantwortung ze huelen, haut a fir déi zukünfteg Generatiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Problemer si kloer. Eis Method, fir un d'Problemer erunzegoen, ass kloer. Eis Ziler och. Mir wëlle bis Enn vun der Legislaturperiod e Solde structurel vun 0,5% vum PIB erreechen an zu all Moment en ëffentleche Scholdestand vun ënner 30%. Anescht ausgedréckt bedeit dat, dass mir de Budget ëm ongefëier 1,5 Milliarden Euro strukturell konsolidéiere mussen.

Dat ass net just en ambitiéist Zil, wat mir eis wëlle ginn. Mä dat Zil wëlle mir och mat konkrete Mesuren erreechen.

Wat fir eng Mesuren hu mir virgesinn?

Mir wëllen eng nei Systematik an d'Gestioun vun ëffentleche Gelder erabréngen. Et geet eis drëm, fir mat manner Geld eng besser Politik ze maachen.

Mä mir hu festgestallt, dass, fir esou en Usproch ze erfëllen, et am Moment un adequate Strukturen a Moyene vun enger moderner Finanz- a Budgetsféierung feelt. Mir ginn eis dofir eng nei Systematik, déi soll hëllefen, deen Débat public och ze objektivéieren. Mir wëllen dat esou séier wéi méiglech verbesseren a moderniséieren, well mir eis kee finanzpolitesche Blindflug méi erlabe kënnen, a well mir de Leit an den Entreprisen eng transparent Duerstellung vun den Zuelen an e professionellen Ëmgang mat hire Steiergelder einfach schëlleg sinn.

Mir maachen dofir dee sougenannten „Kassensturz" am kommende Januar d'nächst Joer, wat eis soll erlaben, op der Dépensëséit éischt Fonctionnementskäschten ze spueren an éischt Effizienzgewënner ze maachen.

Mir setze gären eng Task Force an, fir kuerzfristeg iwwert déi kommend zwee Joren e Screening ze maachen an d'Effikassitéit vun den ëffentlechen Ausgaben ze verbesseren, andeems si manner deier Léisungen detektéiere solle fir bestehend Politiken.

Mir striewen doriwwer eraus eng déif gräifend strukturell Reform am Beräich vun der Budgetsopstellung un, mam Zil, d'ëffentlech Gelder méi effikass a wirtschaftlech anzesetzen an eis nei a méi transparent Previsiouns- an Evaluatiounsinstrumenter ze ginn.

Mir wäerte periodesch Evaluatioune vun den Ausgabeprogrammer maachen, intern Audit-Strukturen opbauen oder awer och de Comité de prévision institutionaliséieren an zu engem Comité économique et financier national ausbauen.

Mir wäerten eng Norme budgétaire aféieren a mir wäerte probéieren, eis Dépensen an all Ministère, opgrond vun engem ze bestëmmende Prozentsaz, ze drécken, fir och genuch Reformdrock an déi eenzel Ministèren eranzekréien.

Mir wëllen och en interne Stabilitéitspakt tëschent dem Stat, de Gemengen, den Établissements publics an dem Secteur conventionné schléissen, fir déi Konsolidatiounsefforten duerch all staatlech a parastaatlech Strukturen ze dreiwen.

D'Gestioun vun de staatleche Participatioune wäerte mir professionaliséieren, an enger gemeinsamer Struktur bündelen. Méiglech Recetten an Dividende wëlle mir an d'Ekonomie an domadder an d'Zukunft vun eisem Standuert, a sécher Aarbechtsplaze reinvestéieren.

Dës Mesuren an nei Strukture wäerte sech op Dauer méi wéi bezuelt maachen, well mir am Endeffekt méi wäerten erakréien, wéi dat, wat se eis kaschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng zweet wichteg Konsolidatiounsmesure besteet doranner, fir d'Ziler vun den Transferten ze hannerfroen, nei ze sortéieren, duebel a contraire Férderungen ze stoppen an do ze ënnerstëtzen, wou och wierklech Ënnerstëtzung gebraucht gëtt.

All Parteien hunn an de leschte Wochen a Méint an der Chamber an net zulescht am Wahlkampf vill iwwer méi selektiv an zilorientéiert Sozial-, Familljen- a Logementstransferte bezéiungsweis generell Subventiounen diskutéiert. Wann een nëmme begrenzte Moyenen zur Verfügung huet, da muss ee kucken, dass dës Moyenen och do ukommen, wou se wierklech gebraucht ginn. An dës Koalitioun ass gewëllt, systematesch op dëse Wee ze goen.

Dat haten déi dräi Parteien och kloer an hire jeeweilege Wahlprogrammer ugekënnegt. Ech ginn lech nëmmen e klengt Beispill: Wa mir Bausparverträg férderen, dann ass dat geduecht, fir dass d'Leit och an den Eegenheemer investéieren. An et ass net geduecht, fir just domadder manner Steieren ze bezuelen. Dat wëlle mir zum Beispill änneren. Dat hei ass e klengt Beispill, wat awer eis Démarche soll kloermaachen, nämlech d'Politikziler ze iwwerdenken an ze reajustéieren do, wou et noutwendeg ass.

Mir sinn amgaang, deen Exercice konsequent duerch all Transfertleeschtung ze maachen. D'Politik mat der Strenz gëtt ersat duerch eng selektiv Politik, déi systematesch a kohärent gemeinsam gesellschaftlech a politesch Ziler erreeche wëllt.

Mir sinn dofir amgaang, eng breet Analys vun all de bestehenden Transfertleeschtungen ze maachen. Subventiounen, Primen, Abattementen, Geldleeschtungen an esou weider wëlle mir hannerfroen a kucken, ob d'Ziler an d'Empfängergruppen och wierklech déi sinn, déi mir wëllen erreechen, bezéiungsweis ob mir mat där Politik déi Ziler och tatsächlech erreechen, déi mir eis och gesat hunn.

Hei schaffe mir ganz enk zesumme mat de Verwaltungen. Dofir wëlle mir eis mat deem Exercice déi néideg Zäit loossen an lech am Laf vum kommende Joer konkret Décisiounsvirschléi zur Diskussioun stellen.

Här President, wann een de Budget wëllt an de Gréff kréien, da musse mir och kucken, fir grad bei de groussen Dépensëbléck d'Evolutioun tant soit peu am Gréff ze halen.

E groussen Dépensëblock stellt natierlech d'Masse salariale beim Stat duer. Duerfir si mir der Meenung, dass och d'Fonction publique sech soll a muss um kollektive Konsolidéierungseffort bedeelegen.

Jo, mir respektéieren déi kontraktuell Obligatioun, déi déi lescht Regierung agaang ass, wéi si de leschten Accord salarial signéiert huet. Mir setzen de statutaresche Volet vun der Reform esou séier wéi méiglech ëm, woubäi mir Rücksicht huelen op d'Avisen am Kader vun der legislativer Prozedur. Well deemools jo e Paquet ausgehandelt ginn ass, knäppe mir d'Akraafttriede vum Accord salarial och mat un d'Akraafttriede vum statutareschen Deel vun der Reform.

Mir proposéieren awer dofir, opgrond vun der Situatioun vun den ëffentleche Finanzen, keng weider Erhéijung vum Punktewäert bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod méi virzehuelen. Mir mengen, dass dës Mesure och wichteg ass an en zoumuttbaren, awer och solidareschen Effort vun der Fonction publique duerstellt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een de Budget erëm an d'Gläichgewiicht wëllt bréngen, da muss een och iwwert d'Recettësäit diskutéieren, iwwert d'Steieren. Mir wëllen erëm d'Vertraue vun de Leit an den Investisseuren an d'Zukunft vun eisem Land duerch eng prévisibel Steierpolitik hierstellen. Mir wäerten dobäi keng hektesch Manöveren an déi eng oder an déi aner Richtung maachen. Mä mir plangen eng global Reform, a Rou.

Mir wëllen eng Steierreform aus engem Goss duerno virleeën. D'Zil ass dobäi, eng Steierpolitik ze maachen, déi Ëmverdeelung a Gerechtegkeet als generelle Prinzip huet, déi Wuesstum generéiert an doduerch Aarbechtsplaze schaaft, déi genuch Recettë fir de Stat generéiert, fir dass e sengen Aufgabe kann nokommen, déi sozial gerecht ass, déi eis am Ausland net op gro oder schwaarz Lëschte bréngt.

An och hei ass et, esou wéi bei der Budgetspolitik, dass mer am Moment keng adequat Strukturen am Stat hunn, fir deenen Ziler an Erausfuerderungen am volle Mooss gerecht kënnen ze ginn. Eis Kompetenzen an de jeeweilege Steierverwaltunge mussen onbedéngt ausgebaut ginn, besonnesch wa mir net wëllen op Dauer den Evolutiounen am Ausland hoffnungslos hannendrulafen. Dat ëmsou méi, wou d'Ausland am Moment eng Attack no där anerer um steierleche Plang géint Lëtzebuerg reit.

Hei wäerte mir grouss Efforte maachen an d'Steierverwaltunge mat den néidege Moyenen ausstatten an hir Organisatioun, Gestioun an hire Fonctionnement verbesseren. Mir wëllen domadder och derfir suergen, dass déi Steieren, déi geschëllt sinn, tatsächlech och erakommen. A mir wëllen derfir suergen, dass mir eisen internationalen Obligatioune besser kënnen nokommen, fir dass mir net muer erëm un iergendengem Pranger stinn an d'Konsequenz vun deem engen oder anere Rating oder Klassement mussen erdroen.

Mir striewen en däitlechen, bessere fachleche Suivi vun nationalen oder internationale Steierdossieren un. Mir wäerten e Comité consultatif de la fiscalité asetzen, fir de Finanzminister ze beroden a fir Froe ronderëm d'steierlech Attraktivitéit a Kompetitivitéit ze klären.

Niewent de Strukturen am Finanzministère musse mir eis awer och Gedanke maache ronderëm d'Steiere selwer. Mir hunn intensiv mat der Steierverwaltung an aneren Experten iwwert dëse Punkt geschwat a mir sinn zur Konklusioun komm, dass eis Steieren op ville Punkten à maturité komm sinn. Aneschters ausgedréckt: Och wann een op där enger oder anerer Säit un der Steierschrauf dréie géif, géif een ënnert dem Strëch net méi, oder oft souguer manner erakréien.

Mir waren eis eens, dass mir d'Finanzplazgeschäfter net mat neie Steiere wëllen a Gefor setzen, mais bien au contraire hir Aktivitéite wëlle stäerken, andeems mir Aménagementer maachen, déi beispillsweis dorobber ofzilen, fir d'Quartiers généraux vun internationale Gruppen op Lëtzebuerg ze kréien.

Mir wëllen d'Acteure vun eiser Finanzplaz, déi sech an engem déif gräifenden Ëmbroch befënnt, mat dëser Politik rassuréieren a si an deem Ëmbroch positiv begleeden. D'Zäit vun de Souveränitéitsnische muss haut ersat ginn duerch verstäerkte Kompetenz op der Finanzplaz.

Mir wëlle bei de Betriber d'Innovatioun stäerken an d'Investitiounen an de Standuert an domadder an nei Aarbechtsplaze weider férderen. Mir wëllen dofir e geschéckte Mechanismus vun Intérêts notionnels aféieren an d'Méiglechkeet vun enger Réserve immunisée pour investissement schafen.

Wat d'Steierlaascht ubelaangt, gesi mir definitiv net, wéi mir laanscht eng Erhéijung vun der TVA komme kënnen. D'Lächer am Statsbudget sinn einfach ze grouss. Mir sinn amgaang, d'Detailer ofzestëmmen a wäerten lech an de kommende Méint eng Propositioun zur Diskussioun stellen, woubäi mir ustriewen, den Taux super-réduit vun 3% bäizehalen. Egal wéi, wäerte mir awer derfir suergen, dass mir deen niddregsten normalen Taux an der EU behalen.

Wat d'Besteierung vun de Privatpersounen ubelaangt, lancéiere mir d'Préparatife vun esou enger grousser Reform. D'Steierreform muss gutt preparéiert ginn. Eis Ziler si bekannt, fir a Richtung Individualiséierung vum Steiersystem ze goen an d'Abattemente kritesch ze iwwerschaffen, mam Zil, just dat ze férderen, wat och wierklech Sënn mécht.

Mir wäerten d'Tariffer an d'Tranchë vum Steierbarème iwwerschaffen, fir virun allem dem Phenomeen vum Mëttelstandsbockel Rechnung ze droen.

Mir hunn eis dozou och engagéiert, eng Rei Feinanalysen ze maachen. Dat ass wichteg, well mir wëlle genee analyséieren, wat déi bescht, déi gerechtste Manéier ass. Dat brauch e bëssen Zäit. Mir wäerten zügeg déi noutwendeg Analyse maachen, ouni dobäi Zäit ze verléieren. Iwwerstierzt Handelen ass net eis Saach an ass och net am Intérêt vum Land!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eist Zil ass et virun allem, méi Steierrecetten duerch méi Wirtschaftsaktivitéiten eranzekréien. Méi Wirtschaftsaktivitéit heescht fir eis awer net eng onkontrolléiert Wuesstumspolitik! Mir maachen net egal wat, fir Wirtschaftswuesstum ze kréien. Et ass eis wichteg, dass de Wuesstum nohalteg ass, dat heescht, dass och déi sozial- an ëmweltpolitesch Komponente voll a ganz respektéiert ginn.

Mir gesinn eng nohalteg Politik net als Hemmnis, mä als eng grouss Chance, fir eist Land an d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie ze verbesseren. Mir mussen als Land endlech déi Chancen notzen, déi sech duerch d'Ressourcëknappheet an déi ökologesch Erausfuerderungen erginn a Lëtzebuerg als kompetenten Acteur an dësem Beräich, an dësem lokalen, regionalen an internationale Marché placéieren.

Hei leie riseg Opportunitéite fir eist Land. Hei sinn déi Beräicher, wou mir eis Kompetitivitéitsvirdeeler kënnen erschaffen. Wie Verantwortung fir d'Zukunft wëllt huelen, muss sech dofir och fir eng nohalteg orientéiert Wirtschaftspolitik asetzen. Well nëmmen esou kënne mir nei Zukunftschancë fir eist Land a fir d'Leit schafen.

Mir sinn als ganz Regierung eis där Verantwortung och bewosst. An dobäi sinn et net ëmmer déi ganz grouss sougenannten „Jorhonnertreformen", déi d'Saache wierklech virubréngen. Et si vill méi oft déi kleng Saachen, déi méi Wierkung hunn.

Dofir wëlle mir als Éischt dat Silo-Denken an de Ministèren opbriechen. Mir wäerten eis um Niveau vun der Regierung selwer an och ënnert den Departementer besser openeen ofstëmmen. A mir ginn eis dofir och regierungsintern Strukturen, fir déi dote Politik effektiv ëmzesetzen, Arbitragen ze maachen a festgefuere Situatiounen duerch gutt duerchduechte politesch Décisiounen ze deblockéieren.

Mir wäerten doriwwer eraus den Dialog mat der Zivilgesellschaft féieren an och de Sozialdialog, deen um Nullpunkt ukomm war, erëm nei beliewen. D'Tripartite ass fir grouss Froe fir eis e wichtegen Interlocuteur. Mir wäerten net ëmmer en Accord fannen, mä ech hoffen, dass mir mat Verständnis virun deem anere senge Positiounen a Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren all zesummen een oder méi Schrëtt weider kënne kommen.

An ech sinn iwwerzeegt, an ech wäert mech perséinlech derfir asetzen, dass mir mat där doter Approche eppes zesumme fir d'Leit an d'Land op d'Bee wäerte bréngen. Wa mir erëm matenee schwätzen an eis nolauschteren, wa mir bereet sinn, iwwer eise Schiet ze sprangen, an net an deenen alen Trampelpied dranzebleiwen, da schafe mir erëm Vertrauen an d'Viraussetzung derfir, fir zesumme kënnen d'Potenzialer vun dësem Land fräizesetzen.

Mir wëllen als Regierung awer och eist dozou bäidroen, dass d'ökonomesch Acteuren - déi grouss, déi mëttel a kleng Betriber - Vertrauen an de Standuert kréien a behalen. Well Vertraue schaaft Investitiounen an Aarbechtsplazen!

Mir wëllen de Betriber Prévisibilitéit a Planungssécherheet ginn. Eng Entreprise wëllt wëssen, ob a wéi eng Regierung gewëllt ass, hir budgetär Situatioun an de Gréff ze kréien. Si wëllt wëssen, wéi fir si wichteg Rahmebedéngungen an där Zäit wäerten evoluéieren. A si wëllt wëssen, ob de Stat och bereet ass, seng Zukunft duerch eng geschéckt Investitiounspolitik virzebereeden.

Mir si bereet, do kloer Engagementer ze huelen. An ech wéilt hei och dofir kuerz op e puer Punkten agoen, déi dat ënnermaueren.

Mir hunn eis eens gemaach, weider systematesch géint d'Inflatioun unzekämpfen. D'Indexregelung, déi bis d'nächst Joer gegollt huet, soll nach emol widderholl ginn. Dat heescht, nodeems de sougenannten „Compteur" op null gesat ginn ass, loosse mir no 2015 wéi bis elo maximal eng Indextranche d'Joer ausbezuelen. Um Enn vun där Period setze mir de Compteur dann erëm op null zréck. Dat gëtt eisen Entreprisen zousätzlech Loft a Planungssécherheet. Dës Regelung hëlleft awer och, d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen.

Och wat déi scho bal ominéis Plans sectoriels ubelaangt, wäerte mir derfir suergen, dass déi an de kommende Woche séier an d'Prozedure kommen, fir dass do och kloer ass, wou d'Betriber sech an Zukunft kënnen néierloossen.

Um Niveau vum Aarbechtsrecht wëlle mir konform zum Code du Travail Négociatioune féieren, notamment iwwert d'Bestëmmunge vun de Plans d'organisation du travail an der Referenzperiod. A bei de Contrats à durée déterminée si mir eis eens, dass een innerhalb vun der legaler Period vun zwee Joer op méi CDDe kann zréckgräifen.

Méi Flexibilitéit wëlle mir och duerch d'Aféiere vun den Aarbechtszäitkonte kréien, woubäi mir do den Avis vum CES vun 2004 als Ausgangspunkt vun där Diskussioun och wäerten huelen.

Mir wäerten d'Reform vum Faillitëgesetz dann och zügeg weiderbréngen.

Den Dauerbrenner „Prozedure vereinfachen an accéléréieren" wëlle mir offensiv ugoen. Mir wëllen eng Struktur ënnert der Autoritéit vum Minister schafen, dee fir d'Réforme administrative zoustänneg ass, wou eis Beamten, zesumme mat auswäertegen Experten, sollen dës Prozedur dynamiséieren a séier zu konkrete Resultater och kommen.

Am Beräich vun der Energie si mir beduecht, fir engersäits d'Kompetitivitéit vun der Industrie ze erhalen a gläichzäiteg d'Betriber doranner ze begleeden, fir hiren Energiekonsum erofzesetzen.

Mir wäerten d'Erausfuerderungen am Beräich vun der Mobilitéit konsequent ugoen. Well d'Mobilitéit ass e wichtege Wirtschafts- a Standuertfacteur. D'Mobilitéitskonzept „MoDu" setze mir weider ëm, an den Tram kënnt a gëtt souguer ausgebaut!

Am ëffentlechen Investitiounsberäich wäerte mir de Fokus leeën op déi ökonomesch wichteg Beräicher a weider Geld fräimaachen, fir eis Zukunft virzebereeden. Dat gëllt besonnesch fir d'Beräicher Logement a Mobilitéit.

Regulatoresch wëlle mir awer och den Entreprisen en interessante Kader bidden. Fir zum Beispill d'Entreprisen, déi am Commerce électronique täteg sinn a muer musse komplizéiert TVA-Regele géréieren, analyséiere mir d'Méiglechkeet vum sougenannten „Mini One Stop Shop", wat fir si eng däitlech administrativ Erliichterung duerstellt.

Mir préiwen iwwerdeems, awéifern een den ILR an de Conseil de la concurrence kéint zesummebréngen, fir ze assuréieren, dass d'Konkurrenzregelen och wierklech op de jeeweilege Marchéë bestinn. An d'Dateschutzkommissioun gesi mir als e ganz wichtegen Acteur un, deem mir wëllen déi néideg Moyene ginn, fir dass hie senger Roll a sengen Erwaardungen och gerecht ka ginn.

Här President, ech kann net op all Punkt vun eiser Standuertpolitik agoen, dat géif ze wäit féieren. Ech wéilt mech awer ee Moment bei zwee Punkten ophalen, déi eis immens wichteg sinn, well si à l'origine sti vu villen Aarbechtsplazen, déi mir an Zukunft wëllen zu Lëtzebuerg schafen.

Éischtens, d'Aart a Weis, wéi mir d'Promotioun vun eisem Standuert maachen. An zweetens, eise Wonsch no enger Offensiv, fir nei Aktivitéiten ze generéieren oder op Lëtzebuerg unzeéien duerch nei innovativ Weeër am Beräich vun der Création d'entreprise, dem Finanzement an der Begleedung vun den Entreprisen.

Niewent den allgemenge Rahmebedéngunge si grad dës zwee Punkten entscheedend, well mir brauchen nei Impulser. Mir mussen iwwer innovativ Weeër goen. A mir musse Lëtzebuerg erëm op d'Landkaart vun deene Leit zréckbréngen, déi Iddien a Projeten hunn. An dat kënne mir nëmmen, wa mir eis kohärent dobausse presentéieren a konsequent nei Weeër ginn!

Dofir wëlle mir Lëtzebuerg an Zukunft als e Ganzt international duerstellen, opgrond vu kloere Valeuren, a mir wëllen dat duerch dee ganze Statsapparat duerchdéclinéieren an no baussen als kloer erkennbaren Optrëtt vu Lëtzebuerg weisen. Et geet net duer, ze soen am Ausland, wat mir wären, mä wann d'Leit da bei eis kommen, muss dat och der Realitéit entspriechen!

Doriwwer eraus menge mir, dass ee soll doriwwer nodenken, fir all déi Promotiounsplattformen, déi mir hunn an den ënnerschiddleche Secteuren, zesummenzeleeën, fir dass mir och kohärent Vecteuren hunn. An och d'Vertriedunge vu Lëtzebuerg am Ausland sollen engersäits an déi Promotiounsefforten agebonne ginn, an anersäits wëlle mir eng wierksam Diplomatie économique an d'Plaz setzen.

Wat elo déi méi kleng Betriber ubelaangt, esou menge mir, dass och hei d'Promotioun tëschent Commerce, Tourismus a Kultur soll a muss openeen ofgestëmmt ginn. Mir wëllen dann och, wat de Finanzement vun Aktivitéiten an d'Begleedung vun investitiounswëllegen Entreprisen ubelaangt, nei Weeër goen an eis bestehend Instrumenter evaluéieren an iwwerschaffen.

Esou wëlle mir d'Instrumenter vun der SNCI adaptéieren, déi bestehend Finanzinstrumenter, wéi d'Aides à l'investissement, d'Subventions de recherche oder d'Garanties publiques, iwwerschaffen a generell de Wierkungsgrad vun de Subventioune regelméisseg evaluéieren.

Nei Aktivitéite wëlle mir op Lëtzebuerg unzéien, engersäits iwwert de „Luxembourg Future Fund", zesumme mam Fonds européen d'investissement, an anersäits iwwer eng Agence de financement et d'investissement, déi a Kollaboratioun mat Luxinnovation soll d'Leit zesummebréngen, déi e Projet hunn, mat Leit, déi investéiere wëllen.

Well mir wëssen, wéi wichteg d'PMEe fir stabil Aarbechtsplaze sinn, wëlle mir e Plan d'action PME ëmsetzen an och hei den Image vum Entrepreneur verbesseren a fir jonk Leit méi interessant maachen.

A fir den Entrepreneuriat zousätzlech ze promouvéieren, hu mir eis iwwerluecht, fir e Statut vum Indépendant anzeféieren an dem Indépendant iwwert dee Wee gläichwäerteg sozial Rechter ze ginn.

An dësem Kontext sief gesot, dass mir och wëllen d'Méiglechkeet vun enger vereinfachter Form vun enger S.à r.l. schafen, wou ee sech quasi mat engem Euro Startkapital als Entreprise lancéiere kann. A mir préiwe gären, awéifern en Instrument vu Mikrokreditter kéint interessant sinn, fir kleng Entreprisen ze lancéieren.

Wat de Commerce ubelaangt, wäerte mir déi bestehend Regelung vun den Ouvertureszäiten evaluéieren an eventuell iwwerschaffen, no Konsultatioun mat de Sozialpartner.

Eisen Engagement am Beräich vun der Diversifikatioun vun der Ekonomie geet onverännert weider. Mir gesi Lëtzebuerg weider als Industriestanduert a sinn och bereet, déi Konklusiounen, déi zum Beispill am Haut comité pour la promotion de l'industrie wäerten ausgeschafft ginn, an eis Iwwerleeungen eranzehuelen.

Mir konzentréieren eis och weiderhin op déi bekannten Zukunftssecteuren, wéi ICT, Ecotechnologien, Logistik a Biotechnologien, woubäi mir och ee Gank oder méi wëllen eropschalten. Et geet eis drëm, fir Zukunftsvisiounen och mat konkrete Projeten um Terrain mateneen ze verbannen, déi eis Virdeeler par rapport zu eisen direkte Konkurrente verschafen an doduerch sécher Aarbechtsplaze schafen.

Et geet eis drëm, fir Innovatioun a Recherche méi zougänglech ze maache fir eis Entreprisen, fir dass si erëm Virreider kënne ginn an hirem Beräich. Et geet eis drëm, dass mir Beräicher matenee vernetzen, wou mir op där enger Säit élémentaire Besoinen hunn, fir déi mir mussen Investitiounen tätegen, a wou mir déi Investitiounen ëmgedréit notze kënnen, fir eis deen Know-how, dee mir do gewonnen hunn, zu eegen ze maachen.

Beispillsweis denke mir, dass mir am Beräich vun den Ecotechnologië sollte Kompetenzzentre schafe fir eis Entreprisen aus dem Beräich vun der Konstruktioun, wou mir Recherche an Innovatioun kënne besser valoriséieren.

Mir wëllen an dësem Kontext och eng nei Dynamik schafen am Beräich vun den erneierbaren Energien an der Energieeffizienz, iwwert d'Schafung vun enger Klimabank. Mir denken, dass mir am Beräich vun der durabeler Mobilitéit, zesumme mam ICT-Beräich, nei Kompetenznischen a Marchéë kënne schafen.

Am Beräich vun der Sécurité de l'information wëlle mir eis Qualitéitsstandarde weider ausbauen, fir engersäits d'Entreprisen an hir Donnéeën, de Stockage an d'Transmissioune vun Donnéeë besser ze schützen, an anersäits den Know-how och ze notzen, fir nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg unzeéien.

Mir hunn eng Offensiv wëlles am Beräich vun der Digitalisatioun vun eisem Statsapparat an doriwwer eraus, wou mir och beispillsweis am Beräich vum Archivage électronique kënnen nei Dieren zu interessante Marchéen opstoussen.

Mir setzen och op de Secteur vun de Medien, de Satelliten, der audiovisueller Produktioun an de sougenannten „kreativen" Industrien.

Mir mengen, dass et Zäit ass, dass mir modern Weeër an der Agrikultur an am Wäibau solle goen, déi mir net als eng Randerscheinung vun eiser Ekonomie gesinn, mä als Beräich, wou vill Zukunftspotenzial mat gudden a sécheren Aarbechtsplaze fir eist Land dran ass. Mir si bereet, dëse Beräich vun eiser Ekonomie an hirer schwiereger Transformatiounsphas ze begleeden, hin zu engem modernen, performanten, innovativen a virun allem durabele Wirtschaftszweig. Mir sollen dofir déi nei Ufuerderungen un dëse Secteur offensiv ugoen a si als Chance ugesinn.

Deen neie Verbraucherschutzministère, dee mir geschaf hunn, wäert an deem wichtege Beräich fir eng kohärent a strukturéiert Politik am Intérêt vun alle Konsumente suergen an och hëllefen, d'Qualitéit vun der einheimescher Produktioun ze garantéieren an ze zertifiéieren.

D'Uni Lëtzebuerg ass net eleng fir d'Wirtschaft do a wäert dat och net ginn. Mä mir mengen, dass mir d'Universitéit an d'Fuerschung ronderëm als ee wichtege Wirtschaftsfacteur nach méi effikass sollten asetzen.

Mir wëllen ëffentlech a privat Recherche méi no bréngen an nach méi Wäert dorobber leeën, dass d'Resultater vun der Recherche och duerno wirtschaftlech valoriséiert ginn. Mir wëllen dofir den Esprit d'entreprise op der Uni an de CRPe stäerken a mat den Instrumenter, déi ech uewe beschriwwen hunn, d'Kreatioune vu Start-up a Spin-off férderen.

Här President, wa mir vu wichtege Wirtschaftszweiger schwätzen, da wëll ech natierlech och iwwert d'Finanzplaz schwätzen. D'Finanzplaz ass ee vun deenen Haaptpiliere vun eiser Ekonomie an och vun de Recettë vun eisem Statsbudget.

Si ass an engem schwieregen Transformatiounsprozess. Keen dobausse wäert d'Finanzplaz an eist Land schounen! Dat hu mir oft an de vergaangene Joren ze spiere kritt, an ech fäerten, et gëtt net wierklech besser. An da krute mir, an och déi al Regierung an déi nei, wësse mer scho pertinemment, dass mam kommende Conseil zu Bréissel mer et och nach ze spiere kréien.

Mir mussen eis dofir op eis Stäerkte besënnen. Mir mussen oppe fir dat Neit sinn a reaktiv genuch sinn, eis deementspriechend unzepassen. Un éischter Stell gëtt awer vun enger Regierung erwaart, eng stabil a prévisibel Politik fir d'Finanzplaz ze maachen. Dat ass wichteg fir d'Investisseuren, awer och fir déi Leit, déi hei schaffen.

Dofir si mir beméit, fir dat steierlecht a regulatorescht Ëmfeld vun der Finanzplaz kompetitiv a konform zu europäeschen OECD-Standarden ze halen. Lëtzebuerg huet sech kloer dozou bekannt, fir eng Politik um Niveau vun eiser Finanzplaz weiderzeféieren, déi den internationale Regelen entsprécht, notamment wat den automateschen Informatiounsaustausch am Kader vun der „Directive épargne" ubelaangt. Dat ass e wichtege Punkt vun eiser Strategie. Mir wëllen eng zu den internationale Regele konform Finanzplaz, déi hire Clientë Qualitéit, Diskretioun a Sécherheet ubitt.

Et wär falsch, eng Strategie ze wëllen, ze fueren, wou mir eis international isoléiere géifen!

Wat d'Transparenz an den Échange vu Steierinformatiounen ubelaangt, wäerte mir eis dofir aktiv um Ausschaffe vun allgemenggültegen internationale Standarde bedeelegen am Kader vun der Europäescher Unioun an och vun der OECD.

Mä och hei gëllt fir den automateschen Informatiounsaustausch, dass dat nëmme geschéie kann no engem prezise Kalenner, deen d'Stabilitéit an d'Kompetitivitéit vun der Finanzplaz par rapport zu anere Finanzplazen an der Welt net a Fro stellt. D'Regierung wäert op de Besoin insistéieren, fir weltwäit op alle Finanzplazen homogen Norme festzeleeën. Da wäert Lëtzebuerg sech dem automateschen Informatiounsaustausch net opposéieren.

Déiselwecht prinzipiell Haltung wëllt d'Regierung anhalen an aneren Dossieren, wou et ëm nei international Norme bei Finanzgeschäfter geet. D'Regierung wäert sech doriwwer eraus am Kader vum Haut comité de la place financière dofir och déi néideg Moyene ginn, fir séier genuch op d'Changementer ze reagéieren an de gesetzleche Kader am Intérêt vun der Finanzplaz an hiren Erausfuerderungen unzepassen.

Mir wollten och e kloert Signal un d'Investisseuren erausginn, andeems mir och soen, wat mir net wëlle maachen. Esou wëlle mir keng Verméigenssteier fir d'Privatpersounen nach eng Iefschaftssteier aféieren.

Mir wäerten och bei den Investitiounsfongen, deene sougenannten UCITs-Fongen, kucke fir ëmmer mat vir bäi ze sinn, wann et drëms geet, dee juristeschen a reglementaresche Kader esou unzepassen, fir e weiderhin och attraktiv ze maachen.

Mir wäerten hei keng Erhéijung vun der Taxe d'abonnement virhuelen a mir wäerten och keng bei de Fonds d'investissement spécialisés virhuelen.

Bei de sougenannte SICARe behale mir den aktuelle Steierregime bäi. Am Private-Equity-Beräich gëtt deen aktuelle Steierregime iwwerschafft a souguer ugepasst, fir dass et méi attraktiv fir Investisseure gëtt.

Fir eis kënnt eng Finanztransaktiounssteier am Kader vun der Coopération renforcée net a Fro. Mir wäerten d'Méiglechkeet vun enger Finanztransaktiounssteier da considéréieren, wa weltwäit esou eng Steier ugestrieft géif ginn.

Här President, mir hunn e Plang, wéi mir d'Statsfinanze wëlle sanéieren. Mir hunn e Plang, wéi mer der Wirtschaft wëllen nei Impulser ginn. Mir hunn och e Plang, wéi mer d'Startchancë vun deene Jonke kënne verbesseren a wéi mir um Aarbechtsmaart kënne besser Resultater erzilen.

Mir gesinn haut, dass mir vill Leit um Aarbechtsmaart hunn, déi déi elementar Kenntnisser net hunn, fir eng Aarbecht ze fannen.

Defiziter, déi zum Deel duerch eisen - awer net nëmmen eisen - Schoulsystem bedéngt sinn.

Defiziter, déi mer musse behiewen, wa mir als Land wëllen nei Zukunftssecteuren exploitéieren.

Defiziter, déi mer musse behiewen, wa mir et mat der sozialer Kohäsioun an de gläiche Startchancen eescht mengen.

Dofir leet dës Koalitioun ganz vill Wäert op eng integréiert Approche vu Kannerbetreiung a Schoulpolitik.

Dofir hu mer och décidéiert, fir d'Jeunesse an d'Enfance an d'Éducation nationale ze integréieren. D'Kand steet domadder mat all senge Facetten am Mëttelpunkt. Et wäert eis erlaben, iwwert déi formal an non-formal Bildung, d'Entwécklung vum Kand méi effikass ze begleeden.

Ob ee gutt Startchancen an d'Liewe kritt, décidéiert sech an deene jéngste Jore vun engem Liewen. Déi Defiziter, déi d'Kanner an den éischten dräi Joer vun hirem Liewen accumuléieren, kréie si duerno an der Schoul nëmme ganz schwéier, bis guer net méi, opgefaangen. Besonnesch d'Sproocheproblemer fannen hir Originen an der Entwécklungsphas vum Kand. An eisen Éducatiounssystem dréit deem Ëmstand net genuch Rechnung.

Dofir war et richteg, dass mir an de vergaangene Joren d'Garde d'enfance an den Accueil ausgebaut hunn hei am Land. Elo awer geet et drëm, fir ganz séier och eng ganz héich Qualitéit vun de Servicer ze assuréieren. Eng Qualitéit, déi mir bereet sinn, eis eppes kaschten ze loossen, well et ass eng Investitioun an d'Mënschen an domadder an eis Zukunft.

Soubal déi finanziell Moyene vum Stat eis et erlaben, wëlle mir och eng qualitativ héichwäerteg a gratis Kannerbetreiung aféieren an ubidden. Si preparéiert an ergänzt déi ëffentlech Schoul, déi och gratis ass a bleiwe muss.

Dat ass fir eis och geliefte Kohäsiounspolitik, well mir hei de Kanner, onofhängeg vun hirem familiären a sozialen Hannergrond, déi beschte Startchancen an d'Liewe garantéiere wëllen.

Wie Qualitéit seet, seet och Qualitéitsnormen. Mir wäerten dofir de Projet de loi 6410 iwwert d'Jeunesse nach eemol iwwerkucken, dat virum Hannergrond vum integréierte System vu Schoul an Accueil, dee sech dës Regierung virgeholl huet. Mir wëllen, dass mir an de Strukture qualitativ héichwäerteg pädagogesch Aarbecht leeschten an dass mir grad och bei der sproochlecher Férderung vun de Kanner konsequent nei Weeër ginn, fir hinnen déi beschte Chancen an engem multilinguale Schoulsystem ze ginn.

Qualitéit definéiert sech awer och iwwert d'Personal an de Betreiungsstrukturen, wou mir an Zukunft wëllen d'Qualifikatioune verbesseren duerch d'Formation continue, bezéiungsweis méi qualifizéiert Personal generell an de Strukturen asetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Beräich vun der Éducatioun sinn an deene leschte Jore vill Strukturreformen engagéiert ginn. A wéi ëmmer, wann ee Reforme mécht, hu sech duerno um Terrain Saache bewäert an aner Elementer hunn nei Problemer mat sech bruecht an nei Froen opgeworf.

Mir sinn décidéiert, fir dat onopgereegt an determinéiert ze verbesseren, wat net gutt leeft, an dat weider ze ënnerstëtzen, wat gutt leeft.

Sou wëlle mir am Fondamental de Plan d'études vereinfachen, d'Descripteure vun de Socles de compétence wëlle mir reduzéieren a limitéieren op déi essenziell Beräicher, déi fir d'Léiere vum Kand wichteg sinn. Och d'Bilans intermédiaires wëlle mir méi verständlech maachen.

Mir wëllen d'Kompetenze vun de Présidents d'école redefinéieren an däitlech ausweiden, fir eng besser Direktioun an administrativ Gestioun vun de jeeweilege Schoulen ze garantéieren. D'Direktioun vun enger Schoul ass enorm wichteg fir d'Entwécklung vun der Qualitéit an och déi noutwendeg Passerelle, fir d'Eltere besser an den Éducatiounssystem ze integréieren.

Wat de Secondaire ubelaangt, wäert de Projet de loi iwwert d'Secondairesreform, dee vun der fréierer Ministesch, der Madame Mady Delvaux, virgeluecht ginn ass, eis als Basis déngen, fir déi Reform unzegoen. Mir wäerten dee Projet awer reexaminéieren op der Basis vun de grousse Linnen, déi mir am Koalitiounsaccord och festgehalen hunn, bezéiungsweis opgrond vun den Avisen, déi dozou wäerten erakommen.

Bei der Formation professionnelle gëtt et nach vill ze dinn, well déi net wierklech um Terrain fonctionnéiert. Ouni d'Reform a Fro ze stellen, wäerte mir do un de Stellschrauwen dréien, fir dass mir do besser Resultater kréien.

D'Strukturen an der Schoul hu mir an de vergaangene Jore ganz wuel verännert.

Mä den Erfolleg vun der Schoul gëtt entscheedend vum Enseignant bestëmmt.

Mir wëllen dofir an de kommende Jore ganz vill Wäert dorop leeën, fir nei Weeër ze goen, fir d'Enseignanten an hirer pädagogescher Aarbecht besser ze ënnerstëtzen. Well et sinn d'En-

seignanten, déi d'Qualitéit vum Unterrecht bestëmmen, a mir wëlle si dofir och stäerken.

Dofir hu mir eis e ganz ambitiéise Programm och ginn.

Et geet eis an alleréischter Linn drëm, fir d'Bildungsoffer ze differenzéieren.

D'Formatioun an d'Formation continue vun den Enseignantë solle verbessert ginn. Grad déi didaktesch a pädagogesch Aspekter vun de jeeweilege Formatioune wëlle mir stäerken zesumme mat der Uni an eventuell och doduerch, dass mir fir de Secondaire, engersäits, en Eegnungstest oder e Stage an enger Schoul virschalten, an anerersäits, dass mir méi ee staarke Wäert op d'pädagogesch Kenntnisser am Examen-concours setzen.

Mir probéieren, fir d'Enseignantë generell dat didaktescht Material och ze verbessere bezéiungsweis nei didaktesch Iddien an den Alldag vum Enseignant mat eranzebréngen an op eng einfach Aart a Weis zougänglech ze maachen.

Mir wäerten dann och eng Offensiv starten, fir d'Schoulbicher ze iwwerschaffen an dat didaktescht Material mat de Plans d'études an de Programmer an Aklang ze bréngen.

D'Commissions de programmes wëlle mir professionaliséieren, mat der Absicht, fir de Schoulen och Experten zur Verfügung ze stellen, déi nei pädagogesch an didaktesch Aspekter an de Schoulalldag kënnen erabréngen.

D'Autonomie vun de Schoule wëlle mir weider ausbauen, fir dass d'Schoulen eng besser Äntwert op hir spezifesch regional Gegebenheete bezéiungsweis d'Besoine vun de Schüler kënne ginn. An dësem Sënn sollen d'Schoule méi Fräiheet kréien, fir pädagogesch Choixen ze treffen a sech iwwert dee Wee eng Identitéit och ze ginn, fir hiert Personal an hir Grille horaire méi fräi ze bestëmmen, woubäi natierlech déi national festgeluechte Bildungsziler a Standarde musse respektéiert ginn.

An och d'Eltere wëlle mir méi staark wéi bis elo abannen, fir dass si zesumme mam Enseignant och als wierklech Partner vum Kand wierke kënne. Well d'Elteren hunn natierlech e groussen Afloss op d'Réussite vun hire Kanner. Mä ganz oft hu si net emol déi elementaarsten Informatiounen oder Kenntnisser iwwert d'Schoul, iwwert d'Entwécklung vun engem Kand a wéi een déi Entwécklung positiv beaflosse kann. Mir proposéieren dofir eng Aart „Family Learning" ze schafen, déi d'Kanner, d'Schoulen, d'Structures d'accueil an d'Enseignantë solle méi no zesummebréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sproocheproblematik am Enseignement ass eng, déi ganz staark d'Bildungschancë vun Dausende Schüler beaflosst. Mir wëllen d'Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg garantéieren, mä wa mir dat wëlle maachen, musse mir anescht mat de Sproochen ëmgoen.

Mir sinn net méi dat Land, wou e puer wéineg mat frieme Sprooche bei eis liewe komm sinn. Mir sinn haut e Land, wou ganz vill Mammesproochen zesummekommen. A mir hu bis elo keng adequat Äntwert op déi Erausfuerderung fonnt, déi awer wéi keng aner iwwer Succès an Échec an der Schoul zu Lëtzebuerg décidéiert.

Mir wëllen d'Hänn net an de Schouss leeën. A mir hunn eis spezifesch fir dëse Punkt en ambitiéise Programm ginn.

Mir wëlle scho bei deene ganz klenge Kanner usetzen an am Précoce an am Cycle 1 de Kanner hëllefen, mat adequate Programmer, déi mir entwéckele wëllen, hir Sproochkompetenzen an hire Vocabulaire ze développéieren. A grad an dëse Jore wëlle mir och d'Lëtzebuergescht stäerken, wat de Kanner duerno de Wee duerch eist Bildungswiese vereinfacht.

Eng méiglech Reform vun der Alphabetiséierung huet eis dann och vill beschäftegt a schéngt eis eng Pist ze sinn, déi mer wierklech exploitéiere sollen. Mir wëllen zwou Saache kucken: eng Kéier, ob et Sënn mécht, fir eng däitsch a franséisch Alphabetiséierung an enger Klass ze maachen, an eng Kéier, fir eng franséisch Alphabetiséierung unzebidden, déi awer um Enn vun der obligatorescher Scolaritéit d'Schüler erëm zesummeféiert. Ausserdeem wëlle mir och kucken, wat et kéint bréngen, fir d'Schreiwe vum Franséischen ëm ee Joer ze differéieren.

Mir wäerte fir déi verschidden Etappe vum Parcours scolaire dann och Sockele festleeën, déi d'Sproochekenntnisser a -kompetenzen definéiere sollen, woubäi mir do tëschent éischter an zweeter Sprooch wëllen ënnerscheeden.

A mir wäerten och eng wëssenschaftlech Etüd maache loossen iwwert d'Langues véhiculaires am Enseignement, well mir de Verdacht hunn, dass si fir vill Schüler eng staark Hürd, wann net souguer Barrièrë sinn an à l'origine vum Échec a falschen Orientatioune sinn.

Mir stellen dann ëmmer erëm fest, dass d'Schüler sech eréischt um Enn vun hirem Schoulwee Gedanken ëm hir berufflech Zukunft maachen. Oft ass et da schonn ze spéit, munnecher sinn da schonn an der Sakgaass. Mir stellen och fest, dass Schüler oft orientéiert ginn opgrond vu Schwächten, anstatt vun hiren Interessegebidder oder hire Stäerkten.

Mir wëllen deem Phenomeen entgéintwierken. D'Schüler solle léieren eng Autoreflexioun ze maachen iwwer hir Interessien a Perspektiven. Dofir wëlle mir och am Secondaire generell en Tutorat aféieren, wou de Schüler zesumme mat sengem Tuteur an engem strukturéierte Kader e perséinlechen Zukunftsprojet ausschafft an iwwert d'Joren dokumentéiert.

Doriwwer eraus wëlle mir d'Maison de l'orientation weider ausbauen, och mat regionalen Antennen, a Schoul an Entreprisen definitiv méi no bréngen; zum Beispill mat Stagen oder Journées découvertes.

Aus dëse Punkten, déi ech hei opgezielt hunn, ass kloer ginn, wat eis Démarche ass. Mir wëllen net erëm déi éiweg d'selwecht fundamental Debatten iwwert d'Schoul nei féieren. Där Debatten hu mer genuch gefouert.

Mir hunn elo Schoulstrukturen, op deene mir opbaue kënnen.

Et geet drëm, dass mir ganz séier, ganz pragmatesch un deene Stellschrauwen dréien, déi fir de Succès vun de Schüler ausschlaggebend sinn. Dat ass vläicht manner spektakulär vun der politescher Debatt hier, mä et wäert duerno bei de Kanner och tatsächlech ukommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng aktiv Wirtschaftspolitik an déi richteg Bildungspolitik sinn déi beschte Viraussetzunge fir sécher a gutt Aarbechtsplazen.

Dorunner wëlle mir systematesch an haart schaffen.

D'Situatioun um Aarbechtsmaart ass awer am Moment extrem schwiereg. An deene leschte Joren ass de Chômage am Land drastesch eropgaang. Lëtzebuerg war a kengster Weis op déi Entwécklung preparéiert. Och hei hunn emol adequat Strukture missen en place gesat ginn.

D'Reform vun der ADEM ass vun der viregter Regierung initiéiert ginn. Mir musse si elo systematesch zu Enn féieren. Mir si bereet, fir méi Mëttel fräizemaachen, fir eng besser Prise en charge vun den Demandeurs d'emploi ze assuréieren. D'Zuel, d'Formatioun an och d'Spezialisatioun vun de Conseillers professionnels wëlle mir an de kommende Jore verbesseren an d'informatesch Équipementer genausou wéi d'Raimlechkeete besonnesch an der Stad verbesseren.

Do dernieft wëlle mir awer grad un der Qualitéit vum Vermëttlungsprozess nei Akzenter setzen, wou mir vun deenen zwou Säiten, ADEM an Demandeurs d'emploi, méi fuerdere wäerten.

Mir wäerten iwwert d'Convention de collaboration, déi tëschent der ADEM an dem Demandeur d'emploi signéiert gëtt, den Aarbechtslose responsabiliséieren, seng Rechter a Flichte festleeën a virun allem de Fokus op eng héich Suchintensitéit leeën. Doriwwer eraus wëlle mir déi sougenannten „Zoumuttbarkeetsregelen" méi prezis definéieren.

Mir wäerten den Accompagnement an den Encadrement vum Demandeur d'emploi mat Psychologen, Éducateurs gradués an Assistants sociaux verbesseren a mir probéieren, d'Leit doriwwer eraus séier a Formatiounen an Aarbechten hin ze orientéieren. Mir hu grad am Beräich vun der Organisatioun vu Formatioune staark Defiziter festgestallt, déi mir an Zukunft duerch eng besser Koordinatioun tëschent ADEM an der Formation professionnelle continue an der Formation des adultes wëllen évitéieren.

Mir wëllen eng zentraliséiert „Cellule sanctions" en place setzen, fir d'Abusen ze évitéieren a scho fréizäiteg Problemer bei den Demandeurs d'emploi ze erkennen.

D'ADEM wëlle mir awer och zu engem Partner vun den Entreprisen ausbauen. Am Moment ass dat net de Fall, an dofir wëlle mir en „Service employeurs" mat spezialiséierte Consultanten a Conseilleren en place setzen, fir d'Entreprisen an hiren Démarchen ze begleeden an ze beroden. Mir wëllen do och ganz geziilt mat den Entreprisë kucken, wou hir Besoine leien, fir dass mir da scho fréizäiteg kënne Leit eraussichen a forméiere loossen, déi deene Profiler entspriechen, déi d'Entreprisë fir hir Aktivitéiten och brauchen.

Mir ënnerstëtzen och den Échange tëschent der ADEM an der privater Aarbechtsvermëttlung, fir méi Leit duerno op den éischten Aarbechtsmaart ze kréien.

Wat d'Aarbechtsmaartinstrumenter ubelaangt, esou wäerte mir do d'Effikassitéit evaluéieren a si dann upassen. Grad bei der Aide au réemploi hu mir zum Beispill vill Abuse festgestallt a mir wäerten déi och séier via e Projet de loi behiewen.

Här President, de Jugendchômage an de Chômage vun de Senioren huet an de leschte Joren zougeholl, an do wëlle mir speziell dergéint wierken.

Fir de Jugendchômage ze bekämpfen, handele mir dofir gären am Kontext vun der „Garantie jeunes" zesumme mat de Sozialpartner en „Solidaritéitspakt fir den Emploi jeunes" aus mat verbindlechen Ziler. Mir wäerten do deene Jonken individualiséiert Parcoursen ubidden, wou si entweder fir eng Formatioun an d'Schoul zréck orientéiert ginn oder wou si schaffe ginn, fir duerno op den éischten Aarbechtsmaart kënnen ze kommen, oder wou si e Parcours d'activation maachen, deen et hinnen erlabe soll, méi kloer hire Liewensprojet bezéiungsweis hire professionelle Projet fir sech erauszefannen. D'ADEM, den SNJ, d'ALJ an den Aarbechtsministère sollen heifir enk zesummeschaffen.

Mir wëllen och d'Kooperatioun tëschent der ADEM an dem Centre national de la Formation professionnelle continue verbesseren, fir dass d'Orientatioun vun deene Jonken, déi eng Léier wëlle maachen, verbessert gëtt an déi Jonk net a berufflech Sakgaasse geroden.

Wat d'Senioren ubelaangt, wëlle mir grad am Alter den Taux d'emploi zu Lëtzebuerg erhéijen, deen 2012 just bei 56% fir déi Alterskategorie tëschent 55 a 59 Joer louch. An deem Alter gehéiert een net zum alen Eisen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* An an deem Alter huet een esou vill Kompetenzen accumuléiert, déi mir als Gesellschaft an déi d'Entreprisen och ganz gutt gebrauche kënnen.

Dofir wëlle mir d'Iddi vum Tutorat an den Entreprisë bezéiungsweis déi bénévol Aarbecht vu Senioren ënnerstëtzen, gradesou wéi e méi flexiblen a fléissenden Iwwergank vum Beruffsliewen an d'Pensioun. Déi verschidde Préretraiten, déi mir an eiser Gesetzgebung hunn, wëlle mir dann och mat de Sozialpartner diskutéieren a reformëieren. Och den amendéierte Projet de loi iwwert de Reklassement wëlle mir séier adoptéiere loossen.

Här President, Schoul, Famill, Aarbecht si wichteg Facteure fir d'Kohäsioun an eiser Gesellschaft. Et gëtt awer zu Lëtzebuerg eng Rei vu Leit, déi vun der Kohäsioun ausgeschloss sinn, Leit mat spezielle Bedierfnisser, wéi zum Beispill déi Gehörlos, d'Malvoyanten, Leit am Rollstull oder mat psychesche Krankheeten. Si stoussen op Barrièren, fir wierklech integréiert ze sinn. D'Ëmsetzung vun der UNO-Konventioun ass méi wéi néideg. Eng permanent Verbesserung vun hirem Alldag gehéiert zu de Bestriewunge vun dëser Regierung.

Ech soen och Merci der Gebäerdendolmetscherin, déi haut probéiert, a mengem TGVs-Tempo nozekommen.

(Hilarité)

An de leschte Joren ass e Facteur derbäikomm, deen eis vill Schwieregkeete schaaft, de Logement.

De Logement dreift eis Gesellschaft auserneen, en trennt d'Leit an déi, déi et sech leeschte kënnen, an déi, déi et sech net oder nëmme schwéier oder net méi leeschte kënnen. En trennt d'Leit an déi, déi hunn, an an déi, déi net kréie kënnen.

De Logement léist awer och en enormen Drock aus op d'Léin an domadder op eis Ekonomie. Wann d'Halschent oder méi vum Loun muss geaffert gi fir den Daach iwwert dem Kapp, dann ass et kloer, dass ee mat engem Mindestloun net méi iwwert d'Ronne kënnt.

Fir dem Problem vum Logement bäizekommen, huet dës Regierung sech ganz vill virgeholl.

Si wëllt dem Problem virun allem massiv iwwert de Wee vun der Offer entgéintwierken.

Mir hunn eis dofir véier Ziler virgeholl: Bauland mobiliséieren, Sozialwunnengen a Wunnengen à coût modéré massiv ausbauen, de Pacte Logement an de Paquet Logement iwwerschaffen an dann d'Subsidiepolitik nei ausriichten.

D'Bauland mobiliséiere wëlle mir virun allem iwwert dräi Weeër maachen: Éischtens doduerch, dass mir Terrainen, déi an ëffentlecher Hand sinn, a generell déi bestehend bebaubar Terrainen a Baulücke viabiliséiere wëllen. Zweetens doduerch, dass mir Terrainen, déi ëmklassséiert bezéiungsweis elo duerch de Plan sectoriel «Logement» als Bauland definéiert gi sinn, ënner anerem iwwer Baulandverträg an d'Obligation de construire och op de Marché brénge wëllen. Mir wëllen och, dass déi ëffentlech Acteuren, notamment d'Gemengen, e méi aktive Rôle um Marché immobilier a foncier spillen. An drëttens doduerch, dass mir, do, wou et méiglech ass, Prozedure vereinfachen an accéléréieren.

De Fonds du Logement an d'Société nationale des Habitations à bon marché wëlle mir evaluéieren a reformëieren, mam Zil, fir méi Dynamik a Rendement ze kréie bei der Kreatioun vu Sozialwunnengen - fir ze verlounen an ze verkafen - bezéiungsweis vu Wunnengen à coût modéré. D'Gemenge sinn dobäi de wichtegsten Acteur. Dofir wëlle mir si ënnerstëtzen, fir Sozialwunnengen ze schafen, a mir wëllen hinnen do an Zukunft déi néideg Gelder a Berodung zur Verfügung stellen.

Och d'privat Initiativ wäerte mir erunzéie fir d'Konstruktioun vun de Sozialwunnengen. Well nëmmen zesumme packe mir et, fir déi enorm Zuel u Wunnengen, déi an de kommende Jore mussen entstoen, och tatsächlech geschafen ze kréien.

Mir wëllen doriwwer eraus och e bessere soziale Suivi vun de Clientë vum Fonds du Logement assuréieren, zesumme mat den Offices sociaux. An dësem Kontext sief och gesot, dass mir drun denken, fir d'Agence immobilière sociale weider auszebauen.

D'Instrumenter vum Bail emphytéotique a Location-vente wëlle mir weider fërderen. Déi sëlleche Subsidien, déi et am Moment am Beräich vum Logement gëtt, huele mir op de Leescht a strukturéiere si nei opgrond vu sozial selektiven an durabele Kritären.

Mir wëllen dann och e richtegen Albausanéierungsprogramm opleeën, wou mir engersäits als staatlech a kommunal ëffentlech Hand selwer eis Gebaier an d'Rei setzen, an anerersäits de Leit an den Entreprisë wëllen iwwer alternativ Finanzéierungs- a Virfinanzéierungsmechanismen zesumme mat de Banken an enger Klimabank ënnert d'Äerm gräifen. Dat ass gutt fir eis CO_2-Bilanz. Dat ass awer och gutt fir d'Land (veuillez lire: d'Leit) an d'Entreprisen, déi déi Aarbecht kënne maachen, an dat schaaft och Dausende vun neien Aarbechtsplazen.

Ech konnt elo nëmme kursoresch an net integral iwwert déi vill Mesurë goen, déi mir am Koalitiounsaccord proposéieren.

Kloer ass awer, dass mir eis vun dëser Politik en neie Schwong an der Logementspolitik erwaarden.

Jonk Leit a Famillje sollen eng fair Chance op en Daach iwwert dem Kapp kréien.

Well Wunnen ass e Recht an dierf kee Privileg bleiwen!

Här President, d'Verantwortung fir eis Zukunft iwwerhuelen, heescht net nëmmen, eise Kanner kee Scholdebierg hannerloossen. Wat fir eis Finanzgestioun gëllt, ass och richteg am Ëmgank mat eise Ressourcen, mat eiser Ëmwelt, eisem Waasser, eiser Loft. Och hei gëllt de Prinzip vun der Nohaltegkeet, an Nohaltegkeet bedeit och ëmmer Kohärenz tëschent all de Politikfelder.

Nohaltegkeet ass fir dës Regierung e wichtegt a villschichtegt Konzept. E Konzept, an dat wirtschaftlech Dimensioune gradesou afléissen, ewéi sozialer, kultureller an ekologescher. Verantwortlechen Ëmgank mat eise Ressourcë fänkt mat ëmfaassender Informatioun a Participatioun un. Dofir mécht dës Regierung eng Evaluatioun vum Fonctionnement an der Interaktioun vun alle Bestanddeeler vum zweete Plan national pour le développement.

Fir eis ass eng méiglechst breet Participatioun vun alle Bierger wichteg. Hei wéi an anere Beräicher heescht et, Politik zesumme mat de Leit ze gestalten, Politik fir de Bierger ze maachen. Mir setzen an Zukunft op den Nohaltegkeets-Check fir all wichteg Décisiounen.

Dofir wëlle mir och eng breet Diskussioun iwwert déi weider Entwécklung vun eisem Land, eng Diskussioun, bei där keen ausgeschloss däerf sinn. De Comité économique et social an och de Conseil supérieur pour un développement durable hunn hei wichteg Viraarbecht geleescht. Den ekologeschen Impakt soll an Zukunft afléissen an d'Bewäertung an d'Opstellung vun engem globalen Indicateur du bien-être.

De Prinzip vun der Nohaltegkeet fënnt och säin Nidderschlag bei der noutwendeger Steierreform, déi sozial, ekonomesch an ekologesch Objektiver matenee verbanne wäert.

Dës Regierung wäert dem Aménagement du Territoire eng nei Wichtegkeet ginn. Responsabel Politik an deem Beräich bedeit fir eis och regional an dezentral Entwécklung; Proximitéit vu Schaffen, Wunnen a Liewen, an domat eng besser Liewensqualitéit unzestriewen an ze förderen.

Aménagement, Mobilitéit, Ëmwelt a regional Entwécklung mussen zu neier Synergie zesummewuessen, grad eréi mir eng ausgeglache Verdeelung vun den ekonomeschen Aktivitéiten an dem Wunnraum iwwert den Territoire ustriewen. Dëst Zil wëllen a wäerte mir zesumme mat de Gemengen ustriewen an och ëmsetzen.

Zënter 2004 schaffen elo verschidde Ministèren un de Plans sectoriels fir den Transport, de Wunnengsbau, d'Landschaftsfleeg an d'Aktivitéitszonen. D'Regierung iwwerpréift elo kuerzfristeg d'Konformitéit vun dëse sektorielle Pläng mat de Lignes directrices vum Aménagement an dem Impératif vun der nohalteger Entwécklung. Soubal dat geschitt ass, ginn dës Pläng publizéiert, fir si mat alle Betraffenen ze diskutéieren an och ze analyséieren, ier si definitiv ugeholl ginn. Mir brauche Planungssécherheet, mir brauche séier kloer Indikatiounen, wéi mir eist Land wëllen entwéckelen a wou mir an Zukunft wëllen histeieren.

Eist Land entwéckelen heescht och, eng Äntwert op d'Fro vum Transport an der Mobilitéit ginn. Eist Objektiv ass e gudden ëffentlechen Transport, eng konsequent Integratioun vun ëmfaassende Mobilitéitskonzepter bei der Erschléissung vun neie Bauzonen, ëffentleche Gebaier, Fräizäit- oder Aktivitéitszonen. Mir wëllen op e System histeieren, wou e Véirel vun allen Déplacementer dem Kritär vun der Mobilité douce an dem ëffentlechen Transport entspriechen.

Dernieft baue mir konsequent a prioritär den Tram an den Zuchréseau aus. Dës Regierung wëllt alles drusetzen, fir eng schnell Extensioun vum Tram a Richtung Findel, Houwald, Cloche d'Or an Zéisseng méiglech ze maachen.

Mobilitéit a weider Entwécklung heescht fir eis och, eis besser ubannen un d'Grenzregioun. Hei huet den Zuch eng wichteg Roll ze spillen, grad eréi wann et heescht, eist Land un déi grouss international Réseauen unzeschléissen. Mir wäerten alles drusetzen, fir d'Verbindung a Richtung Bréissel ze verbesseren a méiglechst gutt Liaisounen un den Eurostar an den Thalys-Réseau ze garantéieren an eisen Uschloss un den däitschen ICE-Réseau ze verstäerken.

Eisen Autobunns- a Stroosseréseau musse mir do verstäerken, wou et noutwendeg ass a gläichzäiteg bannent den Agglomeratiounen dem Transport en commun méi eng grouss Prioritéit ginn. D'Elektromobilitéit an d'douce Mobilitéit, besonnesch op deene kuerze Strecken, si konsequent weiderzeentwéckelen.

Et heescht awer net nëmmen, d'Mobilitéit vun de Bierger ze assuréieren. Lëtzebuerg ass och e Wirtschaftsstanduert, dee mir wëllen ausbauen, an och am Wuerentransport heescht et, méi performant a gläichzäiteg méi ëmweltbewosst ze ginn.

Dem weideren Ausbau vun der CFL cargo an de multimodalen Infrastrukturen zu Beetebuerg a Mäertert kënnt dobäi eng besonnesch Bedeitung zou. Hei heescht et, déi Efforten, déi mir maachen, fir e wierklecht Logistikstandbee fir eis Ekonomie ze entwéckelen, duerch adequat Infrastrukturen ze ënnerstëtzen.

Dozou gehéiert och den Ausbau vun den Aktivitéiten um Findel. Dës Regierung ass drop beduecht, d'Liewensfäegkeet an d'Konkurrenzkraaft vun eiser Dier zur Welt fir eis Betriber an eis Bierger ze erhalen an ze stäerken, an awer d'Nuetsvolen op e Minimum ze reduzéieren.

Nohaltegkeet fir de Stat heescht och, an d'Qualitéit vu senge Gebaier ze investéieren. Et gëtt en enorme Spuerpotenzial an eise Gebaier a Wunnengen. Méi nach, hei besteet net nëmmen d'Méiglechkeet, vill Energie a Käschten anzespueren, mä dernieft och nach vill Aarbechtsplazen a Kompetenzen ze schafen.

Vill Leit hésitéieren awer, an Energiespuermoossnamen ze investéieren, well si dat ze komplizéiert fannen oder well hinnen och déi néideg Moyenen dofir feelen. Dat ass awer am wierkleche Sënn vum Wuert op der falscher Plaz gespuert. Mir mussen eis aus der Fal vun den héijen Heizkäschte befreien, de Stat gradesou wéi d'Familljen.

Dës Regierung wëllt dofir eng Klimabank schafen, déi Projeten am private Beräich eréi fir d'Entreprisë ka finanzéieren, déi e wesentleche Bäitrag droen, fir eis Energiebilanz no ënnen ze drécken.

D'Objektiv, dat déi europäesch Direktiven iwwert d'Energieeffizienz eis virginn, ass eng Reduktioun vum Energieverbrauch ëm 20% bis 2020. Dëst Zil musse mir erreechen.

Mir wëllen dësen Effort och dofir notzen, am Bau an am Handwierk nei Aarbechtsplazen ze schafen an dës Aarbechtsplazen iwwert déi agespuerten Energie zum groussen Deel ze finanzéieren.

Bei dësem Projet gewënnt jiddwereen: eis Ëmwelt an eise Klima, eisen Aarbechtsmaart an eis Wirtschaft, an net zulescht och eise Statsbudget. Lëtzebuerg wëlle mir op dësem Wee zu engem Kompetenzzentrum an der Groussregioun fir nohaltegt Bauen a Renovéiere maachen. De Stat wëllt och hei mam gudde Beispill virgoen an an der Zukunft nach just grouss Gebaier als Passivgebaier autoriséieren.

Dernieft hu mir als Zil, bis 2020 op d'mannst 11% vun eisem Energieverbrauch aus erneierbaren Energien ze decken. Dat ass eng ganz grouss Erausfuerderung. Och hei kann d'Klimabank e wichtege Bäitrag liwweren, ouni op Steiersuen zréckzegräifen.

Klimaschutz, Energieeffizienz an d'Promotioun vun erneierbaren Energië sinn och Ziler, déi mir op europäeschem Plang konsequent förderen a besonnesch während eiser Présidence vun der Unioun zu eisen diplomatesche Prioritéiten ziele wäerten.

Mir gesi kee Konflikt tëschent nohalteger Entwécklung an ekonomescher Réussite - au contraire! Effizienten Ëmgank mat eise Ressourcen ass och e Schlëssel zum wirtschaftlechen Erfolleg.

Wesentlechen Undeel dorunner hunn och gutt, transparent an effikass Prozeduren. D'Simplification administrative an d'Verkierzung vun den Délaie sinn och am Beräich vum Ëmweltschutz eng Prioritéit vun dëser Regierung, grad eréi och d'Harmoniséierung an d'Vereinfachung vum Ëmweltrecht. Dat awer net op d'Käschte vum Fong oder de Rechter vun de Bierger, mä op d'Käschte vun der noutwendeger Bürokratie.

Am Beräich vum Kommodo heescht dat, déi noutwendeg Reformen ze maachen, ouni de Schutz vun der Ëmwelt an d'Rechter vun de Bierger ze beeinträchtegen. Fir dat Zil ze erreechen, schafe mir eng Reform vun der Nomenklatur vun de klasséierten Etablissementer aus, fir dass d'Verwaltung d'Zäit an d'Moyenen huet, sech ëm déi Projeten ze këmmeren, déi riskéieren, e wesentlechen Afloss op eis Ëmwelt ze hunn.

Mir engagéieren eis och, kuerzfristeg endlech all déi feelend Reglementer auszeschaffen, fir dass Investisseuren a Privatleit kënnen op Planungssécherheet zielen.

Fir eng besser Gestioun vun de Waasserressourcen ze garantéieren, gëtt d'Waasserverwaltung an den MDDI integréiert an hire Rôle an der Berodung gëtt verstäerkt.

D'Aarbechtsweis vum Ëmweltfong gëtt vereinfacht an no transparente Kritären organiséiert. Ferm Délaie gi fir d'Analys an d'Décisioun vun de Projete festgeluecht. Konsequent Investissementer sinn noutwendeg, fir och an Zukunft d'Qualitéit vun eisem Drénkwaasser ze garantéieren. Dofir ginn d'SEBES-Installatiounen zu Eschduerf komplett nei gebaut.

Déi korrekt a fristgerecht Ëmsetzung vun den europäeschen Direktiven an internationale Konventioune gehéiert zu de Selbstverständlechkeete vun dëser Regierung. Mir kënne Besseres mat eise Steiersuen ufänken, wéi Strofen op Bréissel ze iwwerweisen, well mir Joren am Verzuch sinn, fir déi Engagementer, déi mir agaange sinn, och nach anzehalen.

Mir mussen eis awer och ëm d'Sënnen aus der Vergaangenheet këmmeren. Dat gëllt besonnesch am Beräich vun der Buedemverschmotzung. Fir an Zukunft auszeschléissen, dass d'Allgemengheet fir d'Käschte vu Sanéierunge muss opkommen, schafe mir en neien Dekontaminatiounsfong, deen nom Prinzip vum Pollueur-payeur finanzéiert gëtt, a verstäerken déi entspriechend Bestëmmungen am Ëmwelthaftungsgesetz.

Déi Reformen, déi an de leschte Joren am Beräich vun der Gesondheet ugefaange goufen, wäerte mir konsequent weiderféieren. Si stäipe sech op kloer Wäerter an Ziler. Den universalen Zougank zu heichwäertege Gesondheetsservicer am Respekt vu laangfristeg ofgesécherte Budgete steet dobäi am Mëttelpunkt.

Mir kennen d'Erausfuerderungen. Dozou zielen d'Auswierkunge vun der Finanzkris; eis Populatioun, déi ëmmer méi al gëtt; déi rapid Entwécklung vun neie medezineschen Technologien an den noutwendege preventive Charakter vun eiser Gesondheetspolitik. Eis Gesondheetspolitik fir déi kommend Jore baut dofir op effikass Investissementer an optimal Formatioun a Weiderbildung.

Dës Regierung ass gewëllt, déi Reformen aus der vergaangener Legislaturperiod weiderzeféieren an do ze komplettéieren, wou et noutwendeg ass. Zu de Gesetzer, déi méiglechst schnell fäerdeggestallt solle ginn, gehéieren d'Gesetz iwwert d'Rechter vun de Patienten, d'Gesetz iwwert de Psychothérapeute, d'Gesetz iwwert d'Laboratoiren an d'Moderniséierung an d'Vergréisserung vun der Zitha-Klinik am Kader vun der geplangter Fusioun an ënnert der Virgab vu Spezialiséierungen op deene verschiddene Siten.

D'Regierung ass bestrieft, fir déi bescht Qualitéit vun de Soine fir jiddwereen ze garantéieren, verstäerkt an d'Preventioun ze investéieren, de Soins prioritaires (veuillez lire: de Soins primaires) d'Prioritéit ze ginn, d'Patienten an d'Prestatairen ze responsabiliséieren.

All Centime, dee mir an d'Preventioun investéieren, mécht sech duebel bezuelt: Mir erhalen d'Gesondheet a vermeide Käschte fir oft deier a laangwiereg Behandlungen. Dofir schafe mir e spezielle Fonds pour la Santé, deen iwwer eng Tax op gesondheetsschiedleche Substanze finanzéiert gëtt.

D'Aus- an d'Weiderbildung vum medezinesche Personal bleift eng Prioritéit. Déi postuniversitär Spezialiséierung vun de Generaliste gëtt dofir fest an de Kader vun der Uni Lëtzebuerg agebonnen.

Wat d'Spideeler ugeet, huet d'Regierung eng Eenegung iwwert déi global Budgetsenveloppe fonnt, bis dass, virun Enn vun der Legislaturperiod, e Financement à l'activité agefouert gëtt. Dofir ass et wichteg, dass d'Dokumentatioun iwwert d'medezinesch Aktivitéit agefouert gëtt, d'Gestioun vun de Spideeler verbessert an eng global Facturatioun assuréiert gëtt.

Zu enger méiglechst gudder Gouvernance vun de Spideeler gehéiert och d'Kollaboratioun op regionalem an nationalem Plang, grad eréi eng ausgeglache Verdeelung vun de Spidolsinfrastrukturen iwwer eist ganzt Land. Aus dëser Ursaach triede mir a fir de Bau vum neie Spidol zu Esch/Raemerich an och vun der Ëmweltklinik um Site Nidderkuer vum CHEM.

Och d'Liewensenn muss medezinesch begleet sinn. Dozou gehéiere souwuel d'Palliativmedezin wéi d'Euthanasie, déi komplementär sinn. Hei, wéi an der Recherche, leien déi ethesch an déi medezinesch Froe besonnesch no beieneen. Dofir wäert dës Regierung d'Evaluatioun vun der Palliativmedezin, déi fir 2015 geplangt ass, op déi komplett Besoine vum mënschewierdege Liewensenn ausdehnen.

Wat eis Krankekeesen ugeet, setzt dës Regierung alles drun, fir d'Evolutioun vun de Käschten an de Grëff ze kréien. Wa mir do näischt ënnerhuelen, si mir spéitstens 2015 aus dem finanzielle Gläichgewiicht, an dat ass fir eis keng Optioun. Spuerpotenzial, ouni missen op d'Leeschtunge fir d'Assuréen anzewierken, fannt Dir bei enger méi strikter Applikatioun vun de Références médicales, soudass duebel oder méifach Analysen oder Akten ewechfalen, bei dem Zesummeleeë vun den Informatiksservicer vun de Spideeler, der Qualitéitskontroll, de Laboen.

Spuerpotenzial gëtt et och duerch eng besser Prise en charge vun de Patienten an der Rehabilitatiouns- a Konvaleszenzphas an deenen enspriechende Strukturen, wat d'Spideeler entlaascht, grad eréi bei de Soins à domicile.

Opgrond vu rezente Rapporte (veuillez lire: vum rezente Rapport) vun der Inspection générale de la Sécurité sociale wäerte mir déi proposéiert Mesuren ëmsetzen, fir déi Strukturmesuren ëmzesetzen, déi eis hëllefen, och hei d'Evolutioun vun de Käschten an de Grëff ze kréien. D'Zil vun der Fleegeversécherung muss et bleiwen, déi Servicer a Prestatiounen unzebieden, déi e wierdegt an autonoomt Liewen an deem gewinnte Kader erméiglechen.

Bei de Pensiounskeesen hale mir un deem bestehende Finanzéierungsmodell fest, dee jo op der Universalitéit an der Solidaritéit berout. D'Reform vun 2012 huet e wichtege Schrëtt a Richtung finanziell Konsolidatioun gemaach. Wichteg bleift d'Iwwerpréiwung, all fënnef Joer, vun der actuarieller Situatioun vun eisem Pensiounssystem, soudass méiglech Déséquilibere fréizäiteg erkannt ginn an och déi noutwendeg Mesurë kënne geholl ginn.

Mir mussen awer iwwer weider Mechanismen nodenken am Beräich vum Anticumul, iwwer Incitatiounen, fir d'Leit méi laang an der Aarbecht ze halen oder Deelzäitaarbecht mat Deelpensioun ze kombinéieren.

Dës Regierung ass och iwwerzeegt, dass d'Gesetz vun 1999 iwwert d'Zousazpensioune muss iwwerschafft ginn, notamment fir d'Gläichbehandlung vun de Fräiberuffler mat de Salariéen ze garantéieren. An deem Kontext musse mir och endlech d'Direktiv vum 20. Dezember 1996 iwwert d'Gläichbehandlung vu Männer a Fraen an der Securité sociale ëmsetzen.

Kultur ass e Basiselement vun all demokratescher, moderner, oppener, toleranter a solidarescher Gesellschaft. D'Fräiheet vun der Kultur an d'Diversitéit vum artistesche Schafen ënnersträicht déi humanistesch Valeure vun enger multikultureller Gesellschaft. Kultur ass e wichtegen Integratiounsfacteur an eiser Gesellschaft. An der Kulturpolitik wäerte mer eis eng kloer Strategie ginn. E sougenannten „Kulturentwécklungsplang" gëtt opgestallt, deen d'Prioritéiten an der Kulturpolitik op allen Niveauen definéiert.

Mir wäerten eis eng Kulturgouvernance ginn, déi net nëmmen eng Analys vum Fonctionnement vun de Kulturinstitutiounen an dem Ministère beinhalt, mä och d'Transparenz an d'Erstelle vu klore Regelen an der Subventiounspolitik wäert festhalen.

Mir sinn houfreg op eis Kënschtler. Mir engagéieren eis, eis Kulturschaffend an hir Wierker international besser ze promouvéieren, fir dass si och do déi Unerkennung kréien, déi si verdéngen. Als Kulturbotschafter kënne si des Weideren den Image vun eisem Land positiv matdéveloppéieren. E gudde Bewäis, wéi d'Kultur zum positiven Image vum Land bäidréit, ass de Präis, dee mir de leschte Weekend fir „The Congress" kritt hunn.

An der Éducatioun ginn déi kulturell Aktivitéite fir d'Schüler verbessert. Zesumme mat de Schoule wëlle mer, dass déi kreativ Talenter vun eise Kanner optimal stimuléiert ginn an hir Imaginatioun weider gefërdert gëtt.

Här President, dës Regierung wäert och derfir suergen, dass d'Stëmm vu Lëtzebuerg an der Welt weiderhi gehéiert gëtt an dass eisen Afloss an der Europäescher Unioun an der Welt dee bleift, deen eis et erlaabt, eis Interesse wierksam ze vertrieden. Mir hunn dat elo e Joer laang als Member vum Conseil de Sécurité bewisen a mir féieren dës engagéiert a responsabel Politik och an der zweeter Halschent vun eisem Mandat weider.

Mir preparéieren eis elo fir déi grouss Aufgab, déi am zweeten Hallefjoer 2015 op eis zoukënnt, wa mir d'Présidence vun der Unioun erëm iwwerhuelen. D'Zesummenaarbecht an der Unioun stäerkt eist Land an eis Ekonomie. Dofir gëtt et fir dës Regierung keng Alternativ zu enger méi enker Integratioun a méi Zesummeschaffen an der Europäescher Unioun. Mir wëssen als klengt Land besonnesch gutt, dass méi Integratioun gutt ass, net nëmme fir d'Zukunft vun Europa, mä och d'Zukunft vu Lëtzebuerg.

Dofir setze mir eis a fir e staarkt, demokratescht, solidarescht an ekologescht Europa, dat seng Diere fir déi europäesch Länner ophält, déi eis Wäertvirstellungen an demokratesch Prinzipien deelen.

Déi aktiv Aussepolitik, déi dës Regierung wäert bedreiwen, huet dobäi ëmmer eis politesch, ekonomesch, kommerziell a kulturell Intérêten am A. Dofir wäerte mir eise Réseau vun Ambassaden, Konsulater an Handelsbüroen op deene Plaze verstäerken, déi fir eis Ekonomie vu Bedeitung sinn an Opportunitéite bidden an duerch eng offensiv Diplomatie économique de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg ënnerstëtzen an hëllefen ausbauen.

Méi eng enk Zesummenaarbecht striewe mer och am Kader vun der Groussregioun un, a mir si frou, dass mir déi lescht Woch décidéiert hunn, de Sekretariat vun der Groussregioun op Lëtzebuerg ze kréien, zesumme mat de Kolleegen aus deenen aneren Entitéiten.

Dës Regierung bleift ferm engagéiert am Beräich vun der Kooperatioun, fir déi och an der Zukunft 1% vum RNB zur Verfügung steet. Mir maachen dat aus Solidaritéit mat deene Mënschen, déi net d'Chance haten, an deem entwéckelten an demokrateschen Deel vun der Welt gebuer ze ginn.

Mir maachen et awer och, well mir wëssen, dass et e staarke Lien gëtt tëschent Entwécklung, Zukunftsperspektiven a Stabilitéit; grad ewéi tëschent Stabilitéit, Demokratie a Respekt vun de Mënscherechter. Mir maachen et also och fir eis selwer, well mir dëse Planéit deelen.

Nei Aufgabe sti virun der Dier. Mir hunn all zesumme remarquabel Fortschrëtter gemaach an der Bekämpfung vun der Aarmut an der Welt. Et heescht elo, d'Objektiver, déi mir eis als Weltgemeinschaft gesat hunn, mat den Exigenze vun der Nohaltegkeet, der gudder Gouvernance an dem Respekt vun de Mënscherechter an Aklang ze bréngen.

Här President, ech ka sécher net op all Aspekter vum Koalitiounsaccord agoen. Awer de Koalitiounsaccord probéiert, op all d'Aspekter vun eisem gesellschaftlechen Zesummeliewen anzegoen a kloer Ziler a Weeër ze proposéieren. Mir wäerten an de kommende Wochen a Méint nach vill Geleeënheete kréien, doriwwer an de jeeweilege Fachberäicher ze diskutéieren.

Doriwwer eraus wäerte mir, fir d'Diskussioune weider ze objektivéieren, d'Procès-verbaux vun de Verhandlunge selbstverständlech publizéieren. Mir froen och all déi Associatiounen, déi eis ugeschriwwen hu während den Négociatiounen, ëm d'Erlaabnis, fir hir Propositiounen um Site vun der Regierung online ze setzen.

Mir offréieren doriwwer eraus der Oppositioun d'Méiglechkeet, fir hir Iddien a Virschléi, déi si hunn, fir zum Beispill d'Statsfinanzen ze sanéieren, vun den zoustännegen Administratioune berechnen ze loossen. Mir wëllen net, dass eng gutt Iddi ënnerwee verluer geet.

Wat d'Strukture vun der Regierung ubelaangt, hu mir probéiert, déi zentral Kompetenzen esou ze regruppéieren, dass mir e méiglechst héije politesche Wierkungsgrad an deenen Domäner erzilen.

A well mir déi horizontal Approche grousschreiwen a well mir eis all zesumme responsabel spieren, fir déi grouss Problemer ze léisen, wäerte mir och systematesch a regelméisseg iwwert d'Fortschrëtter an d'Problemer an de politesche Kärberäicher, wéi zum Beispill de Finanzen, dem Chômage, dem Logement an de Fortschrëtter bei der Réforme administrative, um Niveau vun der ganzer Regierung diskutéieren.

Mir sinn an de leschten Deeg a Wochen oft gefrot ginn, ob dat, wat mir eis hei virhuelen, net ze vill ambitiéis ass, ob mir dat iwwerhaapt alles packen.

Ech muss lech soen, dass eist Land net wierklech de Choix huet: Mir mussen dat alles packen! Mir hunn eng Verflichtung, eng Responsabilitéit géigeniwwer de Bierger an, net ze vergiessen, de künftege Generatiounen.

Dat, wat mir haut net bereet sinn, ze änneren an ze verbesseren, wäert duebel schwéier weie fir déi, déi muer no eis kommen.

D'Politik muss handelen. Dat hu mir praktesch all am Wahlkampf gesot. Doriwwer ware mir eis eens. An elo musse mir et och maachen. Zesummen. Och d'Oppositioun muss hir Verantwortung iwwerhuelen.

Mir sollen dofir an Zukunft méi op dat kucken, wat eis eent, fir dat ze maachen, wat mir fir d'Zukunft vun eisem Land musse maachen.

Dofir ass et esou wichteg, dass mir alles drusetzen, fir d'Leit, d'Zivilgesellschaft an d'Sozialpartner an engem echten Dialog méi staark an de politesche Prozess mat anzebannen.

Dofir ass et esou wichteg, dass mir eis Institutiounen an eis Strukturen am Statsapparat moderniséieren.

Dofir ass et esou wichteg, dass mir d'finanziell Situatioun vum Stat redresséieren an neien, nohaltege Wuesstum schafen.

Dofir ass et esou wichteg, dass mir alles drusetzen, fir en harmonescht Zesummeliewen, den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft ze garantéieren.

Mir si keng Billerstiermer a keng Revoluzzer. Au contraire. Mir wëlle mat eiser Politik al Grief zoutippen an net nei Grief opmaachen.

Jo, mir wëllen de Leit kloer soen, wou mir Problemer gesinn a wat mir maache wëllen, fir si ze léisen. Mä dat, wat mir maache wëllen, setze mir enger ëffentlecher Diskussioun aus.

Mir setzen op d'Léisunge vu Problemer an et geet eis net drëm, fir ëmmer recht ze behalen. Mir setzen op d'Kraaft vun den Argumenter. Mir sinn net bereet, net ze handelen.

Mir wëllen Ouverture, Responsabilitéit, Kohäsioun liewen. Dat si mir eis an den nächsten a künftege Generatioune schëlleg.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um néng Auer zesumme fir d'Debatt zu der Regierungserklärung.

D'Sitzung ass domat opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.02 heures)

SÉANCE 3

MERCREDI, 11 DÉCEMBRE 2013

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Débat sur le programme gouvernemental
- *M. Jean-Claude Juncker (M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre, et M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, interviennent), M. Eugène Berger (dépôt d'une motion)*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. Débat sur le programme gouvernemental (suite)
- *M. Alex Bodry*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, e schéine gudde Moien. D'Sëtzung ass op.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerte souwéi d'Lëscht vun de Projeten, déi säit Juli deponéiert goufen, sinn um Bureau deponéiert a goufen un d'Fraktioune verdeelt.

Den 28. August 2013 ass d'Petitioun N°326 géint de Bauprojet vun enger Asphaltfabrik an der Zone industrielle „Um Monkeler" an de Gemengen Esch a Schëffleng vun Awunner aus dem Quartier Esch-Lalleng a vun Awunner vu Schëffleng agereecht ginn.

Als drëtte Punkt, esou wéi den Artikel 168.-(5) vun eisem Reglement et virgesäit, huet d'Conférence des Présidents, well keng Sëtzung an dem Délai vun aacht Woche virgesi war, sech majoritär derfir ausgeschwat fir d'Verschécken un déi zoustänneg europäesch Instanz vun engem Avis politique zum Dokument COM (2013) 404 iwwer eng Propositioun vum Europaparlament an dem Conseil iwwer verschidde Regelen am Beräich vum Schuedensersatz am interne Recht bei Infraktiounen um Konkurrenzrecht an der Europäescher Unioun.

Communications du Président - séance publique du 11 décembre 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, les projets de règlements grand-ducaux, les propositions de loi et la proposition de révision de la Constitution suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6589 *- Proposition de loi modifiant*

1. la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État;

2. l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle

Dépôt: M. Alex Bodry, Député, M. François Bausch, Député, M. Ben Fayot, Député, M. Gast Gibéryen, Député, M. Lucien Lux, Député, M. Claude Meisch, Député, M. Paul-Henri Meyers, Député, Mme Lydie Polfer, Députée, M. Serge Urbany, Député, le 10.07.2013

6590 *- Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, faite à Londres, le 25 avril 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 15.07.2013

6591 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur*

Dépôt: Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 17.07.2013

6592 *- Projet de loi relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile*

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 18.07.2013

6593 *- Projet de loi portant modification:*

1. de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

4. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Dépôt: M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 18.07.2013

6594 *- Projet de loi portant modification de l'article L. 122-10 du Code du Travail et prolongation de certaines adaptations temporaires du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 19.07.2013

6595 *- Projet de loi relative à la fondation patrimoniale et portant modification:*

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 2934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial;

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 22.07.2013

6596 *- Projet de loi autorisant le Gouvernement à octroyer au Fonds monétaire international des prêts remboursables pour un montant maximum équivalent à 2,06 milliards d'euros*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 22.07.2013

6597 *- Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 22.07.2013

6598 *- Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 24.07.2013

6599 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 30.07.2013

6600 *- Projet de loi relatif au réseau national de pistes cyclables et à la promotion de la mobilité douce et abrogeant la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 30.07.2013

6601 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.08.2013

6602 *- Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 23 mars 2010 concernant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.08.2013

6603 *- Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 30 décembre 1992 portant application de la directive N°91/672/CEE du Conseil du 16 décembre 1991 sur la reconnaissance réciproque des certificats de conduite nationaux de bateaux pour le transport de marchandises et de personnes par navigation intérieure*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.08.2013

6604 *- Projet de loi relatif au classement des établissements d'hébergement touristique*

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 06.08.2013

6605 *- Proposition de loi relative au changement du nom de la commune de Erpeldange en celui de Erpeldange-sur-Sûre*

Dépôt: M. André Bauler, Député, le 08.08.2013

6606 *- Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 30.08.2013

6607 *- Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.09.2013

6608 *- Projet de loi portant approbation du Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013, signé par le Luxembourg le 3 juin 2013 à New York*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.09.2013

6609 *- Projet de loi modifiant l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 05.09.2013

6610 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre du Logement, le 06.09.2013

6611 *- Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes*

Dépôt: M. Lucien Lux, Député, le 06.09.2013

6612 *- Projet de loi relatif*

1) au titre d'artiste

2) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

3) à la promotion de la création artistique

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, le 12.09.2013

6613 *- Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 16.09.2013

6614 *- Projet de loi instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 17.09.2013

6615 *- Projet de loi portant approbation des Accords entre le Grand-Duché de Luxembourg et certains pays tiers concernant les transports aériens*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.09.2013

6616 *- Projet de loi portant transposition*

- de la directive 2009/133/CE du Conseil de l'Union européenne du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statutaire d'une SE ou d'une SCE d'un État membre à un autre;

- de la directive 2011/96/UE du Conseil de l'Union européenne du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

- de la directive 2013/13/UE du Conseil de l'Union européenne du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République de Croatie;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 20.09.2013

6617 *- Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part, signé à Tegucigalpa (Honduras), le 29 juin 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.09.2013

6618 *- Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.09.2013

6619 *- Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 décembre 2007 concernant la participation du Luxembourg à la Force de l'OTAN au Kosovo*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 24.09.2013

6620 *- Projet de loi portant approbation d'un nouvel Accord relatif au Service International de Recherches*

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 27.09.2013

6621 *- Proposition de loi relative au statut des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen et modifiant la loi électorale du 18 février 2003*

Dépôt: M. François Bausch, Député, M. Lucien Lux, Député, M. Claude Meisch, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 01.10.2013

6622 *- Proposition de révision de l'article 64 de la Constitution*

Dépôt: M. Alex Bodry, Député, le 02.10.2013

6623 *- Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires*

Dépôt: M. Alex Bodry, Député, le 02.10.2013

6624 *- Projet de loi portant réforme du régime de publication légale relatif aux sociétés et associations modifiant*

- la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,

- la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique,

- la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n°2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE),

- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés,

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif,

- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés,

- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR),

- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation,

- la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEPCAV et ASSEP,

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

- la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger,

- la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif,

- la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg,

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement,

- la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit et

- modifiant certaines autres dispositions légales

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre de la Justice, le 04.10.2013

6625 *- Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 04.10.2013

6626 *- Projet de loi portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare Centrale et LuxExpo au Kirchberg*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.10.2013

6630 *- Projet de loi ayant pour objet*

- d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2014, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi;

- d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2013 d'après les lois et les tarifs qui en règlent l'assiette et la perception;

- de proroger certaines dispositions de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 18.11.2013

6627 *- Projet de règlement grand-ducal modifiant*

1. le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation;

2. le règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels; et

3. le règlement grand-ducal du 27 février 2010 concernant les installations à gaz

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.11.2013

6628 *- Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 12 juillet 1995 relatif aux générateurs d'aérosols*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 25.11.2013

6629 *- Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e chance*

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 05.12.2013

3) La pétition n°326 contre le projet d'implantation d'une usine d'asphalte dans la zone industrielle „Um Monkeler" située sur le territoire des communes d'Esch-sur-Alzette et de Schifflange a été introduite en date du 28 août 2013 par des signataires des quartiers d'Esch-Lallange et de Schifflange.

4) Conformément à l'article 168.-(5) du Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents, en l'absence d'une séance publique en temps utile pour respecter le délai de huit semaines, a décidé à la majorité des voix de l'envoi d'un avis politique sur le document COM (2013) 404 d'une proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit interne pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des États membres et de l'UE.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Mir géifen dann zum Débat iwwert de Regierungsprogramm iwwergoen; Regierungsprogramm, deen den Här Premier- a Statsminister eis gëschter virgestallt huet.

D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: CSV 198 Minutten, DP an LSAP 138 Minutten, déi gréng 96 Minutten, ADR 45, déi Lénk 30 an d'Regierung zum Schluss vun der Debatt nach 120 Minutten. Doran ass net enthalen déi Riedezäit, déi fir d'Motiounen an d'Resolutiounen, déi eventuell agereecht géife ginn, virgesinn ass.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Jean-Claude Juncker, Eugène Berger, Alex Bodry, d'Madame Viviane Loschetter an den Här Gast Gibéryen. Als éischte Riedner ass den honorabelen Deputéierte Jean-Claude Juncker agedroen. Här Juncker, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur le programme gouvernemental

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Bonjour, Här President.

M. le Président.- Bonjour.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Géigesaz zu ville Leit am Land huet déi Regierungserklärung vu gëschter mech net enttäuscht. Ech hu mat där néideger Distanz déi Koalitiounsverhandlungen observéiert. Et war méi ze kucke wéi ze lauschteren. Ech hu mech mam Koalitiounsaccord beschäftegt, a well ech dat eent gekuckt hunn an den Accord de coalition studéiert hunn, hat ech mer och net méi erwaart wéi dat, wat gëschter hei virgedroe ginn ass. An dofir sinn ech net enttäuscht.

Dem Här Statsminister seng Erklärung, seng éischt - déi éischt ass ëmmer besonnesch spannend a schwiereg -, war sober a propper an der Form. Si huet mech net enttäuscht, déi Regierungserklärung, well et war eng Regierungserklärung, déi sech aschreift an eng dach erstaunlech Kontinuitéit.

Ech hu festgestallt, dass 80% vum Regierungsprogramm entweder aus der Weiderféierung vun deene Projete besteet, déi déi lescht Regierung abruecht huet, oder ugeduecht huet, an dass ee gudden Deel vun deem, wat Agank fonnt huet an d'Regierungserklärung, jo, eigentlech eng franséisch Iwwersetzung vun deem op Däitsch geschriwwenen CSV-Wahlprogramm ass.

(Brouhaha)

Den Här Statsminister huet gesot, d'Regierung kéint sech, an ech sinn em dankbar fir deen Hiwäis,...

Une voix.- Eng Koalitioun zu véier war et jo!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Jo, jo, effektiv. Dofir hätt een och keng dräi gebraucht.

(Hilarité)

Den Här Statsminister huet gesot, an ech sinn em dankbar fir déi Remarque, dat ass korrekt, dass déi nei Regierung kann op engem kräftege Fundament opbauen, wat déi lescht Regierungen hir hannerlooss hunn.

Ze soen, dass op engem kräftege Fundament kann opgebaut ginn, ass net nëmmen eng Beschreiwung, et ass och ee Kompliment fir déi, déi virdru regéiert hunn.

Mir hunn hei een neie Statsminister, mir hunn nei Ministeren, mir hunn nei Gesiichter, mä grosso modo gëtt déiselwecht Politik virugefouert.

Mir hunn eng nei Regierung, mir hunn eng aner Regierung, mä mir hu keng nei Politik an a ville Beräicher kréie mer och keng aner Politik.

Doraus ergëtt sech zur CSV, déi sech jo an der Oppositiounsroll muss zurechtfannen - dat ass ongeféier esou schwéier, wéi wann een zu dräi Parteie muss regéieren -: Mir hunn opgrond vun der Tatsaach, dass esou villes virugefouert gëtt, an opgrond vun der Tatsaach, dass mer esou villes am Koalitiounsaccord fannen, wat och am CSV-Wahlprogramm stoung, een décke Problem. Een décke Problem!

Wéi kann ee géint eng Politik opponéieren, déi an de groussen Zich d'Politik vun deene leschte Jore viruféiert, an an deene méi neien ugestrachene Raim sech ugesinn, wéi wann een a vun der CSV tapezéierten Zëmmere géif spadséiere goen? Dofir ass d'Schwieregkeet vun der CSV, fir dëse Regierungsprogramm an dëse Koalitiounsaccord fundamental ze kritiséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Well mer awer keng fundamental Oppositioun wëlle maachen, well mer keng stupid Oppositioun wëlle maachen - mir hu laang genuch ënner esou Manifestatioune gelidden -, wëlle mer eng konstruktiv Oppositioun maachen, déi sech doduerch wäert auszeechnen, dass mer do, wou d'Regierung, éischtens, dat wëlles huet, wat mir och wëlles haten, an zweetens dat, wat mir wëlles haten, mat hire Methode richteg mécht, eis Zoustëmmung net wäerte verweigeren. An do, wou d'Regierung divergéiert par rapport zu deem Bon sens, dee sech aus dem Accord de coalition an aus dem Wahlprogramm vun der CSV entfernt, musse mer natierlech soen, dass mer net d'accord wieren.

Déi Regierung hei, déi nei, där ech vill Chance wënschen, net nëmmen am Intérêt vun deene Kolleegen, déi an der Regierung sëtzen an déi ech dofir wëll félicitéieren, mä och a grad am Intérêt vun eisem Land, ass ugetrueden, fir eng nei Politik ze maachen.

Mä wou ass dee vill besongene Renouveau? Breetspureg gëtt ugekënnegt, dass et zu engem Renouveau vun der Demokratie kéim. Dat ass ee grousst Wuert, fir d'Demokratie wëllen ze erneieren.

Wou ass dann elo dee Renouveau vun dem demokratesche System? Wou ass de Renouveau vun der erneierter demokratescher Method? Ech gesinn en net op ville Punkten, wann ech e vergläiche mat deem, wat war, a vergläiche mat deenen Aussoen, déi meng Partei an hirem Wahlprogramm an an hire Wahlmanifestatiounen duergestallt huet.

D'Verfassung: D'Verfassungsreform ass ënnert dem Impuls vun eisem Kolleeg Paul-Henri Meyers relativ wäit an hire Virbereedunge fortgeschratt. Déi nei Verfassung, déi dréngend muss moderniséiert - effektiv - ginn, déi soll engem Referendum ënnerluecht ginn.

Dat ass keng originell Iddi a keng bahnbrechend Iddi vun dëser neier Koalitioun. Dat hu mir och ëmmer gesot an dat steet an eisem Wahlprogramm, dee mer de Wieler virgeluecht haten, fir déi mer 34% vun de Stëmme kritt hunn; wat ee gutt Stéck méi ass wéi dat Resultat, wat anerer heibanne kënne verzeechnen.

D'Regierung wëllt oder d'Majoritéit wëllt dem Land fir d'Éischt e puer Froe virleeën. Och dat hu mer an eisen Erläuterunge virun de Wahlen, andeem mer eis op den Här Bodry beruff hunn, deen als Éischten déi Iddi eigentlech an déi allgemeng Debatt hei agefouert huet, an Aussiicht gestallt.

Mir wollten effektiv, ier d'Chamber als Constituant définitif zu Wierk geet, an Erfahrung bréngen, wat d'Leit iwwer eng Rei vu Froe wënschen, wëllen an denken, an der Hoffnung, dass déi Froen, déi gestallt ginn, net kontradiktoresch Resultater am Fong an am Contenu produzéieren.

Mir hätten allerdéngs gären, dass déi Froen, déi de Lëtzebuerger virgeluecht ginn, propper formuléiert sinn, no Méiglechkeet mat alternativen Texter. Net een Text „Jo oder Neen", mä alternativ Texter. Dofir hate mer an eise Wahlprogramm geschriwwen, an dat och virun de Wieler esou erkläert, dass mer géifen de Konsens wëlle siche vun alle politesche Parteien, fir dee beschte Wee zu engem méi globale Referendum iwwert d'Verfassung kënnen ze fannen.

Nun huet d'Koalitioun, ier se mat alle Forcë geschwat huet - mä et fält jo schwéier, besonnesch mat enger Force heibannen ze schwätzen -, ouni de Konsens vun den droende Parteien hei am Land ze sichen, scho Punkte genannt, déi se wëllt ënner Form vu Virfroen zu enger allgemenger Verfassungsrevisioun de Leit virleeën.

An do muss ech soen, bei der Richtegkeet vun där Démarche, déi ech hei wëll ënnersträichen, dass déi Punkten, déi do opgezielt ginn als eenzel Virreferendumsfroen, dach eng Rei vu weidergehende Froen opwerfen.

Et muss ee sech froen, ob et net een Abus vun der Referendumsprozedur ass, fir d'ganzt Vollek zesummenzeruffen, fir driwwer ze befannen, ob déi jonk Leit vu 16 Joer kënne wiele goen. Dat kann d'Chamber selwer décidéieren, wa se dat wëllt.

Ech froe mech, ob mer wierklech d'Zoustëmmung per Referendum vum ganze Land musse froen zur Iddi, ob een d'Ministeschmandater an der Zäit soll begrenzen. Wann Der dat wëllt maachen, da maacht et!

(Interruption)

Dir musst jo d'Leit net froen, ob se mat enger Iddi d'accord sinn, déi keng gutt Iddi ass. Well d'Leit gi jo all fënnef Joer - heiansdo och e bëssen éischter - wielen an da loosst dach d'Leit hire Choix treffen, ouni duerch d'Gesetz hinne virzeschreiwen, wat se däerfen a wat se net däerfen!

Beschäftegt d'Leit och net via Referendumsprozedur mat esou enger Fro, déi iwwerhaapt keng Fro ass!

Dass Der wëllt iwwert d'Auslännerwahlrecht ee Referendum maachen, dat ass engersäits verständlech, anerersäits héich geféierlech. Well Dir bréngt do an déi Aart a Weis, wéi mer zesummeliewen - obschonn d'Auslännerwahlrecht jo geduecht ass, fir d'Zesummeliewen am Sënn vun der méi grousser Kohäsioun ze verbesseren -, een Debattegëft an d'Lëtzebuerger Diskussioun, vun deem ech net weess, wéi dat sech auswierkt.

Ech hunn dat eng Kéier erlieft, nach e puer Kolleegen heibannen, wéi mer de Maastrichter Vertrag hu misse ratifizéieren, wat fir ee Gemurks a wat fir ee Gestöhns dass et ronderëm d'Fro ginn ass - eng harmlos Fro aus der Siicht vun haut! -, ob d'EU-Bierger däerften u Kommunalwahlen deelhuelen oder net. Dat war eng séier verkrampften Diskussioun mat ganz gëftegen Niewewierkungen. An ech wëll lech solennellement en garde setzen, fir déi Fro do zum Referendum ze stellen!

Dir äntwert mer dodrop: „D'Leit solle selwer décidéieren." Ech äntwerten lech drop: „Passt op, wat fir eng Debatt dass mer hei am Land kréien, déi net noutwendegerweis vun de politesche Kräften heibanne gefouert gëtt, wat fir eng Debatt dass mer kréien, wann Der déi Fro do zum Referendum stellt!" Dat dreift ee Spaltpilz an d'Lëtzebuerger Gesellschaft mat enger gëfteger Wierkung, déi Der lech wahrscheinlech haut net kënnt an hirem ganzen Ausmooss virstellen.

Trennung vu Kierch a Stat: Dir loosst jo e puer honnertdausend Lëtzebuerger driwwer ofstëmmen, wéi vill Paschtéier dass nach eng Pai däerfe vum Stat kréien. Dat Recht sief lech ongeholl. Mä d'Trennung vu Kierch a Stat ass eng seriö Fro a geet wäit iwwert d'Fro vun der Rémunératioun vun de Kultusministeren eraus.

Mir sinn iwwerhaapt net dergéint, dass een déi Debatt féiert, ganz am Géigendeel. Mir sinn der Meenung, dass een de Status quo net kann halen, dass een d'Relatiounen tëschent de Glawensgemeinschaften an anere muss nei regelen oder eréischt iwwerhaapt muss regelen.

Mir haten an eisem Wahlprogramm dat gesot. Mir hunn och an eisem Wahlprogramm gesot, d'Organisatioun vun de Kierchefabricke misst fundamental iwwerpréift ginn, well esou, wéi déi Landschaft haut ass a wéi se sech finanzéiert, ka se net bleiwen a kann de Finanzement an den interne Finanzement vun dem Kierchefabricksensembel net bleiwen.

Dass desaffektéiert oder desakraliséiert Kierchen, Kultstätte mussen zivilen Zwecker zur Verfügung gestallt ginn, kulturellen Zwecker an anerer, ass eng Saach, déi keng Debatt brauch, esou evident ass d'Äntwert op déi Fro. Dat muss selbstverständlech geschéien.

Da musst Der d'Fro klären - mä ech si kee Kierchenrechtler, am Géigesaz zu aneren,...

(Hilarité)

...wat also eng zolidd Ausenanersetzung tëschent dem Statsminister an dem Kultusminister wäert zur Folleg hunn -, ob et richteg oder falsch ass, dass d'Lëtzebuerger Regierung hir Zoustëmmung muss ginn, wann de Poopst en Äerzbëschof zu Lëtzebuerg wëllt oder muss ernennen. Dir beschäftegt lech als Kierchenrechtler, Här Statsminister, intensiv mat där Fro.

Ech kann lech just soen, well ech déi Fro viru geraumer Zäit ze beäntwerten hat, Dir kritt lëschteg Gespréicher mam Nuntius iwwert déi Fro. Deen nämlech der Meenung ass, et géif kee Vetorecht vum Lëtzebuerger, vun der Regierung ginn. Ech sinn der Meenung, et gëtt ee Vetorecht.

Op d'Fro vum Nuntius, wat da géif geschéien, wann de Vatikan awer géint de Wëlle vun der Regierung ee Bëschof géif nennen, hu mer em gesot, da géif dee Bëschof keng Pai kréien. Wouropshin den Nuntius sot: „Dat wier jo schlëmmer wéi ee Veto." Soudass Der gesitt, a wat fir Paragen dass Der lech do musst bewegen.

Dir wëllt d'Nationalitéitegesetz reforméieren. Dat ass richteg. Et ass ee Gesetz vun der aler Regierung abruecht ginn, wat d'Gesetz vun 2008 soll ofänneren. Wou och eng Erofsetzung vun de Sproochexigenzen dran enthalen ass, een neit Nationalitéitegesetz.

Wann een dat wëllt an dem Kapitel „Renouveau vun der Demokratie" ënnerbréngen, an do hutt Der et ënnerbruecht, dann ass dat ee Renouveau, deem mer scho virgegraff haten, ier d'Wahle stattfonnt hunn. Mir wäerte selbstverständlech dat Gesetz stëmmen, wat een CSV-Justizminister abruecht huet, an och nach gären eng Kéier iwwert d'Problemfeld „Sproochexigenzen" kucken. Mä an deem Projet de loi si se schonn däitlech ofgesenkt par rapport zu deem, wat d'Gesetz vun 2008 virgesinn huet.

Dir wëllt de Gesetzesprojet iwwert den Zougank vun de Leit a vun der Éffentlechkeet zu staatlechen Informatiounen iwwerpréiwen. Ech hunn een Informatiounszougangsgesetz hei am Parlament abruecht a beim leschten État de la nation gesot: „Déi al Regierung" - dat gëllt och fir déi nei - „géif gären am Liicht vun den Avisen a vun de Wuertmeldungen zu deem Gesetzesprojet eenzel Dispositioune vun deemselwechten iwwerpréiwen."

Et si jo nach eng Rei Leit an der Regierung, déi derbäi waren, wéi deen éischte Projet iwwert den Accès zur Informatioun, deen ech abruecht hunn, als ze vill wäitgehend emfonnt ginn ass. Elo, wou Der vun der CSV befreit sidd, kënnt Der selbstverständlech, op d'mannst op deen éischte Projet de loi, deen ech abruecht hunn, zréckkommen an op en agoen. Jiddefalls, dat Informatiounszougangsgesetz, esou steet et an eisem Wahlprogramm, a logescherweis och am Koalitiounsaccord, muss iwwerpréift ginn.

E Code de déontologie vun de Ministeren hu mer. Deen ass verbesserungsfäeg a -würdeg. An do zielt déiselwecht Remarque wéi déi, déi ech à l'endroit vum Informatiounszougangsgesetz gemaach hunn. Ech hunn eng lieweg Erënnerung un d'Debatten, déi schwiereg sinn, a sinn emol gespaant, ob Der op déi initial Propositiounen agitt, déi de fréiere Justizminister gemaach huet an déi der leschter Regierung, eenzelne vun hire Memberen - Eenzelner hunn och iwwerlieft am Ministeschamt - ze wäit gaange sinn.

Ee Ministeschgesetz soll kommen. Dat hat ech scho viru laange Joren eng Kéier an d'A gefaasst. Dass et net komm ass, hänkt dermat zesummen, dass net jiddwereen et wollt, an hänkt dermat zesummen, dass dat eng schwiereg Matière ass. Well wann ee sech an der internationaler Rechtsdoctrine, am Rechtsschrëfttum an an den Texter, déi aner Länner hunn, ëmgesäit, da gesäit een, dass dat eigentlech net Elementer sinn, déi mir gewinnt sinn a Gesetzer ze schreiwen, esou vag an esou diffus an esou interpretatiounsbreet si se. Mä mir ënnerstëtze jiddefalls ee Ministeschgesetz - dat steet am Wahlprogramm vun der CSV, logescherweis steet et och am Regierungsprogramm.

Den Ämtercumul, d'Deputéierten, d'Buergermeeschteren, jo, wann dat de Renouveau vun der Demokratie ass, wëll ech gären dermat averstane sinn, well dat steet am Wahlprogramm vun der CSV an domat och logescherweis, well d'Kontinuitéit vun der Politik jo ugesot ass, am Koalitiounsprogramm vun där neier Majoritéit.

Just dass d'CSV, well se vun A bis Z denkt an net d'Alphabet a senger Halschent ënnerbrécht, dat an Zesummenhang bruecht huet mat enger staarker Reduktioun vun der Zuel vun de Gemengen an also mat engem „Boosting", fir emol Lëtzebuergesch ze schwätzen, vun de Gemengefusiounen, iwwert déi d'CSV, well mer jo och am Kader vum Renouveau vun der Demokratie Referendumsprozedure séier zougeneigt sinn, een nationale Referendum 2017 wollt ofhéieren (veuillez lire: ofhalen). Net ee Referendum vum ganze Land, am ganze Land, fir d'ganzt Land, mä deeselwechten Dag e Referendum an alle Gemengen, déi duerch Fusioune betraff wieren.

Mir wiere frou, wann a Saache Gemengefusiounen absolut noutwendeg wär, dass eist Land definitiv am 21. Jorhonnert ukënnt, méi däitlech Engagementer vun der Regierung a vun der Majoritéit géife virleien, bis wéini dee Fusiounsprozess vun de Gemengen ofgeschloss ass an ënner wat fir enger Form dass e soll vun de Bierger vun dësem Land guttgeheescht ginn.

Et steet am Regierungsprogramm: Et soll an deene Gemengen, déi fusionéieren, e Referendum stattfannen. Dat gesi mer och esou, mä mir wollten eigentlech léiwer eng definitiv fest zesummegefügte Landschaft op engem bestëmmten Dag sech imposéiere loossen iwwer Referendum, wéi eng incessant Well vun ëmmer neie Referenden an eenzelne Gemengen.

Am Kader vum Renouveau vun der Demokratie gëtt virgeschloen, d'Enquêtërecht vum Parlament ze revidéieren. Et enger bestëmmtener Zuel vun Deputéierten ze erlaben - een Drëttel, mengen ech, ass proposéiert; ech weess emol net, ob dat net souwisou schonn an eisen Texter steet -, fir dass eng Commission d'enquête kann agesat ginn.

Mir sinn dermat d'accord. Net nëmmen, well mer méi wéi een Drëttel vun den Deputéierten heibanne stellen, mä well mer der Meenung sinn, dass dat een essenziellt parlamentarescht Recht ass.

Dass d'Fro vun dem Vertrauen, wat d'Parlament an d'Regierung huet, an d'Fro, ënner wat fir Konditiounen der Regierung dat Vertraue vum Parlament kann entzu ginn, an dass d'Fro vun der Opléisung vum Parlament eng constitutionnel Äntwert brauch, dat fënnt eis Zoustëmmung. Dat steet am Wahlprogramm vun der CSV, logescherweis sidd Der net derlaanscht komm, am Kader vum Renouveau vun der Demokratie, déi Fuerderung vun eisem Wahlprogramm an de Koalitiounsprogramm opzehuelen.

Den Te Deum: Ech versti vill Opreegunge ronderëm déi Fro éierlech gesot net. Éischtens emol wëll ech soen, dass ech et e bëssen intellektuell onéierlech fannen, net nëmmen e bëssen, fir der Regierung ze ënnerstellen, si wéilt den Te Deum ofschafen. Dat hunn ech néierens héieren an néierens gelies. An ech weess, wéi gären dass Eenzelner och an den Te Deum ginn.

(Hilarité)

An ech hunn ni iwwerpréift, well mer jo ni Gesinnungsschnüffelei gemaach hunn, wie bei wat fir engem Gebiet a bei wat fir engem Lidd a bei wat fir enger Stroph vu wat fir engem Lidd matséngt. Jiddefalls ass dat eng fest verankert Traditioun zu Lëtzebuerg. An dofir hutt Der recht, dass Der déi net wëllt ewechdrécken.

Déi, déi méi laang..., viru méi laanger Zäit scho mat mer an der Regierung waren, wëssen, dass ech awer, a mengem jugendleche Liichtsënn, am Ufank, wéi ech Statsminister war - do ass déi Gefor grouss, Här Bettel! -,...

(Hilarité)

...eng Kéier proposéiert hat, den Te Deum ofzeschafen an der Regierung. Do waren net nëmmen d'Ministere vun der CSV dergéint. Do waren och anerer dergéint. Et hat bal ee mer d'Posch an d'Gesiicht gehäit, wéi ech dat gesot hunn.

(Hilarité)

Déi, déi elo mat mer an der Regierung waren, déi lescht Joren, wëssen, dass ech proposéiert hunn, dass net méi de Statsminister soll an den Te Deum invitéieren, mä dass de Bëschof dat soll maachen. Well ech et effektiv net normal fannen, dass duerch d'Invitatioun, déi de Statsminister de Leit schéckt, fir an den Te Deum ze kommen, den Te Deum ausgesäit wéi eng staatlech offiziell Manifestatioun op Nationalfeierdag.

Dofir sinn ech der Meenung, dass den Äerzbëschof soll, wann e wëllt, ech hu mech net an d'Kierchenaffären anzemëschen, déi Invitatioun ausspriechen an da geet dohinner wie wëllt. An ech sinn nodrécklech der Opfaassung, dass et richteg ass, een zivilen Akt nieft déi klassesch Zeremonie vum Te Deum ze setzen.

Woubäi ech scho gären dierf drop opmierksam maachen, just wéinst der Geschichtsschreiwung, dass mer d'Militärparad och als en zivilen Akt begräifen. Et gëtt Länner, deenen hiren Nationalfeierdag gëtt duerch soss näischt gefeiert wéi duerch eng Militärparad. „Égalité - fraternité - humilité" weist sech op de Champs-Élysées den Dag vum 14. Juli ënner Form vun enger Militärparad.

(Interruption)

Mir hunn déi Militärparad, an hirer Confectioun an an hirem Oflaf, ënnert deem neie Règne geännert, doduerch dass mer se partiell demilitariséiert hunn duerch d'Adjonctioun vu kulturellen Associatiounen a vu fräiwëllegen Hëllefsdéngschter. Fir domat däitlech ze maachen, dass mer weder e Kierchestat sinn nach eng Militärdiktatur, mä dass mer déi Leit wëllen deen Dag éieren, déi am Intérêt vun dem gesamte Land schaffen. Dofir si mer, nodeem ech dat rappeléiert hunn, dass d'Militärparad och eng Zivilparad ginn ass, d'accord, dass een een zivilen Akt als éischten Akt zum Optakt vum Nationalfeierdag setzt. Dat fënnt eis Zoustëmmung. A mir si wäit dovun ewech, dat ofzelehnen.

D'Reform vum Geheimdéngscht ass noutwendeg. Well se noutwendeg ass, hu mer eis als Resultat vun den Aarbechte vun der Commission d'enquête parlementaire drop verstännegt, wéi mer dee Geheimdéngscht wëllen nei ausriichten. Hu mer eis drop verstännegt, dass een an d'Gesetz soll schreiwen, nodeem dat virdrun ee verbalen Uerder war, dass keng innenpolitesch Spionage dierft gemaach ginn. Hu mer eis drop verstännegt, dass een d'Rechter vun der Commission de contrôle parlementaire misst ausweiden. Woufir ech sinn. Ënnert der Bedéngung, dass ee se och notzt an net Eenzelner ongenotzt léisst, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Déi Reform vum Geheimdéngscht, op déi mer eis gëeenegt hunn, ech hunn als fréiere Statsminister e puermol déi Reform hei am Haus virgestallt. Well mer der Meenung sinn, dass déi Reform muss kommen, hu mer dat och an eisem Wahlprogramm geschriwwen. Et steet och am Koalitiounsprogramm. An domat si mer selbstverständlech averstanen.

Den Här Statsminister sot, a grouss Deeler vun der geschriwwener a publizéierter ëffentlecher Meenung, déi gesinn dat och esou, dass de Motto vun der Regierung net kéint sinn: „weider wéi bis elo".

Ech hat net gemengt, dass Der dat esou séier géift an d'Praxis ëmsetzen! An e puer Wahlprogrammer vu Parteien, déi an der Regierung sinn, gëtt sech d'Fro gestallt, a gëtt se gläichzäiteg beäntwert, dass een d'Pouvoire vum Grand-Duc misst aschränken a säi Rôle op ee protokollaresche sollt reduzéieren.

Ech hu mat Satisfaktioun festgestallt, dass dat net Agank fonnt huet an de Koalitiounsaccord. Et ass normal, well et steet och net am CSV-Wahlprogramm. Dofir konnt et jo och net an de Koalitiounsprogramm kommen.

Mä Dir hutt et awer gemaach. Well Der d'Regierung an d'Koalitiounsbildung jo begraff hutt als eng Versioun vun enger Schäfferotsbildung. An dofir hat Der schonn, ier de Grand-Duc seng Consultatiounen ugefaangen huet, lech gëeenegt. Relativ séier. Dir sidd eng schnell Equipe. Et ass och gutt esou. Kucke mer emol, ob Der dee laangen Otem behaalt, fir ëmmer esou séier ze lafen! An Dir hutt dem Grand-Duc eigentlech matgedeelt, wat Saach ass.

Dir fuert also wierklech net weider wéi bis elo!

Dir hutt et anescht gemaach. Dir maacht et anescht do, wou et lech passt. Mä do, wou et lech net passt, do fuert Der viru wéi bis elo. Dir fuert viru wéi bis elo, eng Theorie ze entwéckelen, déi doranner besteet, dass net déi stäerkste Fraktioun de Parlamentspresident stellt, mä dass dat ee Resultat, well dat ëmmer esou war, vun de Koalitiounsverhandlunge wier. Net weider wéi bis elo? Dach, do maacht Der weider wéi bis elo!

An Dir refuséiert där stäerkster Fraktioun hei am Haus, de Parlamentspresident kënnen ze stellen, wéi dat an aneren Demokratien de Fall ass. Ouni dass déi ënnerginn, déi Regierungen, wann de Parlamentspresident ee Member vun der Oppositioun ass.

Do hätt Der kënnen ee Renouveau vun den demokratesche Methode maachen. Do hutt Der schonn eng Chance verpasst! A well Der esou gutt amgaang waart, hutt Der direkt nach eng verpasst, an zwar an deem Moment, wou mer lech proposéiert hunn, der Chamber eng Europakommissioun ze ginn.

De Koalitiounsaccord wimmelt...

(Interruption)

Gelift? Pardon?

(Interruption)

Här Wolter, Dir hutt mech fréier ni ënnerbrach, wéi ech nach Statsminister war.

(Interruptions)

Ënnerbriecht weder Dir mech nach soss een! Well dat hei ass meng éischt Ried als Deputéierten. An eng al parlamentaresch Regel wëllt, dass ee während senger éischter Ried, déi een als Deputéierten hält, net däerf ënnerbrach ginn!

(Hilarité et brouhaha)

M. le Président.- Da maache mer dat elo esou.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Dat zielt selbstverständlech, Här President, net fir lech! Dir kënnt mech à tout moment zurechtweisen.

(Hilarité)

Dat hunn ech jo och schonn heiansdo mat lech missen an anere Funktioune maachen.

Mir hunn lech proposéiert, eng Europakommissioun ze maachen, well de Koalitiounsaccord - zu Recht! - der Europapolitik, ben, eng gewëssen Importenz zouerkennt. An dofir hu mer lech eng Europakommissioun virgeschloen.

Mir waren iwwerzeegt, dat géif och duerchgoen, well och déi gréng an hirem Wahlprogramm, Punkt 23-4, proposéiert haten, fir eng Europakommissioun ze maachen. An ech hätt net gemengt, dass schonn den éischten Dag, wou d'Chamber géif zesummekommen, déi gréng een Deel vun hirem Wahlprogramm einfach, aus Koalitiounsgrënn, net géifen hëllefen zur Duerchsetzung ze brëngen.

Dat, wat Der Renouveau vun der Demokratie nennt, besteet also aus ville Punkten, mat deene mer averstane sinn, déi mer selwer initiéiert hunn, gemeinsam mat der Sozialistescher Partei, oder déi mer an eisem Wahlprogramm proposéiert hunn. Ergo si mer mat deem Kapitel, quitte dass mer eenzel Detaildispositioune musse vérifiéieren, d'accord. A mir soe Merci, dass Der unerkennt, dass d'CSV och um Renouveau vun der Demokratie, wéi Dir dat nennt, sech inhaltlech bedeelegt huet an dat och an Zukunft wäert maachen.

Een zweete Block vu Moderniséierung betrëfft d'Justiz. Dat ass richteg gesinn. Well ech sinn effektiv der Meenung, mir sinn der Meenung, dass an der Justiz munches am Uerge läit. Wouriwwer ee jo eigentlech ni däerf richteg schwätzen. Well ee jo dann direkt gesot kritt, et géif een op en Domän vun der Justiz trëppelen, déi sech hirersäits an eenzelne vun hire Komponenten awer iwwerhaapt net genéiert, fir aner Pouvoiren heiansdo ganz kräfteg ze kritiséieren. Wouriwwer een emol eng Kéier eng roueg Debatt muss féieren, wat wie par rapport zu wiem eigentlech däerf an net däerf. Mä dass d'Justiz muss reforméiert ginn, weisen net nëmmen eenzel Prozesser, déi lafen, mä dat allgemengt Onwuelsi mat eisem Justizsystem, esou wéi mer en hunn.

Dofir hu mer an eisem Wahlprogramm virgeschloen, dass een eng Cour supérieure soll aféieren an dass een ee Conseil national de la Justice soll aféieren. Dofir hunn och déi successiv CSV-Justizministere Biltgen a Modert Avantprojet-de-loien an deem Sënn ausgeschafft. Logesch, dass, wann een d'Politik vun där aler Regierung wëllt viruféieren a wann ee vill Rücksicht inhaltlecher Natur op den CSV-Wahlprogramm wëllt huelen, een dat dann och an de Koalitiounsaccord aschreift.

Dir schwätzt lech fir eng Preziséierung vun der Onofhängegkeet vum Ministère public, also vun der Statsanwaltschaft aus. Bien vu! Mir hunn an der Wahlcampagne erkläert, mir wieren nodrécklech der Meenung, dass d'Regierung net méi soll Magistraten ernennen, mä dass déi Magistraten, déi sëtzen, an déi Magistraten, déi stinn, vun der Magistratur selwer sollen designéiert ginn.

Är Iddi, fir dem Ministère public eng méi grouss Indépendance ze ginn, hätt et verdéngt gehat, dass Der déi Iddi vun der CSV an Äre Koalitiounsaccord ageschriwwen hätt. Obschonn ech d'Argumenter, déi net derfir plädéieren, esou gutt kennen, wéi déi Argumenter, déi derfir plädéieren.

Dass mer eng Reform vun den administrative Juridictioune brauchen, ass evident. Et ass ee Projet de loi an deem Sënn heibannen déposéiert ginn. D'CSV huet sech an hirem Wahlprogramm fir d'Ëmsetze vun deem Projet de loi ausgeschwat. Logescherweis fënnt déi Iddi och Agank an de Koalitiounsaccord.

Mir sinn an eisem Wahlprogramm derfir agetrueden, dass ee Familljeriichter sollt agesat ginn, am Kader vun der Moderniséierung vun der Justiz, déi mir och wëllen. Dat huet och Agank an de Koalitiounsaccord fonnt. Also och do eng grouss Iwwereestëmmung tëschent de Moderniséierer an de Strukturkonservative vun der CSV.

De Mariage tëschent gläichgeschlechtleche Persounen ass iwwerhaapt kee kontroverse politeschen Thema tëschent de Parteien zu Lëtzebuerg, mat Ausnahm vun dem Här Kartheiser, mä Dir sidd jo keng Partei.

(Hilarité)

Also Dir eleng sidd keng Partei, wollt ech soen.

Une voix.- Nach net!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Denkt drun, wat ech am Ufank an engem aneren Zesummenhang gesot hunn!

Mir si fir een Homomariage, fir et esou ze soen. A mir sinn och fir déi Adoptiounsregelen, op déi d'Commission juridique sech gëeenegt huet.

Mir hunn an eisem Wahlprogramm geschriwwen, dass mer d'Fro vun der Adoptioun am Liicht vun der Entwécklung vun der internationaler Jurisprudenz wëllen zu Lëtzebuerg upaken.

Déi Geschicht vum Homomariage, déi trëfft net op eise Widderstand. Mir hunn ee Projet de loi als CSV-Justizministeren dozou abruecht a mir hunn an där leschter Koalitioun och dee Projet - nach zu Recht, wéi ech fannen, an an deem Sënn, wéi en zu Recht amendéiert ginn ass - amendéiert. Dat ass näischt, wat lech eegen ass. Dat ass eng Meenung, déi breet gedeelt gëtt.

Mir sinn der Meenung och, dass mer d'Scheedungsrecht musse reforméieren. Dat steet an eisem Wahlprogramm. Et läit ee Projet de loi zënter 2003 heibannen. Mir diskutéieren... Vum Här Frieden, äerzreaktionären Här Frieden!

(Interruption)

Mir sinn der Meenung - jo, Dir hat em dat jo net zougetraut, dass den Här Frieden den Divorve pour faute wéilt ofschafen. Dofir schreift Der dat elo an Äre Koalitiounsprogramm mat engem klenge Bémol, wou Der sot, sauf a besonnesch grave Circonstancë misst déi Form vun Divorce iwwerliewen.

Dofir gëtt et gutt Argumenter. Ech weess, dass doriwwer kontrovers an op héijem Niveau diskutéiert ginn ass an der Commission juridique, mä do hutt Der mat eis kee Problem. Et steet an eisem Wahlprogramm. Grad wéi an eisem Wahlprogramm och steet, an et ass och ee Projet de loi an deem Sënn déposéiert gi vum fréiere Justizminister, dass mer d'Responsabilité parentale missten nei regelen.

Am Wahlprogramm vun der CSV fannt Der och den Hiwäis op d'Noutwendegkeet, déi mer erkennen, fir d'Realitéit vun Intersexuellen a vun Transsexuellen als Législateur emol éischtens an hirer Substanz unzëerkennen an zweetens per Gesetz ze regelen. Dir nennt dat Moderniséierung vun der Justiz. Et ass och Moderniséierung vun der Justiz, mä Dir sidd net déi eenzeg Moderniséierer, déi an déi Richtung denken. Well dat fannt Der och am Wahlprogramm vun der CSV.

Mir hunn net an eise Wahlprogramm geschriwwen, dass een neie Prisong zu Suessem soll gebaut ginn; dat steet am Regierungsprogramm. Well de Projet de loi, deen ass vum Här Wiseler heibannen déposéiert ginn. Also Kontinuitéit och do.

Grad wéi mer mat lech averstane sinn, well mir hu selwer ee Gesetzesprojet an deem Sënn abruecht an et steet och an eisem Wahlprogramm, dass mer den Droit des faillites - d'Konkursrecht - musse reforméieren. Et läit dem Haus ee Gesetzesprojet vir. Dorop ass ze schaffen.

Also alleguer déi Reformen, déi ënnert dem Aarbechtstitel Moderniséierung vun der Demokratie oder Renouveau vun der Demokratie - d'Moderniséierung ass jo net duergaangen -, Neigebuert vun der Demokratie a Moderniséierung vun der Justiz opgeschriwwe gi sinn am Kader vum Accord de coalition, entspriechen der kontinuéierlecher Fortsetzung vun enger Politik, déi amgaang war, oder awer dem Wahlprogramm vun der CSV, wouriwwer ech mech net ze bekloen hunn, dass deen esou ee breeden Agank fonnt huet an dem Accord vun enger Koalitioun, un där d'CSV net deelhëlt. Wat lech wahrscheinlech dann op d'Iddi bruecht huet, dass Der d'CSV och net bräicht, well Der souwisou datselwecht wëllt maache wéi dat, wat Der mat der CSV hätt kënne maachen.

Une voix.- ...alles Quatsch!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Et ass... Pardon?

(Interruption)

Jo, jo. Wann Dir dat maacht, wat mer zesumme gemaach hunn a wat mir als Partei proposéiert hunn, da gesinn ech net, firwat dass mer dat net solle matmaachen.

Ech si frou, dass den CSV-Wahlprogramm net nëmme vun de Wieler eng Majoritéit kritt huet, mä dass en och d'Majoritéit an där neier Koalitioun direkt mat sech vereenege konnt!

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Et ass eng Differenz vläicht, déi betrëfft d'Législatioun iwwert den Avortement, eng seriö Ausenanersetzungsfläch. Do kënnegt Der eng Rei vun Änerungen un. Mir géifen eis déi gären am Detail ukucken. Maacht lech fräi vun der Iddi, dass mer net bereet wieren, dat Gesetz op eenzelne Punkten ze amendéieren!

Ech hat dëser Deeg den Androck, ech wier e fräie Mann ginn an ech bräicht net méi fir eng Regierung ze schwätzen. Dann ass ee kee fräie Mann méi, Här Statsminister. Da muss ee Rücksicht huelen. Et ass scho schwéier, fir op déi eege Partei Rücksicht ze huelen; op nach eng Partei Rücksicht ze huelen an op nach eng Partei Rücksicht ze huelen, dat gëtt ganz komplizéiert.

Mä well ech ee fräie Mann sinn, wëll ech soen, dass ech fir mech der Meenung sinn, dass déi zweet obligatoresch Consultatioun keng obligatoresch soll sinn. Mä dat ass eng Debatt, déi kréie mer, wa se prett ass, fir gefouert ze ginn. A mir ginn, mengen ech, do ee gutt Stéck Wee zesummen. Op anere Punkten ass dat vläicht net de Fall.

Bref, och de Programm fir den neie Justizminister ass deen ale Programm. Ech gesi wéineg Neies. D'Gesetzesprojete leien do. Anerer sinn am Haus vum Ministère de la Justice praktesch fäerdeg. Den Här Braz ass just Justizminister.

Ech fannen et gutt, fir d'Wichtegkeet vun der Justiz doduerch ze ënnersträichen, dass dee Minister, deen dofir zoustänneg ass, just fir d'Justiz zoustänneg ass. Mä déi Justizministeren an där leschter Regierung, déi nach fir aner Saachen zoustänneg waren, hunn lech eigentlech Projet-de-loien hannerlooss a voll Tiräng hannerlooss.

Ech hoffen, dass Der nach Beschäftegung par ailleurs fannt - wourun ech net zweifelen -, well déi Saache si gutt virbereet.

Grad wéi och am Beräich vun der administrativer Reform vill Viraarbechte geleescht gi sinn, nieft der eigentlecher Simplification administrative, wou iwwer 200 Moossname geholl gi sinn, wouvun eenzel Kolleegen an der Regierung fréier ëmmer gesot hunn op hire Wahlkampfoptrëtter, si hätten dovun näischt gemierkt. Et muss ee sech informéieren, fir d'Saachen ze mierken!

Dann hu mer och am Beräich vun der Beschleunegung vun de Prozeduren, notamment Baugenehmegungen, etc. gutt Viraarbecht geleescht.

De Koalitiounsaccord - oder war et d'Erklärung vum Här Statsminister? Ech verweisen op de Bréif vum 27. Mäerz, deen den Här Schneider mer geschriwwen huet a wou e bis haut jo nach no Loft schnaapt, well e keen Accusé de réception kritt huet, wat...

(Interruption)

Pardon?

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre*.- Et geet entre-temps besser!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Jo, ech gleewen lech dat, mä wann Der lech emol mat dem Inhalt vun Ärem Bréif beschäftegt an Dir leet Ärem grénge Koalitiounspartner deen emol ënnert d'Nues, da kucke mer emol, ob d'Loft lech net erëm direkt vergeet, oder hinnen.

(Hilarité)

Ee vun lech zwee kënnt an akut Atemnot, well an deem Bréif vum 27. Mäerz am Beräich vun der Vereinfachung vun de Prozedure gëtt d'Suppressioun vun enger Rei vu Prozeduren a vu Consultatioune virgesinn, vun deenen ech mer nëmme schwéier ka virstellen, dass Är Kolleege vun der grénger Fraktioun ouni Weideres domat averstane wieren.

Mä vläicht ass jiddweree mat deem averstanen, wat mer an enger Sitzung tëschent e puer Ministeren an der Union des Entreprises luxembourgeoises den 29. Mee vun dësem Joer op de Pabeier bruecht hunn. Wann Der dat maacht, hutt Der scho vill gemaach. Wann Der nach méi fäerdegbréngt an Ärer Koalitioun, tant mieux. Un eis wäert dat jiddefalls net scheiteren.

Et war och virgesinn - ech mengen, et war de Kolleeg Bodry, deen dat an engem autobiografesch méi oder manner staarken oder schwaache Moment gesot huet -, de Statsminister misst Richtlinienkompetenz, entweder generell - kann ech mer beim Här Bodry eigentlech net virstellen -, mä dann op d'mannst an deem Domän hei kréien. Dat huet...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Et war den Här Schneider, dee war ëmmer dergéint.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Den Här Bodry war ëmmer dergéint, dass de Statsminister Richtlinienkompetenz soll hunn, wéinst dem „primus inter pares"-Prinzip. An ech wier och dergéint, dass de Statsminister Richtlinienkompetenz hätt. Net, well ech et net méi sinn, net, well ech et erëm eng Kéier wéilt ginn, mä well ech et einfach net konform mat eisen allgemenge Regele fannen.

Jiddefalls ass elo net méi virgesinn, dass de Statsminister kann esou Dossieren deblockéieren - dat hat den Här Schneider awer emol eng Kéier virgeschloen -, mä dass de Regierungsrot dat soll maachen. Do gehéiert déi Diskussioun och hin, soudass a Saache Réforme administrative eiser Aschätzung no näischt geschitt, wat net entweder geplangt war, entweder festgehale war oder entweder ugeduecht war.

Soudass, wann ech mer déi grouss Bléck ukucken - Renouveau vun der Demokratie, Moderniséierung vun der Justiz, Beschleunegung vun de Prozeduren -, ech dee grousse Worf, dee grousse Renouveau, déi absolut Erneierung mam beschte Wëllen net kann erkennen, à moins dass ee seet, dass déi, déi virdrun do waren, an deem, wat se gemaach hunn, oder an deem, wat se an hirem Wahlprogramm proposéiert hunn, genau deeselwechten Neiufank wollten, wéi deen, deen elo hei, heiansdo epigonenhaft, vun där neier Koalitiounsregierung an d'A gefaasst gëtt.

An déi Politik vun der Kontinuitéit, déi mierkt een och an der Budgets-, an der Finanz- an an der Wirtschaftspolitik.

Maacht net esou - oder hunn ech Är iwwerraschend Aussoen zu de Statsfinanze falsch interpretéiert? -, wéi wann Der elo eréischt géift gewuer ginn, wéi d'Finanzsituatioun vum Stat wier! Déi Chifferen, déi de Comité de prévision der Koalitiounsronn virgeluecht huet, dat sinn déi Chifferen, déi der Regierung bekannt waren an och der Finanz- a Budgetskommissioun vun dësem Haus bekannt waren. Dat sinn déi Chifferen, déi een op dem Internetsite vun der Trésorerie vum Stat kann, wann een dat wëllt, noliesen.

Näischt Neies war informatiounsméisseg betruecht an deem Chiffrage, deen der Koalitiounsronn virgeluecht ginn ass. Näischt Neies ass décidéiert ginn am Zesummenhang mam Ëmgank mat deene Chifferen a mat den Evolutiounen, déi sech aus deene Chifferen erginn.

Dass Der schreift, dass de strukturelle Saldo vun 0,5% misst erreecht ginn, dat ass keng Eingebung vum Moment, dat ass eng Prescriptioun vum Stabilitéitspakt. Dir kënnt guer net anescht, wéi dat opzeschreiwen, wat souwisou Gesetz ass an Europa.

Mir wollten dat an där leschter Regierung bis 2014 hikréien. An et huet sech erausgestallt opgrond vun den Eintrübungen, déi an der Folleg vun der Wirtschaftskris opgetruede sinn, dass dat net méiglech wär. Dofir hu mer et op 2017 ausgesat, ënnert dem staarke Protest vun deene Finanzspezialiste vun der liberaler Partei, déi de Wee op eng méi sesshaft Aart a Weis an de Finanzministère bei dëser Regierungsbildung net fonnt hunn.

Een Ënnerscheed ass et. Mir hunn an där leschter Regierung gesot, 2017. Dir sot, 2018. Ech hoffen, dass Der iwwerpréift hutt, ob deen Datum 2018 kompatibel ass mat dem Objectif à moyen terme, esou wéi en definéiert ass, tendenziell erreecht mussen ze ginn, an dem europäesche Stabilitéitspakt. Ech hoffen, dass Der dat iwwerpréift hutt. Net dass Der zu Bréissel eng Iwwerraschung erlieft, wann dat vun der Kommissioun a vum Conseil examinéiert gëtt.

An dass Der d'ëffentlech Schold op 30% wëllt begrenzen, dat steet am Stabilitéitsprogramm, deen déi lescht Regierung op Bréissel geschéckt huet. Do steet souguer e bësse manner wéi 30%, mä 30% schéngt mer eng richteg Mooss ze sinn.

Dass Der musst konsolidéieren an der Héicht vun 1,5 Milliarden, dat ass keng Neiegkeet. Dat ass eng bekannte Gréisst, iwwert déi mer eis ënnerhalen hunn, an um Wee op déi Konsolidéierung, déi nohalteg muss sinn. Nohaltegkeet gëtt et och, a grad an der Finanzpolitik hu mer jo nach fir d'Joer 2013 ee Konsolidéierungspak vun iwwer 900 Milliounen Euro virgeluecht.

Déi 1,5 Milliarde musse fonnt ginn an déi kann een net nëmmen doduerch fannen, dass een, wat op e puer Plazen an der Erklärung vum Här Statsminister an am Koalitiounsaccord zum Ausdrock kënnt, vill Hoffnungen an een nees Beliewe vum Wirtschaftswuesstum setzt. Dee gëtt 2%. Et kann e bësse méi héich sinn, et kann e bësse manner ginn.

Mä fir ze mengen, d'Haushaltskonsolidéierung kéint een erreechen duerch Benefisser, déi ee kann zéien aus enger Redynamiséierung vum Wirtschaftswuesstum - Redynamiséierung, op déi eng lëtzebuergesch Regierung kaum internen Afloss huet -, dat schéngt mer e bëssen ze vill optimistesch ze sinn.

Souwisou, wann et der Wirtschaft besser geet a wa méi Recetten, wéi elo ugeduecht, erakommen, dann ännert dat näischt drun, dass een déi 1,5 Milliarde muss spueren. Spuere muss ee maachen, wann et gutt geet, wann d'Wirtschaft dréit, wa se brummt. Net ze vill spuere muss ee maachen, wann d'Wirtschaft quasi um Buedem läit. Dat war d'Politik, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn.

Net radikal spueren, well dat konjunkturschiedegend Effekter gehat hätt, well dat negativ Auswierkungen um Aarbechtsmaart gehat hätt, mä däitlech spueren, wann et gutt geet. Och dat ass d'Logik, souwuel vum reforméierte Stabilitéitspakt vun 2005 wéi vun den neien Editiounen ënner Form vum sougenannten „Twopack", deen Der mat all senge Charmë wäert entdecken, wann Der lech un d'Finanzpolitik an un d'Budgetspolitik vun den nächste Joren erumaacht.

Dass alles gemaach gëtt, fir den Triple-A ze erhalen, ass eng Evidenz. A mir hëllefen lech dobäi, well mer der Meenung sinn, dass den Triple-A fir eng kleng Ekonomie a fir e klenge Stat wéi Lëtzebuerg sech ganz gutt op der Visitëkaart mécht. Mir hunn nach dräi Länner an der Euro-Währungszon, déi déi héchste Bonitéit hunn. Dat ass Däitschland, dat ass Finnland an dat ass Lëtzebuerg, nodeem d'Hollänner och elo e bësse geschwächelt hunn.

Et ass gutt, dass mer deen Triple-A hunn an dass mer alles maachen, fir en ze halen, obschonn ech just - dat ass keng Remarque, déi lëtzebuergeschen Ustréchs ass - och wëll soen, dass een déi Saach mam Triple-A net däerf iwwerdreiwen a senger Wichtegkeet. Well et ginn der net méi vill, déi en nach hunn. Et sinn elo manner wéi zéng Staten op der Welt, déi en nach hunn.

Dir hutt zu Recht, Här Statsminister, vun deem kräftege Fundament geschwat, op dat Der Är nei Regierungspolitik kënnt opsetzen. Mir sinn eent vun deenen zéng Länner, déi nach den Triple-A hunn. Aner grouss Länner a grouss Ekonomien hunn e verluer, ouni dass dat noutwendegerweis verheerend Konsequenzen op der Zënsfront hat. Allerdéngs fäerten ech, wéi Dir, dass, wann e klengt Land wéi Lëtzebuerg den Triple-A verléiert, dat op der Zënsfront wesentlech méi grav Répercussioune wäert hunn, wéi dat bei gréissere Flächenekonomien de Fall ass.

Dir sot, d'Prioritéit vun Ärer Konsolidéierungspolitik wier d'Kierze vun den Dépensen. Dat ass richteg. Dir sot, d'Investissementer mussen héich bleiwen. Dat ass richteg. Mir hunn an der Eurozon, iwwerhaapt an der Europäescher Unioun, mat Ausnahm vun Estland, wann ech mech richteg erënneren, deen héchsten Undeel vum Statsbudget, ausgedréckt a PIB-Punkten, wat d'ëffentlech Investissementer ubelaangt. Dat muss esou sinn, well et kann een d'Zukunft net denken, erdenken a gestalten, wann een op den Investissementer ze vill spuert.

Et muss een déi Investissementer privilegéieren, déi och ekonomeschen Notzen hunn. Mä Investissementer déngen net nëmmen der ekonomescher Multiplikatioun vun de Benefisser. Och kulturell Investissementer sinn duerchaus Standuertvirdeeler, wéi mer wëssen. Déi Investissementer wëllt Der héich halen.

Dir wëllt en „zero-based budgeting" maachen, wat an alle Circulaires budgétaires vun de leschte Jore stoung an an de Circulaires budgétaires fir d'Joer 2014 nach méi däitlech vum deemolege Finanzminister, dem Luc Frieden, ënnerstrach ginn ass.

Mir sinn der Meenung, dass et gutt gewiescht wier, wann Der e bësse méi Indikatioune ginn hätt, wou Der dann op der Säit vun den Dépensë wëllt spueren. Ech gesinn an der Uformuléierung vun den Absichte richteg Usätz: méi Selektivitéit; iwwerpréiwen, ob déi Gelder, déi een ausgëtt, och effektiv deen Zweck erfëllen, fir dee se eigentlech geduecht waren. Alles dat ass ze iwwerpréiwen. Alles dat gëtt och lafend iwwerpréift. Alles dat kann ee mat méi Intensitéit nach iwwerpréiwen, wann een dat wëllt maachen. Mä Dir sot net vill driwwer aus, wou Der wéi wëllt wéini spueren.

Ech hunn ee gewëssent Verständnis derfir. Well wann een eng Regierung bilt, an eng nei Regierung bilt, an och nach eng Regierung mat dräi Parteien, da brauch een eng gewëssen Zäit, fir sech ze fannen. Mä laang Zäit hutt Der net. D'Regierunge waren ni ganz däitlech bei der Beschreiwung vun der Budgetspolitik, wa se hir Regierungsprogrammer heibanne virgedroen hunn, well do ëmmer méi Prinzipie beschriwwe gi sinn, wéi Detailer.

Mä well Der jo alles anescht wëllt maachen a villes wëllt besser maachen, a well Der net méi wëllt weidermaache wéi bis elo, hat ech gemengt, Dir géift eis méi doriwwer soen. Den Här Statsminister hat jo och ugekënnegt, dass dënschdes - dat war virgëschter - méi géif...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat hat en zwar net gesot. En hat just gesot, dënschdes.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Här Gibéryen, den Här Bettel ass amgaang ze mierken, dass dat... dass et net einfach ass, fir Statsminister ze sinn. An en huet all Viraussetzungen, fir dat propper ze maachen. Mä déi Erfahrung wäert Dir ni maachen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech ginn d'Hoffnung net op, dass eis Kanner dat...

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir hutt vill Zäit kritt, fir herno ze intervenéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien, Här President.

M. le Président.- Merci.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Also, mir hate gemengt, mir géifen do méi gewuer ginn, well et war eis ugekënnegt ginn, mir géife gëschter méi gewuer ginn. Ech mengen, dass Dir lech am Detail net driwwer eens sidd, wou Der wéi wëllt spueren.

(Interruption)

Ech kennen lech, Här Schneider, besser wéi Dir lech selwer kennt.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre*.- Ech mengen net.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Ech mengen, Dir hutt vill matenee geschwat, mä Dir hutt lech nach laang net alles gesot. A wann Der lech emol richteg mateneen ënnerhaalt, da wäert Der d'Schwieregkeet vun deem Exercice do a vollem Ëmfang entdecken. Ech hunn eng vive Erënnerung un déi Spuergespréicher, déi mer haten, vun deenen der och vill zu gräifbare Resultater gefouert hunn, mä bäi Wäitem nach net all.

Dir wëllt d'Sozialtransferte kritesch iwwerpréiwen. Maacht dat! Dat muss gemaach ginn. Dat steet och am Wahlprogramm vun der CSV.

Dir wëllt ee Stabilitéitspakt, en interne Stabilitéitspakt mat dem Stat a mat de Gemengen a mat aneren Acteuren ofschléissen. Dat halen ech fir eng richteg Iddi. Dat hat ech 2002 an 2003 dem Syvicol proposéiert. Dat ass op der Generalversammlung vum Syvicol zu Useldeng am Joer 2003 massiv vun de Gemengen zréckgewise ginn an ofgewise ginn. Dir hutt recht, dass Der nach eng Kéier probéiert, dee Stabilitéitspakt, deen interne Stabilitéitspakt hinzekréien. Mä eng nei Iddi ass et net. Et ass eng Iddi, déi virun zéng Joer geäussert ginn ass.

Et ass net richteg, fir nëmmen op der Dépensëséit wëllen ze agéieren. Et muss een och op der Recettësäit agéieren, ouni dass een d'Recettësäit privilegéiert. Dat ass déi Debatt, déi Der kritt an der Koalitioun: spueren oder Steieren an d'Luucht setzen. Et ass eng al Debatt. Si kënnt erëm an Dir wäert hir net kënnen entgoen.

Et ass allerdéngs erstaunlech, dass d'CSV déi eenzeg Partei war, déi kloer an däitlech an hire Wahlprogramm geschriwwen huet an op all hire Wahlmanifestatioune kloer an däitlech gesot huet, et géif kee Wee derlaanscht féieren, fir d'TVA an d'Luucht ze setzen - déi aner Parteien hu sech schmallippig zu där Fro geäussert -, dass Der innerhalb vu kierzester Zäit amstand sidd, an Är Regierungserklärung de Saz ze schreiwen, et wier indispensabel, dass d'TVA géif gehéicht ginn.

Mir hunn de Leit dat virun de Wahle gesot. Dir sot de Leit dat no de Wahlen.

(Interruption)

Dir sot awer net - dat hu mir och net virun de Wahle gesot -, wéi vill dass den TVA-Saz erhéicht gëtt. Dat steet néierens. Ech hunn awer, à moins dass ech dat falsch héieren hunn, mä ech hunn et och eng Kéier nogelies, e Sonndeg den Owend de Kolleeg Etienne Schneider op der Televisioun soen héieren, e géif vu 15 op 17% gehéicht ginn. Firwat sot Der dat net an Ärer Regierungserklärung? Firwat schreift Der dat net an Ärem Koalitiounsprogramm? Firwat loosst Der den Här Schneider dat, wéi ech denken, am Numm vun der Regierung um Fernseh, op der Televisioun proklaméieren, an hei am Parlament, do sot Der dozou näischt? Dat ass keng gutt Aart a Weis, fir mat där Institutioun ëmzegoen, déi d'Budgetshoheit hei am Land huet. An dat ass d'Parlament.

Ech hu mech net driwwer gewonnert, dass Der sot, mir missten deen niddregsten TVA-Normalsaz an Europa behalen. Dat gëtt et och am Wahlprogramm vun der CSV. Ech hu mech net driwwer gewonnert, dass Der sot, dee superreduzéierte Saz vun 3%, notamment bei Kannerschong a bei Kannerkleeder, misst bäibehale ginn. Och dat steet am Wahlprogramm vun der CSV.

Ech hu mech driwwer gewonnert, dass Der ausdrécklech sot, Dir wëllt d'Taxe d'abonnement net erhéijen. Wie wollt se dann erhéijen? Dir schreift jo och net an de Regierungsprogramm, d'Regierung hätt net wëlles, op de Mound ze fléien. Et wëllt jo nach kee se op de Mound schécken. Firwat schreift Der dann dran, dass d'Taxe d'abonnement net gehéicht gëtt? Et ass iwwerhaapt keng Fuerderung vu kengem do gewiescht, fir dat ze maachen. Oder war eng do?

Dir verzicht op d'Neesaféierung vun der Verméigenssteier. Et ass gutt, dass Der dorop verzicht. Et steet am Wahlprogramm vun der LSAP, d'Verméigenssteier misst erëm agefouert ginn. Am Wahlprogramm vun der CSV steet, se dierft net agefouert ginn. Logescherweis bekennt déi nei Koalitioun sech derzou, dass déi Verméigenssteier net kann agefouert ginn.

Grad wéi och d'Räichesteier, déi am Wahlprogramm vun der LSAP steet, net agefouert gëtt. Net onlogesch, well am Wahlprogramm vun der CSV steet, si dierft net agefouert ginn. Onlogesch ass et allerdéngs, dass d'Sozialistesch Partei déi zwou Haaptfuerderungen am steierleche Beräich einfach esou ofraumt, an zwar schonn innerhalb vu 24 Stonnen, well et ass jo méindes owes um sechs Auer scho gesot ginn, den 21. Oktober, d'Knackpunkte wieren alleguer eliminéiert ginn an deene Gespréicher, déi Der gefouert hutt.

Ech wosst net, dass d'LSAP bereet wier, zwou Mesures phares aus hirem Wahlprogramm esou séier op dem Altor vun enger vun hir absolut ugestrieftener Dräierkoalitioun ze afferen. Mä et ass gutt esou, dass notamment d'Demokratesch Partei sech duerchgesat huet mat hirer Weigerung, fir d'Finanzplaz an all hire Verästlunge gravement ze schiedegen duerch d'Neesaféierung vun der Verméigenssteier.

Dass Der sot, Dir wëllt d'Individualbesteierung maachen - eng schwieregst Entreprise! -, ass gutt. Et steet och am Wahlprogramm vun der CSV, woubäi mer eis de Schwieregkeete vun der Aféierung vun der Individualbesteierung duerchaus bewosst sinn. Ech hoffen, Dir och.

Dass Der bei der Tarifreform, déi soll kommen, dem Ofbau vum Mëttelstandsbockel gréisser Opmierksamkeet wëllt schenken, ass richteg. Dat steet och am Wahlprogramm vun der CSV. Mä dat hänkt selbstverständlech vun de budgetäre Méiglechkeeten of, déi de Stat huet.

Dass Der eng global Steierreform wëllt maachen a Kombinatioun mat enger Iwwerpréiwung vun de sozialen a vun aneren Transferten, ass richteg. Och dat steet am Wahlprogramm vun der CSV, grad wéi d'Reform vun der Grondsteier am Wahlprogramm vun der CSV steet, an dofir noutwendegerweis och am Koalitiounsaccord.

An eng Reform vun de Gemengefinanzen och, woubäi et mer schonn drop ukënnt, drop opmierksam ze maachen, dass déi Reform vun de Gemengefinanzen, un där sech scho vill Regierungen d'Zänn ausgebass hunn, och esou muss gemaach ginn, dass méi Akommesgerechtegkeet ënnert de Gemengen entsteet. Net alles fir een oder zwee, mä méi fir déi, déi näischt oder bal näischt hunn oder déi net genuch hunn. Dir wäert doriwwer interessant Gespréicher ënnereneen a mat verschiddene Schäfferéit vu verschiddene gréissere Gemengen hei am Land evidenterweis kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- D'Grondsteier: Hat ech gesot, dass mer déi wollte reforméieren? Oder hat ech dat nach net gesot? Well ech verwiesselen hei dauernd de Wahlprogramm vun der CSV an de Regierungsprogramm mateneen, dofir weess ech ni, wat ech schonn erwähnt hunn. Dat steet jiddefalls dran.

Dass Der d'Betribssteieren net wëllt héijen, fannen ech richteg. Ech hätt just gäre gehat, dass Der där Iddi, déi d'CSV an hirem Wahlprogramm énoncéiert huet an déi an engem gesplécktene Kierperschaftssteiersaz besteet, ze splécken tëschent deene Betriber, déi vill Ofschreiwunge maachen, an deene Betriber, déi keng Ofschreiwunge wëlle maachen, also ee Kierperschaftssteiersaz a Relatioun mat der Bemiessungsgrondlag, ech hätt net ongär gesinn, wann Der där Iddi nogaange wiert - an den Här Schneider hat sech och eng Kéier während de Wahldebatten, déi mer haten, där viller, opgewise fir déi Iddi -, well ech effektiv der Meenung sinn, dat kéint nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg brëngen.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Et kann een net grad alles vun Iech iwwerhuelen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jo, ech si jo berouegt, dass Der esou villes iwwerhuelt. Mä do, wou et komplizéiert gëtt, do sidd Der net amstand et ze iwwerhuelen, well dat ass eng komplizéiert Saach. Mä loosst et just eng Kéier - den Här Finanzminister ass leider net hei - iwwerpréiwen, well ech wier drun interesséiert ze gesinn, wéi dat sech kéint auswierken!

Da proposéiert Der - an dat hunn ech net verstanen - näischt, wat a Richtung méi staark Besteierung vum Kapital weist. Näischt. Dat war eng Fuerderung vun de Gréngen, dat war eng Fuerderung vun de Sozialisten. Näischt steet am Regierungsprogramm iwwer eng méi staark Besteierung vum Kapital.

Do komme mer nach eng Kéier drop zréck. Well do wier munches ze maachen, fir dass een eng méi équilibréiert Situatioun krit tëschent der Besteierung vun deene Leit, déi schaffe ginn, an der Besteierung vun de Betriber, a besonnesch vun de Betriber, déi an der Finanzindustrie ënnerwee sinn. Do ass munches dran.

Ech verstinn net, firwat dass d'Vertrieder vun der Weltrevolutioun et net fäerdegbruecht hunn, déi Evidenz, déi an hirem Wahlprogramm steet, och an de Koalitiounsprogramm ze kréien.

An da proposéiert Der - an ech hunn dat net verstanen - ee Gesetz iwwert d'Intérêts notionnels. Ech weess net, wéi een d'Intérêts notionnels op Lëtzebuergesch nennt, an ech weess och net, wéi ee se op Däitsch nennt, mä ech weess awer, wat et ass. Dat ass ee massive Kapp, zumindest ee massiivt Entgéintkommen inlännesche grousse Betriber an auslännesche grousse Betriber géintiwwer.

D'Belsch huet dat gemaach. D'Belsch steet am Feier vun enger permanenter Kritik vun deenen anere Regierungen an Europa wéinst dem System vun den Intérêts notionnels. De belsche Stat hat eleng doduerch, ouni dass eng Aarbechtsplaz geschaf ginn ass, ouni dass de belsche Stat dovu profitéiert huet, ee Steierausfall vu 5,6 Milliarden Euro d'lescht Joer.

Iwwerleet Iech et ganz gutt, wéi wäit dass Der Är Kapitalfrëndlechkeet dreift, an iwwerpréift dat Instrument, ier Der et aféiert, well et riskéiert ouni Notze fir d'Land ee ganz deiert Instrument zum Schued vun den ëffentleche Finanzen hei zu Lëtzebuerg ze ginn! Maacht net alles dat, wat déi Iech an d'Ouer flüsteren, déi Iech beroden hunn, wéi Der dëse Koalitiounsaccord ofgeschloss hutt!

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Frou sinn ech natierlech driwwer, dass een aneren Discours iwwert d'Finanztransaktiounssteier opkënnt. Woubäi ech hei selbstkritesch muss soen, dass ech an där Fro och op eenzel Flottementer a mengen diskursiven Excursiounen hiweise muss.

Mir waren ëmmer der Meenung, no heftegen Debatten och tëschent dem Finanzminister Frieden a mir, dass een dat soll an Europa aféieren. Ech war laang der Meenung, dat sollt ee just..., dat géif och an der Eurozon goen, bis ech de konkrete Projet vun der Kommissiioun gesinn hunn. An do hunn ech mech distanzéiert zu mengem Courage, deen ech hat, well ech einfach d'Propositioun selwer als schiedlech fir eis Finanzplaz emfonnt hunn.

Elo sot Der, dat kéint nëmme gemaach ginn, wann dat weltwäit géif agefouert ginn. Dat ass wäit ewech vu villen Äusserungen, déi eis gréng Kolleegen an der Vergaangenheet gemaach hunn. Dat ass och wäit ewech vun deenen an der Sozialistescher Partei, déi mat erhuewener Fauscht heiansdo eng Änderung vun der europäescher Finanz- a Konsolidéierungspolitik agefuerdert hunn. Änderungswëllen, deen ech am Regierungsprogramm an an der Regierungserklärung net liesen.

Dobäi muss munches am Beräich vun der Saméierung vun den ëffentleche Finanzen an Europa geännert ginn, well d'Dosis Austeritéit ze staark ass, oder d'Dosis Croissance net ausgeprägt genuch ass. Mä déi Efforte sinn, wéi mer wëssen, amgaang. An dat ass net, well déi Europapolitik do..., déi Europolitik eng konservativ wier. Ech liesen dat och am Wahlprogramm nach vun der LSAP, et ass jo déi konservativ Finanzpolitik an Europa. Do fillen ech mech jo ëmmer ugesprach, wann ee vu Finanzpolitiker schwätzt, mä awer net vu konservativen. Déi géifen alles op Austeritéit setzen.

Vun deene 17 Länner, déi an der Eurozon sinn, sinn zwielef Länner, wou d'Sozialiste matregéieren. Insofern verstinn ech, dass Der déi Politik net kënnt fundamental vun haut op muer änneren. Souwisou kéinte mer dat och net maachen, well zur Konsolidéierung vun de Statsfinanzen an alle Länner vun der Eurozon gëtt et keng valabel Alternativ.

Dat, wat Der iwwert d'Finanzplaz opschreift, ass gutt. Ganz gutt. Ech hu mech heiansdo gefrot, wou ass de Luc Frieden, déi lescht Woch. An elo weess ech, wou e war. Dir hat dee beschlagnahmt fir e puer Deeg!

(Hilarité)

Deen huet Iech dat hei..., deen huet eng genau Beschreiwung vu senger Politik hei opgeschriwwen. An ech si frou, dass en elo erëm do ass an dass e ka mat deem d'accord sinn, wat Dir opgeschriwwen hutt a wat genau där Politik entsprécht, déi hie gemaach huet, an allen Detailer.

An allen Detailer, wat d'Finanzplazpolitik ubelaangt, ass dat, wat de Luc Frieden gemaach huet, wat en ugefaangen huet a wat en ugeduecht huet, an der Regierungserklärung esou gutt formuléiert, wéi hien et besser net hätt kënne formuléieren, soudass et bei mengem Verdacht bleift, dass en eis ontrei ginn ass während e puer Deeg, fir Är Aarbecht do ze maachen.

Ech si frou doriwwer an ech wëll och deenen, déi derfir gesuergt hunn, dass a Saache Finanzplaz déi richteg Politik virugefouert gëtt, och an all hiren asiateschen a Golfstatenerweiderungen, dass déi virugefouert gëtt.

Wat mer gäre gewuer gi wieren, wier, wat dann dee Regierungsprogramm eigentlech kascht. Dir sot, et kann een net einfach esou virufuere wéi bis elo. Et war net Usus, dass Regierungen am Ufank vun hirer Aarbecht de Käschtepunkt vun hirem Koalitiouns- a Regierungsprogramm ausgerechent hunn. Mä well Der jo alles wëllt anescht maachen a besser maachen, wier et gutt gewiescht, wann Der eis eng approximativ Iddi ginn hätt iwwert de Coût vun deem Regierungsprogramm.

Well wann ech déi eenzel Detailer vun de Fachberäicher eraginn, muss ech soen, do lauere gréisser Ausgabebléck, déi um Uwuesse sinn oder déi nei ugesat solle ginn, op eis, soudass ech wierklech gäre gewosst hätt, wéi Der dann 1,5 Milliarde wëllt konsolidéieren a gläichzäiteg a ville Politikberäicher wiesentlech méi Geld wëllt an d'Hand huelen, fir déi Politik, déi Der wëllt maachen - zu Recht heiansdo wëllt maachen -, ze finanzéieren.

Och an der Wirtschaftspolitik an an der Politik Classes moyennes kann ech näischt Neies erkennen. Dir sot, an dat ass och richteg esou, dass d'Politik vun der Desindexéierung vun de staatleche Kontrakter misst virugefouert ginn. Mir hunn déi Politik ugefaang, notamment den Här Wiseler, déi muss virugefouert ginn. Et hätt och nach gefeelt, dass déi gestoppt géif ginn.

Da schwätzt Der dovun, dass een iwwer eng generaliséiert Desindexéierung vun der Lëtzebuerger Ekonomie muss nodenken an hiren Impakt op d'wirtschaftlecht Behuelen zu Lëtzebuerg muss iwwerpréiwen. Ech woe mer net virzestellen, wat geschitt wier, wann een CSV-Politiker an enger Regierungserklärung esou eppes gesot hätt. Ech weess net, wéi vill Leit dass dann an der Escher Kanalstrooss vum Stull opgespronge wieren an direkt an d'Stad gefuer komm wieren, fir eis et emol ze soen a fir emol ze iwwerpréiwen, ob mir se nach alleguer hätten. Ech halen dat trotzdeem fir eng noutwendeg Debatt.

Grad wéi ech et richteg fannen, dat steet och an eisem Wahlprogramm, dass een aus de Souveränitéitsnischen eriwwergeet a Kompetenznischen. An all deene Beräicher, déi Der opzielt - ICT, Biotechnologie, Gesondheetsberuffer, Ecotechnologie, Logistik -, ass dat noutwendeg. Et ass keng nei Erkenntnis vun där neier Regierung, déi d'ganz Politik wëllt erneieren. Dat ass d'Fortschreiwung vun enger Politik, déi et gëtt an déi och vum fréieren an aktuelle Wirtschaftsminister a vum fréiere Finanzminister, jiddwereen a sengem Beräich, konsequent duerchgefouert ginn ass.

Index: Quelle affaire! Quelle affaire!

Den Här Dan Kersch huet jo scho festgestallt an engem Interview, dass - woumat d'DP ouni all Zweifel averstanen ass - d'DP méi sozial wier wéi d'CSV. Den Här Kersch huet scho vill Kräid musse schlécken. Mä dass dat Kräidschlécken awer zum sofortegen Effekt hätt, dass en déi Welt, déi e virdru kannt huet, net méi erëmerkennt, weist, dass d'Kräidfriessen engem net nëmmen eng hell Stëmm mécht, mä dass et een och blann mécht, well soss hätt en esou eppes net kënne soen!

Well bei der Indexéierung, wat ass do geschitt? An ech si mat deem d'accord, mir sinn d'accord mat deem, wat an der Regierungserklärung iwwert den Index steet. Dat ass d'Weiderféierung vum Gesetz, esou wéi et ass. Am CSV-Wahlprogramm steet genau dat.

Aner Parteien hu gesot, d'Indexéierung vun de Léin a Gehälter, déi misst erëm integral retabléiert ginn am Gesetz, esou wéi se virdru war. Et steet a kengem Wahlprogramm, dass d'Compteuren op null géife gesat ginn am Joer 2015. An eisem Wahlprogramm steet dat och net esou. Mä wann ee seet, dass et nëmme maximal eng Indextranche pro Joer kéint ginn, an dass een dat bis un d'Enn vun der Legislaturperiod géif duerchzéie wëllen, dann heescht et dat. Jo, mir hunn et virun de Wahle gesot.

D'Demokratesch Partei hat proposéiert, eng Indextranche ze iwwersprangen, an déi Suen, déi een esou géif gewannen, aneren Zwecker, notamment aarbechtsmaartpolitesche Zwecker zouzeféieren. Déi Iddi ass ofgeraumt ginn. D'LSAP hat gesot, den Index géif erëm integral retabléiert ginn, à moins dass d'wirtschaftlech Situatioun esou wier, dass dat net géif goen. An da misst et mindestens eng Indextranche pro Joer ginn.

Elo steet an der Regierungserklärung: „Bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod gëtt et maximal eng Indextranche." Et ass genau dat, wat am CSV-Wahlprogramm steet. Et ass genau dat, wat d'Léisung ass, déi mer an där leschter Regierung fonnt hunn. An dofir sinn ech zefridden domat, dass déi Politik, déi räsonabel war, géint déi d'Gewerkschaften net gestreikt hunn - déi éischt Indexmoduléierung, géint déi d'Gewerkschaften net gestreikt hunn, an déi mer an där leschter Regierung ausgeschafft hunn -, dass déi vun där neier Regierung virugefouert gëtt. Kontinuitéit och do.

Grad wéi de Statut vum Indépendant agefouert soll ginn: Dat steet am Wahlprogramm vun der CSV. Logescherweis fanne mer et am Koalitiounsaccord erëm.

Wat Der wëlles hutt mat den Öffnungszäite vun de Geschäfter, dat fënnt een net eraus, wann een Äre Programm liest. Dir sot, Dir géift mat de Sozialpartner schwätzen. D'Demokratesch Partei huet ëmmer gesot - ech hat eigentlech ëmmer vill Sympathie fir déi Positioun -, d'Regierung muss selwer soen, ier se an d'Tripartite oder op aner Plaze geet, wat hir Meenung ass, hiert Konzept virleeën an net ëmmer nëmmen op Verhandlunge verweisen an net selwer Positioun bezéien.

Sot eis nach am Laf vun dëser Debatt e bësse méi genau, wéi Der dat wëllt maache mat dem Kierze vun den Dépensen, wéi Der dat mat der selektiver, méi selektiver Gestaltung vun de Sozialtransferte wëllt maachen, wéi Der dat mat den Öffnungszäite vun de Geschäfter wëllt maachen, wéi Der dat mat den Intérêts notionnels, ass eng wichteg Fro fir d'Budgetspolitik hei am Land, genau wëllt ugoen!

An da kommen ech op een anert Kapitel, wat vu primordialer Bedeitung ass, dat ass d'Aarbechtsmaartpolitik an d'Politik am Beräich vum Aarbechtsministère. Och hei muss ech soen, léif Kolleegen, mam beschte Wëllen, wou do de grousse Renouveau elo soll stiechen, wou deen neie Start duerchstarte soll, stattfannen, kann ech beim beschte Wëllen net erkennen. Jiddefalls net, wann ech et mat deem vergläichen, wat déi lescht Regierung gemaach huet - de Minister ass jo deeselwechte bliwwen -, oder mat deem vergläichen, wat mir bei der Wahlexplikatioun de Lëtzebuerger proposéiert hunn.

Dass d'Reform vun der ADEM muss virugefouert ginn, ass richteg. De Minister huet do eng wichteg Reform virgeluecht. Dir sot elo, déi wier net wäit genuch gaang. Déi ass och net wäit genuch gaang. Ech mengen och, dass déi décemment dee Moment net konnt méi wäit goen, well et war esou villes ze maachen, dass een och net ze vill um Seel huet kënnen zéien. Mir ënnerstëtze jiddefalls den Aarbechtsminister bei senge Beméiungen, déi ADEM an deem Sënn ze moderniséieren, wéi en dat virschléit. An do si vill Virschléi derbäi, déi Der och am Wahlprogramm vun der CSV zur beschter Inspiratioun Iech kënnt uliesen.

Dass d'Zoumuttbarkeetsregel iwwerpréift gëtt, ass richteg - steet och dofir am Wahlprogramm vun der CSV -, et muss gemaach ginn. Dass d'Aide au réemploi muss iwwerpréift ginn, wéinst den Abusen, déi do draleien - de Minister huet dat jorelaang gesot, dass déi muss reforméiert ginn -, ass richteg. Et steet am Wahlprogramm vun der CSV. Et hätt eigentlech scho kënne gemaach ginn, mä ech verstinn d'Schwieregkeeten, déi sech ronderëm déi Fro entwéckelt haten.

Dass eng Garantie fir déi Jonk kënnt, déi innerhalb vu véier Méint mussen eng Beschäftegung, e Stage oder eng Aarbecht oder eng Weiderbildung kréien, ass richteg, ass keng Erfindung vun der neier Regierung, war och keng vun der aler Regierung, mä ass eng Transcriptioun an d'Innenpolitik vun Décisioune vum Conseil européen, déi hirersäits zréckgegraff hunn op Décisioune vum Beschäftegungssommet vun der Europäescher Unioun vum 23. November 1997.

Insofern ass dat och net grad, dréit dat och net grad de Stempel vun der Totalerneierung vun der Bekämpfung, vun der Bekämpfungsmethod géint d'Jugendaarbechtslosegkeet. Mä mir ënnerstëtzen awer den Aarbechtsminister bei sengem Beméien, fir dat dote bis an d'Joer 2014 eran op d'Pist ze kréien. D'Maison de l'Orientation maacht Der, wollte mir och maachen, steet am Wahlprogramm.

Dann hätt ech e puer Froen. Ech hu jo nach ëmmer...

M. le Président.- Dir sidd an der Zäit.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech ka leider déi ganz Regierungserklärung, dee ganze Koalitiounsaccord hei net duerchliichten, well Dir gesitt schonn, wéi vill Zäit dass ee brauch, wann een nëmmen op dat ageet, wat an de Mëttelpunkt vum Statsminister sengen Erklärungen an zum Substanzdeel vum Koalitiounsprogramm gehéiert.

Mä ech hätt e puer Froen awer. Dir sot, Dir géift eng Analys maache vum Mindestloun, vun den Aarbechtslosenentschiedegungen a vum RMG. Eng Analys. Ech wëll emol froen: Mat wat fir engem Zil maacht Der dann eng Analys iwwert dee Mindestloun an iwwert d'Chômage-Entschiedegung? Firwat maacht Der déi Analys? Wat wëllt Der eigentlech do maachen a Saache Mindestloun an a Saache Chômage-Entschiedegung?

Dir schreift, Dir misst kucken, wéi RMG a Mindestloun mateneen ootmen, fir déi Elementer eventuell kënnen ze eliminéieren aus der Landschaft, wou den RMG den Zougank zur Aarbecht géif net attraktiv erschénge loossen. Dat hate mer schonn am leschten État de la nation gesot am Numm vun der fréierer Regierung. Ech weess nach ganz genau, wat fir Reaktiounen ech vun eenzelne sozialistesche Parteigänger kritt hunn, a wéi déi gréisste Gewerkschaft hei am Land dorop reagéiert huet, déi jo proposéiert hat, et dierft een d'CSV net stëmmen.

Mat der CSV wier esou ee Saz net an ee Koalitiounsaccord an an eng Regierungserklärung komm. Denkt driwwer no, wat Der do maacht! A préift dat am Liicht vun deem, wat Der sidd a wat Der eigentlech wëllt bleiwen! Ech schwätze vun de Sozialisten an der Regierung. Et kann een och de Koalitiounswëlle ganz wäit dreiwen, wann een onbedéngt wëllt, obschonn ee manner wéi 20% bei de Wahle kritt huet, an der Regierung bleiwen. Mä dass Der op deem Punkt ufänkt, Analysen ze maachen, ouni ze soen, firwat dass Der déi Analyse maacht, dat ass trotzdeem eppes, wat mech negativ extreemst impressionnéiert huet.

Grad wéi Der de Plan d'organisation du travail wëllt iwwerpréiwen - do ass munches ze iwwerpréiwen, wéi mer wëssen -, ouni ze soen, a wat fir eng Richtung dass Der wëllt goen. Grad wéi Der d'Referenzperiode wëllt iwwerpréiwen; do ass manner ze iwwerpréiwen, obschonn do och Diskussiounsbedarf besteet.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Mä mir hätte gäre gewosst vun der Regierung, wann Der a Consultatioun mat de Sozialpartner gitt, an eingedenk vun der kluger pädagogescher Recommandatioun vun der DP, dass d'Regierung ëmmer muss soen, wat se gären hätt, ier se a Gespréicher mat de Sozialpartner geet, hätte mer gären, dass Der am Laf vun dëser Debatt eis méi Opklärung gitt iwwert dat, wat Der mat deene Punkten do genau mengt.

Grad wéi ech net verstinn, dass een einfach esou, als Sozialistesch Partei, an eng Regierungserklärung schreift, dass déi zäitbefristen Aarbechtsverträg, Contrats à durée déterminée, innerhalb vun zwee Joer mussen, ech drécke mech a menger Sprooch aus, méi flexibel gestalt ginn. Dass et do Eenzelnes gëtt, wat ee kann iwwerpréiwen, okay, mä sot eis, wat Der do ganz genau wëllt! Déi Leit, déi hei am Land schaffen, déi wéisste gären, wat op se zoukënnt.

Et ass richteg, wann den Här Statsminister a senger Erklärung seet, d'Entreprisen, déi wirtschaftlech Acteuren, auslännesch Investisseure misste wëssen, wat op si zoukënnt. Mä déi Leit, déi schaffe ginn hei am Land, déi mussen och wëssen, wat op se zoukënnt. An dofir hätte mer gären, dass Der an dëser Debatt kloer an däitlech sot, wat Är Absichten an deene Beräicher sinn.

Logement ass eng grouss Fro. Och do fannen ech net extrem vill Neies, mä eigentlech d'Weiderféierung vun där Politik, déi amgaang ass an déi streckeweis jo och ganz gutt ass, besonnesch an deem Deel, deen elo eréischt zur Gesetzeskraaft verhollef soll kréien.

Ech hunn net verstanen, wéi dat elo mat där Klimabank do geet. Well den Här Bettel, den Här Statsminister huet a senger Ried gëschter gesot: „D'Klimabank kënnt." Am Koalitiounsaccord steet: „Et kënnt een Typ vu Klimabank." Wat kënnt dann elo? D'Bank oder een Typ vu Bank? Sot eis emol genau, wat ech ënnert deem Ënnerscheed muss verstoen, dass den Här Statsminister seet: „D'Klimabank kënnt" an dass am Koalitiounsaccord steet: „Et kënnt een Typ vu Klimabank"!

De Marco Schank huet a sengem Projet de loi proposéiert, ee Prêt à taux zéro mat staatlecher Garantie virzegesinn a mat engem bestëmmten Ëmgank mat den Zënsen. Dat ass besser, menge mir, wéi een Typ vu Klimabank. À moins, dass Klimabank eppes aneschters wier wéi een Typ vu Klimabank. An da musst Der eis dat erklären.

Ech stelle fest, dass et zu kenger Erweiderung vum Bauperimeter kënnt. Dat war och eng vun de grousse Fuerderunge vun der Sozialistescher Aarbechterpartei a vun hirem Spëtzekandidat an dem Wahlprogramm an an dem Wahlkampf. Déi Iddi ass net zréckbehale ginn.

(Interruption)

D'Erweiderung vum Bauperimeter. Jo, Dir gitt net esou gären drun erënnert, mä dat ass eppes, wat Dir proposéiert hat virun e puer...

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Här Juncker, do kënnt esou munches.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ah sou. Elo wollt ech schonn déi gréng luewen, dass se wéinstens op deem Punkt standhaft bliwwe sinn. Mä wann Der elo sot: „Do kënnt esou munches", dann deiten ech dat emol als Äre Wëllen, der grénger Fraktioun nach eng Informatioun ze ginn, déi Der bis elo nach keng Geleeënheet hat hinnen ze ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir kritt eis net auserneen, Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Neen, et ass schwéier, lech auserneen ze kréien, well Dir sidd nach net richteg beieneen!

Une voix.- Jo, jo.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech wëll just soen, ech si frou, dass déi Erweiderung vum Bauperimeter net kënnt. Grad wéi ech och frou sinn iwwert déi Usätz, déi am Beräich vum Innenministère beschriwwe gi sinn, Här Statsminister, an Ärer Erklärung, an Dir Dammen an Dir Hären, an Ärem Koalitiounsaccord. Dat ass Copy paste dat, wat am leschten État de la nation, am Numm vun der leschter Regierung, a Saachen Tutelle opgeschriwwe ginn ass. An dass den Innenminister net méi d'Opportunitéit, mä nach just sollt d'Legalitéit kontrolléieren, halen ech fir richteg, ass awer genau dat, wat an eisem Wahlprogramm steet a wat och an der Erklärung zur Lag vum leschte Joer stoung.

De Beräich Santé, och wichteg, ass besonnesch interessant ze liesen, et ass dat gréisst Kapitel aus Ärem Koalitiounsaccord. An d'Halschent vun deem, wat Der opschreift, ass d'Beschreiwung vun der Politik, esou wéi se ass, an déi aner Halschent ass d'Beschreiwung vun der Politik, esou wéi déi al Politik soll virugefouert ginn. Ech hunn d'Handschrëft vum Här Di Bartolomeo - Här President, wann ech lech däerf zitéieren -...

M. le Président.- Jo.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- ...däitlech gesinn. Deen huet...

M. le Président.- An deem dote Beräich selbstverständlech.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Virun deenen anere maachen ech Halt. Den Här Di Bartolomeo huet lech säin Testament do opgeschriwwen. An do si vill richteg Saachen a vill gutt Saachen derbäi. A mir begleeden déi Politik positiv, préiwe se awer am Detail, notamment wat d'Finanzéierung vun de Spideeler ubelaangt, wou ech mengen, dass Der ofréckt vun der Budgétiséierung, esou wéi mer se bis haut kennen a wou Der eng aktebezunne Finanzéierung wëllt maachen. Dat ass dat Wichtegst, wat am Kapitel Santé steet. Vu dass dat och am CSV-Wahlprogramm steet, wonnert et mech net, dass et Agank fonnt huet an de Koalitiounsaccord.

Esou wéi et mech och net wonnert, dass um Pensiounsgesetz näischt soll direkt geännert ginn. Et si Parteien an d'Regierung komm - ech schwätzen net vun der Sozialistescher Partei -, déi hunn déi Pensiounsreform beschriwwen als eng, déi bäi Wäitem net wäit genuch geet an déi déi mëttelfristeg Finanzéierung an d'Ofsécherung vun der Finanzéierung vun der Sécurité sociale net sécherstellt. Do gëtt näischt geännert, do bleift et bei deem Gesetz wéi et war, à moins dass d'Situatioun sech esou eintrübt, dass een déi Mechanisme vun deem neie Gesetz notzt, fir de System ofzebremsen.

Ech hu just eng Fro, ech wëll dat net verdéiwen, ech wéisst gären, wéi et no 2015 virugeet mam Rentenajustement. Kënnt Der eis dat vläicht erklären? Déi Diskussioun hate mer och schonn an der Finanzkommissioun. Ech wëll dat hei net verdéiwen, mä mir wéissten et just gär.

Éducatioun, extrem wichteg. D'Zäit leeft mer fort. Dass mer eng Alphabetiséierung op Franséisch wëlle maachen, halen ech fir richteg. Och an der Form, wéi den Här Statsminister se hei erkläert huet. Ech hale se och dofir fir richteg, well dat och am Wahlprogramm vun der CSV däitlech ugeduecht ass a beschriwwe gëtt, dass eng Alphabetiséierung op Franséisch muss kommen.

Dass kee Schouldirekter kënnt, ass erstaunlech! Zwou Parteien haten dat proposéiert, déi gréng an d'DP. D'Sozialistesch Partei ass do dergéint, mierkt awer selwer, dass de System, wéi en haut ass, net ganz gutt ass, dofir soll elo déi Präsidialstruktur an de Grondschoulen erweidert ginn. Et wier méi einfach gewiescht, well och all international Avisen a Recommandatiounen an déi Richtung ginn, fir e Schouldirekter anzeféieren. Well eng Schoul, och eng Primärschoul, brauch een Direkter an eng kloer Direktiounsstruktur. Dat hutt Der verpasst, an Äre Koalitiounsaccord ze schreiwen.

Grad wéi een och am Koalitiounsaccord net däitlech kann erkennen, wat dann d'Zukunft vun dem Enseignement vum Englesche soll sinn an deenen nächste Joren. Ech halen et fir noutwendeg, dass een den Englesch-Enseignement an eisem Secondaire verstäerkt. Ech gesinn Är Absichten net ganz kloer. Dir kënnt eis dat vläicht am Laf vun der Debatt soen.

Grad wéi mer och gäre wéissten, wat dann elo soll am Beräich vun der Reform vum Secondaire geschéien. Den CSV-Wahlprogramm ass einfach, limpide, propper. Do steet dran: „Déi Reform, déi vun enger sozialistescher Éducatiounsministerin abruecht ginn ass, déi stëmme mer esou, wéi se abruecht ginn ass." Elo steet am Koalitiounsaccord, nodeems de Versuch jo gestart gi war, déi Reform ganz zréckzezéien - hunn ech gelies, war dat esou? -, elo steet dran: „Déi Reform, déi d'Madame Delvaux virgeschloen huet, wier d'Basis vun enger Reform."

Déi Reform also, déi d'Sozialiste wéi eng Monstranz während der Wahlcampagne viru sech gedroen hunn, fir ze soen: „Do gesitt Der emol, wat d'sozialistesch Ministere kënne fäerdegbréngen a wat d'Sozialisten an der Regierung kënne bewierken", déi Reform gëtt elo zu enger Basis deklasséiert, fir eng aner Reform ze maachen. Dir sollt lech schummen, déi Ministeren, déi net méi derbäi sinn, esou am Ree stoen ze loossen an domat ze annulléieren, wat Der am Wahlkampf gesot hutt! Mir sti jiddefalls zu där Reform, esou wéi déi lescht Regierung se abruecht huet.

Iwwer Aussepolitik ass näischt ze soen. Dat heescht, et wier villes ze soen, mä dat, wat do vum Här Statsminister gesot ginn ass a wat am Koalitiounsaccord steet, dat fënnt eis honnertprozenteg Zoustëmmung, bis op kleng Nuancen, op déi ech hei net wëll agoen.

Ausserdeem wëll ech soen, als een, deen net iwwert d'Persoune wëllt schwätzen, déi an der Regierung sinn - well ech einfach am Ufank, wou eng nei Regierung do ass, dat de très mauvais goût géif fannen -, wëll ech soen, dass ech frou sinn, dass den Här Asselborn Ausseminister bleift. Well hien huet dat gutt gemaach an dat ass fir eis d'Garantie, dass staark europapolitesch Convictiounen an der Regierung och Gehéier fannen an hoffentlech à tout moment, och wann et kritesch gëtt, duerchgesat ginn. Dofir si mer frou, dass den Här Asselborn - dee jo och extrem gutt gewielt ginn ass, als Véiertbeschten am Land, zéng Plaze virum Spëtzekandidat vu senger eegener Partei -, dass deen an der Regierung bleift an dee Ressort weiderhi bekleet.

Et muss ee sech also froen, wéi et zu dëser Koalitioun eigentlech konnt kommen. Wéi hutt Der dat fäerdegbruecht? Ech soen lech, wéi Der dat fäerdegbruecht hutt. Mä Dir wësst et selwer. Déi Parteien, déi d'Regierung bilden, hunn, fir kënnen déi Koalitioun zu dräi ze maachen, op hir Haaptfuerderungen aus dem Wahlkampf verzicht!

D'LSAP verzicht op d'Verméigenssteier, verzicht op d'Räichesteier, verzicht op d'Erweiderung vum Bauperimeter, verzicht op eng méi staark Kapitalbesteierung a verzicht op hir Fuerderung aus hirem Wahlprogramm an aus hire Rieden, déi doranner bestanen huet, fir sech enger Flexibiliséierung vum Aarbechtsrecht an de Wee ze stellen.

D'Demokratesch Partei verzicht op de Schouldirekter, verzicht op hir Iddi, wéi ee mat dem Index soll an deenen nächste Joren ëmgoen, a verzicht op hir Fuerderung, dass een den Accord salarial mat der Fonction publique misst stoppen.

D'Demokratesch Partei huet am Wahlkampf gesot, et wier schlëmm, dass een d'Reform vun der Fonction publique, d'Strukturreform vun der Fonction publique, déi et a sech huet, géif kombinéiere mam Accord salarial. Elo steet am Koalitiounsaccord, den Accord salarial an d'Strukturreform komme mateneen an net vunenee getrennt. Op déi Fuerderung huet d'Demokratesch Partei verzicht.

An déi gréng hunn op villes verzicht, wat hinnen eng atmosphäresch partikulär Dimensioun hei zu Lëtzebuerg ginn huet. Ech hunn elo éinescht e puer Beispiller genannt.

Wann een natierlech op déi Haaptfuerderunge verzicht, déi een huet, jo, dann ass et séier gemaach, fir en Accord ze fannen. Mä dass Der esou séier bereet waart, op Är Haaptfuerderungen ze verzichten, dat ass dach eppes, wat mech iwwerrascht huet.

Elo kënnt dës Koalitioun zustanen net opgrond vun engem Wahlresultat, well dat Wahlresultat war eendeiteg! Se kënnt zustanen net duerch de Wieler, mä duerch de Wëlle vun den handelnde Persounen, déi déi nei Koalitioun ausmaachen. D'CSV huet zwar Stëmme verluer, huet awer d'Wahlen net verluer! Wann ee 34% Zoustëmmung vun de Wieler fënnt, da muss ee laang Aufsätz schreiwen…

(Interruption)

Gelift?

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dann huet ee 66% net.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- A wann ech den Här Schneider wier, dee wollt Statsminister ginn, an ech wëll als Spëtzekandidat vun der LSAP aus der LSAP déi stäerkste Partei zu Lëtzebuerg maachen, deen net wollt Juniorpartner vun enger méi staarker Partei ginn, an deen elo, obschonn nëmmen als 14. gewielt, wat d'Zuel vun deene Stëmmen ubelaangt, déi en iwwerhaapt a sengem Bezierk sollt kréien, als Vizepremier, als Juniorpartner vun der drëttstäerkster Partei an d'Regierung antrëtt, da géif ech mech bremsen, fir aner Leit ze ënnerbriechen, wann déi iwwert d'Wahlresultater schwätzen!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- D'LSAP ass déi stäerksten, déi an der Regierung ass.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jiddefalls huet d'LSAP dat schlechtst Resultat zënter dem Zweete Weltkrich.

(Interruption)

Nach ni, nach ni war d'LSAP ënner 20%. Dir hutt 19%. 81% vun de Leit, fir Äert Beispill ze huelen, hu géint d'LSAP gestëmmt. Obschonn Der dat schlechtste Resultat hutt, obschonn Äre Spëtzekandidat ofgeschloen agelaf ass deen Dag, wéi d'Chamber gewielt ginn ass, gitt Der awer an d'Regierung! Fréier ass et vill Sozialiste ginn, déi wieren net mat manner wéi der Zoustëmmung vun engem Fënneftel vun de Wieler an enger Koalitioun bliwwen!

A well Der mat manner wéi 20% - dat schlechtste Resultat zënter dem Zweete Weltkrich - onbedéngt wollt an der Regierung bleiwen, obschonn Äre Spëtzekandidat ofgestrooft ginn ass an obschonn Är Partei ënner 20% ofgesenkt ginn ass, hutt Der natierlech missen där drëttstäerkster Partei hei am Land de Poste vum Premier ubidden, fir iwwerhaapt kënnen an der Regierung ze bleiwen, well…

(Interruption)

Ma, ech…

M. le Président.- Also, ech géif nach eng Kéier drun erënneren, dass mer an der Chamber sinn an dass mer net op Parteikongresser sinn. Villmools Merci.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ass et esou, dass bei lech op de Parteikongresser ëmmer een ënnerbrach gëtt? Bei eis ass dat…

(Hilarité)

Bei eis ass dat net esou.

M. le Président.- An dofir géif ech och jiddweree bieden, de Riedner ausschwätzen ze loossen,…

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ja!

M. le Président.- …well jiddwereen Zäit genuch huet, fir selwer un de Mikro ze kommen. Villmools Merci.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech wosst jo, Här President, dass Der ganz gutt wäert, soss hätte mer lech jo net gestëmmt.

(Hilarité)

D'CSV ass mat Ofstand déi stäerkste Partei. Wann een an 99 vun 106 Gemengen als éischt Partei gewielt gëtt, wann een an deene véier Wahlbezierker déi stäerkste Partei ass, dann ass een net de Verléirer vun de Wahlen. Wann een eng Kéier sonndes 2:0 géint deen anere gewënnt an deen anere Sonndeg 2:1 géint deen anere gewënnt, dann huet een ëmmer nach gewonnen! Och wann een ee Goal méi kasséiert huet oder och wann een der net esou vill geschoss huet wéi dee Sonndeg virdrun!

Mir sinn - ech liesen dat heiansdo - schlecht Verléirer, gëtt gesot. Mir sinn iwwerhaapt keng schlecht Verléirer, well mir sinn iwwerhaapt keng Verléirer. Well, wéi kënne mer schlecht Verléirer si mat 34% Zoustëmmung vun de Lëtzebuerger?

Den Här Schneider, dee wollt Premier ginn a wollt seng Partei zur stäerkster Partei maachen. Den Här Schneider wollt Premier ginn an den Här Bettel wollt et net ginn! A wéi ass et haut? Den Här Schneider wollt et, mä e konnt net. An den Här Bettel wollt net, mä en huet musse kënnen, well d'LSAP wollt, dass e kéint kënnen! An dofir ass dës Koalitioun esou zustane komm, wéi mer se haut hei gesinn.

Dir hutt eng Majoritéit vun 32 Sëtz, insofern brauche mer guer net iwwert d'Legitimitéit vun dëser Koalitioun ze diskutéieren. Mä Dir hutt nëmmen 48 an eppes, 48,5% Zoustëmmung vun de Wieler. Et ass fir d'éischt, dass eng Regierung op manner wéi 50% Zoustëmmung bei de Wieler kann zielen! 1974 - et gëtt jo ëmmer mat ´74 verglach -, do hat d'Oppositioun 48,5% a si war dofir an der Oppositioun. Dës Kéier huet d'Majoritéit 48% an ass trotzdeem, ënner Form vun engem Dräierbündnis, an der Regierung!

Dat doten hunn d'Leit net gewielt. An déi Kolleege vun der liberaler Partei wësse ganz genau, dass vill Wieler, déi d'DP gestäerkt hunn, eng aner Regierung wollten. Mä si wollten - déi, déi d'DP gestëmmt hunn - an hirer Majoritéit net déi Koalitioun, déi se elo kritt hunn. D'Wahlresultat war eendeiteg an eng aner Richtung ze interpretéieren, esou wéi et fréier och ëmmer interpretéiert ginn ass!

Hei ass et richteg, wat Der sot: „Mir kënnen net esou weidermaache wéi bis elo." Dir maacht et aneschters, well Der eng Regierung bilt, obschonn Der manner wéi d'Zoustëmmung vu 50% vun de Wieler hutt.

Dir, Här Bettel, hutt gesot - ech hunn déi Formel gutt fonnt -, Äre Patron wier de Wieler. Dir féiert lech op wéi de Patron vun de Wieler. Dat ass d'Realitéit! Well Dir maacht mat hirem Votum eppes ganz aneschters wéi dat, wat d'Leit mat hirem Votum wollte bewierken!

Ech wëll hei mech net mat der Struktur vun der Regierung beschäftegen. Ech weess, dass dat ee komplizéiert Geschäft ass, besonnesch wann een zu dräi wëllt onbedéngt sinn. Ech wëll just, nodeem ech gesot hunn, den Här Asselborn, dee wier okay, soen, dass ech déi Kritiken, déi um neie Finanzminister geäussert ginn, net deelen. Net deelen! Ech fannen et net korrekt, wann ee vu baussen, wéi gesot gëtt, an d'Regierung kënnt, dass dee vu vireran duergestallt gëtt wéi een, dee sech op der falscher Plaz an der Stad verlaf hätt.

Ech kennen den Här Gramegna zënter laange Joren. „Hien ass kee Finanzspezialist", gëtt gesot.

Wien ass dann als Finanzspezialist jeemools eng Kéier op d'Welt komm? Ech war och ni ee Finanzspezialist. Eenzelner si souguer der Meenung, ech wär haut nach keen.

(Hilarité)

Ech si President vum Eurogroup ginn, ech sinn net als Währungsspezialist op d'Welt komm. Ech hunn dat geléiert. Alles léisst sech léieren. An en intelligente Mann wéi den Här Gramegna wäert dat och léieren. An e wäert och léieren, en huet et och scho geléiert, dass et zu Bréissel net esou lëschteg zougeet wéi zu Lëtzebuerg. An e wäert séier léieren, dass déi einfach Iddien, déi d'Chambre de Commerce zum Budgetsprojet 2003 proposéiert huet, wierklech ze einfach sinn, fir kënnen a Regierungspolitik transforméiert ze ginn.

Mä dat ass kee perséinleche Virworf un d'Adress vum Här Gramegna, mä en zaarten Hiweis op d'Liichtfankegkeet vun eenzelne Patronatsorganisatiounen, wa se iwwert d'Budgetssituatioun vum Stat schwätzen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass den Här Gramegna seng Saach wäert gutt maachen. A wou mer kënnen hëllefen, wäerte mer dat selbstverständlech och maachen.

Mir diskutéieren hei net d'Fro, firwat dass mer elo op eemol 18 Regierungsmembere brauchen. Wësst Der, déi Geschichten, déi Der do erzielt mat Administrateur-généralen an dëst an dat, dat ass jo alles net zilfëhrend.

D'Leit hu sech hir eege Meenung driwwer gemaach, dass mer vu 15 op 18 Regierungsmembere ginn. déi gréng komme besonnesch gutt ewech: sechs Deputéierten, véier Leit an der Regierung! Wann d'CSV an där leschter Regierung behandelt gi wär wéi déi gréng an dëser Regierung, dann hätte mer bei 26 Deputéierte 17 Ministere musse kréien!

(Hilarité)

A wann, a wa mer dann och nach… Wa mer nach…

Mir wiere mat 17 Ministere manner gehäit gewiescht, wéi Dir mat 18 wäert ginn! Dat kann ech lech awer elo scho soen.

(Brouhaha)

Mä onofhängeg dovun, d'Leit maache sech hir eege Meenung. Dir sidd net d'Regierung vun der Erneierung, Dir sidd d'Regierung vun der Erweiderung! Dat ass wat hei passéiert bei dëser Regierungsbildung. An…

Une voix.- Wow!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Dat kann eis awer net dovun ofhalen, e puer Remarquen zur Regierungsstruktur ze maachen.

Bis elo war et esou, an domat si mer net schlecht gefuer, dass de Statsminister ëmmer sech och ëm d'Finanzpolitik bekëmmert huet. Och an Zäiten, wou d'Finanzpolitik ustrengend war. Och an Zäiten, wou dat ee ganz staark an Usproch geholl huet. Dat mécht eng grouss Differenz, wann een am internationale Beräich, notamment bei den europäesche Finanzministeren, mä net nëmmen do, als Premier a Verhandlunge geet, déi vun deenen anere Länner vun de Finanzministere gefouert ginn.

Vu dass d'Budgetskonsolidéierung eng essenziell Saach ass, an dat huet den Här Statsminister richteg an zu Recht beschriwwen, hätt ech mer erwaart, dass en een Deel Verantwortung am Finanzministère géif iwwerhuelen, anstatt den Här Gramegna mat deenen dräi Dimensioune vun deem Finanzministère ze beschäftegen, wat enorm vill Aarbecht ass a vill Ustrengung kascht.

Mä wa schonn de Premier net bereet ass, Responsabilitéit an dem Substanz- a Kärstéck vun der Politik mat ze iwwerhuelen, dann hätt ech mer erwaart, dass zumindest de Vizepremier awer géif sech mat Gewalt op de Finanzministère stierzen, statt op d'Arméi an d'Polizei.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dat ass déi éischt Etapp.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Also, Här President, kënnt Der den Här Schneider bieden, mech méi oft ze ënnerbriechen, well et gëtt ee ganz vill gewuer, wann hien een hei ënnerbrécht!

(Hilarité)

Neen, et ass… Ech sinn em ganz dankbar. Dat hei ass jo eng richteg Debatt. Wat gi mer dann nach…, wat ass dann déi nächst Etapp?

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dat wäert Der gesinn! Dat wäert Der gesinn.

(Brouhaha général)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Also, wann ech kucken, wéi vill dass Der bei der éischter Etapp agelaf sidd, da wäert Dir lech emol nach wonneren, wéi vill dass Der bei där nächster Etapp alafe wäert.

Mä Dir hätt missen de Finanzressort iwwerhuelen. Idealerweis - alles gëtt aneschters an et geet net weider wéi bis elo - hätt ee missen ee Mann mat der Wirtschaft a mat de Finanze beoptragen.

Elo hunn ech verlauschtert, ech mengen, Dir hutt et selwer gesot, Dir wiert och am Gespréich gewiescht fir Finanzminister, eng Kéier wier d'Versioun…, et wier esou hin- an hiergaangen. Ech kennen dat mat lech, eng Kéier wäert Der Finanzminister gewiescht an duerno erëm net méi gewiescht.

Kënnt Der eis emol erklären, firwat dass Der et finalement net gi sidd?

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Neen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Gelift?

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, kann ech net.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech verstinn lech net.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Ech wäert lech dat net erklären, well dat intern Diskussioune ware vun de Koalitiounspartner, déi zu engem Resultat fonnt hunn, wou Dir jo elo amgaange sidd, dat a Fro ze stelle respektiv ze kritiséieren, wat Äert gutt Recht ass.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ma ech kritiséieren iwwerhaapt net de Regierungsprogramm, well et ass d'Weiderféierung vun deem, wat war, an de Rescht ass aus dem CSV-Wahlprogramm. Insofern kritiséieren ech net grouss.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Mä da misst Der jo en zefriddene Mënsch sinn, Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech wier nach méi een zefriddene Mënsch, wann Der wierklech Responsabilitéiten an dëser Regierung iwwerholl hätt. Da wier ech een zefriddene Mënsch.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Ech mengen, dass dat de Fall ass.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- An… Dir musst eis net erklären, firwat dass Der net Finanzminister gitt.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dat ass richteg.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Et géif mer schonn duergoen, wann Der eis géift soen, ob Der et hätt wëlle ginn.

(Hilarité générale)

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dat war, Här Juncker, dat war definitiv, definitiv eng Optioun.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ma!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dir wëllt jo hei elo maachen, wéi wa keen dee Finanzministère gewollt hätt. Dat ass iwwerhaapt net de Sujet. Dat war iwwerhaapt ni de Punkt. Iwwerhaapt net.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jiddefalls…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Loosst lech net vum Här Juncker provozéieren!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, oh Mamm neen, do muss nach méi kommen!

(Hilarité)

Mä dann, dat kann ech lech einfach…

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jiddefalls…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif lech bieden, erëm zu der gewinnter Souveränitéit zréckzekommen! Den Här Juncker huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jiddefalls seet den Här Schneider, et wier eng Optioun gewiescht.

(Interruption)

An e seet, dat däerfe mer gewuer ginn, mä firwat dass d'Optioun net gezu ginn ass vun him a senger Partei, dat däerfe mer net gewuer ginn. Esou vill zur Transparenz! Mä ech verstinn dat doten awer, dass een net alles aus der Schoul zielt.

Ech wëll nach eng Kéier, Här President, soen, dass mer mat deene grousse Linne vun der Regierungserklärung a vum Regierungsprogramm averstane sinn. Et reflétéiert d'Kontinuitéit vun der Politik. Et gëtt souguer als Kontinuitéit beschriwwen, respektiv baséieren déi grouss Linnen op deene Propositiounen, déi Agank fonnt hunn an den CSV-Wahlprogramm.

Mir kënnen eis iwwert d'Konsistenz vun deem Regierungsprogramm net ausschwätzen, well enorm vill Froen net gekläert sinn an enorm vill Detailer net gekläert sinn. Ech sinn och der Meenung, dass Der déi Detailer selwer an där kuerzer Zäit, wou Der zesummesouzt, net konnt klären. Wéi ech gesot hunn: Dir hutt vill matenee geschwat, mä Dir hutt lech net alles gesot.

Et läit iwwert dëser Koalitioun eng grouss Ambiguïtéit, well se net d'Zoustëmmung vun op d'mannst der Halschent vum Wielercorps huet.

Dës Regierung, déi war planifiéiert, mä si war net annoncéiert. Et wier méi richteg gewiescht, wann Der de Wieler virun de Wahle gesot hätt, wat Der een Dag no de Wahlen - wann Der déi Absicht net hat, da war et séier gaangen - gemaach hutt.

Ech wëll lech eppes proposéieren: A fënnef Joer sinn erëm Wahlen. Sot dann de Wieler wann ech gelift virun de Wahlen, wat Der no de Wahle souwisou décidéiert sidd ze maachen, fir dass d'Leit wëssen, wa se wiele ginn, wouriwwer se wielen a fir dass hir Stëmmen hinnen net gestuel ginn; déi, déi eppes aneschters gestëmmt hunn, wéi déi dräi Parteien, déi géint de Wielerwëllen hei eng Koalitioun gebilt hunn.

Sot eis et déi nächste Kéier!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Hutt Dir et da gesot?

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ah, ech hunn am Numm vu menger Partei erkläert, mir géifen a keng Dräierkoalitioun goen. Eenzelner vun…

(Interruption et hilarité)

Ah neen, neen, neen, mä...

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Mir hunn als Partei, wëll ech lech awer soen, Här Juncker, als Partei op e puer Plaze gesot, wat mer wëlles hunn.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jo, jo, jo.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Den Här Bodry als Parteipresident huet ganz fréi gesot, dass eng Koalitioun mat lech éischter onwahrscheinlech wär, no all deem, wat geschitt war, an dass e géif préféréieren eng Koalitioun zu dräi. Ech sinn an engem Débat dorop ugeschwat ginn an hunn identesch datselwecht gesot. Ech weess net, wat mer nach méi solle soen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Dir hätt solle soen…

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dir hutt awer ni gesot, mat wiem Dir wéilt eng Koalitioun agoen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Dat war och net…

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Ech hunn allerdéngs um Wahlowend sonndes gemierkt, dass et definitiv net méi mat eis war, dass Der eng hätt wëllen agoen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- An den Här Bettel hat definitiv gemierkt, dass ech eigentlech am léifste mat him eng Regierung gemaach hätt. An en huet et virgezunn, fir de Wielerwëllen net ze respektéieren an...

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Da musst Der lech emol froen, firwat!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Är Partei, Här Juncker, och net mat lech!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jo, wéi et schéngt. Sot Dir!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Frot lech emol, firwat da kee mat lech wollt!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Frot lech emol,…

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Här Schneider, frot Dir lech emol, firwat dass Dir net respektéiert, wann eng Partei 34% vun de Stëmme kritt huet, dass Dir net d'Majoritéit vun de Wieler hutt an dass hei eng Regierung zustane kënnt vun zwou klenge Parteien a vun enger ganz klenger Partei an dass déi gréisste Partei mat 34% einfach net a Fro…

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dir kommt net driwwer ewech, mä mir hunn eng…

M. le Président.- Also, wann ech gelift, ech géif lech elo bieden, mat den Zwiegespréicher opzehalen!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech kommen, Här President, net driwwer ewech, dass einfach ignoréiert gëtt, dass eng Partei an honnert Gemengen d'Majoritéit huet, a véier Bezierker d'Majoritéit huet, 34% vun de Stëmmen huet, déi aner 19% an 10% vun de Stëmmen hunn, an dass Dir esou maacht, wéi wann dat dat Normaalst vun der Welt wär, eng net annoncéiert Dräi-Parteien-Koalitioun ze maachen!

(Interruption)

Ech wënschen Iech all Guddes am Intérêt vum Land. Ech géif besonnesch dem Här Statsminister och ganz perséinlech all Guddes wënschen. Ech kennen d'Contrainten, d'Belaaschtunge vun deem Amt, an ech wënschen Iech, Här Statsminister, all Guddes!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Mir sinn definitiv net op engem Parteikongress, an ech géif dofir erëm bieden, zu deenen normale Gepflogenheeten zréckzekommen!

(Interruptions diverses)

An ech géif dann…, ech géif dann… Just de President huet d'Wuert, Här Gibéryen! Ech géif dann dem Här Berger als Nächstem d'Wuert ginn. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Här Statsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dësen Deeg sinn d'Ae vun de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger ganz speziell op eis geriicht, well de Wiessel vun enger Regierung ass ëmmer eppes Besonnesches. Et ass ëmmer e Moment vu Spannung an Erwaardung, fir ze wëssen, wat déi nei Équipe elo aneschters a besser maache wëllt. D'Biergerinnen an d'Bierger kucken op eis, well mer an dësen Deeg, well mer haut d'Weiche fir eist Land nei stellen.

Här President, dëst ass déi véiert Presentatioun vun engem Koalitiounsaccord, déi ech an der Chamber suivéieren an hautno materliewen. Ech hunn dat méi wéi eng Kéier aus der Oppositioun eraus erlieft, ech hunn et awer och schonn aus der Regierung eraus matgemaach, an ech muss Iech soen, Här President, dës Kéier ass et aneschters wéi all déi aner Kéieren an deene leschten 20 Joer, well d'Problemer vun eisem Land si grouss, d'Suerge vun de Leit, vun de Bierger dobausse si grouss an d'Erwaardungen un d'Politik, d'Erwaardungen un déi nei Regierung sinn nach méi grouss.

Här President, déi vergaange Joren, mä besonnesch déi vergaange Méint hu vill fir Veronsécherung gesuergt. Eist Land ass duerch eng déif institutionell Kris gaangen, wou d'Vertraue vun de Bierger an d'Institutioune verluer gaangen ass a wou d'Institutiounen ënnerenee kee Vertraue méi hunn. Mir befannen eis am Joer fënnef vun enger Finanz- a Wirtschaftskris, déi eist Land fest am Grëff huet. An déi vergaange Regierung huet sech méi wéi schwéiergedoen, fir déi richteg Äntwerten op déi grouss Erausfuerderungen, déi sech eisem Land, am Land stellen, ze ginn.

D'Neiwahlen, déi mer den 20. Oktober haten, ware leschtendlech déi inévitabel Konsequenz vun der Kris vun den Institutiounen, ënner anerem duerch eng Rei Evenementer am Dossier Geheimdéngscht, an op där anerer Säit vun der Onfaëgkeet vun der viregter Regierung, resolut d'Problemer vum Land unzegoen. An d'Wielerinnen an d'Wieler hu bei deene Wahlen den 20. Oktober e kloert Signal ginn. Si hu sech fir e Politikwiessel ausgeschwat. Si hu sech derfir ausgeschwat, datt d'Problemer vun eisem Land mat enger couragéierter Politik sollen ugepaakt ginn.

A si hunn och d'DP, d'Demokratesch Partei gestäerkt an zu deene grousse Gewënner vun dëse Wahle gemaach. D'DP, déi wäert wëssen, mat dësem Vertrauen ëmzegoen. Mir hunn déi vergaange Joren aus der Oppositioun eraus eng verantwortungsvoll Roll ageholl a mir wäerten dëst an der Regierung ënnert dem Xavier Bettel als Premierminister och weiderféieren. Mat enger Politik, déi eist Land virubréngt an d'Bierger dobäi mat op de Wee hëlt; mat enger Politik, déi net ee géint deen aneren ausspillt, mä Brécke baut an zesumme versicht, d'Erausfuerderunge vun eisem Land unzegoen. Mat enger Politik, déi d'Vertraue vun de Biergerinnen a Bierger zréckgewënnt.

Vertrauen doranner, datt d'Institutioune vum Stat no rechtsstaatleche Prinzipie gefouert ginn. Mat enger Politik, déi d'Problemer net nëmme benennt, mä och de Courage huet, fir se ze léisen. A mir mussen de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger och d'Vertrauen zréckginn, datt eist Land et besser kann, datt mer Potenzialer hunn, déi mer notze mussen, an datt d'Zukunft zwar Erausfuerderungen, mä och grouss Chancë fir Lëtzebuerg bereet hält.

Mat Politikverdrossenheet a Resignatioun wäerte mer de Wee net aus der Kris erausfannen. Neit Vertrauen, dat gewannen d'Leit awer eréischt, d'Mënschen eréischt, wa se e klore Wee gesinn, deen d'Politik goe wëllt a mat deem se eist Land aus der Kris erausféiere wëllt. Nëmmen an deem Fall, da kënne mer och Verständnis an Ënnerstëtzung erwaarde fir d'Reformen an d'Politikwiesselen.

Dëse Wee, deen hunn d'Koalitiounspartner an engem ronn 200 Säiten décke Programm festgehalen. E Programm, dee méi ass, wéi nëmmen dee klengste gemeinsamen Nenner tëschent dräi Parteien. Et ass ee kohärenten Zukunftsprojet, bei deem ee gesäit, datt déi dräi Partner zesummefonnt hunn; Partner, déi gemeinsam un engem Strang zéie wëllen; Partner, déi och e gemeinsamt Zil verfollegen.

An déi vergaange Wochen hu jo gewisen, d'Koalitiounsverhandlungen hunn an enger gudder, an enger ganz gudder, sachlecher Atmosphär stattfonnt, déi den Erwaardunge vun de Leit och gerecht ginn ass.

Ech war selwer an enger Rei Aarbechtsgruppe bedeelegt an ech kann Iech soen, an dëse Verhandlunge war et net, datt déi eng gesot hunn, mir sinn d'Gewënner an eise Programm huet Exklusivitéit. Et war net emol zwee géint een oder emol ee géint zwee. Et ass net mat Muechtpolitik argumentéiert ginn. Et ass net esou argumentéiert ginn, wéi den Här Juncker dat virdru vläicht ugedeit huet, datt deen een oder anere sech hätt oder sollte missen duerchsetzen oder de Klengen zéien. Neen, hei ass mat Iddien, alternative Virschléi, mat Argumenter ass all Kéiers diskutéiert ginn, an d'Zil war ëmmer, fir déi beschtméiglech Léisunge fir Lëtzebuerg ze fannen.

Ech wëll och hei vun dëser Plaz aus alle Bedeelegten, et sinn der eng Rei hei am Sall, déi dodrunner bedeelegt waren, och nach eng Kéier ausdrécklech Merci soen, an ech hoffen - ech hoffen! -, datt mer dës Aarbecht an deemselwechten Esprit am Interessi vun eisem Land hei an der Chamber wäerte kënne weiderféieren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ënnert de Regierungsparteien natierlech, awer och mat der Oppositioun. Eng Oppositioun, déi mer an hirer konstruktiver - an hirer konstruktiver! - Kritik an an hire politesche Propose wäerten eescht huelen. Mir wäerten d'Oppositioun do sécher ganz eescht huelen.

Als neie Fraktiounspresident vun der DP freeën ech mech op déi politesch Diskussiounen, déi mer an de kommende Méint an an de kommende Joren an dësem Haus wäerte féieren. An ech wënsche menge Kolleege Fraktiounspresidentinnen a -presidenten, se sinn zwar alleguerten al Huesen, awer déi meescht nei an hirer Funktioun, bonne Chance an eng glécklech politesch Hand fir eist Land.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Datselwecht wënschen ech och eisem neie Chamberspresident, a Vertriedung hei...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci!

M. Eugène Berger *(DP)*.- …der Vizepresidentin.

Ah! Ech wënschen also och dem neie Chamberspresident, dem Mars Di Bartolomeo, eng glécklech Hand fir eist Land.

Madame Presidentin, et gouf an et gëtt och nach gesot, dës Koalitioun hätt zum Zil gehat, fir eng Partei auszebooten. Et huet een och nach e bëssen do dat an där Ried virdrun héieren, dat ass erausgeklongen.

Ech kann Iech soen, dat ass net de Fall. Villméi muss d'CSV sech froen, firwat keng Partei méi bereet war, mat hinnen eng Koalitioun anzegoen an zesummenzeschaffen. Zum engen, an ech mengen, dat ass e wichtege Punkt, zum enge war kee Vertraue méi do. An en Neiufank, e Politikwiessel wär an eisen Aen net mat der CSV méiglech gewiescht.

Här President… Madame Presidentin, mir hunn an der Wahlcampagne ëmmer gesot, datt et eis drëms geet, mat manner Suen eng besser Politik fir eist Land ze maachen. An dësem Sënn ass dëse Koalitiounsaccord eng Aart Geschierkëscht, déi sech d'Regierung ginn huet, fir dëst Zil ze erreechen. An an dëser Këscht sinn eng ganz Rei vun neien, gudden, konkreten Iddien dran, vun deenen ech iwwerzeegt sinn, datt se hir Ziler net wäerte verfeelen. Ech wäert elo a menger Ried nach op déi eng oder aner Rei vun Iddien ze schwätze kommen.

Här President, an de vergaangenen Deeg, wann een d'Zeitunge gekuckt huet, Radio, Fernseh gelauschtert huet, waren et zum Deel gesellschaftspolitesch Froen, déi déi ëffentlech Debatt geprägt hunn. Och hei erwaarden ech mer eng Diskussioun, déi an der néideger Serenitéit an Dignitéit wäert gefouert ginn. De Kulturkampf, dee wäert mat der DP net stattfannen. A mir sollen och net zouloossen, datt anerer e wëllen eropbeschwieren.

Am Géigendeel, mir wäerte Brécke bauen zu deenen ënnerschiddlechste Gruppe vu Glawen a Glawensrichtungen a mat eiser Politik e Kader setzen, an deem e gemeinsamt Zesummeliewen an enger pluralistescher Gesellschaft am géigesäitege Respekt wäert méiglech sinn.

De Choix vun der Koalitioun, fir e gemeinsame Wäerteunterrecht an der Schoul anzeféieren, ass duerfir kee Choix géint d'Reliounen. Et ass e Choix am Respekt vun der Meenungsvillfalt, déi a reliéisen a philosophesche Froen an eiser Gesellschaft haut herrscht. Et ass eng Diskussioun an der Kontinuitéit vum Bildungsoptrag, deen d'ëffentlech Schoul zu Lëtzebuerg huet. An deem neie Wäerteunterrecht, do sollen d'Schüler déi grouss philosophesch a reliéis Denkrichtungen, déi et gëtt, zesummen an engem Cours virgestallt kréien an do och diskutéiere kënnen, gradesou wéi zum Beispill déi essenziell Elementer vun de Mënscherechtskonventiounen.

An d'Wahlcampagne, wann een déi eenzel Wahlprogrammer duerchliest, huet jo gewisen, datt déi grouss Parteie sech iwwert de Prinzip vun engem eenheetleche Wäerteunterrecht eens waren. Ma och, wann et do ënnerschiddlech Opfaassungen doriwwer gouf, ob et nëmmen am Secondaire, wéi vun der CSV proposéiert, oder och am Fondamental sollt agefouert ginn. Ech ginn duerfir dovunner aus, datt vun dëser Tribün aus eng sachlech Diskussioun vun dëse Froe wäert méiglech sinn.

Datselwecht, dat gëllt fir d'Froe vum Zesummeliewe mat eisen auslännesche Matbierger. An all eisen Nopeschlänner ass an de vergaangene Joren a Jorzéngten den Undeel vun auslännesche Matbierger an der Bevëlkerung geklommen. Als klengt Land mat enger oppener Ekonomie gëllt dëst fir Lëtzebuerg ëmsou méi an nach vill méi engem grousse Mooss.

D'Fro vun der politescher Participatioun, dem Zougank zum Wahlrecht fir Matbierger mat auslänneschem Pass, stellt sech duerfir bei eis ëmsou méi staark. Den Här Juncker hat virdrun a senger Ried gesot, hien hat dat, mengen ech, gesot, dat wier eng héich geféierlech Démarche. Mir sinn der Meenung op alle Fall, datt een der Lëtzebuerger Gesellschaft en Débat iwwer esou grondsätzlech Froe vum Zesummeliewen zoumudde kann.

Aus dësem Grond wëllt d'Regierung d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger zu dëser an anere wichtege gesellschaftleche Froen an engem Referendum befroen. Dat soll d'Geleeënheet da sinn, net fir eis ausenanerdividéieren ze loossen am Land, mä fir e gemeinsamt Fundament vun Toleranz a géigesäitegem Respekt ze leeën, op deem eis Gesellschaft opbaut.

Dat bedéngt natierlech, datt mer d'Bierger am Virfeld adequat informéieren, datt mer ons och net wäerte scheien, mat hinnen ze diskutéieren, och heiansdo kontrovers ze diskutéieren. Dat bedéngt natierlech och, datt do och d'Chamber hir Responsabilitéit iwwerhëlt an och an deem Débat do wäert eng wichteg Roll iwwerhuelen.

Madame Presidentin, dat schwéierst lewen, dat dës Regierung iwwerhuele muss, ass bäi Wäitem den Deséquiliber vun den ëffentleche Finanzen. D'Budgets- an d'Finanzpolitik ass dee groussen Défi, déi grouss Aufgab fir déi nei Regierung.

D'Perspektive fir déi nächst Jore loosse wéineg Optimismus a wéineg Spillraum zou. Wichteg Recetten, wéi déi aus dem Commerce électronique, wäerten 2015 ewechbriechen. An anerer, wéi déi aus den Akzisen op dem Bensin an den Zigaretten, wäerten och kontinuéierlech ofhuelen. D'Zäiten, wou nach Steiereinnahme vu grousse Banken a Betriber ausstoungen, sinn och eriwwer, well se alleguerten, praktesch alleguerten erageholl gi sinn. An zum Deel si bei de Steierrecettë schonn Avancë mat agerechent. Grouss Spréng sinn duerfir do och net méi ze erwaarden.

D'Ausgabe vum Stat lafen eis awer fort, an d'Aarbechte ronderëm de Budget 2013 haten dat jo scho gewisen, nach eng Kéier gewisen. E Budget, dee sech einfach nëmmen enger Weiderféierung vun der aktueller Politik verschreift, ouni datt nei Akzenter gesat ginn, klëmmt Joer fir Joer ëm méi wéi 4%. Bon, dëst weist, datt de Problem bei den Ausgabe vum Stat struktureller Natur ass, an de Gros vun de Spuerustrengungen aus deene vergaangene Jore war awer punktueller Natur an duerfir och net déi adequat Äntwert, fir de Budget an den Équiliber ze kréien.

An dëse Problem, deen ass net nei. Deen ass scho jorelaang bekannt. Ech erënnere mech zum Beispill drun, datt déi successiv Budgetsrapporteuren, de Gilles Roth oder och nach de Lucien Lux, dorobber higewisen hunn. Ech erënnere mech och un den deemolege Finanzminister, de Luc Frieden, dee schonn 2005... deen 2005 virun der Schiflag vun den ëffentleche Finanze gewarnt hat.

Am Koalitiounsaccord huet déi nei Regierung sech kloer Ziler gesat, un deene se sech wäert moosse loossen: en équilibréierte Budget bis zum Enn vun der Legislaturperiod; eng Dette publique, déi zu kengem Zäitpunkt de Seuil vun 30% vum PIB dierf iwwersteigen. Dëst bedeit iwwert déi kommend Joren e Konsolidéierungseffort vun 1,5 Milliarden Euro. An de Wee dohinner kann nëmmen iwwer eng aner Gestioun vun den ëffentleche Finanze féieren.

Madame Presidentin, ech hat et aganks scho gesot: D'Politik muss nei Weeër goen, fir d'Problemer vun haut ze léisen. An dëse Koalitiounsaccord enthält konkret Iddien, wéi dëst geschéie muss.

Am Beräich vun den ëffentleche Finanze soll de Screening vun de staatlechen Ausgaben zur Regel ginn a konkret Formen unhuelen duerch de Prozess vun engem Kassensturz, enger „task force", déi agesat wäert ginn. Et gi keng aner lëtzebuergesch Wierder, duerfir gebrauchen ech eben och dann déi däitsch oder englesch Wierder.

Déi néideg Reforme wäerten an d'Weeër geleet ginn, fir datt de Statsbudget an Zukunft nom Prinzip vum „zero-based budgeting" kann opgestallt ginn. An op der Basis vum aktuelle Comité de prévision wäert en onofhängege Comité économique et financier national geschaf ginn, deen d'Regierung an hirer Budgetspolitik beréit a guidéiert.

Dat sinn déi dräi grouss Eckfeiler vun enger neier Approche vun der Regierung an der Budgetspolitik. Eng Politik, déi wäert fir méi Transparenz an Effizienz, awer och méi eng grouss Planungssécherheet bei den ëffentleche Finanze suergen.

An d'DP, déi begréisst kloer dëst Bekenntnis vun der Regierung zu enger Budgetssanéierung, déi sech prioritär iwwert d'Ausgabesäit wäert maachen, an datt duerfir eng Rei vu Politikfelder och wäerte grondsätzlech iwwerduecht ginn.

A wann ech elo gëschter, haut verschidde Kommentarer a Reaktiounen an der Press liesen, héieren... Et gëtt jo vun der Oppositioun monéiert, datt net genuch Detailer... detailléiert Mesuren, am Volet vun de Finanzen haaptsächlech, presentéiert gi wieren. Ech mengen, dat ass och zu dësem Moment net méiglech, well d'Regierung wëllt jo fir d'éischt eng Kéier eng genau Bestandsopnahm vun de Statsfinanze maache mat deenen Instrumenter zum Beispill, déi ech elo genannt hunn - Kassensturz, Screening -, well se en neie Comité économique et financier national wëllt asetzen, fir sech och a Finanzfroe beroden ze loossen.

Et kann ee wierklech net a fënnef Wochen eng fäerdeg Steierreform op den Dësch leeën. Et kann een net millimetergenau nei Akzenter setzen an der Finanzpolitik, ouni eng Bestandsopnahm vun der aktueller Finanzlag an ouni duerchzerechnen, wéi eng Moossnam sech kéint wéi auswierken. Zum Beispill dee ganze Volet vu sozialen Transferte muss ee genau ënnert d'Lupp huelen an dann och all Kéiers sech déi néideg Zäit huelen, fir ze kucken, wann een eppes dorun ännert, wann ee Schrauwen dréit, wat dat da mëttelfristeg, laangfristeg ka bedeiten.

Hei muss een also där neier Koalitioun déi néideg Zäit a Viraarbechten zougestoen, fir datt se an deenen nächste Méint kann déi eenzel detailléiert Akzenter presentéieren. An ech mengen, dat, wat wichteg ass, d'Eckpunkter, déi gesat sinn, déi stëmmen. An deem kann ech och, wann ech den Här Wiseler gëschter richteg héieren hunn... Hie kann also och... D'CSV kann also och deenen Eckfeiler, déi mer elo wäerten an den nächste Méint mat Liewen opfëllen, zoustëmmen.

An et ass och net esou, wéi dat den Här Juncker virdru gesot huet, datt do d'Koalitiounspartner sech net eens wieren, duerfir géife se keng Detailer bréngen. Neen, dat brauch e bëssen Zäit, wéi ech elo erkläert hunn, fir dat auszeschaffen. Mä ech kann nëmme soen, datt den Här Juncker sech op alle Fall iert, wann e mengt, do wiere sech d'Koalitiounspartner net eens. Do

passt kee Blat, wéi een esou schéi seet, tëschent déi dräi.

Madame Presidentin, ech wëll dann awer och ervirsträichen, datt eng Politik vun der sozialer Keelt mat enger DP net wäert ze maache sinn. Ech hunn an deene vergaangenen Deeg a Wochen och heizou d'Stellungnahme vun där enger oder där anerer Partei zur Kenntnis geholl. Bon, ech mengen als Oppositiounsrhetorik ass dat de bonne guerre. Mä ech kann lech versécheren, datt déi Schwächst an eiser Gesellschaft Leit mat klengen Akommesse sinn, datt elengerzéiend Elteren, Kanner a Jugendlecher mat der Politik vun dëser Regierung besser Zukunftschancë wäerte kréie wéi bis elo.

Duerfir sinn ech och besonnesch frou, datt d'Regierung aus der Bildung an der Kannerbetreiung eng vun hire Prioritéite gemaach huet. Well Aarmut ass verierfbar an eisem Land. Wéi de Statec, CEPS/Instead an d'Caritas an hire jeeweilege Publikatiounen ëmmer erëm festgestallt hunn, ginn d'Kanner vun aarmen Elteren an eisem Land besonnesch oft och selwer erëm aarm. Kanner; dat heescht de soziale Lift fonctionnéiert zu Lëtzebuerg net méi. Dat heescht, déi Schwächste bleiwen am Keller vun eiser Gesellschaft stiechen an hu kaum Chancen, dorauser erauszekommen. Dëst dierf eis net kalloossen.

Ee vun de Grënn, firwat mer dëse Problem an de vergaangene Joren awer net an de Grëff kritt hunn, war, well mer vill ze wéineg Wäert op d'Zäit virun der Aschoulung, virun der sougenannter „Scolarisatioun" geluecht hunn. E Kand, dat a senger Famill oder an enger Betreiungsstruktur adequat geförderdt gouf, huet schonn am Alter vun dräi Joer, well do geschitt ganz vill an deenen éischten dräi Joer an der Entwécklung vun engem Kand, dat huet zum Beispill mat dräi Joer schonn en duebel esou grousse Wortschatz wéi e Kand, dat net geförderdt oder dat vernoléissegt gouf.

D'Kanner hunn also deemno net déiselwecht Startchancen, wa se bis an d'Schoul, bis an d'Grondschoul kommen. An da sinn natierlech oft d'Weiche fir e weidere Bildungswee bei de Kanner gestallt, ier se an d'Grondschoul kommen.

Wa mer also Chancëgerechtegkeet tëschent de Kanner wëllen hierstellen an all Kand optimal förderdre wëllen, brauche mer duerfir e Paradigmewiessel bei eiser Vue op d'Kannerbetreiung. Do gräift einfach d'ëffentlech Schoul ze kuerz. Duerfir brauche mer eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung, fir d'Chancëgerechtegkeet tëschent de Kanner hierzestellen.

D'Koalitiounspartner gesinn d'Kannerbetreiung duerfir an der Linn vun der ëffentlecher Schoul. D'Fuerderung vun engem fräien Zougank zu enger qualitativ héichwäerteger Kannerbetreiung, un där d'Regierung mëttelfristeg festhält, ass duerfir kee Luxus, mä et ass eng fundamental Fro vu Chancëgerechtegkeet. An duerfir muss d'Kannerbetreiung Hand an Hand goe mat der ëffentlecher Schoul. Dat heescht net, datt d'Kannerbetreiung elo zu engem regelrechten Unterrecht soll ginn. Neen, déi nonformal Bildung steet am Mëttelpunkt vun der Kannerbetreiung. An et wäert och an Zukunft ganz interessant sinn, Approchen aus dësem Beräich dann an d'ëffentlech Schoul mat afléissen ze loossen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

D'Regierung ass duerfir de Wee gaangen, fir d'Kannerbetreiung an d'Schoul an engem grousse Ministère ze integréieren. Eppes, wat, wann ee sech mat deem Sujet beschäftegt, eigentlech evident war, evident schéngt, a wat d'DP och déi lescht Jore gefrot huet. A mir si frou, datt dat dann elo och endlech zesummen an engem Ministère regruppéiert ass.

Madame... Här President, an der Schoul mussen d'Kanner och endlech nees am Mëttelpunkt stoen. Mir begréissen duerfir, datt an der Grondschoul eng Rei vun Adaptatioune wäerte virgeholl ginn, fir den administrativen Opwand ze reduzéieren, deen duerch d'Reformen entstanen ass. Ech denken do besonnesch un d'Vereinfachunge vun de Bilanen, fir datt déi erëm verständlech ginn, souwuel fir d'Kanner, fir d'Léierpersonal an och fir d'Elteren.

A mir wäerten och - net wéi dat vläicht virdrun hätt kënne beim Här Juncker uklengen... -, mir wäerten och eng Schouldirektioun an der Grondschoul aféieren, déi op dem aktuelle President vun der École opbaut.

Mir mussen de Bléck nees fräi kréie fir dat, wat wierklech wichteg an der Schoul ass, an dat ass den Unterrecht letztendlech. Wat sinn déi Facteuren, déi e gudden Unterrecht ausmaachen? Dozou gehéiert d'Ausbildung vun den Enseignanten, déi nach méi professionaliséiert soll ginn a bei där déi pädagogesch a fachdidaktesch Aspekter méi staark an de Vierdergrond gehéieren.

Mir mussen awer och d'Kohärenz an d'Qualitéit vun eise Programmer an de Schoulen iwwerpréiwen an iwwerschaffen. D'Basis vun engem gudden Unterrecht sinn och d'Léiermaterialien. Dat schéngt eigentlech eng ganz banal Ausso ze sinn. Et kann ee sech awer nëmme wonneren, datt a verschiddene wichtege Fächer adequat Bicher feelen oder datt mer mat Bicher enseignéieren, déi zum Deel iwwereelst sinn, iwwer 20 Joer, an och mat op Methoden opbauen, déi mëttlerweil net méi an eise Schoulen Agank fannen. Aus dësem Grond brauche mer och eng Offensiv beim Ausschaffe vun neiem Léiermaterial, an dëst soll zesumme mat engem Conseil national des programmes an de Programmkommissiounen ausgeschafft ginn.

Eng besonnesch Erausfuerderung stellt an der Lëtzebuerger Schoul de Sproochenunterrecht duer. Dat hu mer an deene vergaangene Joren hei an der Chamber a méi wéi enger Debatt och gesot. D'Méisproochegkeet ass ee vun de grousse Atouten, natierlech, natierlech e groussen Atout vun eisem Schoulsystem. Fir ëmmer méi Kanner ass et awer och esou, datt dat zu enger Hürd gëtt, enger praktesch oniwwerwindbarer Hürd, déi de Wee zu enger Qualifikatioun an engem Ofschloss oft verspäert.

D'Aart a Weis, wéi d'Sproochen an eisem Schoulsystem enseignéiert ginn, soll duerfir prioritär analyséiert an ugepasst ginn. D'Regierung wäert do verschidde Pilotprojeten duerchféieren. Pilotprojeten, wou sollen d'Méiglechkeeten ebe vun alternativen Alphabetiséierungen analyséiert ginn, sief parallell franséisch an däitsch, sief eng exklusiv franséisch, sief datt een och drun denkt, fir zum Beispill de schréftleche Gebrauch vum Franséischen ee Joer no hannen ze réckelen.

Eng Prioritéit wäert awer och eng systematesch Sproocheférderung an der lëtzebuergescher Sprooch bleiwen oder gi virun der Scolarisatioun, dat heescht an de Crèchen, an de Maison-relaisen awer och am Précoce.

Här President, d'Reform vum Secondaire wäert - jo! - iwwerschafft ginn. Diskussioune mat de Schoulpartner hunn an deene vergaangene Méint eng ganz Rei vu Punkten erausgeschielt, wou Konsens besteet. An anere Punkte besteet awer nach Diskussiouns-, Analysbedarf. Ech hunn de Sproochenunterrecht schonns ugeschwat, awer och eng Reform vun de Promotiounskritären an aner Punkte wäerte vun der Regierung nach eng Kéier iwwerpréift a mat de Schoulpartner diskutéiert ginn.

Mir hunn déi Aarbechten, déi virlouchen, net an den Drecksbac gehäit. Neen, mir bauen op deenen Aarbechten op, a wéi gesot, mir kucken do déi néideg Weiderféierung vun den Aarbechten ze maachen, fir dann e kohärente Pak op den Dësch ze leeën.

Mir wëssen och, datt een d'Schoul net verännert ouni d'Schoulpartner. D'Schoul, dat sinn d'Schüler, d'Enseignanten, d'Elteren. D'Politik, déi kann de Kader vun der Schoul, déi kann de Schoulkader reforméieren, an dann dëse Kader ze fëllen, dat läit awer an der Hand vun de Schoulpartner. Duerfir wëllt dës Regierung och d'Autonomie vun de Schoule virun allem am Secondaire ausbauen an de Schoulen och méi Moyene ginn, fir dat dann all Dag kënnen auszeüben. A mir brauchen och den Know-how an d'Erfahrung vun de Leit vum Terrain, fir besser op déi regional, soziokulturell Spezifissitéite kënnen anzegoen.

D'Regierung, déi gesäit d'Enseignanten duerfir als Partner an der Bildungspolitik. Tëschent esou Partner muss e verantwortungsbewossten a sachlechen Dialog méiglech sinn am Déngscht vun der Saach vun der Qualitéit vun eisem Schoulsystem an och am Déngscht letztendlech vun den Zukunftschancë vun eise Kanner.

Ech vertrauen dorobber, datt d'Politik an d'Schoulpartner an de kommende Joren zesummen un engem Strang wäerten zéien, fir déi grouss Linne vun dësem Koalitiounsaccord am Schoulalldag ëmzesetzen an eist Bildungswiese weiderzëentwéckelen.

Här President, eng weider Prioritéit vun der Regierung wäerten d'Upassungen an der Beruffsausbildung sinn. De Régime modulaire, deen hei agefouert gouf, erweist sech an der Realitéit als zimlech komplizéiert, fir net ze soen ze komplizéiert. An dobäi ass jo awer d'Beruffsausbildung e ganz wichtege Bausteen fir eis Ekonomie. Eis mëttelstännesch Betriber brauche qualifizéiert Personal an déi Jonk brauchen eng gutt Qualifikatioun, fir sech um Aarbechtsmarché kënnen duerchzesetzen. A mir musse jo och kucken, datt mer nach méi Jonker erëm Richtung Handwierk orientéieren, well do, wéi een esou schéi seet, beim Handwierk nach ëmmer gëllene Buedem och läit.

Här President, Lëtzebuerg huet e Rekordchômage, dee bei 7% läit. De Jugendchômage, dee läit bei ronn 17%, an dat sinn net nëmmen, wéi een esou schéi seet, dréchen Zuelen. Hannert dësen Zuelen, do verbiergt sech all Kéiers en eenzelt Schicksal. Dat sinn hei iwwer 15.000 eenzel Schicksaler. Dat sinn zum groussen Deel Mënschen, déi net déi richteg oder guer keng Ausbildung hunn, déi et hinnen da kann erlaben, fir op dem Aarbechtsmarché, um Lëtzebuerger Aarbechtsmarché kënne Fouss ze faassen, an déi letztendlech och keng Plaz an der Gesellschaft fannen.

Et ass jo och de Lëtzebuerger Paradox, datt d'Zuel vun Aarbechtsplazen an de vergaangene Méint a Joren an d'Luucht gaangen ass an awer och parallell d'Aarbechtslosegkeet geklommen ass. Duerfir musse mer hei kucken, datt mer Remedur schafen. Do musse mer net bei null ufänken.

D'Regierung wëllt duerfir d'Reform vun der ADEM weiderdreiwen, déi ugefaangen huet, an ënner anerem d'Zuel vun de Placeuren unhiewen. Déi Mënschen, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, mussen endlech nees méi si wéi just eng Dossiersnummer.

Wéi erreeche mer dat? Mir erreechen nëmme méi eng individuell Prise en charge, wa mer d'Zuel vun den Demandeure pro Placeur och reduzéieren a kucken, eis lues a lues den Normen aus dem Ausland unzepassen.

Doriwwer eraus brauche mer awer och an dëser Regierung eng kloer Virfahrtsregel fir d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen. An ouni eng nohalteg Wuesstumsstrategie wäerte mer de Problem vun der Aarbechtslosegkeet, awer och dee vun de Statsfinanzen nëmme schwéier an de Grëff kréien.

Aktuell, wësse mer, ass eng liicht Reprise an der Lëtzebuerger Ekonomie ze verzeechnen. Mä dëst schéngt awer staark duerch de Cours vun de Boursse bedéngt ze sinn a riskéiert duerfir och, an der Realekonomie zu Lëtzebuerg kee weideren Nidderschlag ze fannen.

Fir nei Betriber op Lëtzebuerg ze zéien, muss d'Promotioun vum Standuert Lëtzebuerg besser koordinéiert ginn. D'Ambassaden am Ausland sollen duerfir méi enk an d'Promotioun vum Standuert Lëtzebuerg mat agebonne ginn. Mä Promotioun an Nation Branding, wéi een dat och esou schéin nennt, eleng, déi ginn net duer. Mir brauchen och e kloert wirtschaftlecht Leitbild, dat sech dann ewéi e roude Fuedem duerch d'Politik vun der Regierung zitt.

An ech betounen, déi ganz Regierung, net en Deel vun der Regierung, mä déi ganz Regierung muss sech der Erschafung vun neien an dem Erhale vu bestehenden Aarbechtsplaze verschreiwen. A wann ech dat aus den Ausféierunge vum Premierminister och héieren hunn, huet d'Regierung jo och wëlles, sech praktesch all Mount un den Dësch ze setzen, fir besonnesch déi do Problematik ze diskutéieren. Eppes, wat mer op alle Fall begréissen.

Grouss Hoffnung setzt d'DP an d'Schafe vun enger Investitiounsagence, déi de Lien soll maachen tëschent Acteuren, déi e kommerzielle Projet entwéckelt hunn, a potenziellen Investisseuren zu Lëtzebuerg. Dës Agence kann zu engem weidere Moteur gi fir d'ekonomesch Diversifizéierung vun eisem Land.

Eng vun den ekonomesche Prioritéite vun dëser Regierung, sécherlech ass dat an der Kontinuitéit, wäerten nieft der Logistik, den ICT an de Gesondheetstechnologien awer och d'Ecotechnologië sinn. Hei ass och dee ganze Volet vun de sougenannten „green jobs, deen een am Hannerkapp muss behalen. An hei sollen och virun allem am Beräich vun der Konstruktioun an der Energieeffizienz nei Akzenter gesat ginn. Dëst sinn d'Zukunftsmarchéen, op deenen d'Lëtzebuerger Entreprisë sech kënne weiderdéveloppéieren. An och do, wat mer méi schnell domadder ufänken oder weider nach méi intensiv weiderfueren, wat et besser ass, well do oft déi „first mover" déi beschte Chancen hunn.

An dësem Beräich soll och iwwer alternativ Finanzementsmodeller nogeduecht ginn, déi iwwer eng Klimabank ofgewéckelt kéinte ginn. Dir wësst, datt dëst eng jorelaang Fuerderung vun der DP war. Ech si jo och net midd ginn, hei op der Tribün ëmmer erëm dee Modell ze proposéieren. Mir haten och emol an der vergaangener Legislatur eng Motioun do an deem Sënn déposéiert, wou mer eng Rei Detailer, wéi dat kéint fonctionnéieren, och scho beschriwwen haten.

Op alle Fall, mir si frou, datt dës villversprechend Iddi de Wee an de Koalitiounsaccord fonnt huet. Ech mengen, och do wäerten an den nächste Wochen a Méint nach méi Prezisioune kommen. Mä awer, fir kuerz dat awer ze ëmräissen an och fir ze soen, datt et awer Differenze gëtt vun deene Modeller, déi an der Vergaangenheet usazweis fonctionnéiert hunn: E grondleeënde Prinzip vun der Klimabank ass deen, datt all, datt all d'Leit sollen ënnerstëtzt ginn, fir hir nei Haiser energetesch ze sanéieren, net nëmmen e puer der selektiv.

Firwat maache vill Leit haut dat net, datt si hir Haiser assainéieren? Mä dat ass einfach, well se net dat néidegt Startkapital hunn. A wann ee mat enger Virfinanzéierung vun de Käschten duerch eng Klimabank dat mécht, da kann een hei eng nei Dynamik schafen, wou et am Endeffekt nëmme Gewënner gëtt.

Et hëlleft een de Mënschen, de Bierger, aus der Energiefal erauszekommen a virun allem am Endeffekt och Suen ze spueren am Portmonni. Et schaaft een nei Aarbechtsplazen am Beräich vum Handwierk, a schlussendlech kënne mer jo och doduerjer grouss Aspuerunge bei den CO_2-Emissioune realiséieren an eise Kyoto-Engagementer dann och méi nokommen.

D'Ëmsetze vun engem nationalen Albausanéierungsprogramm mat Hëllef vun der Klimabank ass eigentlech eng perfekt Ëmsetzung, wat een nennt eng nohalteg Strategie, wou Ekologie an Ekonomie net géinteneen, mä matenee ginn a wou een eigentlech gesäit, datt eng nei Klima- an Energiepolitik am Endeffekt eng ganz grouss Chance fir eis Wirtschaft ka sinn.

D'Albausanéierung an en Ukuerbele vun der Offer um Wunnengsmaart ass doriwwer eraus och eng wichteg Pist, wa mer d'Aarbechtslosegkeet wëlle senken, well jo do dann och eng ganz Rei vun neien Aarbechtsplaze kënne kreéiert ginn.

Här President, dat bréngt mech dann zur Wunnengsproblematik. De Logement ass ee vun deene wichtegste Facteuren, déi d'Kafkraaft vun de Leit zu Lëtzebuerg beanträchtegen. Et ass eng reell sozial Erausfuerderung ginn.

A mir hunn nëmmen eigentlech eng Solutioun: Mir mussen d'Offer um Wunnengsmaart massiv steigeren, wa mer déi Spiral wëlle stoppen, déi d'Präisser vun de Wunnengen zu Lëtzebuerg hei an deene vergaangene Jore kannt huet. Präisser, déi regelrecht explodéiert sinn. An d'Wunnengsmaartpolitik vun deene vergaangene Regierungen huet net erreecht, fir déi Präisser ze stoppen, fir déi Evolutioun ze stoppen, trotz enger Rei héijen - et muss ee soen héijen! - finanziellen Hëllefen, déi awer am Endeffekt net ganz effizient waren.

De Problem ass jo och hei séier ausgemaach. Schonn haut kéinte grouss Deeler vun där Demande, déi um Wunnengsmarché ass, iwwer bestehend Terrainen, déi am Bauperimeter leien, ofgedeckt ginn. Do ware jo emol an der Zäit och eng Kéier Chiffere genannt ginn, datt een do kéint also e ganz grousse Besoin ofdecken. Déi Terraine kommen aus ënnerschiddlechen Ursaachen net ëmmer op de Marché, sinn net ëmmer zum Verkaf prett. An dëse Problem, dee wäert sech och beim Ausweise vun neie Bauterrainen an engem Ausweidere vu Bauperimeteren oder Plans sectoriels stellen, wa mer do näischt änneren.

Wat ännere mer? D'Regierung, déi wëllt déi sougenannten „Baulandverträg" obligatoresch maachen. Dat heescht, e Vertrag tëschent der Gemeng an dem Propriétaire vum Terrain soll dann Opschloss gi bei der Ëmklasséierung, am Moment vun der Ëmklasséierung vum Terrain, an do solle kënnen Délaie festgehale ginn, innerhalb vun deenen den Terrain zum Beispill muss valoriséiert ginn. Innerhalb vun engem Délai mussen zum Beispill x Wunnengen zu engem gewëssene Präis gebaut ginn.

Wann een dann dës Konditiounen net erfëllt, da kann d'Gemeng sech zum Beispill d'Recht eraushuelen, fir den Terrain ze kafen a selwer ze valoriséieren. Dat ass an eisen Aen also e wichtegt Instrument, wou ee kéint soen, datt de Stat e bësse reguléierend awiirkt, fir eben déi Terraine méi schnell an och méi effizient kënnen ze viabiliséieren.

Doriwwer eraus muss een natierlech och kucken, déi Terrainen, déi schonn am Besëtz si vu Stat, vu Gemengen, datt een déi dann och elo mobiliséiert. Duerfir ass jo och en nationale Baulückeprogramm op d'Bee gestallt ginn. An ech mengen, leschtendlech soll dann och duerch d'Ëmsetze vum Plan sectoriel «Logement», dee jo eng Rei Joren an den Tiräng louch, d'Zuel vun de Wunnengen an den Terrainen, déi op de Marché kommen, gesteigert ginn. Dëst ass och eng vun de Méiglechkeeten, fir d'Präisser mëttelfristeg ze stabiliséieren.

Och am soziale Wunnengsbau ass groussen Nohuelbedarf. D'Regierung ass do determinéiert, fir d'Ugebuet vu soziale Wunnengen a Mietwunnengen an deenen nächste Jore massiv an d'Luucht ze setzen. Duerfir kënnt een och net laanscht eng Reform vum Fonds du Logement, deen an dësem Beräich sengen Aufgaben an Objektiver…, wann een einfach d'Zuele kuckt, wat do an deene leschten 20 Joer geschafft ginn ass, ass en deenen Aufgaben an Objektiver an deene leschte Joren net adequat nokomm.

Här President, d'Rechter vun de Consommateure sollen an dëser Regierung och méi grousgeschriwwe ginn. D'Koalitiounspartner sinn higaangen an hu mat der Schafung vun engem Verbraucherschutzministère e wichtegt Signal gesat. An de kommende Jore wäert et dorëms goen, dann nieft der Perspektiv vun de Produzenten d'Interesse vun de Konsumente méi staark ze schützen.

Dat war jo och eng Fuerderung ënner anerem hei zu Lëtzebuerg vun de Vertrieder vun de Konsumenten. An dëse Verbraucherschutz, ech mengen, dee gëtt och ëmmer méi wichteg an enger globaliséierter Welt, wou de Kontext, an deem Produiten an Déngschtleeschtungen ugebuede ginn, och ëmmer méi komplex gëtt.

Här President, ech sinn a menger Ried just op e puer Punkten aus dem Koalitiounsaccord agaangen. Ech ginn net op se alleguerten an. De Premier huet jo gëschter och ganz vill respektiv alles presentéiert. Mä ech sinn op e puer Punkten aus dem Koalitiounsaccord agaangen, bei deenen d'Koalitiounspartner gewisen hunn, datt se nei innovativ Weeër wëlle goen, fir eist Land no vir ze brëngen, an ech gesinn, datt vill vun dësen Iddien, déi stoungen esou oder an ähnlecher Form och am DP-Wahlprogramm. Iddien, Konzepter a Léisungen, mat deene mer an d'Wahle gaange sinn an déi mer do offensiv vertrueden hunn.

Wann ech d'Wahlresultat kucken, da gesäit een, datt op alle Fall déi Iddien och Uklang bei de Wieler fonnt hunn. Dëse Programm huet also och eng Chance verdéngt. Déi kommend Wochen a Méint wäerten also dann eis Geleeënheet ginn, fir an d'Gespréich mat de Biergerinnen a Bierger ze kommen an hinnen eis Iddie méi no ze brëngen, fir datt mer déi Erausfuerderunge vun der Zukunft uginn. An déi grouss Chancen, déi sech eisem Land och stellen, well eisem Land stelle sech och grouss Chancen, datt mer déi och notzen.

Här President, och wann ech elo net op all Punkte vun dem Regierungsprogramm agaange sinn, konnt Der awer sécherlech aus den Ausféierungen aus menger Ried erausféieren, datt d'DP Vertrauen an dës Regierung, an hire Programm, an hir Politik huet, déi se wëllt ëmsetzen.

Duerfir déposéieren ech am Numm vun der DP, der LSAP an deene Gréngen eng Motioun, déi dëst Vertrauen ënnermauert. A wann ech un den Ufank op alle Fall vum Här Juncker senger Ried virdrun erënneren, misst et jo eigentlech och awer esou sinn, datt d'CSV kee Problem dierft hunn, fir dës Motioun ze ënnerstëtzen. An deem Sënn, Här President, déposéieren ech dann déi Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

après avoir entendu la déclaration gouvernementale, y donne son approbation, fait confiance au Gouvernement pour sa réalisation et passe à l'ordre du jour.

(s.) Eugène Berger, Simone Beissel, Alex Bodry, Claude Haagen, Viviane Loschetter.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Villmools Merci.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci och. Also, ech muss soen, et gëllt datselwecht wéi virdrun: Wann ech gelift, kommt mir bleiwe bei deene Regelen, wéi mer se bis elo ëmmer haten! Merci dem Här Berger.

3. Ordre du jour

Ech géif dann d'Wuert weiderginn un den Här Alex Bodry, dee leschte Riedner vun de Moien, duerno géife mer d'Sitzung ënnerbriechen. Här Alex Bodry, Dir hutt d'Wuert.

4. Débat sur le programme gouvernemental (suite)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, dee Ritual ass net nei. Ee wéi ech, deen zënter elo ´84 derbäi ass, muss soen, bis elo verlafen och d'Diskussiounen net iwwerraschend. Et ass üblech, dass d'Koalitiounsparteien an deem Accord hir Handschrëft erëmfannen, dass se d'Vertrauen ausdrécken, där neier Équipe eng Chance wëlle ginn, déi se och verdéngt, an et ass normal, dass, zemools, wann et zu engem Wiessel kënnt, déi Leit, déi nei an der Oppositioun sinn, wëlle weisen, dass sech esou vill net geännert huet.

Ech hu viru Kuerzem meng Ried vun ´99 nogelies, déi ech deemools als Oppositiounsspriecher hei gehalen hunn. An ech hunn eigentlech déiselwecht Method erëmfonnt, déi hei de Jean-Claude Juncker praktizéiert huet: drop hinzeweisen, dass eigentlech - an ech hat mech deemools natierlech haaptsächlech mat der DP, déi nei an déi deemoleg Koalitioun mat der CSV eragetratt ass -, dass eigentlech esou vill sech net geännert huet. Dass an deem neie Programm vun där Regierung u sech vill Kontinuitéit dra war, méi Kontinuitéit dra war wéi Brëch mat deem, wat déi lescht Jore gemaach ginn ass. An eigentlech gëtt haut vum Oppositiounsspriecher déiselwecht Analys gemaach.

Dat entsprécht och den Tatsaachen. Wat mech just erstaunt, dat ass d'Erstaune vum Jean-Claude Juncker, dass dat esou ass. Dofir mengen ech, dass dat Erstaunen och éischter hei zum Ritual gehéiert, wéi dass et éierlech emfonnt wär. Well grad him wäert et, wéi allen aneren hei, net entgaange sinn, dass hei et üblech ass, hei zu Lëtzebuerg, dass net op absolut Konfrontatioun gesat gëtt an de parlamentareschen Diskussiounen, dass hei net een op deen anere lassgeet, dass hei keng radikal Brëch tëschent deem enge Lager an deem aneren ze verzeechne sinn. Well dat war ni déi lescht Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg. An dat wäert och, hoffen ech, an Zukunft net hei zu Lëtzebuerg anescht kommen.

Bal 90% vun de Voten hei am Parlament fannen eestëmmeg statt. Dat beweist also, dass e breede Konsens, glécklecherweis, besteet. E breede Konsens besteet a wichtege politesche Froen. Also ass et normal, dass bei engem Regierungsprogramm, deen aus enger neier Koalitioun erausgeet, wou och nach ee Regierungspartner weider an där Koalitioun dran ass, also keng, géif ech soen, honnertprozenteg Alternance ass, well ëmmer eng Kontinuitéit eleng schonn duerch déi Partei erhale bleift, déi an där neier Regierung dran ass, dass dann zu engem gudden Deel Konsensus besteet.

Mä dee Konsensus an déi Iwwereestëmmegkeet a wesentleche Punkten, déi fënnt een och an de Wahlprogrammer erëm! Net nëmmen, wann ee vergläicht den CSV-Wahlprogramm mat deem Koalitiounsofkommes, wat hei presentéiert ginn ass, mä selbstverständlech fënnt een déi breet Iwwereneestëmmung a wesentleche Punkten och erëm, wann een am Virfeld elo d'Wahlprogrammer vun der DP, vun der LSAP, vun deene Gréngen a vun der CSV notamment beieneeleet.

Also ass et eigentlech normal, dass mer dee Phenomeen hunn, dass a wichtegen Deeler, besonnesch do, wou eng Responsabilitéit direkt bestanen huet vun enge vun de Parteien, der LSAP, déi weider an där neier Regierung ass, dass do Kontinuitéit sech erëmspigelt. An dass u sech, an eenzelne Beräicher, et zu engem Broch, zu enger Neidefinitioun vu Politike kënnt, mä awer, glécklecherweis, erhale bleift, wat d'Stäerkt och vun dësem Land ausgemaach huet a wat och wichteg ass fir e klengt Land, dass et sech a wesentleche politesche Froen, a wesentleche politeschen Optiounen eens ass.

Ech wëll net hunn, dass mer eng Kéier an eng aner Situatioun hei zu Lëtzebuerg erakommen. An dofir mengen ech, dass dee Constat, dee gemaach ginn ass vun anerer Säit, richteg ass. Ech hu souguer an der éischter Reaktioun bal datselwecht gëschter gesot, eng breet Kontinuitéit, awer en Neiufank, een neien Elan, deen ech awer och spieren.

Ech wëll nach eng Kéier op déi Neiwahlen an dee Broch vun der viregter Koalitioun zréckkommen, well och e Virriedner dat hei gemaach huet. Zu deenen Neiwahlen ass et jo net komm, well tëschent den deemolege Koalitiounsparteien et oniwwerbréckbar Géigesätz an inhaltleche politesche Froe ginn hätt; den Ausgangspunkt ass jo e ganz anere gewiescht.

Den Ausgangspunkt ass déi ganz Diskussioun ronderëm de Fonctionnement vun den Institutiounen, ronderëm d'Vertrauen tëschent den Institutiounen, wat verluer gaangen ass, ronderëm de Fonctionnement an d'Kontroll vum Service de Renseignement an d'politesch Responsabilitéiten, déi sech dorauser erginn. Also, éischter Froen, géif ech soen, vu politescher Ethik, vu politescher Verantwortung, wou Divergenze bestanen hunn an déi och den Ausléiser ware vun deenen Neiwahlen, wéi dass eigentlech een hätt net méi kënnen inhaltlech an der viregter Koalitioun zesummeschaffen.

An dofir kann ech - bei allem Respekt an allem Versteesdemech fir Roserei, Onzefriddenheet, déi ee kann emfannen, wann ee sech an der Oppositioun erëmfënnt, wat eng ongewinnte Situatioun ass fir eng Partei wéi d'CSV, wou aner Parteie sech méi liicht vläicht drun hu misse schonn an der Vergaangenheet gewinnen, net well se onbedéngt méi schlecht geschafft hätte wéi anerer, mä well eben d'Wahlresultat dat ginn huet, wat et ginn huet - déi Analys vun deene Wahlen net akzeptéieren.

Eleng de Fait, dass gesot gëtt hei, an et ass scho virdru geschriwwe ginn a gesot ginn op anere Plazen: „Mir stellen d'Legitimitéit vun där Regierung net a Fro." Eleng duerch dee Saz huet een awer schonn eigentlech insinuéiert, dass ee se kéint a Fro stellen. An dat gefält mir guer net un där Haltung!

Wann een dann och gläichzäiteg seet: „Ma, déi huet jo emol keng 50% vun de Stëmmen hannert sech", dann huet een erëm eng Kéier d'Fro vun der Legitimitéit, ouni et offen ze soen, erëm eng Kéier opgeworf. An ech verweisen do op e remarquablen Artikel vum Romain Hilgert am „Lëtzebuerger Land" iwwert d'Fro vun der Contestatioun vun der Legitimitéit duerch Rietsparteien, wa si selwer net an der Regierung sinn, wann déi aner an der Regierung sinn.

Genau déi dote Politik gëtt an Däitschland gemaach, vu Leit, Copé a Konsorten. Genau déi dote Politik ass och op anere Plaze vun anere gemaach ginn, well iergendwéi schéngt an de Käpp vun eenzelne Leit déi Wourecht dragebrannt ze sinn, wéi wann et eigentlech bal widdernatierlech wier, wann aner Parteie wéi si an enger Regierung sinn. Dat ass et net! Ech fannen, dass mer mat dësem Wiessel, mat dëser Alternance e Stéck Normalitéit hei zu Lëtzebuerg am politesche Geschäft erëmkritt hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Déi Koalitioun hei, an där Zesummestellung, kënnt och net iwwerraschend. Och net fir d'CSV. Ech hunn am Virfeld kloer Aussoen dozou gemaach. Aner Leit och. Aner Leit och manner, dat ass wouer.

Mä op där anerer Säit wëll ech awer soen, dass d'CSV awer hir ganz Wahlcampagne dorobber opgebaut huet. Der CSV hiert Haaptargument war: „Stabilitéit, a mir mussen eng Dräierkoalitioun géint d'CSV verhënneren." Dat ass se net midd ginn ze soen, dat ass se net midd ginn ze schreiwen. Elo ze maachen, wéi wa se erstaunt wier, dass dat elo wierklech zustane komm ass, wat se ëmmer gesot huet, wat géif zustane kommen, erstaunt mech erëm eng Kéier ganz staark.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech zitéieren de Jean-Claude Juncker an engem Schréftstéck fir Lëtzebuerg heiheem an dobaussen. Ech zitéieren: „…well déi aner Parteie sech informell eens gi sinn,…" - dat war virun de Wahlen - „…informell eens gi sinn, d'CSV aus der Regierungsverantwortung ze katapultéieren, onofhängeg vum Wahlresultat."

Une voix.- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Zweet Zitat Jean-Claude Juncker, virun de Wahlen, e Bestanddeel also vun där ganzer Wahlcampagne, an deem sympathesche Jargon, deen der CSV heiansdo eegen ass: „Dofir musse mer eng wackeleg Anti-CSV-Dräier-Wischiwaschi-Koalitioun verhënneren." Anerer hu geschriwwe vun „Wischiwaschi-Tuttifrutti-Koalitioun".

Ech sinn dankbar, aus dem Mond vum Jean-Claude Juncker hei ze héieren, dass en zumindest de Regierungsprogramm net als Tuttifrutti a Wischiwaschi bezeechent huet. Well als een, dee scho laang derbäi ass, als een, deen, mengen ech, bei fënnef Koalitiounsverhandlungen derbäi war, kann ech hei bestätegen, dass déi Koalitiounsverhandlunge wuel esou seriö - wuel esou seriö! - gefouert gi si wéi all déi Kéiere virdrun, wou ech d'Chance hat, mat aneren zesummen déi Koalitiounsverhandlungen ze féieren.

An och inhaltlech hält deen heite Programm, mat all senge Stäerkten a Schwächten, déi en huet - e Programm ass net an alle Kapitele gläich staark -, de Verglach aus mat allen anere Programmer, déi ech virdrun d'Éier hat, hei ze kommentéieren an zum Deel och mat ze verhandelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech mengen also, dass och esou Zuelespillereien - „net d'Majoritéit vun de Leit steet hannert dëser Koalitioun" - net vill brëngen. An England, däitlech d'Kärstéck, um Ursprong vun de parlamentareschen Demokratien, ass et esou, dass, duerch hire Wahlsystem bedéngt, praktesch ni eng Regierung, ni an der Geschicht vun England, 50% vun de Wieler hannert sech hat.

Hätt een et gewot, dat doten a Fro ze stellen an ze soen: „Ma, well se nëmme 40% hunn, sinn déi net legitiméiert eigentlech, fir d'Koalitioun fir d'Regierung ze stellen."? Soudass ech also mengen, dat weess och jiddwereen heibannen, dass dat Eenzegt, wat zielt, de politesche Wëllen ass, fir eng Koalitioun ze maachen. Deen ass do, dee spieren ech, dee spieren ech och an dësem Programm erëm.

A gläichzäiteg, natierlech de Fait, dass een an engem Parlament muss eng Majoritéit hunn, an dës Majoritéit ass do, déi ass knapp, si ass net esou breet wéi aner Majoritéiten an der Vergaangenheet do waren, mä mir haten och schonn awer hei wuel esou knapp Majoritéiten, an déi Regierungen hu wuel esou gutt Aarbecht geleescht wéi aner Regierungen, déi vläicht op méi breet Majoritéite kënnen zréckkucken. Ech mengen, dass dat souguer heiansdo fir d'Disziplin a fir d'Kohärenz an enger Équipe méi wichteg ass, fir méi enk opgestallt ze ginn, wéi wann een dat ganz breet wëllt maachen.

Ech erkennen an dësem Programm e Programm vum Bon sens, vum gesonde Mënscheverstand. An dat, wat als Virworf hei geäussert ginn ass, dass Parteien op hir pointéiertst Fuerderunge verzicht hätten, dat stëmmt zum Deel. Mä awer d'Resultat ass d'Sich vum gëllene Mëttelwee.

D'Resultat ass d'Sich, effektiv, dass de Bon sens sech am Endeffekt duerchgesat huet an dass doduerjer eenzel méi extrem Fuerderungen, méi pointéiert Fuerderungen, déi jiddwereen a senge Wahlprogrammer huet, och emol net majoritéitsfäeg sinn. Dont acte dovunner. Do hätt och eng Diskussioun iwwer laang Wochen, soen ech lech, net méi bruecht. Dat seet awer och meng Erfahrung vun deenen Diskussiounen, déi mer emol an der Vergaangenheet bei Regierungsverhandlungen haten.

An ech mengen, dass dat hei, wat erauskomm ass, eppes ass, wat dann doduerch awer och gedroe gëtt vun deenen dräi Parteien a wou effektiv déi dräi Parteien hir Handschrëft an dësem Programm erëmfannen an - ech si frou - och d'CSV indirekt hir Handschrëft an dësem Wahlprogramm erëmfënnt. Dat misst also scho bal dozou féieren, dass se sech zumindest géifen enthalen, wann et zur Ofstëmmung hei iwwert d'Vertrauensfro un d'Regierung opgrond vun dësem Programm kënnt.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech wëll op déi siwe Schwéierpunkten zréckkommen, déi mir als LSAP formuléiert haten an dëser Wahlcampagne, a se kuerz beliichten, wéi déi schlussendlech hiren Nidderschlag fonnt hunn an deem heite Programm.

Éischte Punkt war: Mir setzen eis an, fir all Aarbechtsplaz hei zu Lëtzebuerg ze halen an nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ze schafen. Ech mengen, dat ass och dee Schwéierpunkt, deen ech erkennen hei. De Wëlle vun där ganzer Regierung, an dat geet jo iwwert d'Parteie vun dëser Koalitioun eraus, all d'Bedéngungen esou opzestellen, dass weider kënnen d'Aarbechtsplazen, déi hei sinn, dass déi erhale bleiwen an dass mer gutt Aarbechtsplazen, uerdentlech bezuelten, dezent Aarbechtsplazen zousätzlech hei zu Lëtzebuerg bäikréien.

Dofir eng Kontinuitéit selbstverständlech mat där Wirtschaftspolitik, déi déi lescht Jore gemaach ginn ass. Eng Kontinuitéit och mat der Éducationspolitik, déi an deene leschte Jore gemaach ginn ass. Alles dat gëtt weider gebündelt. An ech si gudder Hoffnung, dass mer et fäerdegbréngen, an d'Experte schléissen dat net aus, dass, wa mer wirtschaftlech erëm op d'Wuesstumsrat vun iwwer 2% hei zu Lëtzebuerg kommen, dann och d'Courbe vum Chômage net méi eropgeet, mä erstmaleg zënter 15 Joer erëm eng Kéier no ënne weist. Dat muss erkläertent Zil... dat ass erkläertent Zil vun dëser Koalitioun.

Zweete Punkt: Eise Sozialstat laangfristeg ofsécheren. Ech gesi kee Punkt an dësem Regierungsprogramm dran, dee contraire wier zu där doter Absicht, déi mer geäussert hunn. De Sozialstat zu Lëtzebuerg, an och e staarke Stat zu Lëtzebuerg, gëtt vu kengem a Fro gestallt. Och net vun enger Demokratescher Partei.

Et ass emol ee Mann ginn, den Henri Grethen, dee viru laange Joren d'Iddi - hie war vläicht personell net dee Beschten, fir dat ze soen - vum schlanke Stat formuléiert huet. Mä entretemps huet d'Demokratesch Partei, an den Här Berger huet dat och hei confirméiert, déi Iddi do opginn. Do ass Konsensus, fir also dee Sozialstat ze erhalen an eigentlech net nach op déi Reformen, notamment vum Pensiounswiesen, déi déi lescht Regierung gemaach huet, weider Reformen dropzeleeën, mä emol ze kucken, wéi déi Reforme gräifen.

Do muss ech allerdéngs soen, dass den CSV-Wahlprogramm, ech si jo nëmme mat mëttlerer Intelligenz ausgestatt, fir mech awer eng Rei Rätselen opwerft, grad op deem dote Punkt. Do liesen ech dran, zumindest ganz kloer tëschent den Zeilen, dass no der CSV och elo an dëser Period hätt missen nach eng Kéier eng nei Reform vum Pensiounsregime kommen, well déi Pensioun (veuillez lire: déi Reform) virdrun net wäit genuch gaangen ass. Oder wéi ass dee Saz am CSV-Wahlprogramm ze verstoen?

Dat ass hei net de Fall. Mir wëllen eise Sozialstat net doutreforméieren duerch successiv Reformen, mä mir kucken, wéi déi Reforme gräifen, an dann, wann et néideg ass, wëlle mer Korrekture virhuelen. Dat gëllt fir d'Pensiounssystemer. Dat gëllt fir d'Krankekeesen. Dat gëllt fir d'Fleeg, wou mer wëssen, dass muss gehandelt ginn. Soss ass d'Finanzéierung net méi garantéiert iwwert déi nächst Joren. Dat gëllt also fir dee ganze Sozialsystem hei zu Lëtzebuerg.

Drëtte Punkt: Mir hu gesot: „Mir verhënneren, dass den Index ofgeschaf gëtt." Firwat hu mer dat gesot? Well et wichteg - wichteg! - sozial Kräfte gëtt, déi dat verlaangt hunn, déi eng Desindexéierung vum ganze Land gefrot hunn an notamment och en totaalt Ofschafe vun der Indexéierung, vun der automatescher Upassung vu Loun, Gehälter un d'Deierecht. Dat war keng politesch Partei, déi hei vertratt ass, mä et sinn awer net onwesentlech Kräften. Leit, déi regelméisseg och Partner waren a weider musse si vun enger Regierung, déi esou Iddien an d'Welt gesat hunn. Mä mir hu gesot: Neen!

A mir sinn elo schlussendlech op deem System, dass, wann d'Inflatioun am Grëff bleift, wa mer also net méi wéi 2,5% Inflatioun pro Joer hunn, da spillt d'Indexklausel, wéi se fréier gespillt huet. Da mierkt keen, dass iergendeppes geännert huet.

Wann dat dérapéiert, wa mer dobäi nach e luese Wuesstum hunn, vun 1, vun 2%, da musse mer effektiv reagéieren. An och dat hu mir an eisem Wahlprogramm gesot.

Mä wat net kënnt, wat am CSV-Programm awer drastoung, dat ass, dass och um Wuerekuerf soll gepiddelt ginn. Dat kënnt jo nach zousätzlech bei déi Regelung vun der jährlecher Tranche derbäi.

Wat och net kënnt, dat ass, dass mer dobäi och nach géifen eng Diskussioun ronderëm erëm eng Kéier de gedeckelten Index féieren. Och dat ass ewech an den Diskussiounen. Dat ass scho ganz verklausuléiert an ofgeschwächt am CSV-Programm erëmzeliese gewiescht. De fréiere Premierminister war do am Virfeld vill méi däitlech.

Mir wëllen erreechen, dass d'Wunnengspräisser zu Lëtzebuerg net méi weider explodéieren. Do si mer eis alleguerten eens. An ech hunn eigentlech ni eppes aneschters och während der Wahlcampagne gesot. Keng Partei heibannen huet eng Patentléisung, wéi een deem dote Fléau endlech ka begéinen, mat deem wierklech iwwer elo 15 Joer unhalende stännegen Uwuesse vun de Baulandpräisser a vun de Wunnengen, sief et d'Kafpräisser wéi och op de Loyeren.

An dofir ass dës Koalitioun dohinnergaangen, a selbstverständlech ass se op fir aner Suggestiounen, fir all déi gutt Iddien, déi do sinn, wou mer mengen, déi kéinten deelweis hëllefen de Problem erëm an de Grëff ze kréien, dass mer déi beieneebréngen. Dass do, wou se sech net selwer a Kontradiktioun bréngen, dass mer déi beieneebréngen a probéieren esou gemeinsam do eens ze ginn.

Do brauche mer reglementaresch Agrëff. Mir brauchen awer selbstverständlech och de Privatsecteur, fir matzegoen. Mir brauche staatlech, ëffentlech Institutiounen, déi an deem ganze Beräich méi aktiv gi wéi dat.

A mir brauche virun allem erëm eng Kéier de Geescht vum Wunnengsbaupakt. Deen ass verluer gaangen. Ech hat eng Kéier als Buergermeeschter eng Réunioun, wéi et lassgaangen ass. An der Halschent sollt Bilan gezu ginn zesummen. Ech sinn ni méi kontaktéiert ginn. Et ass verpasst ginn eigentlech - an ech weess, dass dat e schrecklechen Zäitopwand ass, fir dat ze maachen - wierklech déi Iddi vum Pakt, vum Gemeinsamen, Stat a Gemengen zesummen, hëllefe méi Wunnengen ze bauen, méi Sozialwunnengen ze bauen, méi bëlleg ze bauen. Alles dat, dat ass fale gelooss ginn. Dat ass net mat der néideger Konsequenz weidergedriwwe ginn.

Do musse mer erëm op den Ursprongsgedanken, dee gutt war, dee mer jo gemeinsam haten, op dee musse mer erëm eng Kéier zréckkommen, fir esou wierklech och konkret virunzekommen, ewechzekomme vun de Gesetzer an an den Discoursen. Dat ass eent, mä konkret um Terrain praktesch, pragmatesch virukommen op deem dote Plang. An dat geet nëmme mat engem partnerschaftleche Virgoen tëschent dem Stat an de Gemengen, wou béid Säite selbstverständlech hir Responsabilitéit mussen iwwerhuelen.

Mir hu gesot: „Mir suerge fir méi eng gerecht Gesellschaft." Den Zesummenhalt vun der Gesellschaft ass eng absolut Prioritéit och vun dëser Regierungspolitik. An dat ass sécherlech kee Broch mat där Regierungspolitik déi lescht Joren, déi ënner enger anerer politescher Konstellatioun gemaach ginn ass. Dat heescht fir eis weider, och besonnesch an der Schoulausbildung, an der Beruffsausbildung d'Chancëgerechtegkeet fir déi jonk Leit erëm eng Kéier hierstellen. Also och do weider Reforme maachen, Reformen upassen, fir dass mer dat Zil erëm, wat urspréngglech eis Schoul emol hat, dat se verluer huet, fir dass d'Schoul och als soziale Lift no uewen erëm fonctionnéiert, dass mer dat erëm eng Kéier hikréien.

Sechste Punkt: Mir stinn a fir eng kloer Trennung vu Kierch a Stat. Dee Punkt, dee gëtt 1:1 an eisem Wahlprogramm iwwerholl an de Regierungsprogramm. An ech muss soen: Dat hate mer nach net. Mir sinn eis eens, wéi mer un déi dote Fro eruginn. Mir hu kloergemaach... An dës Kéier hu keng parallell Diskussioune mat iergendwelleche kierchlechen Institutioune stattfonnt. Mir hu kloergemaach, wat mer wëllen. Mä selbstverständlech, fir dat Ganzt a Musek ëmzesetzen, fir dat Ganzt praktesch ze implementéieren, kann dat nëmmen a Verhandlungen an Diskussioune mat de betraffene Reliouns-gemeinschafte gefouert ginn. Dat ass selbstverständlech.

Mir wëllen en éischte kloeren Akt setzen, méi e symboleschen, mä op deem mer eigentlech eens waren, och a viregte Regierungen. Dat muss ech dem Jean-Claude Juncker gären zougestoen. Mä firwat ass et net gemaach ginn? Firwat hu mer eigentlech déi ganz Feier ronderëm den Nationalfeierdag net méi reforméiert, wéi mer eis eigentlech am Fong eens waren? Mä et ass net ëmmer bis zum Schluss duerchgezu ginn.

Et ass och éischter dat, wat ech eigentlech der viregter Regierung a Konstellatioun virwerfen, wou ech net ka maachen, wéi wann ech guer näischt dermat ze di gehat hätt. Vill Projete vun der viregter Regierung fënnt een erëm. Mä der viregter Regierung muss ee virwerfen, dass se net mat der néideger Konsequenz, mat der néideger Beharrlechkeet un deene Projeten drubliwwen ass, fir och ze kucken, dass se géife bis un de finale Stadium kommen. Dass se sollten ëmgesat an hätte kënne gestëmmt ginn.

Ech kéint hei eng Lëscht vu Projet-de-loien opzielen, vu Reformen opzielen, déi sech elo erëm am Koalitiounsaccord vun dëser Koalitioun erëmfannen, déi net nëmme scho stoungen an deem Accord vu viru knapp fënnef Joer, mä déi och scho stoungen an deem vu fënnef Joer virdrun an zum Deel scho stoungen an deem virdrun.

E Beispill zum Beispill: d'Grondsteier. D'Reform vun der Grondsteier. Wéi vill Joren diskutéiere mer hei driwwer? Wat ass vu Viraarbecht an deem Dossier bis haut gemaach ginn no 15 Joer Diskussioun?

D'Reform vun de kommunale Finanzen: Wéi vill Joren diskutéiere mer doriwwer? Wéi vill gutt Iddien hu mer um Wee? An awer hu mer et net fäerdegbruecht, eng Zügegkeet an dat Ganzt eranzekréien, fir dass mer wierklech op en Enn do komme mat alle komplexe Froen. An déi Warnungen, déi ware gutt gemaach.

(Interruption)

Jo. Jean-Marie, ech kennen d'Diskussioun. Déi geet schonn a virun deng Zäit zréck. Déi ass laang, soen ech lech. Déi ass laang.

Divorce, ass och..., selbstverständlech si mer eis eens. Ech wëll awer soen, dass deen Text vum Luc Frieden och bei der CSV an der leschter Period keen Zousproch méi fonnt huet. De Premier war..., den Expremier war esou léif, dat hei ervirzehiewen, mä deen ass eigentlech zum Deel awer och gescheitert u verschidde Meenungen, déi an der CSV-Fraktioun an der Juridique och louchen.

An och do op eemol, déi lescht 18 Méint, war weder e Minister do nach aner Leit, déi gesot hunn: Ma kommt, mir gräifen den Dossier erëm op a maachen dat, wou mer eis och eigentlech mëndlech eens waren! Mir huelen de belschen Text a kucken, deen dann op Lëtzebuergesch ze transposéieren. Dat ass net gemaach ginn. Dës Regierung wäert dat maachen, an dofir wäerte mer och mathëllefe suergen, dass dat geschitt.

Leschte Punkt: Mir wëllen d'Biergerbedeelegung virun Entscheedungen ausbauen. Fir mech ee wichtege Punkt. Ech si perséinlech frou, dass déi Iddi vum duebele Referendum hei zréckbehale ginn ass, déi ech effektiv scho viru länger Zäit lancéiert hunn, wou ech wéineg Reaktiounen drop kritt hunn, muss ech soen. Ausnahm: Ech hunn eng Trace fonnt an engem Neijoersinterview vum fréiere Premierminister, deen op eng spezifesch Fro vum Journalist geäntwert huet, dat wier eng Iddi, iwwert déi ze diskutéiere wier.

Mä och do muss ech soen, den CSV-Programm ass esou verklausuléiert an där doter Fro ausgedréckt, dass ech all meng Schwieregkeeten hat, ze verstoen, wat dat eigentlech kéint beinhalten. An ech hunn alt gemengt, dat wier esou eng Ankerplaz gewiescht, dass, wann éieren dann awer sollt eng Koalitioun mat der LSAP kommen, een do kéint dann e gemeinsamen..., och nach eng Bréck baue kéint op deem dote Punkt.

Wéi ech ëmmer nach fonnt hunn, dass d'CSV relativ schlau Wahlprogrammer hat, well och bei dësem Wahlprogramm - dee virdru war och ähnlech - et ëmmer erëm e puer Punkte gëtt, Iddien, déi ech eigentlech ni héieren hunn d'CSV soe während där ganzer Period, déi aner Leit gesot hunn an déi se da mat, usazweis zumindest, integréiert hunn an hire Wahlprogramm, fir herno kënnen da Brécken ze schloe mat aneren. A wéi gesot, dee Wahlprogramm - dee leschten, mengen ech - mécht do keng Ausnahm par rapport zu deem intelligenten Opbau, deen d'CSV vun hire Wahlprogrammer an der Regel mécht.

Duebele Referendum: D'Volleksinitiativ ass net vergiess, mä do musse mer allerdéngs kënnen d'Verfassung änneren, fir dat ze maachen. Ugestrieft hu mer jo den islännesche Modell. Island huet deen Exercice gemaach, dass u sech net e Parlament eleng un enger Verfassung schafft. D'Parlament muss weider d'Ankerplaz vun enger Verfassungsreform bleiwen. Dat ass fir mech ganz kloer, mä wou s de am Virfeld effektiv eng Rei vu prinzipielle Froe stells, déi awer och solle Froe sinn, déi kontrovers sinn. Et déngt jo awer näischt, d'Leit ze beméien an och Froen ze stellen, wou am Parlament schonn Eestëmmegkeet besteet, an nach eng Kéier ze soe loosse vun de Bierger, ma sidd Der dann och domat d'accord.

Ech menge schonn, dass een do soll awer déi Froen..., an déi Lëscht ass net exhaustiv, déi däerf natierlech och net ze laang ginn. Iwwert d'Froestellung musse mer vill diskutéieren. Do musse mer och Rot, mengen ech, vu wierkleche Spezialiste vu baussen huelen, fir déi Formulatiounen do richteg ze maachen. Dat probéiere mer och selbstverständlech an engem méigleche Konsens mat alle Forces politiques hei ze maachen. Well ech wëll elo net schonn eng Diskussioun hunn iwwert d'Froestellung, well soss ass dee ganze Referendum biaiséiert vun Ufank un.

Mir wëssen och, mir hu wéineg Erfahrung mat Referenden, déi mer haten, nu jo, et sinn net ëmmer déi positivst gewiescht. Gefor, déi natierlech ëmmer besteet, och herno, wann iwwert déi ganz Verfassung ofgestëmmt gëtt, wou mer an d'Richtung ginn, wierklech eng nei Verfassung ze maachen - net eng Ofännerung vun der bestehender Verfassung, wierklech eng nei Verfassung wëlle presentéieren -, dass dat ëmmer riskéiert natierlech eppes ze ginn, wou d'Leit vläicht net op déi Fro esou äntwerten, déi se grad gestallt kréien, mä op déi Fro äntwerten, déi si wëllen dee Moment grad beäntwerten, déi awer grad an der politescher Diskussioun ass.

Dat wësse mer. De Referendum, dee biergt eben deen dote Risiko ëmmer a sech. Dat heescht awer net, dass et awer net wichteg wier, och hei zu Lëtzebuerg Elementer vun direkter Demokratie, net nëmmen an den Texter, virzegesinn, mä och praktesch ze exercéieren.

Wichteg fir eis ass natierlech och de prakteschen, de fräien Zougank zu den Informatiounen. Ech mengen, och do ass gewosst, wéi laang dass dee Projet an der Maturatioun war. Do wëlle mer en neien Text virleeën, dee méi wäit geet, deen och Schlichtungsprozedure virgesäit, déi d'Leit net forcéieren, wa se Dokumenter net kréien, da viru Geriichter mussen ze goen.

Virun allem awer, mengen ech, ass et wichteg, och an de Verwaltungen eng Kultur ze kréie vu méi Offenheet. Ech mengen, et déngt näischt, Texter ze maachen an da bleift u sech d'Praxis eigentlech déi, déi sech agefleescht huet iwwer laang Jorzéngten. Mä och do muss, mengen ech, en Ëmdenke komme mat deene Leit, déi u sech d'Gestioun vun deenen Donnéeë maachen, e Maximum eigentlech am Virfeld schonn erauszeginn, dass d'Leit eigentlech am Virfeld schonn e Maximum d'office vun Informatioune kréien a bei Nofroen dann och bereet sinn, mengen ech, zousätzlech Informatiounen ze ginn.

Ech mengen, dass do kee grousse Sträit kënnt op deem dote Punkt. Et ass awer wichteg, dass mer, nodeem mer laang driwwer diskutéiert hunn - ausser am Ëmweltberäich, wou dat jo scho besteet -, awer och an deenen anere Beräicher do dee fräien Accès kréien.

Op de Service de Renseignement an dat alles wëll ech net agoen. Do besteet, ausser an e puer Detailpunkten, e grousse Konsens. Och do wär ech frou, wann déi... En Deel Propositions de loi ass jo schonn do. Ech wär awer frou, wann och de Rescht géif vun der neier Regierung esou schnell wéi méiglech an Ugrëff geholl ginn, fir dass mer och do net jorelaang musse weider waarden, bis et zu enger Reform kënnt.

Ech wëll e puer Wuert soen och zum wirtschaftlechen an zum finanziellen a budgetären Ëmfeld. Dat ass eng wichteg Fro. Och mat de Wahle sinn d'Problemer déi al. Déi sinn net ewechgewëscht, och mat der neier Regierung bleiwe se déi al.

Mir sinn do agebett an e relativ contraignant europäescht Regelwierk, wat d'Gouvernance économique ugeet, wat de Budget betrëfft, wat awer och déi faméis Déséquilibres macroéconomiques ugeet - Semestre européen, Six-pack, Twopack, alles ass schonn opgezielt ginn. Alles dat ass net evident, an och eng nei Koalitioun, egal wéi déi Zesummesetzung wär, ka sech deenen dote Contrainten net entzéien.

Gutt wär et - do bleiwe mer där Meenung -, wann een op europäeschem Plang géif erreechen, eng gewëssen Oplackerung ze kréien, wat eenzel Regelen ugeet. Mä dat ass natierlech eng schwiereg Konstellatioun, eng schwiereg Operatioun, déi net vun haut op muer ze maachen ass.

Wichteg ass fir mech festzestellen, et ass eigentlech op haut gekuckt, dass d'Situatioun - och vun de Statsfinanzen - net schlecht ass. Ech hunn och do guer kee Problem, zu där Budgetspolitik ze stoe vun deene leschte Joren. Mir wëssen, wéi mer do gestridden hunn, wéi schwiereg déi Diskussioune waren.

Mä schlussendlech hu mer awer, wann och net mat der leschter Konsequenz bis zum Schluss, etappeweis schwiereg Décisioune missen huelen, woufir déi viregt Regierung net geklappt kritt huet. Dobaussen hu mer se gemeinsam och duerchgestanen. An och dës Koalitioun mécht keng vun deene strukturellen Décisiounen, där waren der och derbäi, stellt se a Fro, déi geholl si ginn.

Et muss een och soen, dass elo mat der Échéance 2015 wuel esou grouss Erausfuerderungen op d'Budgetspolitik zoukommen, wann dann net méi grousser, wéi mer se an de Joren 2009-2010 haten. Dat gëtt eng ganz schwiereg Saach. Do kann ee bemängelen, dass vläicht deen een oder aneren Dossier net esou preparéiert ass, wéi en hätt kënne preparéiert ginn an deene leschte Joren. Mä och do ass et selbstverständlech, dass, wann all Detailer um Dësch leien, dës Koalitioun wäert do misse politesch Décisiounen huelen.

Mir kënnen net zouloossen, dass mer an ee Rhythmus erarutschen, wou all Joer missten zwou Milliarden Euro a méi als nei Scholden opgeholl ginn. Dat wär onverantwortlech par rapport zu eise Kanner a Kandskanner. Dofir musse mer déi Décisiounen huelen.

Mir mussen déi Décisiounen awer esou huelen, dass se verstänneg sinn, dass se sech kohärent sinn ënnereneen, wat Steiererhéijung, wat Aspuernisser ugeet. An et ass déi Diskussioun, déi ugefaangen huet, an et ass déi Diskussioun, déi eis wäert an deenen nächste Méint bis zur Opstellung vum Budget 2015 anhuelen.

Mä ech erkennen och do, dass zumindest Deeler vun der Oppositioun bereet sinn, mat an déi Diskussioun do eranzegoen, well jo déi Zilsetzungen eigentlech comparabel sinn. Se si jo eigentlech net esou aus der Loft gegraff, well se ergi sech einfach zum Deel aus europäesche Verflichtungen, déi mer hunn, a mir mussen also gemeinsam kucken, dat hinzekréien.

Och do, mengen ech, sinn all gutt Iddie wëllkomm, fir do e Pak ze schnüren, deen d'Strooss hält. Dat schéngt mer wichteg ze sinn. Dat schéngt mer och de Kritär ze ginn zur Réussite oder net vun där grousser Steierreform, ech mengen, déi mer wierklech brauchen.

Et ass iwwert déi lescht Jore relativ vill Patchwork gemaach ginn an där doter Fro. Et ass ni eng fundamental Iwwerpréiwung vum ganze System gemaach ginn, ob e wierklech nach déi Zilsetzungen erfëllt, déi en huet, ob en effektiv eng Ëmverdeelung garantéiert, déi als gerecht emfonnt gëtt. An et ass dat dote Gefill, ob d'ëffentlech Meenung, ob d'Leit dobaussen d'Impressioun hunn, dass déi Efforte musse gemaach ginn.

An ech mengen, dass ëmmer méi Leit eigentlech prett sinn am Kapp, fir e Stéck Wee matzegoen op deem dote Wee, fir Lëtzebuerg erëm zukunftsfäeg ze maachen. Se mussen awer d'Gefill hunn, dass dat gerecht ass, dass, ier et u si geet, och all aner Méiglechkeete virdru gekuckt si ginn, fir eventuell Suen ze spueren, anescht u Projeten erunzegoen, méi bëlleg ze bauen, dass all déi Froe gekuckt si ginn.

Ech mengen, dass dann, wann dat an der richteger Reiefolleg geschitt a begleet gëtt, mat enger gudder Explikatioun a Kommunikatioun dobaussen, een och weider op ass fir Kritiken an net einfach seet, basta, dat maache mer esou.

Da mengen ech, dass effektiv dës Regierung déi néideg Viraussetzungen oder deen néidegen Elan och matbréngt als nei Équipe, fir un déi dote Saachen erunzegoen. Vläicht besser wéi déi al Équipe dat konnt, wou awer ee gemierkt huet, dass eng staark Routine sech awer bemierkbar gemaach huet iwwer Joren. An ech gi ganz einfach enger neier Équipe am Ufank vun enger Period do méi Chancen, déi doten Hürd ze huelen, wéi dat ass, wann déi Politik einfach esou weidergefouert gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech net weider hei ausloossen iwwer aner Punkten. Op dat Wesentlecht sinn ech agaangen.

Ech mengen, dass mer elo e Programm hunn, dass mer eng Équipe hunn - iwwert déi Zesummesetzung kann een ëmmer diskutéieren, iwwert d'Zuel och. Ech mengen awer, dass och emol eng Kéier e fréiere Statsminister déi Iddi hat vu Statssekretären, e bëssen nom däitsche Muster, also et ass probéiert ginn, sech eigentlech relativ no un déi doten Iddi hei ze orientéieren.

Mä et bleift, mengen ech, dass dës Regierung prett ass mat deem Programm, deen net méi onprezis ass wéi aner Programmer et och waren. Dat ass och virdru schonn hei ervirgehuewe ginn, deen an Deeler méi prezis ass, dat ass ganz kloer. Et huet een ëmmer och Kapitelen, déi anescht ausgeriicht si wéi anerer, wou méi Literatur gemaach gëtt. Bei anere gi méi prezis einfach Projeten opgezielt, déi ee wëllt maachen, a gewësse Projete brauchen nach Reifezäit. Déi mussen nach eruräifen. Do mussen nach Diskussioune gefouert ginn, ier ee mat deene Projeten no vir geet.

Wat elo muss kommen, dat wär e Wonsch, deen ech un d'Regierung hätt, an ech wäert vu menger Plaz aus da probéieren, och an déi Richtung do hinzewierken, dat ass opgrond vun deem Koalitiounsofkommes en Aarbechtsprogramm, en Aarbechtsprogramm mat engem Zäitplang, mat Prioritéiten.

Ech wëll net dat erëm begéinen, wat mer allze oft an der Vergaangenheet haten, wou jiddwer Minister säi Plang hat, seng Projete gemaach huet. Dat huet dann zu engem komplette Stau gefouert. Dat erkläert och, firwat dass esou vill Projeten zum Deel nach am Tirang leien. Well da vun alle Säiten op eemol Projete komm sinn an d'legislativ Prozedur eigentlech net konnt richteg duerchgezu ginn. Et si keng Prioritéite gesat ginn, an doduerjer si vill gutt Absichten eigentlech sträflech vernoléissegt ginn.

Dofir ass et wichteg, mengen ech, dass dës Regierung, dës Koalitioun sech deen Aarbechtsprogramm gëtt, mat engem konkreten Zäitplang, mat Prioritéiten, wat se wëllt an den éischte Periode maachen, fir esou geuerdnet eigentlech un d'Ëmsetzung vun hirem Koalitiouns- a Regierungsaccord erunzegoen.

Et kann een net alles gläichzäiteg maachen. Ech mengen, dee Wonsch vu Koordinatioun, dee jo och verankert ass an deem Accord tëschent de Ministeren, also méi eng interministeriell Zesummenaarbecht, ech wënsche mer, dass mer déi och kréien, selbstverständlech vun der Regierung mam Parlament, mat de Fraktiounen. Mir sinn eis jo och eens ginn iwwert de Prinzip vun engem Koalitiounsrot, deen aner Leit eigentlech an der Vergaangenheet net wollten.

De Koalitiounsrot, allerdéngs net fir Pompjee ze spillen - esou huet en nämlech zum Schluss nach fonctionnéiert -, mä e Koalitiounsrot, dee regelméisseg zesummekënnt, fir eben eng geuerdnet Aarbecht méiglech ze maachen, ze plangen um Niveau vun enger Koalitioun. Zu zwee wär et noutwendeg gewiescht, dat ass zu dräi net manner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, egal wéi een elo als Partei oder als Eenzelnen zu dëser neier Koalitioun steet, et ass eng Realitéit. An ech héieren och ëmmer méi vu Leit dobaussen - och Leit, déi aner Parteie gestëmmt hunn -: „Oh, mer sollen deenen eng Chance ginn."

Une voix.- Ganz richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- An dat ass dat, wat ech gären hätt, och wann eng Partei, déi laang an der Regierung war an déi sécherlech vill Verdéngschter fir dëst Land huet, net méi derbäi ass dës Kéier, dass dës Regierung déiselwecht Chance soll kréie wéi aner Regierunge virdru kritt hunn, dass mer Parteiinteresse fir kuerz Momenter vergiessen, dass mer hinnen eng Chance ginn, déi Reformen ze maachen, déi se ugekënnegt hunn, déi oft uknäppen un aner Reformen, déi virdru gemaach si ginn, déi net ëmmer e Broch duerstellen, mä déi awer en neien Elan sécherlech mat sech bréngen, fir dass mer dat Vertrauen an d'Politik, Vertrauen an d'Institutiounen, Vertrauen tëschent den Institutiounen, dat awer gelidden huet an deene leschte Joren, dass mer dat erëm hiergestallt kréien.

An dofir wäerte mir als LSAP dëser Regierung d'Vertrauen ausschwätzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Ech soen nach eng Kéier datselwecht wéi virdrun. Ech ginn och dervun aus, dass nach méi Leit gär geklappt hätten, mä dass awer eng Rei dem President gefollegt huet.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat ass d'Sëtzung vun de Moien um Enn. Ech wënschen lech e gudden Appetit, grad wéi deene Leit, déi eis de Moie mat begleet hunn. Rendez-vous de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 12.08 heures)

SÉANCE 4 MERCREDI, 11 DÉCEMBRE 2013

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

Débat sur le programme gouvernemental (suite)

- *Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel (dépôt de deux motions)*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Motion 1: M. Justin Turpel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2: M. Justin Turpel, M. Alex Bodry, M. Jean-Claude Juncker, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany, Mme Viviane Loschetter, M. Alex Bodry, M. Justin Turpel*
- *Renvoi de la motion 2 en commission*
- *Motion 3: M. Justin Turpel, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. Jean-Claude Juncker*
- *Vote sur la motion 3 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Sëtzung ass op a mer fueren da viru mat der Debatt iwwert de Regierungsprogramm. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Débat sur le programme gouvernemental (suite)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ons nei Regierung trëtt un an enger Konstellatioun, wéi et se nach ni zu Lëtzebuerg ginn ass. Et trëtt domadder eng Équipe mat vill Engagement un - hire Programm stellt eng enorm Erausfuerderung - an dat besonnesch an dëse schwieregen Zäiten, net nëmmen an onsem Land, mä och an Europa.

Mir liewen elo an Zäiten, wou d'Bierger an d'Biergerinne sech Froe stellen, wéi et weidergeet a wat d'Zukunft bréngen wäert. Froen, op déi och d'Politik keng Äntwert dierf schëlleg bleiwen. Wat brauch ons Gesellschaft? A wat brauch all eenzelne Bierger a Biergerin, egal ob al oder jonk, ob Lëtzebuerger oder net, ob räich oder aarm, ob Single oder bestuet, fir seng Zukunft ze gestalten?

Wéi solle mer ons organiséieren oder, besser gesot, nei organiséieren, fir datt eis Gesellschaft méi sozial a gerecht gëtt? Eng Gesellschaft, wou Chancëgläichheet keen eidelt Wuert ass. Wéi musse mer ons opstellen, fir datt mer onse Kanner, onsen Enkelen an allen nächste Generatiounen eng liewenswäert Welt hannerloossen? Eng Gesellschaft, wou mer oppassen, wat mer haut maachen, wéi mer liewen, fir datt muer an iwwermuer d'Méiglechkeeten zur Liewensgestaltung gräifbar bleiwen. Wéi kënne mer hei an onsem Land derfir suergen, datt dee grousse Projet vun engem friddlechen, solidareschen Europa ouni Grenze weidergefouert gëtt? A wat kënne mer géint den Euro-Pessimismus maachen?

Dës einfach Froestellung ass net nei am politesche Liewen, mä se kritt haut eng aner Dimensioun, där kee sech méi entzéie kann. D'Verhandlungsdelegatioune vun deenen dräi Regierungsparteien hu sech deene Froen och net entzunn, an déi 202 Säite vum Regierungsprogramm bréngen Äntwerten. Mat Sécherheet wäerte mer an dësem Land nach vill kontrovers diskutéieren iwwert de Wee, fir ons gemeinsam Ziler ze erreechen. Mir wäerten och sécherlech net ëmmer enger Meenung sinn, an de Cas de figure, dee mer heibannen heiansdo kennen, nämlech dee vu Majoritéit/Oppositioun wäert sech munchmol erëmfannen.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn iwwerzeegt, datt mir zesumme Léisungen zu de groussen Erausfuerderunge vun den nächste fënnef Joer kënne fannen, sief et an der Ausgestaltung vun Ziler, wéi och de Wee bis dohinner.

Kontinuitéit ass e wichtege Facteur, ouni dee bestëmmte Politike mëttel- a laangfristeg net kënne gräifen. Nei Akzenter an de Kontinuitéitspolitike wäerte gesat ginn, fir méi séier a méi gerecht ze handelen an zu engem gräifbaren Zil ze kommen. A ville Gesellschaftsfroe wäert dës Majoritéit duerch eng manner konservativ Approche nei Weeër aschloen, an dës Majoritéit wäert och vill Mesuren, oder eng Rei Mesuren a Fro stellen, déi allefalls enger Ideologie entsprach hunn, déi sozial genannt goufen, mä net ëmmer sozial gerecht sinn.

Mir wënschen ons als gréng Fraktioun, datt all ons Debatten déi nächst fënnef Joer heibanne mat der Oppositioun esou beräichernd a konstruktiv wäerte stattfannen, wéi mir et selwer gewinnt waren, wéi mir an der Oppositioun waren. Mir denken och, datt dëst Land eng fair Ausernanersetzung vun der Politik verdéngt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de grénge Wahlprogramm ass net de Koalitiounsaccord, mä de Koalitiounsaccord ass absolut gréng kompatibel. Net nëmmen, wéi ech gelies hunn, euphoresch gréng Memberen hunn deem zougestëmmt, mä och nawell eng ganz Rei vu kritesche bis ganz kritesche Memberen, bei ons heescht dat „Fundien", hunn dësem Accord zougestëmmt, à l'unanimité! Dat ass onse Bäitrag zur blo-rout-grénger Basis.

Wat mir ons virgeholl hunn, dat stëmmt. Et gëllt elo dëse Programm ëmzesetzen, mat sengen diversen Approchë vu Kontinuitéit bis Neiufank.

Mir sinn, Dir Dammen an Dir Hären, als gréng Fraktioun immens zefridden iwwert déi nei Form vu Gouvernance, déi dës Regierung adoptéiert huet. An erlaabt mer just nach eng Kéier op e Virriedner vun de Moien aus der CSV zréckzekommen an eng kleng Korrektur dran ze brëngen. Mir schwätzen net vun engem Renouveau vun der Demokratie. Dat ass iwwerhaapt net méiglech. D'Demokratie ass en onantastbaart Recht. Mir schwätze vun engem Renouveau démocratique, wat eppes ganz aneschters ass. Mir wëllen eng Erneierung a mir wëllen déi op eng demokratesch Manéier.

Fir ons ass dat esou wichteg, well fir ons ass Form och Programm. Informatioun an Transparenz si wichteg Vecteure fir e gutt Vertrauen an d'Politik. D'office informéieren, net méi just sur demande, an d'Méiglechkeeten och dozou schafen, ass e Meileschrëtt no vir a gëtt dem Wuert „moderniser" säi richtege Sënn. Iwwregens, wann dat Wuert esou oft virkënnt am Regierungsprogramm, et ass jo gezielt ginn, dann ass et och vläicht, well et esou vill Potenzial dofir gëtt.

Referendum fir d'Bierger an d'Biergerinnen, net nëmmen zu Verfassungsfroen, kann een och als eng méi modern Vue vu Participatioun definéieren. An och do ass et selbstverständlech, datt och d'Froe wäerten erakommen, déi zum Beispill elo schonn definéiert gi sinn. Si gehéieren zum Regierungsprogramm. An de Referendum ass eng Form vun aktiver Participatioun. Natierlech, esou wéi et de Moie gesot ginn ass, kann ee vill Saachen hei an der Chamber décidéieren, mä et kann een awer och Saachen an e Referendum ginn an d'Bierger an d'Biergerinne mat erunzéien. A genau dat ass vläicht ee vun de Merkmaler vun deem neie Stil vun dëser Majoritéit.

A virun allem de Modus vivendi, dee sech dës Regierung selwer niddergeschriwwen huet, ass net nëmme modern, mä batter noutwendeg! Beréierungsängschten a Chasses gardées ofbauen, eng transversal interministeriell Schaffmanéier, wou transversal Komponenten der Politik nëmme kënnen déngen. Bravo! Genau esou eng Politik brauche mir, fir d'Problemer vun dësem Land unzegoen.

An dës Approche fënnt een an den eenzelne Kapitelen erëm, déi openee Referenz maachen. Dës nei Gouvernance wëllen d'Majoritéitsparteien och an der Chamber aféieren. Eng ganz Rei vun Adaptatioune si virun zwee Deeg der Reglementskommissioun proposéiert ginn. All Sensibilité politique oder souguer all eenzelne Volleksvertrieder soll méi Initiativrechter kréien, soll méi Riedezäit kréien, soll iwwerhaapt emol d'Méiglechkeet kréien, d'Wuert ze ergräifen. Dës Propositiounen, wa se am Januar hei am Plenum ugeholl ginn, kënnen nëmmen zu enger méi interessanter an animéierter Debatt bäidroen.

Dës nei, fir net erëm modern ze soen, Manéier ze schaffen, huet iwwregens och eng Rei strukturell Änderunge mat sech bruecht. Mir begréissen, datt et fäerdegbruecht ginn ass, eng Aart Kanner- a Jugendministère ze schafen, wou och d'Éducatioun dran ass. An onsen Aen ass dësen neie Ministère ee vun de wichtegsten. An dësem Ministère ginn déi méi wichteg an nohalteg Décisioune getraff. Hei ginn d'Weiche fir d'Zukunft vun den nächste Generatioune gesat. A mir profitéieren haut, fir sengem neie Minister eng glécklech Hand ze wënsche fir dësen noblen Défi, deen hie sech selwer gestallt huet.

A mir behaapte souguer, datt dëse Ministère net manner wichteg ass an net manner schwiereg ass wéi e Finanzministère. Et ass dee Ministère, deen zoustänneg wäert sinn, fir d'Chancëgläichheet tëscht alle Kanner ze garantéieren, ugefaangen an der Crèche, an de Maisons relais, a virun allem an der Schoul. Well Chancëgläichheet an der Schoul ass keng Selbstverständlechkeet fir vill Kanner.

Fréier atypesch duerch hire soziokulturelle Background, esou kann haut mat iwwer 40% Netlëtzebuerger Kanner an onsen ëffentleche Schoulen net méi vun atypescher Situatioun Rieds sinn. Och dës Netlëtzebuerger Kanner sinn ons Kanner a gehéieren zu der nächster Generatioun vun onsem Land. Mir kënnen ons net erlaben, op all dee Potenzial ze verzichten. Mir begréissen ausdrécklech déi spezifesch Punkten aus dem Programm, déi der Sprooch am Enseignement eng nei Dimensioun ginn, well d'Kompetenz ass méi wéi d'Sprooch. An d'Sprooche si bei ons en Atout a sollen net méi eng Barrière sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- D'Beruffsausbildung bleift och fir dës Regierung e wichtegt Thema. Net nëmme fir de Bilan vun der Reform ze maachen a gegebenenfalls ze adaptéieren, mä virun allem, well d'Beruffer an d'Handwierk Zukunft huet an d'Zukunft ass.

Fir der Wirtschaft zu Lëtzebuerg hire Wuesstum oder, méi richteg gesot, hiren noutwendege qualitativen a selektive Wuesstum kënnen ze assuréieren, brauche mer d'Handwierk. Keng aner Politik wéi d'Wirtschaftspolitik ass esou ugewisen, transversal ze schaffen, mat alle Politiken, wéi d'Formation professionnelle, wéi d'Beschäftegungspolitik, awer och wéi d'Ëmweltpolitik. Domadder garantéiere mer onser Ekonomie déi beschte Viraussetzungen, fir sech längerfristeg an nohalteg ze entwéckelen an esou der nächster Generatioun virun allem Aarbecht a Liewensqualitéit ze hannerloossen.

Mir brauchen en intelligente Wuesstum, en innovative Wuesstum, wäitsiichteg Iddien, déi ons erméiglechen, ons Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg ze erhalen a weiderhin Aarbechtsplazen ze schafen. Intelligente Wuesstum heescht fir ons Wuesstum, deen hält, dee sech regeneréiert, deen nohalteg ass, dee sech am Ausland weise léisst, deen net nach zousätzlech verseuchte Frichen hannerléisst an dee keng Plans sociaux hannerléisst.

An am Regierungsprogramm fanne mir, onser Meenung no, do déi richteg Pisten dofir. Ugefaange mam PIB du bien-être, deen, nieft dem klassesche PIB, eng wichteg Komponent gëtt, fir d'Wuelbefanne vun onser Gesellschaft ze definéieren. Dëse Koalitiounsaccord versteet de Begrëff Wuelstand net nëmmen als Kafkraaft. Eng gutt Liewensqualitéit besteet net nëmmen aus Uschafungen. Et ginn Aspekter, déi kann een net monetariséieren.

D'Ekotechnologië si mat Sécherheet en intelligente Schachzuch a gehéiere sonner Zweifel zur Zukunft vun der Wirtschaft iwwert d'europäesch Grenzen eraus. Et gëllt haut ze investéieren an ze promouvéieren, a genau déi Nischen ze fanne mat deene mir, nieft der Finanzplaz an onofhängeg vun der Finanzplaz, e weideren zolitte Pilier fir Lëtzebuerg kënnen entwéckelen.

Mir sollen awer och déi sougenannten „green jobs" en général fir de Wirtschaftswuesstum net ënnerschätzen. Dësen Term fanne mer an de Kapitelen iwwert d'Aarbecht an d'Beschäftegung erëm.

Beschäftegung an de Kampf géint de Chômage ass eng deklaréiert Prioritéit vun dëser Regierung. Nei ass, datt se sech déi néideg Moyenen dozou gëtt, net nëmme finanzieller Natur. Déi ganz Beschäftegungspolitik vun dëser Regierung baséiert op Zesummeschaffen, op transversale Komponenten, well déi transversal Komponente fanne mer praktesch an alle Punkte vun dësem Kapitel erëm. Eng Kollaboratioun tëscht Wirtschaft, Beschäftegung, Ausbildung, Energie, Ëmwelt a Landwirtschaft ass onëmgänglech. De Potenzial vun enger enker Zesummenaarbecht tëscht dëse Ressorte vun Ausbildung, Wirtschaft a Beschäftegung ass enorm a bei Wäitem nach net ausgeschëpft!

Dir Dammen an Dir Hären, dës Transversalitéit, dës ëmmer erëm erwähnte Kollaboratioun - iwwregens ass deen Term „Kollaboratioun" net gezielt ginn; ech hunn e gezielt, e kënnt 81-mol vir am Koalitiounsaccord -, deen Term „Kollaboratioun" kann nëmme vun enger Équipe geschriwwe gi sinn, fir déi dësen Term och Bedeitung huet. Mir wënschen der Regierung eng interministeriell Kollaboratioun, déi e Virbild gëtt fir all déi Leit, déi bei hinnen an de Ministërë schaffen, an déi, déi direkt um Terrain schaffen. D'Bereetschaft ass op alle Fall do, well dee Feedback ass scho komm. Wahrscheinlech och, well um Niveau vun de Verwaltungen de Besoin dozou scho längst erkannt ginn ass!

An der Beschäftegungspolitik wäerte mir als gréng Fraktioun och an der Kontinuitéit bleiwen. Virdrun an der Oppositioun, elo an der Majoritéit. Mir wäerte weiderhin d'Reform vum Arbeitsamt ënnerstëtzen, mam Ënnerscheed, datt elo dem Aarbechtsminister senger Demande fir eng substanziell Personalerhéijung Rechnung gedroe gëtt. Mir musse séier an d'Standardnorme kommen, wat d'Quot vun de betreiten, concernéierten Demandeurs d'emploi pro Conseiller definéiert. Mir brauche séier adequat Infrastrukturen, fir eng gutt Aarbecht ze erméiglechen an e mënschewürdegen Empfang vun de Leit, déi eng Aarbecht sichen.

A genau dat ass dat Neit an der Kontinuitéit. Dës Prioritéite sinn am Regierungsprogramm niddergeschriwwen. An dat ass och gutt esou!

Eng Evaluatioun vun alle Mesures à l'emploi ass virgesinn. Och dat ass richteg an noutwendeg. Eng besser Analys vum Besoin vun der Ënnerstëtzung vum Demandeur d'emploi oder vun der Persoun ouni Aarbecht - dat sinn zwou verschidde Saachen heiansdo - ass gefrot. Wéini ass et besser, temporär en RMG ze hunn, mat oder ouni ATI? Wéini ass et besser, an enger Initiative au travail affectéiert ze ginn? Wéini ass et besser, net assignéiert ze ginn? An esou weider. Och do ass endlech virgesinn, dës verschidde Mesuren, fir déi och nach verschidde Ministèren zoustänneg sinn, besser openeen ofzestëmmen.

De Projet „Garantie pour la jeunesse" ass eng dynamesch Approche fir de Jugendlechen. Et erlaabt de Jugendlechen net mussen an e Gefill ze fale vu betreit sinn, en éischter passivt a fatalistescht Gefill, mä encouragéiert hien, aktiv ze bleiwen, respektiv aktiv ze ginn. Dëse Projet soll séier fonctionnel ginn. Fir ons och extrem wichteg, déi dozougehéierend festgehale Qualitéitskontrollen.

D'Gläichheet tëscht Männer a Fraen ass fir déi gréng e fundamentaalt, wichtegt Element a gehéiert mat der Anti-Atombewegung an der Ëmwelt zu de wichtegste Prinzipien iwwerhaapt vun onser Partei. Datt dëst keen Dogma ass vun deene Gréngen, mä zur Alldagsrealitéit gehéiert, weisen déi deklaréiert Ziler am Regierungsprogramm, déi op de reellen Déséquiliber an der Prise de position (veuillez lire: Prise de décision) reagéiert.

Datt d'Fraen haut grad esou vill Kompetenzen an Erfahrung matbrénge wéi Männer, steet iwwerhaapt net méi zur Diskussioun. D'Diskussioun ass éischter: Wéi eng Politik fir méi eng gerecht Opdeelung? Dës Regierung verabschit sech vum Prinzip: „Mir loossen de Leit emol de Choix, dat selwer ze maachen, an duerno kucke mer." Dës Regierung zitt en éierlechen a gerechte Bilan an hëlt direkt Mesurë fir eng besser Representatioun vu Männer a Fraen op Décisiounsposten, net nëmmen an der Politik, mä och an de Verwaltungsréit, wou se matdécidéiere kann. An dat mat engem faire Rapport vu 60% zu 40%.

Effektiv bléist elo en neie Wand, an och wann heibannen oder an der Regierung Nachholbedarf ass, all Respekt fir dës Erkenntnis an dës wichteg a couragéiert Schrëtt. A mir wënschen der neier Ministesch eng flott Aarbecht am Ministère de l'Égalité (veuillez lire: Ministère de l'Égalité des chances), deem seng Daseinsberechtegung méi wéi jee confirméiert ginn ass.

Déi annoncéiert Gesellschaftsreformen, déi d'Regierung schonn ugekënnegt huet, hu scho fir vill Austausch an der Gesellschaft gesuergt. Eigentlech ass dëst eng positiv Saach. Et gëtt erëm iwwert d'Gesellschaftsgestaltung ënnert de Leit diskutéiert an debattéiert. Et entsteet erëm eng Dynamik, wou jiddweree sech erëm concernéiert fillt a matschwätzt.

Richteg fanne mir, datt d'Politik sech méi aus de kathoulesche Kierchenugeleeënheeten eraushält. Et ass souguer fair. Fair vis-à-vis vun deenen anere Kierchen a Glawensgemeinschaften, fair par rapport zu onser Gesellschaft, déi, anescht wéi virun 100 Joer, haut multikulturell ass.

Fair, well et och unerkennt, datt et an onser Gesellschaft och en Deel Leit gëtt, déi net gleeweg sinn. Fair ass et och, déi verschidde sexuell Orientatiounen endlech wouerzehuelen a gläich Rechter fir gläich Léiften ze schafen. Richteg fanne mir, datt endlech der Fra dat enormt Gewiicht vum Code pénal beim Avortement ewechgeholl gëtt. A richteg, gerecht a fair fanne mir och, dass Leit, déi Joren a Jorzéngten an onsem Land liewen a schaffen, och kënne matdécidéieren, wien hir Vertrieder an der Politik solle sinn. Praktesch alles Komponenten, déi et an aneren europäesche Länner scho gëtt, mä wou mir stolz drop sinn, datt mer och endlech dozougehéieren.

Mir begréissen explizit d'Kreatioun vun der Maison des droits de l'Homme. Säit Jore revendiquéieren déi gréng - d'Fraktioun - eng éierlech Reform vum Jugendschutz. D'Politik ronderëm de Jugendschutz ass eng äusserst sensibel. Et handelt sech ëm Kanner- a Jugendrechter, déi onberéiert bleiwe mussen. Et handelt sech awer och ëm Realitéiten, oft dramatesch Realitéiten, wou Doten a Schued munchmol sech vermëschen, a wou et net ëmmer evident ass, eng Konklusioun ze zéien. Awer mir brauchen dës Reform. An elo kënnt se, a si ass als urgent am Regierungsprogramm ugekënnegt. Bravo fir dëse politesche Courage!

Den Office national de l'enfance gëtt reforméiert, fir d'Aarbecht um Terrain net nëmmen erëm méi einfach, mä virun allem méi effizient ze maachen. D'Zesummenaarbecht tëschent Sozial a Justiz muss gefërdert ginn an ënnerstëtzt ginn zum Wuel vum Kand a senger Famill.

Awer zur Gesellschaftspolitik gehéiert och, datt d'Chancëgläichheet fir jiddwereen déiselwecht ass. Zur UNO-Konventioun fir Mënsche mat Behënnerunge gehéiert och en nationalen Aktiounsplang. Dësen Aktiounsplang gëtt an Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Instanzen a Leit iwwerschafft an ëmgesat. Mir brauchen dësen Aktiounsplang, net nëmmen, well et ëm Chancëgläichheet geet, mä ganz einfach ëm Gerechtegkeet. D'Gebäerdesprooch gëtt och als Sprooch unerkannt a gefërdert. Hei och geet et ëm den Zougang zur Participatioun, an domadder implizit ëm Gerechtegkeet.

Mir waren och als Gréng ëmmer der Iwwerzeegung, hu mir heibannen och ëmmer gesot, datt ee mat enger preventiver Approche an der Santéspolitik vill Sue ka spueren. De Premier huet gëschter gesot, duebel spueren. Mä et kann een och vill Misär sech erspueren, vill Suen op verschidden Niveaue vun der Infrastruktur bis zur Gesondheetskeess. An d'preventiv Moossname sinn ënnert dem Strëch méi bëlleg wéi réparatrice Moossnamen.

An dann natierlech freeë mer ons besonnesch iwwert de Service hospitalier national de l'environnement. D'Ëmweltmedezin ass bis viru Kuerzem nach oft mat Skepsis betruecht ginn. Haut sinn Ëmweltkrankheeten unerkannt a leider och keng Raritéit.

Ech muss och am Numm vun deene Gréngen, der grénger Fraktioun natierlech op d'Wunnengspolitik agoen. Et ass eng vun deene gréissten Erausfuerderunge vun dëser Regierung. Mir hunn an dësem Land en enorme Wunnengsproblem, a gläich op verschidden Niveauen. A mir mussen och feststellen, datt déi lescht Jorzéngte leider keng oder munchmol déi falsch Weiche gestallt gi sinn.

Mir begréissen, datt d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, fir de Fonds du Logement nei opzestellen an en erëm zu deem ze maachen, wat mer brauchen, nämlech en Établissement public, dee virun allem Sozialwunnenge baut, verkeeft a verlount. Mir begréissen, datt d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, datt et virun allem de Rôle vun den ëffentlechen Instanzen ass, derfir ze suergen, datt genuch Sozialwunnengen an erschwéngleche Wunnraum ugebuede kënne ginn. Mir begréissen, datt d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, virun allem an de Parc locatif ze investéieren. Mir begréissen, datt d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, de Präis vum Foncier ze neutraliséieren.

Dat sinn alles konkret Moossnamen, déi stinn am Regierungsprogramm. Et ass weder flou nach vag.

Mir begréissen, datt d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, virsiichteg mam Bauperimeter ëmzegoen, datt seng Erweiderung gekoppelt ass un Antispekulatiounsmoossnamen an u kuerzfristeg Baubedingungen, notamment vun der ëffentlecher Hand.

Dat steet och prezis am Regierungsprogramm. Et ass net vag, et ass net flou.

Mir begréissen, datt d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, datt d'Offer u Suivi social garantéiert gëtt, souwuel beim Kaf wéi och bei der Locatioun vu soziale Wunnengen. A mir encouragéieren déi nei Ministesch, séier de Bilan vum Pacte logement a vum Paquet logement ze maachen, an da gegebenenfalls déi noutwendeg Adaptatiounen ze maachen.

D'Gemenge sinn de Partner Nummer eent an der Wunnengsbaupolitik a brauche konkret Ënnerstëtzung. Dës konkret Ënnerstëtzung, a Form notamment vu Berodung, ass elo endlech

virgesinn. Esou wäert all Gemeng kënnen à même sinn, hir Verantwortung an der Wunnengsbaupolitik ze iwwerhuelen an domadder en autonomen, awer fiabele Partner fir de Stat kënnen ze sinn.

An der Wunnengspolitik ass mat Sécherheet eng Revisioun vun alle méigleche Subsidë sënnvoll. Mir mierken haut, datt net onbedéngt déi Leit, déi eng finanziell Ënnerstëtzung brauchen, déi och genuch kréien. Anersäits mierke mer och, datt ee mat Wunnengsbau vill Fric ka maachen. Anstänneg a mënschewierdeg wunnen ass awer e Mënscherecht, e Besoin, mat deem net nëmme solle Geschäfter gemaach ginn!

D'Subsiden a finanziell Ënnerstëtzunge sollen do ausbezuelt ginn, wou se gebraucht ginn, fir en Daach iwwert dem Kapp ze hunn, fir sech e Liewen opzebauen oder fir senge Kanner eng Wunnméiglechkeet ze hannerloossen.

Wunnenge bidden awer och en enorme Potenzial fir Energie ze spueren, respektiv fir an Zukunft keng Energie méi ze verbrauchen. E Pionéier an der Groussregioun ze ginn an de Ressorten Energieeffizienz an erneierbar Energien, dat ass e geschriwwent, deklaréiert Zil vun dëser Regierung. Sécherlech en ambitiéist Zil, mä eng intelligent Strategie. Genau esou Projete brauche mir hei zu Lëtzebuerg. Enorm vill Aarbechtsplaze kënne geschafe ginn, wa mir op dës nei Créneaue setzen, wa mir proaktiv an dës Wirtschaftsnischen investéieren.

An dës nei Secteure garantéieren den nächste Generatiounen eng Onofhängegkeet vu Pëtrol a Gas. Dës Onofhängegkeet ass och eng Saach vu Gerechtegkeet, well spéitstens bei der nächster Generatioun kann de Pëtrol an de Gas nach just vu räiche Leit bezuelt ginn. D'Onofhängegkeet vu Gas a Pëtrol an den Ausbau vun erneierbaren Energien huet net nëmmen eng wirtschaftlech an eng sozial Komponent, mä och ekologesch Konsequenzen. Einfach ausgedréckt, awer richteg: keen Dreck an der Loft, keen Dreck am Waasser, kee radioaktiven Offall, keng nei verseuchte Frichen, keng gesondheetsschiedlech Ëmwelt fir Kanner an Erwuessener.

Jo, mir fannen de grénge Fuedem am Regierungsprogramm erëm a mir sinn iwwerzeegt, datt déi gréng Regierungsmemberen, alle véier, mat Kompetenz an Erfahrung dëse Programm déi nächst fënnef Joer wäerten hëllefen an d'Praxis ëmzesetzen. Well si wäerten dat net eleng maachen. Et ass keng gréng Aufgab, et ass eng Regierungsaufgab, esou wéi et am Regierungsprogramm steet. Et ass eng gemeinsam Aufgab, de Premier huet et gëschter ënnerstrach.

Ons natierlech Ressourcë sinn net onendlech. De Klimaschutz huet am Regierungsprogramm eng reell Wichtegkeet. Dës wäert bei der Présidence 2015 spéitstens e Schwéierpunkt gi vun dëser Regierung. Dës Regierung bekennt sech kloer géint Atomenergie a wëllt aus dem ITER-Atomfuerschungsreaktorprogramm erausklammen. Mir brauche méi wéi jee esou Stëmmen um EU-Niveau. De Stat wäert op 100% grénge Stroum ëmswitchen. D'Regierung wëll sech och beméien, méi Ustrengungen heiheem ze maachen, fir d'Klimaziler ze erreechen.

An de Kapitelen iwwert de Buedemschutz, d'Loftqualitéit, de Kaméidi oder d'Offallgestioun, liest ee kloer Aktiounen, wéi dës Regierung den Naturschutz wëllt férderen. De Biolandbau soll staark gefërdert ginn, fir kënnen der nationaler riseger Nofro e bësse besser nozekommen. An datt de Principe de précaution bei den OGMen oder bei de GSM-Antenne weiderhi verstäerkt gëtt, kann ee feststelle bei de Mesuren, déi dës Regierung sech virgeholl huet.

Den Naturschutz kritt eng nei Dimensioun an dësem Regierungsprogramm. Dozou gehéiert och de Waasserschutz. Beim Waasserschutz gëtt et enorm vill nozehuelen. Déi viregt politesch Responsabel hunn et verpasst, eng Politik anzeféieren, déi ons Gewässer an e gudden Zoustand bréngt. Si hunn net derfir gesuergt, datt onst Land iwwer flächendeckend Ofwaasserinfrastrukture verfügt. Et feelen nach ëmmer adequat Règlements grand-ducaux zu den noutwendege Waasserschutzzonen, déi gebraucht ginn, fir e proppert Waasser ze garantéieren, e proppert Drénkwaasser.

D'Waasserpolitik huet elo seng richteg Plaz am Ëmweltministère fonnt. An d'Ëmweltpolitik huet elo hire richtege Stellewäert an der Chamber fonnt, doduerch datt mer eng eegen Ëmweltkommission geschafen hunn. Vun haut un ass fir dës Regierung d'Ëmweltpolitik eng transversal Politik par excellence.

D'Vernetzung mat der Landwirtschaft a mat dem Konsumenteschutz ass evident. Awer och d'Vernetzung mat der Wirtschaft an der Ëmwelt ass wichteg. Et sinn zwou Politiken, déi, wéi de Premier et gëschter gesot huet, komplementaresch ze verstoe sinn. Mat dëser neier Manéier ze schaffen, ewech vun der Silosorganisatioun an eriwwer zur interministerieller Zesummenaarbecht, kréie mir déi Bedingungen, déi mer brauchen, fir kompetent an effektiv ze schaffen.

Uerdentlech Bedingungen, fir effikass ze schaffen, brénge mat Sécherheet déi laang ersehnte Plans sectoriels, un deene schonns bal zéng Joer a verschidde Ministërë geschafft gëtt. De Plan sectoriel «Logement», de Plan sectoriel «Transports», de Plan sectoriel «Zones d'activités» an de Plan sectoriel «Paysages» si véier Aarbechtsinstrumenter, déi mer schonns laang an dësem Land gebraucht hätten, fir eng uerdentlech, fir eng geplangten, awer virun allem eng duerchduechte Gestaltung vun dësem Land ze organiséieren.

Wéi eng Stroossen, wéi eng Schinne gi wou a firwat gebaut, oder net gebaut? Wéi eng Zones d'activités gi wou installéiert, a fir wéi eng Betriber? Wat wëlle mer férderen, a firwat wëlle mer dat? Wou sollen nei Wunnenge gebaut ginn, a firwat grad do? Wahrscheinlech well mer grad do den ëffentlechen Transport gebaut oder geplangt hunn, oder eng Zone d'activités geplangt hunn, wou mer kuerz Weeër ubidden tëscht schaffen a wunnen. Wat muss protégéiert ginn? Wou wëlle mer zesummenhänkend Grénzgzonen oder Naturparken erhalen? A firwat? Wou wëlle mer Agraraktivitéite férderen?

Eigentlech kann ee sech keng Landesplanung virstellen, ouni d'Viraussetzung vu bestehende Plans sectoriels, déi openeen ofgestëmmt sinn. An dofir gëtt et héich Zäit, datt dës Regierung sech d'Mëttel gëtt, fir kënnen ze schaffe wéi am 21. Jorhonnert, fir eng Chance ze kréien, och eng nohalteg a sënnvoll landesplaneresch Politik ze gestalten. Déi Zäite vun „first come, first served" sinn definitiv eriwwer.

Mir musse prioritär och de Problem vum Trafic an de Grëff kréien. An deenen nächste Jore gëllt et, dem ëffentlechen Transport eng Prioritéit ze ginn, d'Offer massiv, souwuel quantitativ wéi awer och qualitativ, ze verbesseren, wa mer wëllen, datt d'Leit net méi mussen oder wëlle mam Auto fueren an noutgedrongen am Stau stinn. A mir mussen och Stroosse bauen, do wou se gebraucht ginn. D'Mobilitéit ass nämlech e Ganzt. Et ass eng Kette mat vill verschiddene Méiglechkeeten, fir sech fortzebewegen. Dës Regierung muss derfir suergen, datt endlech en Equiliber hiergestallt gëtt tëscht dëse verschiddene Méiglechkeeten.

D'Offer un ëffentlechem Transport verbesseren, wéi den Zuch oder den Tram, innovativ Mobilitéiten aféieren, wéi zum Beispill de Carsharing oder konsequent duerch d'ganzt Land d'Mobilité douce, de Vëlo oder zu Fouss goe férderen. Dës Initiativen, déi stinn och kloer am Regierungsprogramm, net vag, net flou, mä kloer. Dës Initiative bedeiten e Quantesprong no uewe fir d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi hei wunnen, oder déi, déi all Dag heihi schaffe kommen. A si sinn een net ze ënnerschätzende wichtege wirtschaftleche Standuertfacteur fir onst Land.

Ech wëll haut net vill bäifügen zu der Finanzplazpolitik, well vill schonns doriwwer geschwat ginn ass. De Premier huet et gutt résuméiert. Am Moment ass d'Finanzplaz ons Mëllechkou. Mir alleguerte liewen haaptsächlech vun dëse Suen. Si fidderen onse Budget, souwuel um nationale wéi um Gemengenniveau. Mä mir hunn eng Rei Erausfuerderungen, deene mer ons musse stellen. Jo, mir mussen eng stabil a prévisibel Politik fir d'Finanzplaz garantéieren. An, jo, mir solle proaktiv an deene verschiddenen internationale Gremien, wéi zum Beispill, mä net nëmmen, d'OCDE matschaffen, a Saachen Transparenz a beim Échange automatique vu Steierinformatiounen.

Jo, mir sollen e prezise Kalenner froe fir en automateschen Informatiounsaustausch, dee weltwäit och fir all aner Finanzplaze soll zielen. A mir sollen ons Uleies no homogenen Normen ënnersträichen an onse Wëllen, fir aktiv drun ze schaffen, bekannt maachen. Esou wéi an der Vergaangenheet, vläicht mat méi Iwwerzeegung. E Kalenner, dee mer souwisou riskéieren opgedrongen ze kréie mat enger Deadline. Mä mir denken, datt de Wëlle vun der Regierung, fir d'Finanzplaz ëmzestrukturéieren, mat neien, sougenannte proppere Produkter, an domadder och en neien Typ vun Investisseuren unzeéien, dee richtege Wee ass a wahrscheinlech och deen eenzegen.

Dofir ass et och richteg, datt dës nei Regierung sech dofir asetze wäert, fir eng weider Diversifiéierung vun den Aktivitéite vun onser Finanzplaz virunzedreiwen, zum Beispill a Richtung vun den Investissements socialement responsables, wéi d'Mikrofinanz oder déi sougenannte Fiche d'impact (veuillez lire: Finance d'impact).

Dës Regierung, dat ass och scho vill haut gesot ginn, muss sech de Spuermoossnamenserausfuerderunge stellen. Iwwregens, dat hätt all nei Regierung misse maachen, déi elo am Dezember ugetruede wier, egal wat fir eng politesch Partei, déi heibanne vertrueden ass. Dëst wëllen ignoréieren, ass schlicht politesch irresponsabel! À politique inchangée, et ass scho gesot ginn, hu mer an zwee Joer 15 Milliarde Schold a kommen no un déi 30% vum PIB.

Esou wéi all Regierung hätt missen derfir suergen, wäert och dës nei Regierung derfir suergen, datt den Triple-A net a Gefor kënnt. An ech fannen et och net gutt, datt een de Wäert dovunner elo erofspillt. Dat ass schonn eng wichteg Komponent. Well dat géif nämlech bedeiten, datt mer an eng dramatesch Scholdespiral erageroden, wou mer ons nëmme kënnen en dramateschen Ausgang fir onst Land an déi kommend Generatiounen erwaarden. Jo, dat si blank Zuelen, esou den Ausdrock vum Premier gëschter.

An de Moie sot de Vertrieder vun der CSV, datt déi Zuel vun 1,5 Milliarde scho laang bekannt ass. Mir hunn awer néierens an deene villen Tiräng eng Léisung fonnt, wéi een där scho laang bekannten Zuel kéint entgéintwierken. Et gi keng Léisungsvirschléi an deenen Tiräng, an et ginn och keng Léisungsvirschléi zu deenen 800, mindestens, Milliounen, déi ons wäerten duerch de Commerce électronique ewechfalen. Dat ass d'Aufgab vun dëser neier Regierung, an déi ass verdammt verflicht eng Léisung ze fannen!

Et feelen also 1,5 Milliarden, an déi brauche mer, fir datt den Dramazeenario net antrëtt. Dofir wäerte mir d'Regierung ënnerstëtze bei den ugekënnegte Mesuren, notamment wéi Screening oder „zero-based budgeting". Mir ënnerstëtze se awer och bei där ugekënnegter Steierreform, déi muss a wäert op Kritäre vu sozialer Gerechtegkeet a vun Nohaltegkeet baséieren. A mat Sécherheet wäerte mer do och d'Kapitalbesteierung erëmfannen.

Mir ënnerstëtzen och d'Iwwerpréiwung vun alle sozialen Transferten op hir Gerechtegkeet an hir Effikassitéit. Well e sozialen Transfert rechtfertegt sech doduerch, datt déi, déi et brauchen, op eng wierdeg Aart a Weis gehollef kréien, fir wierdeg ze liewen. Si si keen Droit acquis, an et kann net sinn, datt d'Allgemengheet muss bezuele fir Transferten, déi do ukommen, wou se net gebraucht ginn. An et kann och net sinn, datt d'Allgemengheet Steiere bezilt an d'Transferte kommen net oder net genuch do un, wou se gebraucht ginn.

D'sozial Transferte sinn nach vill esou organiséiert nom Prinzip „Géisskan" aus den Zäiten, wou d'Keese voll waren a verdeelt ginn ass, ouni richteg selektiv ze sinn. An deenen Zäiten ass séier wéineg analyséiert ginn - och e Wuert, wat anscheinend ze vill oft an dem Regierungsprogramm erëmkënnt -, an deenen Zäiten, wou d'Keese voll waren, ass séier wéineg analyséiert ginn. Dës Regierung mécht kee Feeler, wa si sech genuch Zäit hëlt, fir ze analyséieren, ier se eng vernünfteg Décisioun hëlt.

Mir hätten ons gewënscht, déi politesch Responsabel aus de fette Joren hätten och fir d'éischt analyséiert, ier se zum Beispill de Spëtzesteiersaz erofgesat haten oder deen een oder deen anere Wahlcadeau verdeelt hunn un d'Leit, déi zwar stëmme ginn, mä déi net onbedéngt déi Sue gebraucht hunn.

Ech erënneren, datt am Joer 2000 mer e Wuesstum hate vun iwwer 9%, mir haten en Iwwerschoss am Budget vun iwwer enger Milliard, an trotzdeem ass décidéiert ginn am Joer 2001 an 2002, de Spëtzesteiersaz vu 46 op 38% erofzesetzen. An dofir verstinn ech wierklech net déi Ausso vun de Moien aus der CSV-Bänk, wann ee seet: „Spuere muss een, wann et gutt geet." Dofir fanne mir et e bëssen einfach, elo esou eng Kritik auszeüben.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung huet d'Situatioun vun onsem Land kloer erkannt a se dem Bierger an der Biergerin beschriwwen. Dës Regierung huet de Courage, fir offensiv a konkret Virschléi ze proposéieren. Dës Regierung wëllt, zesumme mat alle Partner vun der politescher Oppositioun iwwert d'Sozialpartner a Gemengeresponsabel bis all Bierger an all Biergerin, zesummeschaffen. Dës Regierung trëtt geschlossen un als eng Équipe, a si wäert nei Akzenter setze fir ons Zukunft, fir e bessert Zesummeliewen, mat deem, wat ons verbënnt oder wat ons ënnerscheet; fir den Aarbechtsmaart esou ze gestalten, datt och déi nächst Generatiounen an engem soziale Fridde kënne matenee liewen; fir alles ze ënnerhuelen, datt eis Ëmwelt net weider zerstéiert gëtt, mä sech lues a lues erhëlt an esou zu enger wierklecher Liewensqualitéit bäidréit.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vu menge Kolleegen a Kolleeginne vun der grénger Fraktioun wënsche mir alle Membere vun der Regierung eng glécklech Hand a versécheren hinnen, datt mer wäerte mat Freed an Engagement un dëse flotte blorout-grénge Projete matschaffen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ëmmer bei Chamberswahlen, esou hunn och d'Wahle vum 20. Oktober d'politesch Kaarten hei zu Lëtzebuerg frësch gemëscht. Klore Gewënner ass d'DP, déi mat véier Sëtz weider kann an d'Chamber eranzéien, an déi Lénk mat engem Sëtz weider. D'LSAP huet sech gehalen an huet awer hiert schlechtste Resultat, prozentual gesinn, no dem leschte Weltkrich agefuer. D'CSV huet dräi Sëtz verluer, déi gréng hunn ee Sëtz verluer an d'ADR huet och ee Sëtz verluer, deen - wann ee wéilt - een och kéint schéirieden, a soen: „Mir hunn een Deputéierte méi wéi virun de Wahlen hei an der Chamber." Mä am Verglach zum leschte Wahlresultat ass et och ee Sëtz manner.

Am Prinzip ass an enger neier Regierung de Wahlgewënner ëmmer vertrueden. An dësem Fall d'DP. Dat entsprécht och dem Wielerwëllen. Wéi duerno eng Majoritéit zustane kënnt, dat steet néierens. Eng Regierung vun nëmme Gewënner wier dës Kéier net méiglech gewiescht, well mer hunn zwee Gewënner. Dat sinn d'DP an déi Lénk, obschonn ech dovun ausginn, datt déi gär zesummegaange wieren,...

(Hilarité)

...do gëtt et awer keng Majoritéit. A wie fir d'éischt muss gefrot ginn, fir eng Koalitioun ze maachen, dat steet och néierens.

Am Prinzip mécht keng Partei eng Koalitiounsausso, bis de Grand-Duc e Formateur oder en Informateur genannt huet. An hei huet déi nei Gambia-Majoritéit sech sécherlech net un d'Traditioun an un d'Spillregele gehalen. Dass eng Dräierkoalitioun zustane komm ass, ass fir Lëtzebuerger Verhältnisser wuel näischt (veuillez lire: wuel nei), ass awer näischt Ondemokratesches dofir.

Eng Majoritéit ass eng Majoritéit, och dann, wann déi stäerkste Partei net dra vertrueden ass. Eng Majoritéit vu 60 Deputéierten, dat wieren der mindestens 31, och wa se keng 50% vun de Wieler hanneru sech huet. D'Majoritéit sinn d'Mandater hei an der Chamber. Och eng aner Majoritéit CSV/DP hätt och eng Majoritéit vun de Wieler hanneru sech gehat, awer och eng relativ knapp, vu knapps iwwer 51%.

An de Moien hat ech zäitweileg d'Gefill heibannen, wéi den Här Juncker am Numm vun der CSV geschwat hat, datt mer keng Dräierkoalitioun hätten, mä eng Véierkoalitioun.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Well den Här Juncker huet de Moie quasi vu vir bis hannen déi ganzen Zäit erkläert, datt deen neie Koalitiounsaccord am Fong näischt méi an näischt manner wier wéi den CSV-Wahlprogramm. Mä en huet no enger gudder Stonn awer lues a lues d'Kéier kritt an en huet sech du scho lues a lues an déi Roll vun der Oppositioun agespillt.

Ech hu bei mir geduecht: „Stell der emol vir, et wier eng Kéier dat Schrecklecht a mir géifen an d'Majoritéit kommen" - wat jo en Albdram wier fir Iech, Här Juncker, obscho verschidde Leit vun der CSV dat gäre géife maachen, wann de Wieler et gewollt hätt -, „da misst ech och wahrscheinlech op d'mannst eng Stonn brauchen, bis ech mech ëmgestallt hätt, no 25 Joer Oppositiounspolitik hei am Land!"

(Hilarité)

Et ass natierlech esou: Eng Partei, Här President, déi ass awer net nei an der Regierung. Dat ass d'sozialistesch Partei. A wa mer haut schwätzen, datt déi nei Regierung, wat d'Finanzen zumin-

dest vum Stat ubelaangt, e schlechte Bilan muss mat iwwerhuelen, dann ass dat net eleng d'Schold awer vun enger CSV, mä dann ass dat d'Schold vun enger CSV/LSAP-Politik, déi néng Joer zesumme Responsabilitéit gedroen hunn an déi och kollektiv responsabel si fir dat Resultat!

An d'Sozialisten hunn an der leschter Period ëmmer gesot, si wieren de Juniorpartner an dofir hätte se sech net kënne vis-à-vis vun der CSV duerchsetzen. Déi Argumentatioun zielt vun elo un net méi. Si sinn elo kee Juniorpartner méi, si sinn elo op gläicher Héicht mat deem anere Koalitiounspartner, der DP, a si mussen elo beweisen, dass dat, wat se an der leschter Regierung net duerchgesat kritt hunn, datt se dat elo kënnen duerchsetzen.

Allgemeng muss een awer soen, dass dës Dräierkoalitioun eng gewëssen, ech wëll net soen, Narrenfräiheet am Ufank huet, mä dach eng gewësse Startchance. Well vill Leit am Land soen: „Endlech hu mer emol eng Regierung ouni CSV, dat kann eiser Demokratie nëmme guttdoen." An aner Leit soen: „Vill méi schlecht wéi déi al CSV/LSAP-Regierung et gemaach huet, kënnen déi hei et och net maachen."

(Brouhaha)

Well déi miserabel Situatioun, an där mer sinn, ass jo, wéi gesot, d'Resultat vun néng Joer CSV/LSAP-Regierung.

Dat héiert ee vill. Ech mengen, wéi déi dräi Parteien elo iwwer Wochen um Koalitiounspabeier geschafft hunn, si mir dann ënnert d'Vollek gaangen, an dann huet een d'Stëmmung vum Vollek kritt, an dat do ass eppes, wat ee relativ dacks héieren huet.

Iwwert d'Struktur vun der neier Regierung wëll ech net vill Zäit verléieren. Si mengt, et wier gutt, wa se zu 18 wieren - am Kader vum Spuerprogramm.

(Hilarité)

Si mengen, et wier gutt, wa se missten en neien als Finanzminister an d'Regierung eranhuelen, woubäi ech wëll soen, datt mir och net un der Capacitéit vum Här Gramegna wäerten zweifelen. Mä mir hätte gäre gesinn, wann ee vun den Haaptleit aus der Regierung, de Statsminister oder de Vize-Premier, de Courage geholl hätten, fir eben och de Ressort vun de Finanzen direkt ze iwwerhuelen.

An der Politik gëtt et verschidde Beräicher. Et gëtt gesellschaftspolitesch Themen, Froen iwwert den Avortement, d'Homo-Bestietnis, d'Trennung vu Kierch a Stat oder Reliounsunterrecht, finanz- a wirtschaftspolitesch Themen, d'Statsfinanzen, d'Wirtschaftspolitik, d'Sozialpolitik, Chômage, Wunnengsbau, Enseignement, Transport an esou weider. Oder Statsreformen: Verfassungsreform, Statsrot, d'Verfassungsgeriicht, Referendum an esou weider. Jiddweree setzt aner Prioritéiten. All Partei huet aner Prioritéiten. Fir déi eng ass dat eent, fir déi aner ass dat anert méi wichteg.

Fir d'ADR hunn ouni Zweifel an där aktueller Lag, wou d'Land sech dra befënnt, déi finanz- a wirtschaftspolitesch Theme Prioritéit. Wat net soll heeschen, datt déi aner Punkten net och solle wichteg sinn.

Am Koalitiounsaccord fënnt een ee Wuert - „Nohaltegkeet" - queesch duerch de Programm erëm. Nohaltegkeet, géif ech mengen, ee ganz wichtegt Wuert. Nohaltegkeet ass immens wichteg an zwar an alle politesche Beräicher. D'Finanzen, d'soziaalt Versécherungswiesen, besonnesch am Pensiounswiesen, Ëmwelt, Mobilitéit, d'Transportwirtschaft, jee, iwwerall fanne mer d'Nohaltegkeet erëm.

A wann déi nei Regierung higeet a se seet: „Mir setzen all eis politesch Iwwerleeungen an Décisiounen ënnert de Prinzip vun der Nohaltegkeet.", kann een dat nëmme begréissen. Mä et muss een awer och kucken, wéi mer dat an der Praxis kënnen erliewen, gesinn a kontrolléieren. Maache mer dat, wéi dat bei de Projets de loi war, iwwert d'Fiches financières, datt mer bei all Projet och konkret derbäileeën d'Konsequenzen op d'Nohaltegkeet, an zwar an alle Beräicher, a kucke mer dann, wat eis Aufgab muss sinn, ob déi Propositiounen och am Aklang mat deenen Nohaltegkeetsprinzipie sinn. Wann dat de Fall ass, wier dat eng positiv Entwécklung.

D'Statsfinanzen: Do gëtt et keng nei Erkenntnisser no de Wahlen. D'Finanzsituatioun war virun de Wahle bekannt. D'Eckwäerter si bekannt. Et huet also kee brauche bis no de Wahlen ze waarden, fir gewuer ze ginn, wéi d'Statsfinanze wieren. De Statsbudget huet an deene leschte Joren ëmmer en Defizit vun enger Milliard opgewisen, dëst trotz zwou sougenannter Spuerprogrammer an der Héicht vun 200 an 250 Milliounen Euro. D'Scholde sinn an der leschter Legislaturperiod vu 5,9 Milliarden am Joer 2009 op 13 Milliarden am Joer 2013 eropgaangen. D'Scholden am Verhältnis vum PIB sinn an der gläicher Zäit vu 15,3 op 28,4% eropgaangen. 2004, zur Erënnerung, louch dee Prozentsaz nach bei 6,3%. Dëst sinn déi offiziell Zuelen, déi een um Site vun der Regierung vun der Trésorerie kann duerchliesen. Fir 2013, steet derbäi, wieren dat Estimatiounen.

Et ass zënter 2007 bekannt, dass d'Recetten um E-Commerce am Joer 2015 staark zréckginn. Am Joer 2015 dierft dës Recette bei enger Milliard Euro leien, bei engem Budget, deen dann, u Recetten, dierft ëm 13 Milliarde Recetten hunn. Et muss ee sech also déi Relatioun vun de Recettë vum E-Commerce zu de Gesamtrecetten duerstellen. Dovunner falen am Joer 2015 70%, also 700 Milliounen, ewech. 2017 geet dee Prozentsaz op 85% an 2019 op 100% erop. Dat heescht, an der nächster Legislaturperiod falen nach eng Kéier zousätzlech, aus heiteger Siicht, zweemol 150 Milliounen ewech, bis déi Steier praktesch da ganz verschwonnen ass.

Alles dat war virun de Wahle bekannt, genausou wéi datt verschidde grouss Betriber Retarde bei de Steierdekonten haten, déi awer all an deene leschte puer Joer gréisstendeels encaisséiert gi sinn. Wat also eng Mouk war, déi nach an de Betriber louch, déi awer an der Zwëschenzäit och encaisséiert ginn ass.

D'Zil, d'Ambitioun, déi déi nei Regierung sech bei de Statsfinanze gesat huet, ass ze begréissen a kann een nëmmen ënnerstëtzen. D'Statsverschëldung däerf net iwwer 30% vum PIB goen. Wann d'Estimatioune vun der Trésorerie richteg sinn, a mir zweifele jo net dorun, da leie mer elo awer scho bei 28%. Maastricht erlaabt eis 60%. A mir waren eis ëmmer, heibannen an och an der Finanzkommissioun, eens, datt ee Land wéi Lëtzebuerg mat enger klenger Ekonomie net soll déi 60% als Grenz ugesinn, mä sech eng Barrière méi fréi setze vun 30%. Dat war, géif ech soen, e parteiiwwergräifende Konsens heibannen.

Dat géif awer da bedeiten, wann d'Regierung net wëllt iwwert déi 30% erausgoen, datt mer quasi keng Scholden elo méi dierften ophuelen. Dat ass eng enorm Erausfuerderung, wann ee weess, datt mer all Joer iwwer eng Milliard Defizit hunn an datt mer 2015…, an dat ass net méi wäit, well déi nei Regierung wäert direkt mussen elo am Kader vun den europäesche Strukture schonn am Fréijoer d'Eckwäerter vum Budget vun 2015 no Bréissel schécken a se muss och elo dann do scho reagéieren.

Wann een dann nach gesäit, datt dosteet, datt d'Regierung keng Austeritéitspolitik wëllt maachen a Steiererhéijungen nëmmen als allerlescht Méiglechkeet ugesäit an d'Investitiounen op héijem Niveau wëllt halen, da bleift natierlech d'Fro ze stellen: Wéi gëtt dann dat Lach vun 1,5, 1,6 Milliarde gedeckt? An hei bleiwen de Koalitiounsvertrag an och d'Ausso vum Här Statsminister gëschter all Äntwerte schëlleg. Et si keng kloer Antwerten op déi Froen, op déi wichtegst Froe ginn. Nëmme Schlagwierder, awer näischt Konkretes.

D'Regierung huet awer an aner Prioritéiten. Ech wëll lech zum Beispill eng nennen, wou se ganz prezis am Regierungsaccord geschriwwen huet, wat se mécht. Dat ass zum Beispill bei de Piercingen: «Le Gouvernement réglementera l'activité des salons de tatouage et de piercing en fixant des normes concernant notamment les mesures d'hygiène devant entourer ces pratiques.» Dat heescht, et gëtt also och Punkten, wou d'Regierung prezis ass am Regierungsprogramm. Wat awer, fir dat Lach vun 1,5 Milliarden ze stoppen,…

(Hilarité)

…wann een awer dann an de Regierungsprogramm kucke geet, wéi prezis datt se do ass, huet den Här Statsminister wuel gesot gëschter Mëtteg: „Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt, wou mir hiwëllen. D'Leit solle wëssen, wou si dru sinn."

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat huet den Här Statsminister gëschter Mëtteg hei gesot an, fir datt d'Leit och solle wëssen, wou se dru sinn, huet en dat dann och prezis direkt duerno erkläert. An zwar: „Et gëtt eng nei Systematik an der Gestioun agefouert. Manner Geld, eng besser Politik. Transparent Duerstellung vun den Zuelen, e sougenannten «Kassensturz»."

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, wann déi hei Regierung net weess, wat an der Keess ass, da ka se sech mat der geballter Kraaft vun deene Regierungsmemberen, vun deenen 18 Regierungsmembere voll op déi Keess stierzen. An da wäert se feststellen, datt ausser Scholdschäiner näischt dran ass.

Do braucht Dir kee Kassensturz ze maachen, dat weess all Mënsch, datt kee Geld méi do ass. Mä wann Der awer gären dee Kassensturz maacht, da maacht dat. Da gëtt et: Taskforce, Screening, déif gräifend strukturell Reformen, periodesch Evolutiounen, interne Stabilitéitspakt, Konsolidéierungsefforten, Transferten hannerfroen, selektiv an zilorientéiert Sozial- a Logementstransferten, eng Stratégie fiscale à court, moyen a long terme.

Sou, elo weess all Mënsch am Land, wéi den Här Bettel sot: „Wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt a wou mir hiwëllen. D'Leit solle wëssen, wou mir dru sinn." Dat do ass d'Erklärung zu deem: Nëmmen e Slogan a soss glat guer näischt Konkretes. Dat Ganzt ass eng Virwëztut. De Kleeschen ass laanscht.

De Statsminister huet an deene leschte Wochen ëmmer dat Wuert „dënschdes" ernimmt. Ech hunn een Ableck gemengt, op eemol gëtt dat nach en Nationalfeierdag, et muss onbedéngt op den Dënschdeg kommen. Wéi en de Regierungsaccord virgestallt huet, do huet d'Press ewéi dacks gefrot: „Wéini gi mer dëst gewuer? Wéini gi mer dat gewuer?" „Den Dënschdeg. Den Dënschdeg. Den Dënschdeg. Den Dënschdeg."

(Hilarité)

Du war en um Radio am „Background". „Wéini gi mer dat gewuer?" „Den Dënschdeg. Den Dënschdeg. Den Dënschdeg." Sonndes owes am „Kloertext": „Den Dënschdeg. Den Dënschdeg. Den Dënschdeg."

Elo war gëschter Dënschdeg, Här President. A mir hunn alleguer gemengt, elo géife mer eppes gewuer ginn, mä mir sinn hei gëschter Owend genau esou gescheit heemkomm, wéi mer gëschter Mëtteg domm erakomm sinn.

(Hilarité)

Här President, den Här Statsminister hat net gesot, dat muss ee fairerweis zouginn, wat fir een Dënschdeg datt dat wier.

(Hilarité)

En hat och keng Woch genannt, en hat kee Mount genannt an en hat och kee Joer genannt. Mä et kënnt. Sécherlech eng Kéier op engem Dënschdeg gi mer et gewuer. An ech kann lech elo scho soen, deen Dënschdeg, dee kënnt net virum 25. Mee d'nächst Joer, also 2014, well dat ass den Dag vun den Europaparlamentswahlen. A virun deem Datum wäert déi nei Regierung d'Kaz net aus dem Sak loossen, fir datt d'Leit alles hei… Also musse mer waarden op den Dënschdeg nom 25. Mee 2014, bis d'Regierung d'Kaz aus dem Sak léisst!

Mä déi nei Regierung, mir stëmmen d'nächst Woch hei e Gesetz, wou mer am Fong véier Zwieleftel vum Budget fir 2014 stëmme mussen, fir datt de Stat ka fonctionnéieren an och seng Steiere kann encaisséieren. Mä spéitstens am Abrëll musse mer schonn en neit Gesetz stëmme fir de Budget vun 2014, nach aacht Méint.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nach ëmmer dënschdes?

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bettel, Här President, elo huet den Här Bettel schonn erëm eng Kéier „dënschdes" gesot, hein.

(Hilarité)

M. le Président.- Ech mengen, Dir hutt richteg héieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, mäi Gott, jo. Da loosse mer emol kucken, wéi et mat deem Dënschdeg geet.

Ech géif op jidde Fall dat heite soen: Déi hei Regierung oder Membere vun dëser Regierung, d'DP, déi gréng an och mir hunn dat ëmmer gesot, datt déi al Regierung ee wierklech grousse Feeler gemaach huet. Dat ass deen, datt mer wëssen, datt 2015 e groussen Abroch an de Statsfinanze kënnt. A wann een dat jorelaang virdru weess, datt esou ee groussen Abroch kënnt, dann hätt ee missen d'Finanze vum Stat op déi Situatioun preparéieren an et hätt een net sollen, wéi d'Regierung virdrun dat gemaach huet, soen: „Ma dat kënnt no de Wahlen, dat kann déi nächst Regierung maachen."

Dat war ee krasse Feeler, deen déi lescht Regierung gemaach huet, datt se d'Land net preparéiert huet op dee grousse Steierabroch, dee mer 2015 kréien! An duerfir erwaarde mer eis elo vun dëser Regierung, och wann de Budget vun 2014 nëmmen aacht Méint méi virun 2015 ass, datt dës Regierung de Courage huet, och wa mer de 25. Mee Europawahlen hunn, fir dann am Mäerz, Februar/Mäerz, wa mer dee Budget hei deponéiert kréien an diskutéiert, datt een dann awer de Courage gesäit, datt do schonn Akzenter gesat ginn, fir déi Erausfuerderung vun 2015 ze begéinen, an datt net erëm gewaart gëtt bis ausganks d'nächst Joer, bis mer do eppes gewuer ginn.

Et ass eng éischt Plaz, wou kann eng Kéier op engem Dënschdeg dann den Här Statsminister hei an d'Chamber kommen a soen: „Hei, mir maache schonn 2014 déi an déi Moossnamen."

Här President, ech hu gesot, et gi keng Steiererhéijungen am Prinzip gemaach, nëmmen als allerlescht Instrument. Just mat enger Ausnahm, dat ass d'TVA: „Dat ass weider keng Steiererhéijung." Dat ass eng Steiererhéijung, déi zum Beispill virun de Wahlen déi gréng an hirem Wahlprogramm stoen haten als eng Belaaschtung vun de klengen a mëttleren Akommessen. An déi hunn nach méi een niddregen TVA-Saz gefrot, déi gréng, fir d'Konscht an d'Kënschtler. An d'DP schreift: „Eine Mehrwertsteuer nur wenn nötig."

Wéi séier d'Zäite kënnen änneren, dat huet den Här Bettel gëschter hei gemaach, wéi e gesot huet: „Wat d'Steierlaascht ubelaangt, gesi mir definitiv net, wéi mir laanscht eng Erhéijung vun der TVA komme kënnen." Esou séier geet et! Virun de Wahlen huet een dat nach wäit ewech gesinn an no de Wahlen definitiv net.

D'TVA ass awer eng Steiererhéijung, déi sozial ongerecht ass. Dat ass jo vu kengem vun deene Koalitiounsparteien a Fro gestallt ginn. Et ass ee Kafkraaftverloscht fir d'Leit vun 2%. A se betrëfft och de Commerce, den Handel. Wann d'Kafkraaft vun de Leit erofgeet, dann ass dat och negativ fir den Handel. An et ass, wa mer Lëtzebuerg wëlle konkurrenzfäeg maachen, wat de Commerce ubelaangt, zur Grousszregioun, dann ass et och negativ an deem Hibléck. An da muss ee sech d'Fro stellen: Firwat sinn net Kompensatiounen zumindest mat ugeduecht gi fir kleng a mëttel Revenuen, déi och voll dovunner betraff ginn?

Mä op där enger Säit gesi mer dann, datt mer Steiererhéijunge wäerte kréien. D'TVA kréie mer, ech kommen herno nach op aner Steieren zréck, awer gläichzäiteg hunn d'Sozialisten, déi jo an d'Wahle gaange sinn, déi wollten eng Räichen-, eng Verméigenssteier aféieren, déi hunn dat fale gelooss. An, wéi den Här Statsminister dat gëschter hei gesot huet, gi fir d'Betriber Steiererliichterungen envisagéiert. En huet geschwat: „Mä duerch d'Aféiere vun engem geschéckte Mechanismus vun Intérêts notionnels ginn d'Betriber steierlech entlaascht." Dat heescht, d'Sozialisten hunn net nëmmen op d'Räichen- a Verméigenssteier verzicht, mä si sinn och nach bereet, d'Betriber ze entlaaschten, an am Géigesaz ginn déi kleng Leit iwwert d'TVA-Erhéijung gestrooft.

Da gëtt och geschwat: „Ziler vun enger globaler Steierreform". Dat kléngt gutt. Déi eng soen, et muss sozial sinn. Déi aner soen, et muss eng ekologesch Steierreform sinn. Dat sinn alles schéi Wierder. Mä et muss een awer kucken, wat herno erauskënnt. Wann herno erauskënnt, datt jiddweree muss méi Steiere bezuelen, da wäerte vill Leit sech et nach eng Kéier iwwerleeën, wa se an d'Hänn geklappt hunn, datt et soll eng sozial oder ekologesch Steierreform sinn. Gekuckt gëtt herno, wat erauskënnt!

A wann ee kuckt, wat d'Regierung geschriwwen huet an hirer Regierungserklärung, da soll déi Steiererhéijung als Zil hunn, fir ebe genuch Recettë fir de Stat ze generéieren, fir datt e sengen Dépensë kann nokommen.

Also wäert déi global Steiererhéijung (veuillez lire: Steierreform), egal wéi Der se wëllt nennen, als Resultat eng Steiererhéijung mat sech bréngen. A wa geschwat gëtt vun „Mëttelstandsbockel", wou jo jiddwereen eppes aneschters versteet. Jiddwereen, dee Steiere bezilt, mengt jo, dee wier jo um Gipfel vum Bockel. Jiddweree mengt, e géif Steieren ze vill bezuelen. Wann awer elo déi Regierung wëllt hei higoen, da misst se eis emol fir d'éischt soen: Wou ass genau dee Bockel?

A wann een e Bockel huet, da wëllt dat heeschen, déi virdrun an déi hannendrun, déi bezuelen net esou vill wéi déi um Bockel. Da gëtt et dräi Méiglechkeeten, wann een de Bockel wëllt ofschafen: Et setzt een de Bockel erof op den Niveau vun deene virdrun an hannendrun, dann huet een awer manner Steierrecetten. Oder et seet een, ech setzen déi virdrun an hannendrun erop, dann huet een de Bockel och ewechgemaach, mä et huet een awer eng Steiererhéijung gemaach fir déi virdrun an hannendrun. An déi drëtt Méiglechkeet ass: Et seet een, ech setzen de Bockel e bëssen erof an ech setzen déi virdrun an hannendrun erop, dann hunn ech se och ewechgeschafen.

Ech ka mer awer net virstellen, datt d'Regierung eng Politik mécht, wou se herno e Barème presentéiert, wou generell manner Steiere bezuelt ginn. Also muss se eis erklären, wéi se dann deem Problem vum Mëttelstandsbockel do begéint.

Wann hei gesot gëtt, datt d'Grondsteier misst reforméiert ginn, dat soe mer alleguer scho jorelaang heibannen. Mä loosse mer awer éierlech si mat de Leit dobaussen! Eng Grondsteierreform, dat ass och net eppes aneschters wéi eng Steiererhéijung. Well et däerf jo awer kee mengen, datt, wa mer eng Reform vun der Grondsteier maachen, d'Gemenge muer hir Grondsteier géife senken, déi jo relativ niddreg hei zu Lëtzebuerg ass. Et ass eng Erhéijung!

Dat heescht, et gëtt eng ganz Rei vu Punkten, wou Steiererhéijungen hei indirekt..., wann een dat e bësse méi genau kuckt an d'Situatioun kennt, da weess een, dat si praktesch alles Steiererhéijungen, déi hei ugekënnegt gi sinn. Et ass erëm, dat war de Virworf, dee mer ëmmer zesummen, Här Bettel, an d'Kolleege vun de Gréngen, der aler Regierung gemaach hunn, datt se d'Lach am Budget ëmmer iwwer Steiererhéijunge wéilt leeschten. Elo, déi hei Regierung, geet genau deeselwechte Wee.

D'Finanzplaz, do brauch ech net vill Wierder ze verléieren. Ech mengen, do besteet heibannen ee ganz grousse Konsens, datt mer déi Finanzplaz brauchen, datt mer als Land vun där Finanzplaz liewen. Wann do Kontinuitéit ugesot ass, kann een dat nëmme begréissen. Och wat d'Positioun vun der Regierung ass, wou mer der Regierung wënschen, datt se déi Kraaft an déi Duerchsetzungskraaft, och deen neie Finanzminister, behalen, fir déi Positioun, déi ëmmer méi schwéier gëtt, net nëmmen an Europa, mä am Rescht vun der Welt, fir eben als klengt Land, mat enger relativ grousser Finanzplaz, fir do sech kënnen ze behaapten.

An ech sinn och duerfir frou, datt am Fong eis gréng Kolleegen, déi an der leschter Legislaturperiod net esou hannert deene Positioune stoungen, déi am Fong fir eng Finanztransaktiounssteier op europäeschem Niveau sinn, datt déi elo do eng Kéier gemaach hunn an, zënter datt se elo an der Regierung sinn, och soen, déi Finanztransaktiounssteier däerf nëmme kommen, wa se weltwäit kënnt. Soudatt ech elo ka soen, mat Ausnahm vun eise Kolleege vun deene lénke Kommunisten,...

(Brouhaha)

...datt mer heibanne parteiiwwergräifend eng Eestëmmegkeet an deenen dote Froen hunn.

D'Sozialpolitik, Här President, ass sécherlech e wichtegt Kapitel. Ech muss awer soen, datt mer och do d'Denke bis zum Schluss an deenen Iwwerleeunge feelt. Hei gëtt gesot, datt ee méi selektiv misst virgoen. Dat mag richteg sinn, mä et muss een erklären, wat een dorënner versteet.

Wou fänkt déi Selektivitéit un? A wa gesot gëtt: Mir maachen eng Analys an iwwerpréiwen d'Chômagegesetzgebung, de Mindestloun, d'Flexibilitéit vun der Aarbechtszäit, da froen ech mech: A wat fir eng Richtung gëtt déi Analys, déi Iwwerpréiwung gemaach? Gëtt dat méi streng Kritäre beim Chômage, oder wéi? Gëtt et méi oder manner Mindestloun? Gëtt et méi oder manner Flexibilitéit? A wat fir engem Interêt ginn déi gemaach?

Sécherlech kann ech mer net virstellen, datt dat soll am Interêt vum Salariat geschéien. Ech hunn do mäi Verdacht. An dofir hunn ech och mäi Verdacht, firwat datt d'Sozialisten op hire Kongresser ëmmer Problemer hunn, wann e Koalitiounsaccord gestëmmt gëtt, fir deen Deeg virdru schonn de Komerodinnen a Komeroden ze verdeelen, well da géifen déi nämlech genau an déi doten Texter kucke kommen an da kéinten emol ganz onbequem Froen op hire Kongresser gestallt ginn. An duerfir gëtt nëmmen e klenge Résumé gemaach, wou déi kleng Detailer, wéi déi doten, ewechgelooss ginn. An da kréie se deem zougestëmmt a se ëmäermele sech an zerkësse sech. An déi batter Realitéit, déi kënnt da spéiderhin, an da kréien d'Komerodinnen an d'Komerode gesot: „Ma Dir hat dach deem Accord do zougestëmmt."

Et wier also gutt, wann d'Parteien och géifen hire Leit de Koalitiounsaccord esou séier an esou fréi wéi méiglech ginn, datt se och kéinte wierklech an den Detail erakucken.

An och dës Kéier ass et am Fong duerch en Zoufall, datt mer dee Koalitiounsaccord iwwerhaapt emol alleguer haten.

D'Regierung ass higaangen an huet am Fong gesot: Ma aus Respekt virun der Regierung gi mer dee Koalitiounsaccord net eraus. Dat wär jo nëmmen aus Respekt vis-à-vis...

Une voix.- ...vun der Chamber.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Entschëllegt, entschëllegt, aus Respekt virun der Chamber.

Dat war jo dann am Fong nëmmen aus Respekt vis-à-vis vun der CSV, de Lénken an der ADR, well ech gi jo dovun aus, datt d'Majoritéitsparteien dat wossten.

Mä ech hunn do direkt gesot, mir entbannen Iech vun deem Alibi. Mir wëllen déi Prioritéit net. Mir hätte se gären direkt. An duerch en Zoufall ass se du Gott sei Dank och erauskomm. An ech mengen, dat soll och esou sinn, an d'Parteie sollen och de Courage hunn, fir hire Leit mat Zäiten dat Ganzt ze ginn.

Een anere Punkt, deen ëmmer ëmstridden ass, ass den Index. Hei huet d'Regierung wuel e Kapitel am Accord iwwerholl an awer gëtt een net esou richteg schlau, wat doranner steet.

Engersäits steet do: De Prinzip vun der automatescher Indexatioun bleift intakt. Awer ee Wuert oder en Abschnitt méi wäit, da gëtt gesot: Toutefois, well d'Ekonomie et awer verlaangt, da musse mer d'Législatioun un déi ekonomesch Verhältnisser adaptéieren.

An da steet och nach e Saz dran, deen awer och net erkläert ass: «Ensemble avec les partenaires sociaux, la faisabilité et l'impact potentiel d'une désindexation généralisée de l'économie nationale seront analysés.»

Wat dat heescht, eng Desindexatioun vun der Ekonomie, huet bis haut nach keen eis erkläert. Vläicht geet den Här Statsminister herno dorop an an erkläert eis dat.

Dat Wichtegst géint den Index ass d'Bekämpfung vun der Inflatioun. A wa mer dat fäerdegbréngen hei am Land - a momentan ass jo d'Inflatioun niddreg - a wann d'Regierung esou eng Politik mécht - deelweis hu mer jo keen Afloss op d'Inflatioun, well mer se importéieren, mä mir maachen och en Deel hausmaacher Inflatioun - a wa mer déi hausmaacher Inflatioun net maachen, da kënne mer den Indexsystem steieren an ënner normale Verhältnisser weiderféieren. Duerfir, kommt mer maachen eng uerdentlech Inflatiounsbekämpfung, da gëtt d'Diskussioun ëm den Index vill méi kleng.

Wat de Chômage ubelaangt, war schonn zum Schluss vun der leschter Legislaturperiod de Minister Schmit mat enger Rei vu Propositiounen eiser Meenung no um richtege Wee, fir an der ADEM Reformen ze maachen.

Mir hunn ëmmer bedauert, datt et net geet, datt mer nëmmen ee Placeur hunn op 300 (veuillez lire: Demandeurs d'emploi), am Ausland ass dat een op 100. A wa mer gären do eng uerdentlech Politik maachen an déi Leit, d'Demandeurs d'emploi, gären uerdentlech begleeden, da musse mer och de Kader dohinner setzen, d'Leit dohinner setzen, net nëmme quantitativ, mä och qualitativ, fir kënnen eben déi Leit ze begleeden.

Et misst am Fong esou sinn, datt jiddereen, deen eng Aarbecht sicht, och wierklech wéisst, wie säi Placeur ass, an datt e wierklech kéint mat deem zesummekommen.

Iwwert d'Beschäftegungsinitiative steet näischt hei dran. Mir als ADR hu proposéiert, datt een d'Beschäftegungsinitiativen als solch sollt ofschafen an an der ADEM e Service kreéieren, wou mer géife versichen, déi Leit direkt op den éischten Aarbechtsmaart ze kréien an d'Entreprisen och deementspriechend ze ënnerstëtzen. An da gëtt et ëmmer Leit, déi mer net op den éischten Aarbechtsmaart kréien. Déi solle mer da beim Stat, an de Gemengen, an A.s.b.l.en ënnerbréngen.

De Wunnengsbau ass ee vun de gréisste Problemer, déi mer hei am Land hunn. Ech mengen, am Koalitiounsaccord gëtt dat och dacks ernimmt. A mir sinn och frou, datt eng Rei vu Propositiounen, déi mir am Wahlprogramm haten, wéi zum Beispill méi schnell Prozeduren, de Bail emphytéotique oder d'Ausweise vun neie Wunnzonen, och am Regierungsprogramm stinn. A mer hoffe just, datt déi gutt Virsätz net duerch nei Oplagen am Ëmweltberäich nees op d'Kopp geheit ginn an d'Prozeduren erëm méi laang an domadder och méi deier ginn.

Bei de Pensiounen ass keng weider Reform ugedeit. Dat bedauere mir, zwar net an der Optik, wéi an der leschter Legislaturperiod d'DP oder déi gréng dat wollten, deenen am Fong d'Pensiounsreform net wäit genuch gaangen ass an déi gär méi déif Aschnëtter gehat hätten, mä mir hätte léiwer dee Reformdeel méi sozial gerecht gehat wéi déi Reform, déi duerchgezu ginn ass, wou am Fong déi nächst Generatioun voll getraff gëtt.

Mir haten do aner Propositioune gemaach, déi och zu deem finanziellen Zil gefouert hätten, mä déi awer sozial méi gerecht gewiescht wieren.

Den Ajustement, deen elo den 1. Januar net gemaach gëtt, dozou hu mer eng Fro un den zoustännege Finanzminister, dat wat mer dann d'nächst Woch an der Finanzkommissioun oder an der Debatt kréien, wéi d'Ulafperiod erëm kënnt, wann den Ajustement vun 0,3%, deen elo am Fong hätt missen erofgoen, den 1. Januar jo elo op null gesat gëtt, wat mat deenen 0,3% geschitt, ob dat erëm frësch bei null uleeft oder ob déi mat iwwerholl ginn. Do waarde mer op eng Äntwert.

Iwwert d'Mammerent steet näischt am Koalitiounsaccord. Dat freet eis op där enger Säit, datt se jo dann och wahrscheinlech net wäert beschnidde ginn. Op där anerer Säit hätte mir awer gäre gesinn, wa se erëm op 60 Joer erofgesat géif ginn, wéi dat virdrun de Fall war.

D'Schoulpolitik ass dat zentraalt Element vun eiser Zukunft. Do ass elo vum Précoce bis d'Uni alles ënner enger Hand. Mir hoffen a wënschen dem Här Meisch duerfir eng glécklech Hand. Dëst Kapitel ass esou wesentlech, datt mer ons och schnell eng Debatt heibannen an der Chamber wënschen, fir déi nei Politik, alleguer déi nei Politiken, hei kënnen ze verdéiwen.

D'ADR warnt awer elo schonns virun Experimenter, am Fachjargon „Projets-pilotes" genannt, fir eng parallell Alphabetiséierung op Franséisch an op Däitsch oder Klassen an der Grondschoul mat Franséisch als Haaptsprooch.

D'Schoul muss d'Integratioun virundreiwen an däerf net d'Dier fir d'Segregatioun opmaachen.

Och si mer iwwerrascht, dass d'LSAP net méi zu 100% hannert de Reformpläng vun der Éducatiounsministesch, der Madame Delvaux, steet an am Fong just déi Reformvirschléi als Diskussiounsbasis hei gesäit.

An da versteet een och, firwat datt eise fréiere Frënd, den Här Ben Fayot, op hirem Kongress sech grouss Gedanken ëm d'Schoulpolitik gemaach huet, wéi en dat gesot huet. Hei kënnt elo scho lues a lues d'Confirmatioun dovunner.

D'Kannerbetreiung, esou steet am Koalitiounsprogramm, gratis ënner Finanzéierungsbedarf. Dat ass okay, mä d'Familljen, déi d'Kanner doheem erzéien, déi ginn nees net ënnerstëtzt. Mir als ADR trieden dofir an, datt d'Famill d'Fräiheet huet, fir hir Kannererzéiung esou ze maachen, wéi si wëllt, sief et selwer doheem, oder sief et a Strukturen, an datt eben de Stat soll déi Infrastrukturen zur Verfügung stellen, fir datt d'Famill och wierklech dee Choix huet, fir dat eent oder dat anert ze maachen. An dofir hätte mer och gären, dat esouwuel déi Famill, déi hir Kanner an eng Struktur gëtt, wéi déi Famill, déi hir Kannererzéiung selwer mécht, allen zwou d'selwecht vum Stat sollen ënnerstëtzt ginn.

D'Transportpolitik: Do ginn ech net weider drop an. Ech mengen, eis Meenung ass bekannt.

Mir si fir den ëffentlechen Transport, sinn awer kloer géint de Bau vun engem Tram, well dee weder d'Problemer vun de Lëtzebuerger nach déi vun de Frontaliere léist. Mir kënne roueg mar en Tram hei an der Stad bauen, duerfir gëtt de Stau moies op där enger an op där anerer Zoufahrtsstrooss an Autobunn net méi kleng.

D'Verfassungsreform: D'ADR huet an hirem Wahlprogramm verlaangt, datt den definitiven Text vun der Verfassungsreform misst engem Referendum ënnerworf ginn. Dat gesäit déi nei Regierung och esou. Dat begréisse mer. Och mat der Formule, fir am Virfeld punktuell Froen iwwert de Wee vun engem konsultative Referendum, d'Meenung bei de Leit ze froen, begréisse mir. Allerdéngs mussen d'Froen an d'Konsequenzen an d'Alternative kloer definéiert ginn.

A wann haut de Moien den Här Juncker hei gesot huet, datt en e gewëssenen... virdru gewarnt huet, wéi soll ech soen, datt mer iwwert d'Auslännerwahlrecht eventuell eng Diskussioun féieren, an datt doduerch am Land kéinten Diskussiounen entstoen, déi kee wëllt heibannen, esou géif ech mengen, datt seng Befierchtung richteg ass.

Mä fir kee Referendum ze maachen, mengen ech, wier méi schlecht. Well da misst d'Chamber jo an engem Kader vun der Verfassungsrevisioun - no engem éischte Vote an dem zweete Vote leien dräi Méint -, a wann d'Politik net selwer géif e Referendum do lancéieren, da besteet de Risiko, datt dann eben op Initiative populaire de Referendum awer verlaangt gëtt vun de Leit am Land. An da steet d'Politik, menger Meenung no, vill méi schlecht do, wéi wa se an d'Offensiv geet a seet direkt, ma mir maachen e Referendum, dann ass op jidde Fall eng Diskussioun aus der Diskussioun erausgeholl. Mir begréissen also, datt déi Referendume virdru sinn.

Dat mat deenen zwee Mandater fir Regierungsmemberschaften, do misst eiser Meenung no kee Referendum sinn. Da kënne mer och e Referendum maachen, ob ee ka Buergermeeschter an Deputéierte sinn. A wann ech dann d'Regierung kucken, déi selwer... All Member ass jo averstane mat där doter Léisung, well soss dierft eise Frënd, den Här Asselborn, jo net méi an der Regierung sinn, well deen ass jo schonn iwwert déi zwee Mandater ewech.

An och hunn ech ëmmer gesot zu deene Kolleegen Député-maire heibannen, déi gesot hunn, mer mussen onbedéngt e Gesetz kréien, fir datt dee Cumul vum Buergermeeschter a vum Deputéierten net méi geet, dat packt jo kee Mënsch méi, dofir musse mer ee Gesetz kréien. Also et steet jiddwer Député-maire haut fräi, hei ze demissionéieren oder an der Gemeng. Muss een dann ee Gesetz kréien? Hei, maacht mer wann ech gelift ee Gesetz, datt ech muss demissionéieren. Dat ka jidderee selwer maachen. Dofir brauch een dach kee Gesetz ze maachen a scho guer kee Referendum!

A wann d'Wieler e Politiker erëmwielen, dee Minister, wa se e wielen als Éischten, dann ass dat menger Meenung no och en Ausdrock vum Vollek, datt se soen, ma mer hätten deen dote gär weider an der Responsabilitéit. Dann ass et dach net fir ze soen, d'Verfassung seet awer, deen däerf elo net. Dir hutt e gewielt, mä... Also, loosse mer seriö bleiwen. Ech sinn der Meenung, mir hu Wahlen, a jidderee soll mat sech selwer zu Chouer goen. A wann ee mengt, zwee Joer géif duergoen an der Regierung, da kann en eraustrieden. A wann ee mengt, den Député-maire géif en net méi packen, ma da soll en anzwousch demissionéieren. Et hält keen en zréck.

Mir géifen awer mengen, datt een och sollt fir allgemeng Referendumen d'Méiglechkeet ginn. Mir hu momentan d'Méiglechkeet um Gemengeniveau, datt ee kann ee Referendum ufroen. An am Kader vun der Verfassungsreform kann e Referendum initiéiert ginn op Initiative populaire tëscht dem éischten an zweete Vote. Mä doriwwer eraus kënnen d'Leit kee Referendum hei am Land verlaangen. An dofir hätte mer gären, datt mer do sollen och Referendumsméiglechkeete kréien. Mir haten '99 schonn eng Kéier eng Proposition de loi gemaach. Déi ass awer net ugeholl ginn. Et soll ee keng Angscht virun de Bierger hunn, datt déi géife Referendume verlaangen. D'Leit si clever genuch, fir ze wëssen, och an engem Referendum, wat se décidéieren.

D'Reform vum Statsrot begréisse mer och, virun allem och, wat d'Zesummesetzung ubelaangt. Mir hoffe just, datt déi Reform net véier Joer dauert! A mir invitéieren déi nei Regierung scho bei den nächste Besetzungen, déi kommen... och ouni neit Gesetz kann déi Regierung schonn hirem Wonsch no méi enger Representatioun am Verhältnis vun de Parteien heibannen an der Chamber Rechnung droen. Och dofir bräicht ee kee Gesetz. Dofir soll een dat Gesetz elo net als Alibi huelen.

D'Verfassungsgeriicht: Do hätte mir gär als ADR en direkten Zougang, fir op d'Verfassungsgeriicht ze kommen, a mir sinn och der Meenung, datt ee sollt d'Verfassungsgeriicht als eng separat Juridictioun do bäibehalen.

D'Chambersreglement ass hei schonn ugeschwat ginn. Mir begréissen, datt déi nei Majoritéit op e Wee geet, fir och deene Parteien, déi net de Fraktiounsstatut hunn, fir deenen hei méi Méiglechkeeten ze ginn, fir hirer politescher Aarbecht kënnen, konform, soen ech ëmmer, zur Constitutioun nozekommen. Et bleiwen do sécherlech Diskussiounen dran, mä aus Zäitmangel ginn ech net dorobber elo an.

D'Quoten: 40%. D'ADR war ëmmer géint eng Quoteregelung. D'DP war bis elo och ëmmer géint eng Quoteregelung. D'Regierung proposéiert eng vu 40%, huet awer vergiess, elo bei der Zesummesetzung, mam gudde Beispill virzegoen. Anscheinend, fir op dee klenge Prozentsaz ze kommen, huet d'Regierung scho missen op 18 erweidert ginn. Et war also kee Mann an der Regierungséquipe esou fein, fir ze soen, hei ech ginn net an d'Regierung, fir eng Fra méi...

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...weider mat eran ze loossen, mä et hunn dann ebe missen nach e puer Statssekretärinnen an esou doruechter geschafe ginn, fir eben e puer Alibifraen eran ze kréien an awer net op déi 40% ze kommen.

D'Trennung vu Kierch a Stat: D'ADR ass och fir d'Trennung vu Kierch a Stat, eng institutional Trennung. D'ADR huet och dofir an der Zukunft (veuillez lire: Vergaangenheet) kenge Konventiounen heibannen zougestëmmt, a mir soen, datt déi Diskussioun awer muss am Dialog mat de Kierche gemaach ginn. An d'Finanzéierung muss Transparenz erakommen. Mir hunn als ADR do proposéiert, datt ee sollt d'Finanzéierung iwwert den „otto per mille" maachen, a mir soen och, datt d'Trennung vu Kierch a Stat och eng Chance ka fir d'Kierch sinn, well dat ass net nëmmen eng Trennung vu Kierch a Stat, wéi mir se mengen, mä et ass dann och eng Trennung vun der Kierch vis-à-vis vun der Politik an der CSV. Dat kann der Kierch ënner Ëmstänn och nach guttdoen.

De Reliounsunterrecht: D'ADR ass hei fir de fräie Choix. Mir soen: „Manner Stat", hate mer eng Affiche gemaach, „ass méi fräi". An dat zielt och fir eis am Reliounsunterrecht. Mir sinn der Meenung, datt mer sollten als Stat de Leit de Choix loossen, entweder an e Moralunterrecht ze goen oder an e kierchlechen Unterrecht ze goen. Do sollen d'Leit hire Choix behalen. A mir hätten als Stat doriwwer eraus och de Virdeel, datt mer kéinte kontrolléieren, wat déi verschidde Reliounen an dem Reliounsunterrecht enseignéieren, wa mer en an ëffentleche Schoulen hunn. Wa mer en aus der ëffentlecher Schoul eraushuelen, ass dat net méi méiglech.

Här President, wat d'Homo-Bestietnis ubelaangt, d'ADR setzt ëmmer d'Famill an de Mëttelpunkt. Haut hu mer aner Forme vun Zesummeliewen, deenen ee muss Rechnung droen. Déi sinn et nach ëmmer ginn. Haut si mer Gott sei Dank an enger Situatioun, datt jidderee sech dozou ka bekennen an datt mer kënne fräi an der Diskussioun an der Ëffentlechkeet doriwwer diskutéieren.

Fir d'ADR sinn d'Rechter vun de Kanner awer ëmmer prioritär, an déi däerfen och net a Fro gestallt ginn. D'Rechter vun de Kanner mussen, eiser Meenung no, ëmmer prioritär garantéiert bleiwen. D'Kand huet d'Recht drop, bei Koppel Mann a Fra grouss ze ginn. Kanner brauche männlech a weiblech Virbiller. Et ass anscheinend juristesch awer net méiglech, d'Homo-Bestietnis anzeféieren, ouni gläichzäiteg d'Adoptioun fir gläichgeschlechtlech Koppelen opzemaachen. Wie Bestietnis seet, muss also och Adoptioun soen. An aus deem Grond ass d'ADR géint d'Homo-Bestietnis. D'ADR ass awer bereet, eng Diskussioun ze féieren iwwert de Statut vun deene Leit, déi an enger homosexueller Bezéiung sinn an de facto ee Kand oder méi Kanner erzéien.

Zum Schluss, Här President, de Koalitiounsvertrag besteet aus ville Fragezeichen a wéineg Léisungen. De Koalitiounsvertrag ass eng Saach, d'Realitéit eng aner! An et ass op dës Realitéit, wou déi nei Regierung zum Schluss wäert bewäert ginn. D'Problemer vum Land si bekannt. D'ADR wäert déi nei Regierung un der Léisung vun dëse Problemer moossen.

Zum Beispill beim Chômage. Am Ableck hu mer 7% Chômage oder 22.000 Leit am Land, déi eng Plaz sichen. Zum Schluss kucke mer, sinn et der méi oder sinn et der manner ginn, déi am Chômage sinn.

Den RMG an d'Aarmut: 10.600 Stéit kréien hei am Land oder iwwer 20.000 Fraen a Männer, wouvun dee gréissten Deel elengerzéiend Frae mat Kanner sinn, mussen Ënnerstëtzung kréien a leien ënnert der Aarmutsgrenz. Zum Schluss kucke mer, leien do méi Leit a Familljen drënner oder leien der méi driwwer.

Wunnen: Ëmmer méi Jonker - wat hei zu Lëtzebuerg ëmmer d'Normalitéit war, datt bis den Aarbechter jidderee sech konnt eng Wunneng uschafen, ass haut zu Lëtzebuerg d'Exceptioun ginn - an ëmmer méi Lëtzebuerger mussen an d'Grenzregioun goen a gi selwer zum Frontalier hei zu Lëtzebuerg. Zum Schluss vun dëser Legislaturperiod kucke mer, ob erëm jiddereen eng Wunneng hei zu Lëtzebuerg fënnt, oder ob se nach weider mussen an d'Grenzregioun goen.

Mir kucken zum Schluss, ob d'Statsschold méi héich ginn ass oder méi kleng, ob se iwwer 30% oder ënner 30% bliwwen ass. A mer kucken an der Transportpolitik, ob d'Staue moies an owes am Land méi kleng oder méi grouss gi sinn. An esou kucke mer all Politik. D'Parameteren, d'Startpositioun vun dëser neier Regierung ass kloer, se ass definéiert a se gëtt dorunner gemooss.

Här President, dës Regierung huet sech an enger Rei vu Punkten ambitiéis Ziler gesat. D'ADR wäert iwwerall do, wou d'Ziler sech mat eisem Wahlprogramm an eisen Usiichten decken, d'Regierung ënnerstëtzen. Do, wou dat net de Fall ass, wäerte mer duerch eng konstruktiv a fair Oppositiounspolitik versichen, d'Regierung op e bessere Wee ze brëngen. An deem Sënn wënsche mer dem Här Bettel als Statsminister a senger Regierung eng glécklech Hand fir dëst Land.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Justin Turpel. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Wann ech gelift, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- rappelant les discussions et conclusions de la Commission d'enquête parlementaire sur le Service de Renseignement (SREL);

- vu la volonté du Gouvernement de soumettre les archives du SREL dans leur ensemble à un examen historique et scientifique, le cas échéant selon des règles législatives;

- vu la volonté du Gouvernement d'appliquer la législation sur la protection des données à caractère personnel sans restriction aux banques de données créées ou gérées par le SREL;

- considérant le fait que des fiches non autorisées de personnes privées furent détruites dans le passé récent;

- estimant que le droit à l'autodétermination informationnelle constitue un droit fondamental;

invite le Gouvernement

- à prendre toutes les mesures possibles à ce qu'aucune fiche tenue par le SREL contenant des données personnelles ne sera détruite jusqu'à la mise en place d'une nouvelle législation.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

(La motion 2 n'ayant porté que deux signatures lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée pour appui par MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Michel Wolter.)

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant la déclaration gouvernementale du Premier Ministre faite hier à la Chambre des Députés;

- considérant que cette déclaration constituera le cadre de la politique gouvernementale pour ces cinq prochaines années;

- constatant que la déclaration gouvernementale ne détaille ni les actions concrètes ni les échéances que le Gouvernement entend mener dans beaucoup de domaines politiques;

invite le Gouvernement

- à détailler, au sein de chaque commission parlementaire et pour chaque domaine, ses intentions et échéances approximatives pour les cinq années à venir et à présenter régulièrement un bilan des actions réalisées et à venir.

(s.) Justin Turpel, Jean-Claude Juncker, Serge Urbany, Claude Wiseler, Michel Wolter.

M. le Président.- Merci.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Matbiergerinnen a Matbierger, an der Regierungserklärung vu gëschter, an där mir näischt méi gewuer gi sinn, wéi dat, wat schonn am Koalitiounsofkommes steet, huet de Premierminister gesot, datt bei de Wahle vum 20. Oktober d'Wieler déi eng Parteie gestäerkt an déi aner Parteie geschwächt hätten. Och dat ass näischt Neies, mä wou de Premier recht huet, huet e recht.

Une voix.- Très bien!

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Vun deene Parteien, déi hei vertruede sinn, goufen der genee zwou gestäerkt. Déi Lénk op der lénker Säit, an d'DP op der rietser Säit vum politesche Spektrum. D'Pirate koumen och bal op 3%, kruten awer kee Sëtz. All déi aner hu verluer. D'CSV huet 4,4% verluer an ass net méi an der Regierung. D'LSAP, déi ebe grad wéi d'CSV am Süden an am Zentrum 3% verluer huet, ass geschwächt an d'Koalitiounsverhandlunge gaang. Grad wéi déi gréng, déi insgesamt 1,5% am Süden, am Zentrum bal 3% verluer hunn. Den ADR koum...

(Interruptions)

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- 0,3%, richteg.

Une voix.- E klengen Ënnerscheed.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Am Zentrum ass et anescht. Richteg.

Une voix.- Eng kleng Korrektur.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Ech loosse mech gär berichtegen. Den ADR: Mat engem Minus vun 1,6% ass e mat engem bloen A dervukomm.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dann hu mer nach bal dat Duebelt vun Iech!

(Hilarité)

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Eis Aufgabe sinn awer anerer. D'Aufgab vun déi Lénk an hiren zwee Deputéierten...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Da sidd Dir elo blann op zwee Aen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Mengen ech net.

...ass déi, déi Leit ze vertrieden, déi net Schold sinn un der Kris an déi awer dofir berappe mussen. Dat maacht Dir net. A mir wäerte weisen, datt et wuel eng Alternativ gëtt zu enger Politik, déi déi Räich ëmmer méi räich an déi aner ëmmer méi aarm an d'sozial Ongläichheeten ëmmer méi grouss mécht.

Ech komme vum Duerf, deemselwechten Duerf wéi den Dokter Michel Welter, dee sech virun 100 Joer an dëser gesetzgebender Versammlung als éischten Deputéierte fir mënschewierdeg Aarbechts-, Wunnengs- a Liewensbedingungen agesat huet. Haut gëtt esou een Asaz erëm méi aktuell.

Sou ware beispillsweis a Spuenien d'lescht Joer sechs Millioune Leit ouni Aarbecht. 1,4 Millioune Leit konnten hire Stroum net méi bezuelen a souzen ouni Heizung do. 400.000 Leit sinn aus hire Wunnengen ausgewise ginn, well se net méi bezuele konnten. An déi Situatioun begéine mer ëmmer méi och an anere Länner matzen an Europa. A Lëtzebuerg ass och an där Hisiicht keng Insel.

Awer elo zum Koalitiounsprogramm. Positiv am Koalitiounsaccord ass d'Ambitioun, de Stëllstand ze behiewen, den Opbroch a verschiddene Beräicher; d'Fënsteren opmaachen, wéi si et genannt hunn. Positiv si sécherlech eng Rei gesellschaftlech Reformen, déi scho laang iwwerfälleg sinn a vun der CSV blockéiert goufen. Mä fir vill Leit wäert duerch déi oppe Fënsteren ee ganz kale Wand erablosen, well d'Ausriichtung vum Koalitiounsprogramm, an doriwwer si sech mëttlerweil all Kommentatoren eens, kloer an däitlech vun den Interesse vun der Wirtschaft an dem Finanzsecteur dominéiert gëtt.

D'CSV seet selwer, 80% vum Koalitiounsprogramm wier d'Fortféierung vun hirer Politik, an ech mengen, d'CSV ass nach mat deem Prozentsaz ganz bescheiden. An deen neie Finanzminister sträicht d'Kontinuitéit mat der Politik vu sengem Virgänger ervir. De Lobbyismus vu verschiddene Wirtschaftskreesser huet sech deemno bezuelt gemaach. An d'Lëtzebuerger Wort huet recht, wann et de 4. Dezember schreift: „Die einflussreiche Investmentfondsvereinigung kann also aufatmen und sich für eine gelungene Lobbyarbeit im Vorfeld der Regierungsbildung beglückwünschen."

Deen alen an deen neie Wirtschaftsminister Etienne Schneider huet ëmmer gefuerdert, datt een ee fir allemol kläre misst, wat priméiert: Wirtschaft oder Sozialpolitik an Ëmwelt. Abee, d'Predominanz vun der Wirtschaft iwwert déi aner Politiken huet sech duerchgesat. Awer d'Ambitioun, sozial Ongläichheeten ze behiewen, gëtt et net! D'Vergréisserung vun de sozialen Ongläichheete gëtt weider a Kaf geholl.

Nieft der Predominanz vu Wirtschafts- a Finanzinteressen dréit de Koalitiounsaccord de Stempel vu villen, ganz villen Ukënnegungen, villen, ganz vill Etüden, Analysen, Iwwerleeungen, déi a ville Beräicher gemaach solle ginn. Esou eng Ukënnegungspolitik kenne mir aus der Stad, wou ausser Ukënnegung oft näischt nokomm ass. Ee Beispill: Am Dezember 2011 krute mir an der Stad vum deemolege Buergermeeschter versprach, d'Verkéiersimpaktetüd vum Ban de Gasperich, wat näischt Onwichteges ass, zougestallt ze kréien. Dat Verspriechen, obscho mir e puermol nogefrot hunn, gouf bis haut net agehal. A mir hunn déi Etüd bis haut, zwee Joer duerno, nach ëmmer net kritt!

An där doten Ukënnegunge gëtt et eng Hällewull am Koalitiounsprogramm. Fir gewuer ze ginn, wat hanner all deenen Ukënnegungen a schéinen Absichte stécht, froe mir an enger Motioun, déi mer déposéiert hunn, datt an all Kommissioun iwwert dat jeeweilegt Gebitt d'Intentioune vun der Regierung an déi méiglech Échéancë geschwat soll ginn.

Ech wëll drun erënneren, datt mir Transparenz ugekënnegt kruten, och an de Koalitiounsverhandlungen. Gëschter huet d'Regierung d'Berichter an d'Dokumenter vun de Verhandlungen op hirem Site veröffentlecht, an et war net méiglech déi bis haut ze liesen, wat jo och evident ass. Firwat sinn déi net direkt mam Koalitiounsaccord veröffentlecht ginn?

A firwat wollt d'Regierung de Koalitiounsaccord eréischt veröffentlechen, wat et onméiglech gemaach hätt, wann e gëschter veröffentlecht gi wier, nach seriö sech domadder auserneenzesetzen, weder fir eis nach fir déi Organisatioune vun der ziviler Gesellschaft, déi dat nach versicht hunn ze maachen. Zur Transparenz gehéiert awer och d'Offeleeung vun der Zesummesetzung vun den Aarbechtsgruppen, déi sech mat deenen eenzelne Kapitele vum Koalitiounsaccord ofginn hunn, fir datt jidderee gesi kann, wéi eng Lobbyen do aktiv waren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Premier Xavier Bettel sot: „Mir kënnen nëmmen dat verdeelen, wat mer hunn. Et däerf een net iwwer senge Moyene liewen." De Spëtzekandidat vun der LSAP Etienne Schneider gouf net midd ze erklären, datt mir Wuesstum brauchen, fir Aarbechtsplazen a Sozialpolitik ze garantéieren. Dat kléngt wuel gutt, mä esou fonctionnéiert et net! An zwar aus enger ganzer Rei Grënn, vun deenen ech der dräi kuerz duerleeë wëll.

Éischte Grond: Wuesstum schaaft net automatesch Wuelstand fir jiddereen. Och de Bundeskanzler Helmut Schmidt huet 1974 behaapt, d'Gewënner vun haut sinn d'Investitioune vu muer an d'Aarbechtsplaze vun iwwermuer. Mä a Wirklechkeet ass déi Rechnung net opgaangen, well d'Gewënner net investéiert gi sinn, a wann, da just fir ze rationaliséieren an Aarbechtsplazen ofzebauen!

Trotz ëmmer méi grousse Gewënner an deene leschten 30 bis 40 Joer huet de Chômage ëmmer méi zougeholl. De Wirtschaftswëssenschaftler John M. Keynes war schonn 1930 der Meenung, datt duerch Wuesstum a Verbesserung vun der Produktivitéit 100 Joer méi spéit, no 1930, jidderee just nach héchstens 15 Stonnen d'Woch schaffe misst. Mir sinn zwar nach e bëssen ewech vun 2030, mä dat geet awer schnell, an och den Här Keynes huet sech geiert, well dee geschafene Räichtum sech net automatesch verdeelt. D'Naturgesetzer vum Kapital, wéi de Karl Marx se genannt huet, fonctionnéieren eben anescht, wéi dat gewënscht gouf.

En zweete Grond: Ëmmer méi Wirtschaftswuesstum - an den Ae vun der Regierung d'Mamm vun de Politiken - ass och destruktiv fir Mënsch an Ëmwelt. Oder, wéi de Mouvement écologique et ausdréckt: „Kontinuierliches Wachstum auf einem begrenzten Planeten ist schlichtweg nicht machbar, aus Sicht der weltweiten Gerechtigkeit nicht mehr zulässig, führt a priori nicht zur Lösung des Arbeitslosigkeitsproblems, nicht zu einer Verkleinerung der Schere zwischen Arm und Reich und auch nicht zu mehr Wohlstand. Nicht zuletzt: Es ist kaum vereinbar mit dem Ziel des Erhalts der Lebensqualität, Natur und Landschaft und andere mehr."

An och de widderhuelten Zousaz „no nohaltege Kritären" ännert näischt drun, datt de Koali-

tiounsprogramm den Test vum Mouvement écologique grad an där Hisiicht net bestanen huet.

An deen drëtten, leschte Grond: D'Konzentratioun vu Räichtum uewen - Här Braz! - ass eng wesentlech Ursaach vun der Spekulatiounskris. An Dir wësst dat.

Mat dëser Politik steiere mer schnurstracks an d'Mauer vun der nächster Kris, déi vill Aarbechtsplaze kaschte wäert an erëm vun deene muss bezuelt ginn, déi se net verschëllt hunn.

De Problem ass éischter deen, datt zu Lëtzebuerg deen enorme Räichtum, dee geschafe gëtt, net méi bei de Leit ukënnt. Lëtzebuerg ass trotzdeem dat Land an Europa, wou d'Betriber déi héchste Gewënner maache kënnen, wou d'Lounkäschten am niddregste sinn an trotz ëmmer méi Räichtum sozial Ongläichheete konstant zouhuelen, vill Leit an Aarmut oder un der Aarmutsgrenz liewen. Ech spueren lech d'Detailer vun deene Chifferen, mä se leie vir.

A wann d'Regierung elo all Joer 1,5 Milliarden aspuere wëllt, souwuel beim Funktionement vum Stat, wou trotzdeem eng Rei vun Déngschtleeschtunge solle verbessert ginn - ech erënneren un d'Kannerbetreiung, méi Mëttele fir d'Schoul -, wéi och virun allem an der Sozialpolitik, déi méi selektiv soll ginn, da wäert dat direkt Auswierkungen op d'sozial Situatioun vu ville Leit hunn. Souguer den RMG soll op de Leescht geholl ginn an ënnert der Siichtweis vun Hartz IV ënnersicht ginn.

(Brouhaha)

Une voix.- Wou steet dat?

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Obschonn zu Lëtzebuerg…

Mir kënnen dat…

La même voix.- Wou steet dat?

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Sicht lech dat erëm. D'Methodologie, déi dra beschriwwen ass, ass kloer. D'Grondversécherung gëtt gekuckt an doriwwer eraus, iwwert d'Grondversécherung kuckt ee just nach, wat een onbedéngt brauch. Dat ass eng wesentlech Änderung vun der Methodologie, déi an anere Länner zu Katastrophe gefouert huet. A wann Der der Meenung sidd, et wier net gutt, da solle mer dat och net maachen!

Obschonn zu Lëtzebuerg zwee Drëttel vun den direkte Steiere vun de Stéit, dat ass och e Fakt, an nëmmen een Drëttel vun de Betriber bezuelt ginn - Fakt! -, gëtt d'Kapitalsteier net erhéicht. Am Géigendeel, et gëtt e puermol betount, ech kann och opziele wéi dacks, datt déi lächerlech niddreg Taxe d'abonnement esou bleift. Et gëtt ëmmer erëm betount, datt alles drugesat gëtt, fir duerch d'Steierpolitik nach méi Räicher op Lëtzebuerg unzezéien.

Eng sozial gerecht Steierreform ass net geplangt: net nëmme keng Räichesteier, och keng Verméigenssteier, keng Erhéijung vun der Ierfschaftssteier. Alles Saachen, déi d'LSAP an de Wahle gefuerdert huet, an och kee Matmaache bei der internationaler Finanztransaktiounssteier, wéi déi gréng et gefuerdert hunn, emol keng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun oder d'Ofschafe vun den Ongerechtegkeete vis-à-vis vun de Witfraen a Witmänner oder de Leit, déi gescheet sinn.

De Wirtschaftsminister hat während dem Wahlkampf op enger Patronatsversammlung sengen Nolauschterer verséchert, all déi Steiermossnamen, déi seng Partei virgesi géif, géife just dozou déngen, fir en Deel vu senger eegener Basis ze berouegen. Elo wësse mer, datt dat kee Witz war.

Deem géintiwwer soll awer d'TVA eropgesat ginn. Wahrscheinlech, wéi mer héieren hunn, ëm 2%. Dat ass eng vun den ongerechteste Steiermoossnamen, déi een iwwerhaapt huele kann, well do d'Konsumenten a virun allem déijéineg gestrooft ginn, déi hiert Akommes fir hire Liewensënnerhalt brauchen. Hiert Liewe gëtt méi deier an hiert Akommes wäert ëmmer manner duergoen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

An da sollen d'Indexmanipulatioune vun deene leschte Jore weidergefouert ginn. Esou krut d'Patronat vun 2006 bis 2013 ëmmerhin 1,5 Milliarden op d'Käschte vun de Leit hire Léin a Pensioune geschenkt. Dat soll esou weidergoen a souguer, mam definitve Verloscht vun e puer Tranchen, definitv an d'Gesetz ageschriwwe ginn. Dobäi ass d'Verréckelen an d'Aussetze vu ganzen Indextranchen total ongerecht, well se jiddweree strofen, egal wéi niddreg säin Akommes ass. A sécherlech stinn am Kader vun der besoter „méi sozialer Sozialpolitik" (veuillez lire: „méi selektiver Sozialpolitik") eng Rei aner Moossnamen un, déi maachen, datt déi Leit, déi d'Kris net verschëllt hunn, dofir bleche mussen, an datt déi, déi wierklech vill hunn, ëmmer méi kréien.

Mir wëssen net, wat sech hannert der geplangter Reform vun der Fleegeversécherung verstoppt a maachen ons Suergen ëm de Solidaritéitsprinzip vun der Sozialversécherung an ëm de Pensiounssystem. Grad am Beräich Chômage muss vill geschéien, mä et ass ze fäerten, datt de Chômage weider genotzt gëtt, fir nach méi bëlleg Aarbechtskräften ze kréien.

An et gëtt Alternative fir eng aner Sozial- a Wirtschaftspolitik, virun allem duerch eng aner Steierpolitik, duerch eng Steiergerechtegkeet, esou wéi mir an d'LSAP se an eise Wahlprogrammer duergeluecht hunn.

Mir brauchen och eng aner Wirtschaftspolitik, déi d'Ofhängegkeet vun der elengeger Finanzplaz a Fro stellt. Eng systematesch a konsequent Diversifikatioun gradesou wéi eng aktiv Wirtschaftspolitik vum Stat ass trotz verschiddenen Neiorientéierungen net geplangt.

Här President, Dir Dammen an Hären, eng Rei Moossnamen, déi an de Beräich „d'Demokratie stäerken" falen, sinn ze begréissen. Esou wéi mir dat gefuerdert hunn, ass virgesinn, eng breet ëffentlech Debatt mat verschiddene Referenden iwwert d'Verfassungsreform ze organiséieren. Mir hoffen, datt eng wierklech demokratesch Debatt, wou jiddwereen déiselwecht Mëttelen zur Verfügung gestallt kritt, fir seng Meenung virzedroen, zustane kënnt.

Mir verlaangen dobäi och, datt aner Froe wéi déi véier, déi am Koalitiounsprogramm opgelëscht ginn, diskutéiert kënne ginn, wéi zum Beispill d'Stäerkung vu Grondrechter, virun allem sozial Rechter: d'Recht op d'Waasser, d'Recht op Aarbecht, d'Recht op Wunnen, solidaresch a kollektiv Sozialversécherung, awer och d'Recht op eng informationell Selbstbestëmmung, grad wéi d'Roll vun der Monarchie am Parlamentarismus, d'Trennung vu Kierch a Stat, oder besser d'Aschreiwe vun engem laizistesche Stat an ons Verfassung.

Da geet et och drëms, d'Bierger besser un den Entscheedungsprozesser deelhuelen ze loossen. Den Zougang vun all Bierger zu den Dokumenter an Informatioune vum Stat, och der Chamber an de Gemengen, soll an engem neie Gesetz - et steet op Säit 7 vum Koalitiounsprogramm - geregelt ginn. Op enger anerer Plaz, Säit 64, a gëschter an der Erklärung vum Premier ass geschwat ginn iwwert den Amendement vum bestehende Gesetz. Et weess een elo net richteg: Gëtt et en neit Gesetz? Gëtt dat bestehend amendéiert? Mä mir hunn do ganz kloer Virstellungen, wéi esou een Transparenzgesetz kéint no engem Hamburger Modell ausgesinn.

Mir brauchen och méi Initiativrechter fir d'Bierger zu Referenden, d'Recht op Ufroen un d'Chamber an d'Regierung, ee Recht vun de Bierger op parlamentaresch Initiativen; eppes, wat iwwert d'Petitiounskommissioun méiglech gemaach misst ginn.

Dofir si mir och prett, d'Presidentschaft vun där Kommissioun, wann d'Kommissioun domat d'accord ass, ze iwwerhuelen an aktiv zu enger Stäerkung vun den Initiativrechter vun de Bierger bäizedroen.

Iwwregens soll och all Deputéierten, an et ass virdru gesot ginn, egal vu wéi enger Partei, gläich Rechter hunn. Dat war bis elo net de Fall a soll - och dat ass positiv - elo gréisstendeels an ouni Trapebesetzung realiséiert ginn.

Ganz kloer misst d'Bespëtzelung vun de Bierger opgeschafft ginn, souwuel déi duerch de SREL, déi historesch an déi aktuell, wéi och duerch aner Instanzen, an déi noutwendeg Konsequenzen dorauser gezu ginn.

Doriwwer bräichte mir weider Opaarbechtung duerch eng Enquêtëkommissioun. Mir hunn an deem Sënn eng Resolutioun um Chambersbureau hannerluecht. Déi nei Definitioun vun de Missioune vum Spëtzeldéngscht, sou wéi se nach an der leschter Regierung geplangt an zu Pabeier bruecht si ginn, si fir ons inakzeptabel. Dora kritt de Spëtzeldéngscht wäitgefächert Méiglechkeete bis hin „zum großen Lausch- und Spähangriff", souwuel am ëffentleche Raum wéi a private Wunnengen.

Mir hoffen, datt deemnächst och d'Recht op d'informell Selbstbestëmmung, dat et an anere Länner - zum Beispill an Däitschland - gëtt, och zu Lëtzebuerg endlech rechtlech verankert gëtt an datt, soulaang wéi dat net geschitt ass, ee Moratoire iwwert dat aalt Gesetz, wat d'Schreddere vun Dossieren erlaabt, verhaange gëtt. An deem Sënn hu mir och eng Motioun hei verfaasst, déi hei offen opläit, fir datt déi, déi interesséiert sinn, se kënne matdroen.

Net zulescht wier et wichteg, fir Whistleblower wéi den Edward Snowden oder de Bradley Manning ze schützen. Lëtzebuerg soll eng Initiativ huelen, fir dem Snowden an Europa Asylrecht a Schutz ze garantéieren.

Une voix.- En huet jo schonn Asyl an engem Land.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Nëmmen an enger Ambassade!

Loosst mech et kloer an däitlech soen: Mir mengen, datt et gutt ass, datt d'CSV net méi an der Regierung ass an datt den CSV-Stat ausgebremst gëtt!

Mä vergiesse mer net, datt mat der Politik, déi déi nei Regierung mécht, d'CSV awer nach ëmmer derbäi ass, esou, wéi wa se mat op der Regierungsbänk sëtze géif. A wann déi nei Koalitioun wollt beweisen, datt d'CSV hir Finanz-, Wirtschafts- a Sozialpolitik och ouni d'CSV ka maachen, dann ass et hir elo scho gelongen!

Dat stëmmt iwwregens och fir d'Europapolitik vun där neier Koalitioun, där hir Oplagen an Austeritéitsvirschrëften dës Regierung unerkennt a grad wéi déi Regierung virdrun nach ënnerbitt. An dat, obschonn eminent Perséinlechkeete wéi de Wirtschaftsnobelpräisträger Joseph E. Stiglitz grad nach virun e puer Wochen op enger Konferenz um Kierchbierg viru genee esou Politike warnen, well se d'sozial Ongläichheeten an d'Viraussetzungen, fir an d'Mauer vun der nächster Kris ze rennen, just nach verstäerken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an enger ganzer Rei Beräicher wëllt dës Regierung do weiderfueren, wou viru fënnef Joer oder méi opgehale ginn ass. Dat stëmmt fir d'Transportpolitik - Stéchwuert MoDu -, wou awer zousätzlech iwwer eng Eisebunnslinn op Saarbrécken geschwat an d'Ausdehnung vum Tram op Findel, Cloche d'Or an Zéisseng beschleunegt soll ginn; dat stëmmt och fir d'Landesplanung - Stéchwuert IVL - inklusiv d'Plans sectoriels vum Wunnen, Landschaft, Transport an Aktivitéitszonen, déi elo, wéi gefuerdert, endlech veröffentlecht an och ëffentlech diskutéiert solle ginn. Et ass just ze hoffen, dat och déi do Mëttelen an Zäit do sinn, fir déi Diskussioun breet an demokratesch ze féieren.

An anere Beräicher wéi Ëmwelt, Energie, Klimaschutz bleift de Koalitiounsaccord wäit hannert den Erwaardungen zréck. 11% erneierbar Energien am Joer 2020 ass alles anescht wéi ambitiéis. Datselwecht stëmmt am Beräich vum Klimaschutz, deen och aus Siicht vum Mouvement écologique „onbefriddegend" - et ass een Zitat - ass, well konkret Ziler bei der Reduktioun vun den CO_2-Emissioune feelen, an ähnlech Bemierkunge kann een iwwert de Manktum u Courage vis-à-vis vun der Atomenergie, fir déi ze verbidden an d'Sotelslinn net ze bauen, duerleeën.

Och am Beräich Wunnen ass, iwwert de Fait, datt d'Bauterraine virun allem am Perimeter fräigesat solle ginn, villes onkloer. Dorops wäerte mir am Detail zréckkommen, gradesou wéi op d'Beräicher Schoul a Kultur.

Ofschléissend wëll ech matdeelen, datt de Serge Urbany an ech als eng vun onsen éischten Handlungen als nei vereedegt Deputéiert zesumme mat Deputéierten aus anere Länner een europäescht Manifest vu Parlamentarier géint Faschismus ënnerschriwwen hunn.

A ville Länner kommen déi brong an nationalistesch Iddien erëm héich, an an Ungarn an a Griichenland gëtt erëm an Uniformen am Gleichschritt offen duerch d'Stroosse marschéiert a gi Minoritéite stigmatiséiert. Wann d'Leit vun der Politik, an dozou gehéieren och dës Regierung an dës Chamber, keng Äntwert op hir berechtegt Suergen, Ängschten an Erwaardunge kréien, da wäerten a ganz Europa an och zu Lëtzebuerg riets Demagogien an Nationalismus ëmmer méi Uklang fannen. Esou eng Léisung wëlle mir net. Déi musse mir verhënneren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wëll ech betounen, datt villes, wat an onser Gesellschaft geschitt, gezeechent ass net nëmmen duerch méi grouss sozial Ongläichheeten, mä och duerch en absolute Mangel u Respekt virum Mënsch. Ouni dee Mangel u Respekt virum Mënsch wier et net méiglech, datt an dëser globaler Welt all sechs Sekonnen e Kand un Honger oder un enger Krankheet géif stierwen, wou d'Mëttelen do sinn, och hei bei eis zu Lëtzebuerg zum Deel gebunkert ginn, d'Mëttelen, fir dat ze verhënneren! Ons Gesellschaft ass awer net fäeg a bréngt et net fäerdeg, dat esou ze organiséieren, datt dat net méi de Fall ass, fir deene se zoukommen ze loossen, déi se brauchen.

Ouni dee Mangel u Respekt virum Mënsch géife Leit, déi fortlafe viru Krich an Honger, net kriminaliséiert, ofgewisen an erdrénke gelooss ginn. Jo, si, d'Affer, gi kriminaliséiert, an net d'Krichsdreiwer an déi, déi vum Krich an der Ausbeutung profitéieren. Leider ass dee Mangel u Respekt virum Mënsch an der Natur net einfach duerch waarm Appeller, wéi se gäre gemaach ginn, ze behiewen, well e méi déif Ursaachen huet: an zwar ee Gesellschaftssystem vu Striewen no Profit oder well, fir en nach eng Kéier ze zitéieren, d'Naturgesetzer vum Kapital, wéi de Karl Marx et ausgedréckt huet, méi wichteg si wéi d'Liewe vun de Mënschen a vun der Natur.

Un dësen Ëmstänn wäert dës Chamber grondsätzlech näischt änneren. Dofir brauche mir ausserparlamentaresch Mobiliséierungen a Strukturreformen, déi de Gesellschaftssystem a Fro stellen. Mä déi komme réischt dann, wann déi uewen net méi kënnen an déi ënnen net méi wëllen. Mä mir waarden net, bis déi Zäit do ass. Och elo, am Hei an Elo, gëllt et, all Mëttelen ze notzen, fir Diskriminéierungen an Ongerechtegkeeten ze bekämpfen.

Ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Ech hu keng weider Wuertmeldungen aus der Chamber. Dann hätt de Premier- a Statsminister d'Wuert, fir op d'Debatt ze äntweren. Här Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert probéieren, op déi vill Interventioune vun de Moien an de Mëtteg anzegoen. Ech wëll lech och Merci soen, fir awer quer duerch déi ganz Chamber, ob Majoritéit oder Oppositioun, der neier Regierung bonne Chance ze wënschen. Ech mengen, dat ass fair.

Et si vill Saache gesot ginn, wou ech muss drop reagéieren. Ech fänken un, Här Juncker, mat Ärer Interventioun vun de Moien. Dir hutt fonnt, dass ganz vill vum Regierungsprogramm dem CSV-Programm géif gläichen.

Ech kann dat net behaapten. Eppes steet fest: D'CSV ass ëmmer déi lescht Partei, déi och hire Programm presentéiert. Dat heescht, Är Partei ka vläicht och e Best-of si vun deenen dräi anere Parteien. Ech weess och, dass zum Beispill de Programm vun der Demokratescher Partei op Ärem Kongress bei lech am Grapp war an dass Der dorauser och nach zitéiert hutt. Dat heescht, wa mir eng gutt Inspiratioun ware fir Äre Parteiprogramm, freet eis dat.

(Hilarité et brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech wëll och elo op e puer Punkten agoen, déi den Här Juncker och abordéiert huet. Wahlalter mat 16 Joer, Ministeschmandater, do ass d'Fro gestallt ginn: Kann een dat net an der Chamber maachen? Dir hutt och an deemselwechten Otemzuch gesot, dass dës Regierung der Meenung ass, dass ee keng Angscht virum Wieler soll hunn.

Et soll ee keng Angscht hunn, fir mat der Populatioun ze diskutéieren, an et soll ee keng Angscht hunn, der Populatioun och Décisiounen ze loossen. An dass, wann een de Leit erkläert, ëm wat et geet, wann ee mat de Leit wëllt diskutéieren, wann een de Leit wëllt erklären, firwat dat eent oder dat anert sollt gemaach ginn, een och dem Wieler d'Recht sollt ginn, säi Wonsch zum Ausdrock ze bréngen!

An dat, wat Der awer och gesot hutt, dass mer gesot hunn, dass de Wieler eise Patron wier, stëmmt! An net nëmmen eise Patron, vun der Regierung, mä de Patron vun all de Leit, déi heibanne sëtzen!

An de Wieler huet recht. A mir mengen, dass et duerfir wichteg ass, am Dialog mam Wieler, him ze erklären, ëm wat et geet, an de Wieler ze bedeelegen a keng Angscht virum Wieler ze hunn, mä au contraire Vertrauen an de Wieler ze hunn an dat Vertrauen och wëllen opzebauen.

Andeems ee seet, dass een all fënnef Joer dem Wieler d'Méiglechkeet gëtt, de Vote zum Ausdrock ze bréngen, geet eis net duer. Mir mengen, dass dee permanent muss stattfannen an dass et och duerfir ganz wichteg ass, déi Referenden och ze organiséieren.

Dir hutt eppes gesot, wat och mir mengen, an dofir ass deen Dialog esou wichteg. Wann et

Froe sinn, wéi zum Beispill d'Wahlrecht opzemaachen, solle mer net dëst Land trennen an op eng Kéier e Front national hunn, deen hei op 15% kënnt. Mä dat kréie mer, wa mer net mat de Leit diskutéieren. Dat ass, wa mer mengen, dass et Tabusujete géif ginn an dann eng Evolutioun op eng Kéier vun Zwouklassegesellschaften hei an dësem Land hunn, well mer justement net de Courage hunn, fir iwwert déi Sujeten ze diskutéieren.

Da brénge mer et fäerdeg, d'Land ze trennen an op eng Kéier heibanne Vertrieder ze hu vun extrem nationalistesche Parteien. An ech si frou an houfreg, Premier hei an engem Land ze sinn, wou keng Vertrieder vun extrem rietse Parteien hei mat an d'Wahle gaange sinn an dann och selbstverständlech net gewielt gi sinn.

Et ass geschwat ginn och vun Trennung vu Kierch a Stat. An, jo, ech sinn och frou, dass een hei gesot huet, dass mer net wëllen den Te Deum ofschafen oder aner Saachen ofschafen an dass och Dir, an ech mengen, dat ass och e wichtegt Signal no baussen, déi Iddien och ënnerstëtzt, well Der och der Meenung sidd, dass et net ka sinn, dass eng Cérémonie, eng national Cérémonie, en Défilé militaire, an da gëtt zivil gesot, well dann d'Pompjeeën an d'Protection civile an d'UGDA matmaachen, an op där anerer Säit de Militär an en Te Deum ass.

En zivilen Akt ass ganz wichteg! A mir sinn och der Meenung, dass deen den 23. moies sollt mat deem zivilen Akt ufänken, an da selbstverständlech den Te Deum, an - gleeft mer et! - d'CSV wäert doudsécher net eleng an den Te Deum goen. Et sinn doudsécher nach vill Leit. An et ass net, well ee seet, dass den Te Deum net den haaptsächlechen offizielle Statsakt ass, dass et eppes géint d'Katholiken ass. Mir respektéieren, dës Regierung respektéiert all Relioun, all Culte! Dat Eenzegt, wat ass: Mir mengen, dass et och eng Manifestatioun muss ginn, wou all Persoun sech an där Diversitéit och kann erëmfannen. An dat soll och deen zivilen Akt sinn.

A mir wäerten och, an dofir, ech si jo och Ministre des Cultes, mat de Leit aus de verschiddene Reliounen diskutéieren. Well eppes däerf een net vergiessen: Et gëtt hei zu Lëtzebuerg aner Culten, déi och Saache revendiquéieren, déi se am Moment net kritt hunn. An dowéinst ass et och immens wichteg, deen Dialog ze féiere mat de verschiddene Vertrieder vum Culte. An ech sinn och frou, dass déi verschidde Relioune sech och zesummegesat hunn, fir do zesummen ze diskutéieren.

Wat fir mech wichteg ass, et ass vu ville Reforme geschwat ginn, déi mer wëlles hunn ze maachen, och an der Justiz. Den Divorce pour faute ofschafen. Jo, tatsächlech den Divorce pour faute wor och eng Diskussioun bei eis an der Koalitioun. Mä mir sinn zur Konklusioun komm, an déi lescht Zäit wor den Text och blockéiert, dass den Divorce pour faute nach muss an extreme Fäll do sinn. Et kann net sinn, dass ee fir Violence domestique ee kann eraussetzen, mä dass et keng Ursaach ass, fir gescheet ze ginn!

An dat sinn déi Punkten, wou ee sech ka soen, et kann net sinn, well deen Text wor jo zimlech hypokritesch um Ufank, andeems ee seet, d'Leit gi gescheet an duerno musse se, kënne se awer Dommages et intérêts froe fir Violencen oder fir aner Saachen. Mir sinn der Meenung gewiescht..., an ech si frou, dass och d'CSV elo mat op de Wee geet.

An, Här Juncker, ech muss lech soen, déi Ausso, déi Der gemaach hutt, huet mech iwwerrascht, mä ech mengen, mech net eleng iwwerrascht, virun allem de fréiere Koalitiounspartner iwwerrascht. Dat ass déi, wou gesot ginn ass, dass Der net dogéint wiert, dass een déi zweet Consultation obligatoire géif fakultativ maachen.

Well ech ka mech erënneren, wéi eng Débate mer hei an der Chamber haten an an de Kommissiounen, wou awer Är Partei déi war, déi do drop insistéiert huet.

(Interruption)

Jo, net alleguer, awer eng grouss Majoritéit, Madame Arendt.

An ech soen et elo just: Dowéinst, dass Der elo sot, dass Der derfir sidd, dat éiert lech. Mä ech wier frou gewiescht, Dir wiert schonn deemools derfir gewiescht, well dann hätt ee schonn déi Evolutioune kënnen och maachen an net waarde bis elo.

Dir hutt och gesot, den Här Braz hätt net vill ze maachen, well den Här Biltgen alles fäerdeg gemaach huet. Ech kann lech just soen: Den Här Biltgen huet ganz vill ugefaangen, e bëssen ze vill ugefaangen! An ech si frou, wann den Här Braz alles fäerdeg kritt.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Iwwert d'Finanze wëll ech fir d'éischt de Choix vum Här Gramegna hei kommentéieren. Ech muss lech soen, dass de Choix vum Här Gramegna ee war vun der Demokratescher Partei, dee selbstverständlech och mat deenen zwou anere Parteien diskutéiert ginn ass, mä dass et ee Choix ass, dee mir fir richteg fannen.

An ech muss lech soen, dass déi lescht Deeg, wou den Här Gramegna elo schonn zu Bréissel war an och scho seng Interventioune gemaach huet, bewisen hunn, dass den Här Gramegna dee richtege Choix war. An déi Leit, déi mengen, dass déi aner Parteie kee Courage haten, fir dat do ze maachen, ire sech. Dat Eenzegt, wat ass, ass, dass mir fonnt hunn, dass den Här Gramegna - an et ass keen Ufo; den Här Gramegna ass Member bei eis an der Partei - bereet ass, déi Charge ze iwwerhuelen, a bereet ass, an an eisen Aen d'Qualitéit vum Jurist, vum Ekonomist, vum Diplomat cumuléiert, déi déi wichtegst ass.

An ech sinn och frou, dass un eng Ausso, déi och d'lescht Woch um Radio gemaach ginn ass, och hei nees erënnert ginn ass: Et ass keen heibannen, an och net den Här Frieden, als Finanzminister op d'Welt komm, an dass den Här Gramegna doudsécher mat deem Wëssen, dat en huet, och déi richteg Aarbecht op där richteger Plaz wäert maachen.

Et ass gesot ginn, d'Zuele wiere bekannt. Den Här Gibéryen huet gesot, den Här Juncker huet gesot, d'Zuele wiere bekannt. Dat heescht, Dir maacht hei, wéi wa mer e bëssen iwwerrascht waren. Neen, mir sinn net iwwerrascht. Mä dat Eenzegt, wat ass: Mir hu just gemierkt, dass eng Rëtsch vun Administratiounen an de Koalitiounsverhandlungen eis gesot hunn: „Mir hunn et schonn deemools gesot, mä et ass awer näischt gemaach ginn."

An dat bescht Beispill ass de Commerce électronique. Mir wëssen alleguer, dass de Commerce électronique ewechfält, mä mir waarde bis dee leschten Dag, fir ze kucken, wat ee ka maachen.

Dat heescht, wann ech lech misst äntweren, Här Juncker: D'CSV huet geschwat, mä mir maachen et. A mir kucken net, mä mir agéieren. An dowéinst ass et dat, wat immens wichteg ass. An Dir hutt et och gesot, an dat freet mech och, dass déi gréisste Fraktioun hei an der Chamber alles wäert maachen, fir dass mer den Triple-A sollen halen. Mir sollen elo net alles futtimaachen, fir den Triple-A ze behalen. Mä selbstverständlech, an do si mer eis eens, wa mer dee géife verléieren, ass et fir e klengt Land awer vill méi schwéier wéi fir een anert Land, dat den Triple-A géif verléieren.

Zu den Dépensen ass gesot ginn: „Jo, mä da sot eis, wou a wat Der wéilt spueren." Ech muss lech soen, den Här Gibéryen huet et och gesot: „Jo, Dir gitt eis net genuch Informatiounen, wou Der wëllt genau spueren."

Ech muss lech soen, dass dës Regierung vill méi wäit ass an hiren Aarbechten, wéi et ass. Mä mir hunn... Dat, wat mer grad kritiséiert hunn, dass mer net wéilten nëmme Rechnunge maachen, andeem mer net kucken, wat d'Répercussioune vun enger Rechnung sinn, wat dat mat sech bréngt, wat dat kann awer duerno kaschten, dowéinst si se nach net presentéiert ginn.

Mir wëllen net hei mat engem Tableau kommen, andeem mer soen: „Elo kréie mer esou vill do eran, esou vill do eran, esou vill do eran." Dat ass genau déi Kontabelspolitik, déi virdru gemaach ginn ass. A mir wëllen déi net maachen!

Mir wëlle wierklech déi eng Mesuren an déi aner genau analyséieren, fir ze kucken, wéi eng Répercussiounen et kann hunn, fir dass se och sozial gerecht ass, an net einfach mat der See seet: „Elo ass fir jiddwereen alles fort.", an dann duerno kucken, wéi eng Répercussiounen dat mat sech bréngt.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Juncker huet sech och gefrot, wou den Här Frieden déi lescht Deeg war. Här Juncker, ech muss lech soen: Den Här Frieden wor net bei eis.

(Hilarité)

Mä ech muss lech soen: Dir hutt gesot, dass dat d'Politik vum Här Frieden ass, déi den Här Gramegna wäert weidermaachen.

Ech kann lech perséinlech soen, Här Juncker, dass et e ganzen Deel vun där Politik och ass, déi den Här Frieden gär gemaach hätt, awer net maache konnt.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dass mir och soen... Et ass och d'Fro gestallt ginn, firwat mer dat eent oder dat anert géife maachen. Jo, mir stinn och dozou, dass mer Saache kloer soen, déi net sollte gemaach ginn, well mer mengen, dass mer an enger Situatioun sinn, wou zu Lëtzebuerg ee muss, fir d'Finanzsituatioun och ze rassuréieren an d'Finanzplaz ze rassuréieren, och Saachen ukënnegen, wou ee sech seet: „Do si mer eis eens, dat dote maache mer net, well mer riskéieren, och deen een oder deen aneren negativen Effet dobäi ze kréien."

Beim Index: Jo, et si Kompromësser. Deen ee werft eis vir, dass et net nëmmen dem Grénge säi Programm ass. Da kréie mer gesot, dass et net der LSAP hire Programm ass. Da kritt een de Virworf gemaach, dass et net der DP hire Programm ass.

E Koalitiounsaccord par essence ass e Koalitiounsaccord. An do ass et wichteg, dass ee justement déi Richtungen, déi Linnen, déi déi Parteie verteidegt hunn, och erëmfënnt. An dat, wat elo dosteet, ass e Kompromëss tëschent deene Parteien. A wann een iwwert d'Ëffnungszäite schwätzt, andeem ee seet: „Jo, Dir wëllt fir d'éischt mat de Leit diskutéieren." Jo! Mir wëllen de Sozialdialog nees kreéieren hei an dësem Land.

Mä wa mer et drastoen hunn, ass et bestëmmt net, fir d'Ëffnungszäite méi kuerz ze maachen, soss hätte mer et bestëmmt net am Koalitiounsaccord drastoen. Wa mer et drastoen hunn, ass et justement, well mer wëlle mat de Partner am Dialog dat duerchdiskutéieren, fir ze kucken, wat méiglech ass.

Mä mir ginn och preparéiert an déi Verhandlungen. Mir ginn net „finger in the pocket" dohinner, andeem mer soen, elo lauschtere mer mol deenen no. Neen, mir wësse schonn, wat mer wëllen. Mä et soll een awer mat de Leit diskutéieren, ier ee seet, wat elo kënnt.

De Réajustement, do hutt Der och vun de Pensioune geschwat. Selon den Zuelen, déi mer kritt hunn, d'Calcule vun 2011-2012 wäerten ausmaachen, dass 2014 deen Ajustement minus 0,3 wier, an 2012-2013 dann op 2015 e Réajustement vu plus 0,4 wier. A fir de Revenu ze stabiliséieren, si mer der Meenung gewiescht, dass et gutt wier, dat ze neutraliséieren.

Zur Aarbecht ass och eppes gesot ginn. Et ass esou en Amalgam gemaach ginn - an dat hunn ech wierklech net opportun fonnt - tëscht RMG, Mindestloun, aarbechtslos. Et ass esou gemaach ginn, wéi wa virun allem d'Sozialisten do géifen op eng Kéier jiddwerengem eppes wëllen ewechhuelen. Neen, dat ass bestëmmt net dat, wat dës Regierung wëllt! Well dat ass jo ëmmer dann typesch, andeems ee seet: „Dat sinn déi Liberal. Déi wëllen do onbedéngt deem engen oder deem aneren eppes ewechhuelen." Et ass guer net dat.

Mä et ginn Effet-perversen. Wann Der verschidde Leit hutt, déi rechnen, wat se géife verdéngen oder manner am RMG duerno kréien, wann en aneren an der Famill bei se wunne kënnt, wann Der verschidde Rechnungen hutt, wou verschidde Leit kucken, wat dat eent a wat dat anert ass, si mir der Meenung, dass et wichteg ass, Analysen ze maachen, ier een Décisiounen hëlt.

An déi éischt Analys, déi gemaach ginn ass, déi ass am Sozialalmanach vun der Caritas gemaach ginn. An déi sinn déi Éischt, déi schonn d'Konsequenz vun deem enge vis-à-vis vun deem anere wëllen hunn.

Mir wëllen net, dass den RMG eng Fatalitéit oder eng Finalitéit soll sinn. Mir sinn der Meenung, dass d'Aarbecht dat muss sinn, wou d'Leit nees Loscht hunn, sech ze investéieren a sech bewosst sinn, zu wéi engem Wäert se bäidroen, wa se justement eppes och zur Allgemengheet bäidroen.

An dann zu den CDDen. Dass gesot ginn ass, dass der vläicht méi kënnen an där Period vun zwee Joer kommen. Jo, mä mir hu léiwer een, deen nach en CDD kritt, wéi een, dee guer keng Aarbecht huet. An dofir muss ee kucken, wéi een dat och organiséiert kritt.

Zum Logement. Do hutt Der vun der Klimabank geschwat. Mir ass et egal, Här Juncker, wéi se heescht. Ob se Klimabank heescht, Altbausanierung - fir dann dem Här Meisch Freed ze maachen -, Bank heescht. Egal wéi se heescht, fir eis... Mir wëssen, wat mer wëlle maachen. An do...

Ech sinn och immens frou, dass Dir gesot hutt...

(Interruption)

An ech muss lech soen, zum Logement wor déi kierzesten Interventioun, déi Der hat, Här Juncker. An ech verstinn dat och. Mä dass Der da gesot hutt... Den Här Schank huet dat och proposéiert. Ech si frou, well bei eis op verschiddene Bänke konnte ganz vill Leit et och scho bal net méi héieren, déi Klimabank. An ech si frou, dass dann och elo de fréiere Minister Schank och an déi Richtung gaangen ass.

Dann, zur Éducatioun, hutt Der gesot: Jo, Dir wollt e Schouldirekter, Dir hutt kee kritt, an der Madame Delvaux hir Propositioune ginn einfach esou an de Back gehäit. Neen, d'Madame Delvaux huet eng Aarbecht gemaach, déi fir eis ganz wichteg ass. Mä mir... Et sinn nach aner... D'Madame Delvaux wor selwer och nach am Aarbechtsgrupp an de Koalitiounsverhandlungen, wou deen doten Text gemaach ginn ass. Dat heescht, et ass keen Désaveu vis-à-vis vun der Politik, déi vun der Madame Delvaux gemaach ginn ass, mä et ass just, dass mer an déi Richtung och wëlle weidergoen.

Den Här Berger huet dat gesot, wat fir eis ganz wichteg och ass, dass d'Erwaardunge ganz grouss sinn. Jo, d'Bierger hu grouss Erwaardungen. D'Bierger erwaarde sech, dass dës Koalitioun et seriö mécht an aneschters mécht. An hei geet et net ëm eng Koalitioun ee géint deen aneren, mä eng Koalitioun, wou mer wëllen zesummen eng Politik fir eist Land maachen.

Dir hutt och justement vun der Integratioun geschwat, den Débat vun der Integratioun. An ech soen et nach eng Kéier: Mir dierfe keng Angscht hu virun der Integratioun a virum Zesummeliewen een nieft deem aneren.

Och zu de Kanner, d'Startchancen. D'Schoul ass - a mir sinn eis eens - déi Case départ vun all Liewen, vun engem jonke Kand, wou derno seng Liewenschancë gestallt ginn. A wann een do schonn dès le départ selon d'Origines sociales oder linguistiques, déi ee vun doheem huet, net déiselwecht Chancen huet wéi een aneren, ass e Problem an eiser Gesellschaft. An ech soen dofir och e grousse Merci, dass dee Punkt abordéiert ginn ass.

Den Här Bodry huet eis erënnert u seng Ried vun 1999 „same procedure". Et hänkt ëmmer dovun of, wou ee sëtzt. Ech hunn et jo och gesot. A wat ganz wichteg ass, dat ass och, wat den Här Bodry gesot huet: „Jo, Kontinuitéit." Et soll ee sech net schummen - an ech hunn et och scho gëschter gesot -, dass déi Saachen, déi virdru gemaach gi sinn, net all falsch waren. Mir hu jo och bestëmmt net géint all Text gestëmmt. Mir hunn op villen Texter matgestëmmt, well mer der Meenung waren, dass se och wichteg a richteg fir eist Land waren.

An dowéinst, dass eng gewësse Kontinuitéit do ass, mengen ech, ass och ganz wichteg. An et géif ganz ville Leit Suerge maachen, ze wëssen, dass zu Lëtzebuerg all véier oder fënnef Joer op eng Kéier alles vergiess muss ginn, well eng nei Regierung géif kommen, an dann alles, wat virdru geschitt ass, schlecht war an alles muss nei gemaach ginn. Well justement déi Stabilitéit, déi Garantie, och dat ass en Attrait vun eisem Land an och de Grond, firwat d'Leit op Lëtzebuerg kommen.

„Jo, d'Sich vum Mëttelwee", huet och den Här Bodry gesot. Mir sinn eis do ganz eens. Wann dräi Parteien zesumme sinn, ass et e Mëttelwee, deen ee sicht. Mä e gesonde Mëttelwee. E Mëttelwee, deen am Intérêt vun der gréisster Majoritéit vun de Lëtzebuerger och ass.

An dat, wat mer och selbstverständlech iwwert d'horizontal Zesummenaarbecht an d'zillos Mentalitéit... Et geet duer! Mir mussen zesummeschaffen! An ech hunn et och gëschter gesot, ob dat de Logement, ob dat de Chômage, ob dat d'Finanzplaz ass, ob dat d'Steierzuel ass, ob dat d'Europapolitik ass, wäerte mer all Mount am Regierungsrot diskutéieren, fir dass mer och wëssen, wou mer dru sinn. An den Här Kersch, och bei der Réforme administrative, fir e Suivi ze hunn an net einfach ze soen, a véier Joer: „Wou si mer elo drun? Ass eppes geschitt?" Neen, all Mount wäerte mer am Regierungsrot driwwer diskutéieren an deen een an deen anere Punkt diskutéieren.

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

D'Madame Loschetter huet och vun der Form geschwat vun der Gouvernance, de Renouveau. An d'Form ass och Programm, hutt Der gesot. Jo, dëst ass..., an dee leschte Pressebriefing wor en anere Pressebriefing. De leschte Pressebriefing wor keng One-Man-Show. De Pressebriefing wor do, wou zesumme presentéiert ginn ass, wat virdrun am Regierungsrot diskutéiert ginn ass. An ech hunn elo just virdrun och ausgemaach, dass e Freiden nom nächste Pressebriefing och e Vertrieder do ass, fir eis de Punkt vun der CAR-e-Prime vun den Autoen ze erklären.

An dat wäert all Kéiers esou sinn. Ech mengen, et weess keen den Dossier besser, an och, fir kënne säin ze presentéieren. En huet e jo och ausgeschafft. An da soll een deem och d'Recht ginn, deen och kënnen ze presentéieren. Do wäert ech och froen, fir dass dat esou geschitt.

Jo, Madame Loschetter, d'Schoul ass e Facteur vun Integratioun a muss e Facteur vun Integratioun sinn. An ech sinn och ganz frou, dass Der iwwert d'Gebäerdesprooch geschwat hutt. Dir wësst, dass mer déi immens um Häerz läit. An ech wëll elo nach eng Kéier mech entschëllege gëschter bei der Gebäerdendolmetscherin. Ech hoffen, dass se haut net e Muskelkater kritt huet.

(Hilarité)

Ech wëll och op d'Ëmweltaspekter just ganz kuerz agoen, esou wéi Dir et gesot hutt. Jo, déi sinn transversal. Et kann een net bei Ëmweltaspekter just dat eent oder dat anert kucken. Well all Politik, déi ee mécht, huet en Impakt op Ëmweltaspekter. A selbstverständlech ass et wichteg, dass een déi och zesummen diskutéiert.

Dem Här Gibéryen soen ech Merci fir säi Cours de droit constitutionnel, deen en eis gehalen huet, iwwert d'Zesummebilde vu Majoritéiten an enger Regierung. En huet eis och gesot: „Jo, mat den Douzièmen, wéi geet et da weider?" Ma mir wäerten elo... Dat muss ee jo awer verstoen: Mir hunn elo e Koalitiounsaccord zesumme geschriwwen. Mir wäerten elo de Budget ufänken ze analyséieren. A mir wäerten dat maachen, well mer eis och virginn hunn, dat heescht, d'Dépensen och ze analyséieren an ze kucken, wéi mer elo schonn direkt - direkt! - kënnen do, wou mir kënnen influencéieren, Sue spueren.

A gleeft mer et, dat ass... Dat nennt een e Screening, wou mer wäerten all Dépense bei eis emol ufänken. Well mer och der Meenung sinn, amplaz dass een elo direkt schonn de Leit géif soen: „Mir huelen direkt eppes ewech", emol bei eis selwer solle kucken, wéi mer bei eis kënne spueren.

Mä esou, wéi ech virdrun och gesot hunn: Mat deem Verloscht vum Commerce électronique wäert et ganz schwéier sinn, a mir kommen net derlaanscht, fir eng Hausse vun der TVA vun 2% - esou wéi den Här Juncker den Här Schneider zitéiert huet - schonn ze maachen.

Zum Koalitiounsaccord hunn och den Här Turpel an den Här Gibéryen eis gesot: „Jo, Dir hutt et du public gemaach, dat doten. Dir wollt et awer net public maachen." Neen, et wor fir d'éischt freides, dass mer wollte verbesseren. An du méindes hu mer gemierkt, dass... An ech muss just soen, ech sinn elo net éiweg hei an där Chamber, mä et ass nach ni en Accord virdru public gemaach ginn.

Mä mir hunn et einfach wichteg fonnt, well mer gemierkt hunn, dass d'Interpretatiounen dobaussen, vun deem engen a vun deem aneren, divergent kéinte sinn a mer gemengt hu: Mir hu jo näischt ze verstoppen, firwat gi mer dat net? An ech sinn och frou, dass den Här Turpel gesot huet, dass et souwisou onméiglech gewiescht wär, soss haut sech kënnen ze preparéieren. Well heiansdo huet ee ganz oft d'Gefill gehat, dass d'Riede scho preparéiert gi sinn, ier iwwerhaapt hei scho geschwat ginn ass. Dowéinst sinn ech och frou, dass dat net de Fall war.

(Interruptions)

Ech kommen elo zum Schluss. Ech wëll fir d'éischt hei nach op e puer Saachen agoen. Et ass gesot ginn: Wéi kann esou eng Koalitioun entstoen? Eng Koalitioun entsteet, an ech muss lech och soen, andeem eng Partei sech muss Froe stellen. Mir kruten hei erkläert, dass, wann ee bei bal honnert Gemengen..., bei 99 vun 106 Gemengen vir ass, een automatesch misst jo dann d'Rënë vum Land kënnen hunn. Mä sech selwer d'Fro ze stellen, firwat no de Wahle kee bereet ass, mat engem op eng Regierungsbänk ze goen, déi Fro stelle sech ganz wéineg Leit.

Ech wëll just soen, dass de Parteipresident vun der CSV och genau weess, a vis-à-vis vun em sëtzt den Här Cruchten, dee weess och, wat dat op lokalem Niveau heescht, wann esou op eng Kéier déi éischt Partei net de Buergermeeschter stellt op enger Gemeng. De Generalsekretär vun der CSV weess dat och.

Ech weess, dass ech da gesot kréien: „Dat eent huet mat deem aneren näischt ze dinn. Eng Regierung ass net mat enger Gemeng." Mä firwat? Well do Leit sech fonnt hunn. An den Här Wolter a seng Koalitiounskolleegen hunn do gemengt, dass si zesummen eppes kéinte maachen, wat se da vläicht net mat där anerer Partei hätte kënne maachen. An dat ass Demokratie. D'Demokratie ass 50% plus eent.

Ech muss och soen, Här Juncker, dass ech d'Gefill op eng Kéier hat, dass et Ärer Partei méi drëms gaangen ass, un der Muecht ze bleiwen, wéi selwer an d'Politik ze goen. Well wéi jo op eng Kéier d'Diskussioun komm ass: „Wier da keng Partei bereet, fir mat der CSV an d'Koalitioun ze goen, ouni den Här Juncker als Statsminister?", hunn ech dat ondezent fonnt. Hunn ech dat ondezent fonnt! Et ass net un eis ze décidéieren, wie bei där anerer Partei op wéi enger Säit wéi eng Plaz och soll huelen.

Mir sinn, ech wëll lech just soen, vläicht parteieméisseg eng DP/LSAP/gréng-Regierung, mä mir si virun allem eng Regierung fir all Lëtzebuerger an eng Regierung fir eist Land.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Wann ech gelift. Och fir d'Regierung gëllt datselwecht wéi fir den Ensembel vun der Chamber. Merci.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Kann ech zu der Motioun eppes soen, Här President?

M. le Président.- Jo selbstverständlech. Selbstverständlech. Dir hutt nach vill Riedezäit, Här Statsminister.

Motions

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Zu de Motioune wollt ech just soen, dass ech selbstverständlech d'Motioun Nummer 1 ganz gutt fannen.

D'Motioun Nummer 2 vum Här Turpel a vum Här Urbany. Also, de Fait ass: Et ass en Uerder. Ech hu bei eis am Ministère nogefrot. Et ass nach vum viregte Statsminister en Uerder komm, dass keng Fichë sollen zerstéiert ginn am Moment. Mä et muss ee mat der Legalitéit och kucken, wéi et geet. An ech mengen, dass et och wichteg ass, dass och déi Leit, déi an der Kontrollkommissioun sinn, sech och ëm deen doten Dossier këmmeren, eis kënne soen, wat do méiglech ass.

An ech wëll virun allem op déi drëtt agoen, wou Der sot, dass Der mengt, dass d'Kommissioune sollten d'Regierungsmemberen héieren. Dir rennt do oppen Dieren an. Ech mengen, den Här Turpel weess et nach net, mä hei ass

selbstverständlech all Kommissioun fräi, e Minister ze ruffen an ze soen: „Hei, kommt wann ech gelift an eis Kommissioun. Mir wëlle mat Iech emol de Programm duerchkucken."

Dat heescht, mir... Selbstverständlech steet dës Regierung voll der Chamber zur Verfügung. A wann d'Chamber eis gäre gesäit a wann d'Chamber gären den Ordre du jour vun enger Kommissioun fixéiert, ass dat selbstverständlech, par respect virum éischte Pouvoir, de Wonsch och vun eiser Regierung. Dat heescht, si ass... Wann den Här Weiler hei wier, dann hätt en Iech gesot, si wier superfétatoire. Mä well en net hei ass, wéi gesot. Mä d'Regierung steet selbstverständlech der Chamber zur Verfügung, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Mir sinn domat um Enn vun eisen Debatten ukomm. Mir sinn a Presenz vun dräi Motiounen, wou awer déi zweet bis elo net recevabel ass, well se nëmmen zwou Ënnerschréften dréit.

(Interruption)

Jo.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Dräi.

M. le Président.- Jo.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Een, zwee, dräi.

M. le Président.- Jo, Här Turpel, et ass nach net un Iech. Ech géif da vläicht, wa sech näischt dorun ännert, déi éischt Motioun zur Diskussioun bréngen, déi vum Fraktiounschef vun der DP abruecht ginn ass am Numm vun der Majoritéit, dat heescht vum Eugène Berger, an déi fënnef Ënnerschréfte vun den Häre Bodry a Berger, der Madame Loschetter, dem Här Haagen an der Madame Beissel dréit.

Zu där Motioun, déi d'Zoustëmmung gëtt zu der Regierungserklärung an der Regierung d'Vertrauen ausdréckt, fir dee Programm och an d'Praxis ëmzesetzen, wëllt nach een dozou Stellung bezéien?

Ech mengen, déi ass ganz kloer.

Da géif ech se zum... Ah, den Här Turpel freet d'Wuert nach zu der Motioun Nummer 1. Här Turpel, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Dir musst se och nach ënnerschreiwen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci. Ech wollt just erklären, datt mir déi Motioun bien entendu net stëmmen. Mir stëmmen do dergéint, well mer inhaltlech net mat deem Regierungsprogramm d'accord sinn.

Ech wollt awer op eppes hiweisen, wat mech awer, a vläicht och déi, déi derfir stëmmen, stéiert. Ech weess net, ob dat esou an de Gepflogenheeten ass vun deem héijen Haus hei: „...y donne son approbation, fait confiance au Gouvernement pour sa réalisation...", ech mengen, do schwätzt jo näischt dergéint „...et passe à l'ordre du jour". Dat héiert sech awer esou un, wéi déi, déi net d'accord sinn: Et ass jo egal, mir fuere weider. An déi, déi d'accord sinn: Et ass souwisou egal, mir fuere weider. Also...

Une voix.- Dir sidd nach nei hei.

(Interruption)

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Ech fannen dat... Wann dat eng Traditioun ass, da muss ech soen, datt ech déi Traditioun ganz komesch fannen. A méi wëll ech net dozou soen.

Merci. Op déi aner Motioune kommen ech zréck.

M. le Président.- Majo, da géif ech elo déi éischt Motioun, d'Vertrauensmotioun zum Vote bréngen, wann d'Ofstëmmungsmaschinnerie prett ass. Dat ass de Fall.

Vote sur la motion 1

Ech géif dann de Vote lancéieren an och gläichzäiteg elo de Vote par procuration lancéieren. Ech gesinn, dass mer um Enn vum Vote ukomm sinn. Domat wär de Vote ofgeschloss.

Bei 58 Deputéierten, déi präsent sinn, a 60 Participatiounen um Vote, hu sech 32 Membere vun dëser Chamber fir d'Vertrauensmotioun ausgedréckt, 28 dergéint, bei null Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexandre Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Plusieurs voix.- Dat war knapp.

M. le Président.- Domat huet d'Regierung d'Vertraue vun der Chamber.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dann hunn ech eng zweet Motioun virleien, déi nëmmen zwou Ënnerschréften dréit, bis elo.

(Interruption)

Jo, dann hunn ech déi awer nach net esou eragereecht kritt, Här Turpel. Sou, elo hunn ech se. Et sinn der véier, dat sinn der nach ëmmer net fënnef. Här Wolter, ënnerstëtzt Dir se? Da sinn et der fënnef. Merci.

(Interruption)

Also, ech ginn dervun aus, dass mer dat doten dann och wäerten op Facebook fannen.

(Hilarité)

Une voix.- D'Welt ass erëm an der Rei.

M. le Président.- Merci. Här Turpel, et ass un Iech.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci all deenen Deputéierten, déi se ënnerschriwwen hunn, pour appui oder well se d'accord sinn.

An der Motioun 2 geet et ganz einfach dorëms, datt mer d'Erfahrung gemaach hunn, datt vum SREL aktuell Dossiere geschreddert gi sinn. Et ass esou, datt mer zu Lëtzebuerg eng relativ kontradiktoresch rechtlech Situatioun hunn, déi déi meescht, déi heibanne sinn, sécherlech gutt kennen.

Mir hunn engersäits den Artikel 17 vum Gesetz, dee seet, datt d'Kommissioun vum Procureur adjoint oder vum Här Wivenes, datt déi nëmme berechtegt ass kucken ze goen, ob een Dossier konform ass zum Gesetz, a wann en net konform ass zum Gesetz, fir opzefuerderen, datt déi Pièce sollen erausgeholl ginn, geschreddert ginn, an deem Betraffenen da matzedeelen, datt dat elo an der Rei ass. Dee Betraffene kritt da matgedeelt, dat, wat en interesséiert hätt, wier dann elo an der Zwëschenzäit zerstéiert ginn. Ech kenne fënnef Fäll, wou dat och esou geschitt ass.

Mir wëssen awer och aus der Praxis eraus, datt wann de politesche Wëllen do ass, fir de Leit hir Dossieren ze ginn, an dat ass jo mat deenen historeschen Dossiere geschitt, fir de Leit, déi dat wëllen, déi Dossieren zouzestellen, datt se déi dann och kritt hunn. An dat ass u sech eng Praxis, déi net esou am Gesetz virgesinn ass, mä déi duerch de politesche Wëlle vun der Regierung, dee bestanen huet par rapport zu de SRELs-Dossieren, duerchgefouert ginn ass, obschonn et net formal am Gesetz steet.

Mir wëssen awer, datt et d'Recht, fir säin Dossier ze gesinn, an Däitschland an op anere Plaze gëtt, well dat Recht ofgeleet gëtt vum Grondrecht iwwer informationell Selbstbestëmmung. Ee Grondrecht, wat seet, datt all Bierger d'Recht huet, ze wëssen, wat de Stat vun him wou seet oder weidergëtt.

A wéi soll de Stat him soen, wat e gesot huet a weidergesot huet, wann d'Dossieren zerstéiert gi sinn?

Duerfir gëtt et an Däitschland - dat ass aus deem Recht ofgeleet ginn - d'Méiglechkeet, fir gewuer ze ginn, ob et een Dossier gëtt, fir deen Dossier kucken ze goen oder fir eng Kopie ze kréie vum Dossier; wat dräi verschidde Saache sinn. Mä dat ass eng relativ explizit Ausleeung vum informationelle Selbstbestëmmungsrecht, wat an Däitschland iwwert d'Verfassungsgeriicht unerkannt ginn ass, obschonn et net am Gesetz esou drasteet, esou wéi et zu Lëtzebuerg och net an engem Gesetz steet.

A well mer an deem Flou sinn, a well d'Gefor déi ass, datt Dossieren zerstéiert kënne ginn, gëtt hei effektiv dann, aus all deene Considéranten eraus, d'Regierung opgefuerdert oder agelueden, pardon, „à prendre toutes les mesures possibles", net déi, déi impossible sinn, mä „toutes les mesures possibles".

A méiglech ass jo villes. Dat hu mer jo och gesi bei der Saach, wéi déi Regierung virdrun derfir gesuergt huet, datt déi Betraffen hir Dossieren zougestallt kritt hunn, obschonn dat och net esou ausdrécklech am Gesetz virgesi war. „... aucune fiche tenue par le SREL contenant des données personnelles ne sera détruite jusqu'à la mise en place d'une nouvelle législation", déi jo virgesinn ass.

Ech ginn elo net op d'Échéancen an. Mä an deem Sënn ass d'Motioun einfach ee kloren Appell un d'Regierung, fir dat Beschtméiglecht ze maachen, datt elo net weider geschreddert gëtt. An ech géif Iech Merci soen, wann Der där Motioun, am Intérêt vun deene Leit, deenen hiert informationellt Selbstbestëmmungsrecht soss a Fro gestallt ass, géift zoustëmmen.

Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Turpel.

Ginn et Wuertmeldungen zu där Motioun? Den Här Alex Bodry, wann ech gelift.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Merci, Här President. Den Inhalt ass ganz sympathesch. Ech fäerte just, d'Regierung wäert sech heurtéieren um Gesetz an um Prinzip vun der Onofhängegkeet vun där Autorité de contrôle.

Ech wëll hei net den Androck opkomme loossen, dass eng Regierung kéint an iergendenger Form Afloss huelen op d'Aarbecht iwwer eng onofhängeg Autorité de contrôle, déi d'Dateschutzgesetz agesat huet. Déi ass presidéiert vum Delegéierte vum Procureur général d'État, mat zwee Membere vun der nationaler Dateschutzkommissioun. A si eleng si Juge - si eleng si Juge! -, wat mat deene Fichiere geschitt.

An d'Radiatioun ass nun eben am Gesetz, an deem Artikel 17 vum Gesetz vun 2002 virgesinn. An eng Radiatioun ass eng Radiatioun. Du kanns net eppes eraushuelen aus engem Fichier an dann en neie Fichier niewendrun uleeën, wou s de dann déi Saachen awer nach géifs halen.

Ech mengen also, dass een d'Regierung net kann opfuerderen, eigentlech eng Illegalitéit ze maachen.

Wat déi Autorité de contrôle héchstens ka maachen, ass sech selwer Gedanke maachen, a wat fir enger Form een eventuell déi Radiatioun esou mécht, dass déi direkt concernéiert Leit à la rigueur och nach Accès zu hiren alen Donnéeë kréien. Mä et kann net iwwert dee Wee goen, dass d'Chamber eng Regierung opfuerdert, enger Autorité de contrôle indépendante an iergendengem Sënn eng Virschrëft ze maachen. Dat entsprécht net mengem Rechtsverständnis an duerfir mengen ech, dass mer, aus eiser aktueller Législatioun eraus, déi dote Motioun net kënnen esou stëmmen.

M. le Président.- Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Jean-Claude Juncker, an dann den Här Eugène Berger.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Ech hunn, Här President, ganz vill Verständnis fir dee Rechtsstandpunkt, deen de Kolleeg Bodry hei entwéckelt. Wann a vergaangenen Zäiten d'Regierung sech op ee Rechtsstandpunkt gestallt huet a Saache Geheimdéngscht, dann huet dat ëmmer eng länger Debatt provozéiert. Mä dat, wat den Här Bodry gesot huet, dat ass richteg.

Mir stëmmen déi Motioun, well an där Motioun steet, dass d'Regierung „toutes les mesures possibles" soll huelen. A wéi den Här Statsminister et gesot huet, hat ech nach d'Instruktioun ginn, dass näischt méi däerf zerstéiert ginn. Dat hëlt der Autorité judiciaire, déi do... dem Magistrat, pardon, deen derfir zoustänneg ass, keent vu senge Rechter ewech, well d'Regierung huet hei just gefrot, all „mesures possibles" ze huelen.

Dat heescht, si ka manifestement net iwwert de Wee vun enger parlamentarescher Invitatioun d'Rechter vum Magistrat beschneiden. Toutes les mesures possibles au Gouvernement de voir ce qui est possible.

M. le Président.- Merci dem Här Juncker. Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Mir verstinn och d'Uleies vun deene Lénken a mir hunn och Sympathie fir déi Saach. Mä ech wéilt awer do unhaken, wat den Här Bodry gesot huet a sengen Explikatiounen, well mir awer och Schwieregkeeten hunn, datt mer hei eng Motioun stëmmen, déi contraire zu de Reglementer vun der bestehender Législatioun wier. Mir ralliéieren eis also och deem, wat den Här Bodry do gesot huet.

Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Hei, ech hunn d'Wuert nach gefrot.

M. le Président.- Merci. Ech hu vläicht...

(Interruption)

Jo, wann dat eis hëlleft, Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Also ech mengen nach wie vor, dass d'Regierung an deem heite Fall net de richtegen Uspriechpartner ass. Wat ech mer ka virstellen, dat ass, dass d'Commission de contrôle vum Geheimdéngscht géif mat der Autorité de contrôle a Kontakt trieden an ausloten, awéifern et an där Affär do méiglech ass, am Kader vum Respekt vun der Legalitéit, e Modus Vivendi ze fannen. Ech mengen, dat kéint ee maachen.

Mir hunn eng nächst Sitzung virgesinn, wou mer scho kéinten doriwwer schwätzen. Mä ech wëll wierklech hei net aus deem Ganzen e Politikum maachen, wou eng Regierung opgefuerdert gëtt, eppes ze maachen, wou kee genau, prezis seet, wouraus dann déi „mesures possibles" kéinte bestoen. An do géif herno, wann näischt derbäi erauskënnt, gesot: „Ma d'Regierung huet hir Aufgaben net gemaach!"

Ech fannen dat eigentlech kee gudde Wee. Duerfir géif ech hei proposéieren, pragmatesch virzegoen. Et si Sitzunge programméiert vun där Commission de contrôle, déi muss sech constituéieren. An dee Moment, mengen ech, kéint déi probéieren, am Kader vun hire Missiounen, auszeloten, ob par rapport zu där Autorité de contrôle, déi onofhängeg muss bleiwen, e Modus Vivendi dran ass, fir dat ze verhënneren.

Ech wéilt nach eng Kéier awer erënneren, dass hei net den Androck opkënnt, déi Fichieren, mat deene kann elo egal wat geschéien. Dat ass vläicht e bëssen och falsch verstane ginn. Hei geet et guer net ëm déi al Fichieren, déi elo séchergestallt si ginn an den Archiven. A wou ech mech selwer och vill perséinlech hu missen drëm beméien, dass dat konnt esou geschéien.

Et geet hei drëms, dass, wann u sech elo nach festgestallt gëtt, dass iwwer aner Leit Enquêtë lafen, déi erausgeholl ginn. An dat mussen net onbedéngt déi al Fichiere sinn. Et ass einfach falsch ausgedréckt ginn. Dat kënnen och nach aktuell Fichiere sinn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Majo natierlech. Et geet jo ëm déi.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dorëms geet et, gell. Et ass deen dote Problem, ëm deen et geet. Also et geet hei net ëm déi al Fichieren, déi si séchergestallt. Do kréie mer och nach eng Hällewull vu juristesche Problemer ze léisen, fir déi kënnen, wéi mer eis virgeholl hunn, historesch a wëssenschaftlech opzeschaffen, well och do den Dateschutz fir vill Leit spillt par rapport zu Drëtter.

Mä ech mengen also, dass ee soll op eng pragmatesch Aart a Weis virgoen, an ech mengen, et soll een dat hei net op déi politesch Schinn Chamber/Minister féieren, mä et soll ee probéieren, do an eise Méiglechkeeten emol eng Solutioun unzedenken.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Mir kommen direkt op déi Propos zréck.

Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen: déi vum Här Gast Gibéryen an déi vum Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Et war déi éischt, mä bon.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt, wat de Kolleeg Bodry do gesot huet, ech wëll just drun erënneren, wa mer e Spill hunn tëschent der Chamber an der Regierung, da sinn all d'Parteie mat dran, wat d'Kontroll ubelaangt. Well wa mer et op d'Kommissioun vum Contrôle vum SREL maachen, da limitéiert et sech op verschidde Parteien, déi dann derbäi sinn. Et ass awer net dat, wat ech direkt wollt soen.

Am zweeten Tiret, mir hunn elo grad vum... den Här Bodry huet mat Recht vum „Fichier" geschwat. Wa mer deen zweeten Tiret kucken, da steet do: „...de soumettre les archives du SREL dans leur ensemble...". An dat kann et net sinn! Mir hunn och en operationellen Deel am SREL, deen och an den Archiven ass. An dee ka jo net gemengt sinn.

Duerfir mengen ech, wann een... an dëser Form hätte mir déi Motioun hei net kënne matstëmmen, wann net preziséiert gi wier, ëm wat fir eng Archiven datt et sech hei handelt. An et handelt sech, menger Meenung no, ëm d'Archiven, wat d'Fichieren ubelaangt, awer net ëm d'Archiven am Ensembel.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Ech géif dann dem Här Urbany d'Wuert ginn. Ech wëll em just soen, dass ech d'Wuertmeldungen no der Representatioun vun deenen eenzelne Fraktioune verginn hunn an Iech also net benodeelegt hunn. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, Merci. Ech mengen zwar, dass d'Reiefolg ëmmer déi war, wéi ee sech zu Wuert gemellt huet.

Den Ulass fir déi Motioun hei ass jo ganz kloer. Déi zwee Fäll, déi mer kannt hunn, e puer Woche virun de Wahlen, vu Leit, déi een operationelle Fichier nach hunn, deen zerstéiert ginn ass op Wonsch vum Direkter vum Geheimdéngscht.

Den Direkter vum Geheimdéngscht ass net den Här Wivenes, deen ënnersteet dem Premierminister. An dat hei ass am Fong geholl en Appell un d'Regierung, dat heescht un deen neie Verantwortleche vum Geheimdéngscht, fir „toutes les mesures possibles" ze huelen, dass esou eppes net méi ka passéieren. Domadder touchéiere mer net d'Befugnisser an d'Rechter vum Här Wivenes als President vun der Kontrollkommissioun.

Duerfir mengen ech, dass déi hei Motioun eigentlech ganz kloer e politesche Wëllen ausdréckt, fir dass näischt soll zerstéiert ginn, bis et eng nei Regelung gëtt, bis et en neit Gesetz gëtt, bis et en neie Règlement grand-ducal gëtt, wou all déi Fäll dra geregelt ginn, och eisem Wonsch no dra geregelt gëtt, d'Rechter vun de Leit, fir Accès zu hiren Dossieren ze kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Ech hunn nach d'Wuertmeldung vun der Madame Loschetter an da kritt den Alex Bodry d'Wuert nach eng Kéier.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Ech denken, datt mer alleguerte verstanen hunn, wat den Uleies ass vun deene Lénken. Mir sollen effektiv elo hei kee Politikum maachen. Dofir ënnerstëtze mir eigentlech dee Virschlag, deen den Alex Bodry virdru gemaach huet. Mir hunn eng zoustänneg Kommissioun, déi och Intérêt huet, an deem Sënn ze schaffen, wéi Dir et elo virgeschloen hutt. Also dat wat Dir presentéiert, dat ass datselwecht Uleies.

An dofir proposéieren ech, datt een déi Motioun, esou wéi se ass - à la limte kann ee se och nach adaptéieren, datt ee se kann esou exécutéieren -, mat an déi zoustänneg Kommissioun hëlt, déi elo gläich wäert tagen. Ech mengen, d'Uleies ass fir jiddwereen datselwecht. Et ass just: De Wee fir dohinner muss stëmmen.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Den Alex Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, ech wëll just nach eng Prezisioun ginn, well effektiv menger Usiicht no eppes falsch hei duergestallt ginn ass. Et ass net op Demande vum Direkter vum SREL, dass u sech an deem Fichier eppes erausgeholl ginn ass, mä et ass ganz kloer den Här Wivenes gewiescht, President vun där Autorité de contrôle, deen déi Décisioun geholl huet, dee jugéiert huet, dass eigentlech déi Informatioun näischt do verluer hätt, weider an deem automatiséierte Fichier dran ze sinn. Well dat u sech no der Zäit, wou dat Ganzt dran ass, am Fong kee Sënn mécht, esou laang dat ze halen, an et ass hien dee gesot huet zum Direkter, dat do muss erausgeholl ginn. An den Direkter huet dat eigentlech ausgefouert. Esou ass et op jidde Fall eis duergestallt ginn.

M. le Président.- Bon, mir sinn hei an der Situatioun, dass mer eng Propositioun hu vum Alex Bodry. Dozou den Här Turpel. Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Vu dass do déi Onkloerheet ass mat deem enge Volet a vu dass hei jo awer eng Unanimitéit ass an der Chamber, wat de Fong ugeet, wat den Appell ugeet, géife mir proposéieren, dat unzehuelen, wat d'Madame Loschetter proposéiert huet, nämlech fir awer a Begleedung vun där Unanimitéit a vun deem Appell a vun där Kloerheet, datt mer dat dote wëllen, dat wierklech an där éischter Sitzung vun där Kommissioun do esou ze diskutéieren. Well et huet kee Sënn, fir elo hei eppes ofzelehnen, opgrond vun eppes, wou eigentlech jiddwereen d'accord ass. An dofir, fir datt de Fong behale gëtt a mer dat kënnen an déi Form brengen, déi mer alleguerte mengen, datt et misst hunn, fir d'Zil ze erreechen, géife mer dann dat unhuelen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Ech ginn dovunner aus, dass mer eis eens sinn, dass mer d'Motioun un déi zoustänneg Chamberskommissioun wëllen iwwermëttelen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

(La motion 2 est renvoyée à la Commission de Contrôle du Service de Renseignement de l'État.)

Dann hätte mer eng drëtt Motioun nach virleien, déi och vum Här Justin Turpel deponéiert ginn ass. Här Turpel, Dir wëllt dozou Stellung bezéien. Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Déi Motioun ass zwar vu mir presentéiert ginn a vum Serge Urbany, déi gëtt awer ënnerschriwwe vum Michel Wolter, vum Jean-Claude Juncker an da vum Claude Wiseler. An de Sënn vun där Motioun ass deen, fir dat ze maachen, vun deem de Premier virdru gesot huet, datt et superfétatoire wier.

Ech muss éierlech soen, ech sinn ee gebranntent Kand, wat de Superfétatoire ugeet. An ech hat virdrun d'Beispill gi vun enger Verkéiersetüd, déi fir vill Leit, déi an der Stad wunnen, wichteg ass. Dat war eng Motioun de 16. Dezember 2011 am Stater Gemengerot, an do sinn och nach aner Leit, déi sech kënnen drun erënneren, datt gesot ginn ass..., an der Motioun huet et geheescht: „Kommt, mir ginn de Conseilleren déi Etüd." An d'Äntwert vum deemolege Buergermeeschter an der Stad war déi, fir ze soen, déi Motioun wier superfétatoire, c'est superfétatoire, well de Schäfferot eigentlech méi wäit wéilt goen, net nëmmen de Conseillere se ginn, mä dem ganze Public se ginn a se géif ëffentlech maachen. Nach eng Kéier zur Erënnerung: Mir hu se haut nach net!

An duerfir mengen ech, wa mer eis eens sinn, datt een dat soll maachen, nämlech an de Kommissiounen doriwwer diskutéieren, a wa mer hei oppen Diere géifen arennen, fir dat ze maachen, dat ass ee Langage, deen ech an den Oueren hu vun zwee Joer Stater Conseil: Ma, da kommt, mir stëmmen déi Motioun, da si mer eis eens, datt mer dat maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Wuertmeldungen dozou: den Alex Bodry, dann den Eugène Berger.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, ech mengen, dass et eigentlech normal ass, ech kennen och keng aner Praxis, op d'Gefor, dass dann erëm gesot gëtt, et ass alles erëm beim Alen, mä ech fannen et awer eng gutt Traditioun,...

(Hilarité)

...fir dass d'Ministere selbstverständlech an eng vun den éischte Sitzunge kommen an der Kommissioun dann erklären, wat se wëlles hunn, an de Programm virleeën.

Also, duerfir géif ech mengen, et ass scho bal eng Beleidegung fir d'Chamber, dass se net géif drun denken, d'Ministeren ze froen, wat se wëlles hunn ze maachen. An et ass eigentlech iwwerflëssig, fir dat ze maachen, mä dat do deet och kengem wéi an duerfir hunn ech kee Problem, wa mer dat dote géife stëmmen.

Wann dat déi grouss Percée ass haut den Owend, dann, wann ech gelift, dann hutt Der e grousse Succès.

(Hilarité et interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Dann huet den Här Berger d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Effektiv ass et eng al Gewunnecht, datt bei all Ufank vun neie Legislaturen d'Membere vun der Regierung an d'Kommissioune kommen, op alle Fall soulaang ech schonn an der Vergaangenheet Member vun dëser Chamber war, an ech hunn och... Et si schonn eng Rei, et gëtt schonn eng Rei Réuniounen, Kommissiounssitzunge si fixéiert, wou déi nei Ministere wäerte kommen. Also, et ass effektiv am Prinzip superfétatoire. Et ginn oppen Dieren agerannt.

Mir hunn awer kee Problem, fir dat dann awer hei à main levée oder egal wéi dann och ze stëmmen. Mä et ass eigentlech eng Evidenz, dat hätt een net missen extra an enger Motioun froen. Déi nei Regierung hält déi gutt Gewunnechte vun deene Kéiere virdru bäi.

Merci.

M. le Président.- Soss nach Wuertmeldungen? Den Här Jean-Claude Juncker huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Ech wollt just soen, dass mer gären hätten, dass mer och déi dräi Statssekretäre kënne ruffen. Ech denken, dass dat och méiglech ass, well déi si jo Member vun der Regierung. An all Member vun der Regierung muss kënnen an eng Parlamentskommissioun an an de Plenum geruff ginn, och dann, wann en net säi Minister vertrëtt: Membre du Gouvernement veut dire membre du Gouvernement!

M. le Président.- Ech géif mengen, dass dat der...

(Interruption)

...Regierung iwwerlooss ass, wien an d'Kommissioun geet.

Ech stelle fest, dass jiddweree sech eens ass, dass mer net nëmme mat oppenen Diere konfrontéiert sinn, mä dass mer och bereet sinn, derduerchzegoen an dass d'Regierung déi dote Motioun also och unhëlt.

Ass dat esou, Här Statsminister?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Selbstverständlech.

(Interruption)

M. le Président.- Ech ginn dovunner aus, well d'Chamber wäermstens insistéiert huet, dass se se soll unhuelen.

(Interruptions)

Et brauch een dee Moment dann net zum Vote électronique iwwerzegoen.

Sidd Der d'accord, fir à main levée driwwer ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 3

Wien ass mat der Motioun 3 averstanen?

Gutt, da soen ech Iech villmools Merci. Dat ass eng ganz grouss Eestëmmegkeet zum Ofschloss.

Ech géif Iech da Merci soen, well ech mengen, dass mer um Enn ukomm sinn.

Den Donneschdeg gesäit sech d'Conférence des Présidents, fir den Odre du jour fir d'nächst Woch festzeleeën. Bis elo ass sécher eng Sitzung, nämlech déi vum nächsten Dënschdeg. Ech soen Iech Merci, an och deene Leit Merci, déi eis bis elo suivéiert hunn.

Domat ass d'Sitzung ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 16.52 heures)

Sommaire des séances publiques n°1 (session extraordinaire 2013) et n°s1, 2, 3 et 4 (session extraordinaire 2013-2014)

Ouverture de la session extraordinaire 2013 p. 1
Allocution de Mme Anne Brasseur, Doyen p. 1
Hommage à la mémoire de M. Mathias Greisch, Député honoraire p. 1
Vérification des pouvoirs p. 1-2
Procédure d'assermentation p. 2-3
Félicitations et remerciements de Mme Anne Brasseur, Doyen p. 3
Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général p. 3
Institution de la Conférence des Présidents p. 3
Clôture de la session extraordinaire 2013 et ouverture de la session extraordinaire 2013-2014 p. 4
Prestation de serment d'élus p. 4
Vérification des pouvoirs et prestation de serment des suppléants p. 4-5
Élection du Bureau et élection du Secrétaire général p. 5
Allocution du Président élu p. 5-6
Constitution des groupes politiques p. 6
Institution de la Conférence des Présidents p. 6
Constitution des Commissions parlementaires réglementaires et permanentes p. 6-7
Constitution des délégations dans les Assemblées parlementaires internationales p. 7-8
Nomination du Comité de discipline p. 8
Déclaration de recevabilité de trois propositions de loi et d'une proposition de modification de la Constitution p. 8
Hommage à la mémoire de M. Nelson Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud p. 8
Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental p. 8-14
Communications p. 14-15
Débat sur le programme gouvernemental p. 15-24
Ordre du jour p. 24
Débat sur le programme gouvernemental (suite) p. 24-36

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°1** • SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2013 / 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires évacuées au cours de la session ordinaire 2012-2013		
2758	Fernand Kartheiser	Changement du régime en matière d'imposition du commerce électronique
2759	Fernand Kartheiser	Imposition des associations
2823	Claudia Dall'Agnol	Diminution des indemnités accordées aux instructeurs en secourisme
2825	Jean Colombera	Lutte contre le tabac
2837	Jean Colombera	Reconstruction de la «Maison Berbère»
2838	Marcel Oberweis	Benzène
2840	Eugène Berger	Sécurité routière
2843	Henri Kox	Fuite importante d'acide chlorhydrique à la centrale nucléaire de Cattenom
2849	Roger Negri	Homologation des trains de la Société nationale des chemins de fer belges
2859	Jean Colombera	Pédiatrie du Centre Hospitalier du Nord
2862	Xavier Bettel	Article diffamatoire à l'égard du Luxembourg publié sur un site Internet axé sur l'actualité économique du Moyen-Orient
2869	Gast Gibéryen	Incident lors de l'intervention d'une ambulance le 14 mars 2013
2871	Félix Braz	Réclamation auprès du Comité des droits de l'Homme de l'ONU au sujet des écoutes de la NSA
2881	Claude Adam	Disparition du volet «législation» sur la nouvelle version du site Internet du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
2883	Lucien Lux	Avenir de l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue (LAR)
2885	Claudia Dall'Agnol	Libération erronée au Centre pénitentiaire de Schrassig
2886	Claude Adam	Organisation de l'année scolaire 2013/2014 au LTPES à Mersch
2890	Claudia Dall'Agnol, Georges Engel et Claude Haagen	Police TV News
Questions parlementaires évacuées au cours de la session extraordinaire 2013		
2612	Fernand Kartheiser	Soutien de campagnes électorales à l'étranger
2813	Roland Schreiner	Exclusion des Autobus de la Ville de Luxembourg du transport de personnes dans les communes voisines de la Ville de Luxembourg
2815	Serge Wilmes	Conséquences d'élections anticipées
2835	Jean Colombera	Protection des données dans le secteur de la santé
2836	Camille Gira	Parc éolien dans la commune de Hosingen
2845	Alex Bodry	Recommandations de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État
2848	Roger Negri	Diverses liaisons ferroviaires directes entre de nombreuses villes allemandes et Trèves, assurées par des trains Intercity (IC)
2852	Jean Colombera	Mémoire de Charles Marx
2870	Roland Schreiner	Ligne ferroviaire entre Audun-le-Tiche et Luxembourg
2876	Jean Colombera	Subvention du transport public pour les étudiants vivant en région frontalière
2878	Jean Colombera	Logiciel de contrôle des interactions entre médicaments
2880	Marcel Oberweis	Centre de documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé
2887	Jean Colombera	Promotion de l'eSanté
2888	Jean Colombera	Conditions de travail dans le secteur de la santé
2893	Claudia Dall'Agnol	Problème de munition de la Police grand-ducale
0006	Fernand Kartheiser	Projet «Eis Schoul»
Questions parlementaires évacuées au cours de la session extraordinaire 2013-2014		
0001	Fernand Kartheiser	Contenu des codes-barres sur les lettres des administrations
0004	Corinne Cahen	Utilisation future de la fréquence de la radio DNR
0005	Roy Reding	Règlement grand-ducal d'exécution de la loi antitabac
0007	Michel Wolter	Publication de l'évolution de l'Impôt commercial communal et du Fonds communal de dotation financière en 2012
0009	Gast Gibéryen	Travailleurs détachés
0010	Gast Gibéryen	Sécurité dans les transports en commun
0011	Laurent Mosar	Répression des manifestants en Ukraine
0013	Roy Reding	Non-constitutionnalité de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain
0026	Marc Spautz	Prestations familiales
0032 urgente	Martine Hansen	Épandage de lisier

Questions parlementaires évacuées au cours de la session ordinaire 2012-2013

Question 2758 (3.6.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **changement du régime en matière d'imposition du commerce électronique:**

À partir de 2015, l'entrée en vigueur d'un changement de régime en matière d'imposition du commerce électronique affectera de façon négative le budget de l'État. En effet, à partir de 2015, les recettes de TVA sur le commerce électronique seront affectées aux budgets des États membres en vertu du principe de résidence des consommateurs de ces services, alors que, jusqu'en 2015, la règle d'affectation est basée sur le lieu de résidence du prestataire de service. L'impact négatif de ce changement sur les recettes publiques est estimé à 700 millions d'euros (1,4% du PIB) par rapport à un scénario à politique inchangée. Afin de compenser partiellement cette perte de recettes et afin d'en atténuer les conséquences sur le solde budgétaire, le Gouvernement a d'ores et déjà annoncé une augmentation de la TVA avec effet au 1er janvier 2015 dans le cadre d'une réforme fiscale plus large.

Or, lors d'une conférence de presse tenue le 29 juin 2010, un des groupes politiques à la Chambre des Députés a proposé un certain nombre de mesures en faveur de la compétitivité du Luxembourg, dont celle-ci:

«Secteur des communications

4. Pérenniser le secteur des communications électroniques par:

la mise en œuvre d'initiatives visant à remettre en cause, totalement ou partiellement, le régime TVA 2015 (alors que le texte européen prévoit une clause de rendez-vous pour 2014).»

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Sur quelle base légale repose le changement du régime en matière d'imposition du commerce électronique cité plus haut?

2. Existe-t-il une «clause de rendez-vous» permettant de «remettre en cause» ce régime, telle que décrite par un des groupes politiques à la Chambre des Députés? Quelle en est la teneur exacte et dans quel texte légal est-elle inscrite?

3. Si oui, quand le point figurera-t-il à l'ordre du jour du Conseil ECOFIN? Par conséquent, le Gouvernement entend-il engager des négociations ou mettre en œuvre des initiatives afin de changer l'application de cette directive TVA?

4. Si non, le Luxembourg va-t-il demander à remettre le régime TVA sur le commerce électronique à l'ordre du jour du Conseil ECOFIN afin de suggérer à la Commission européenne de proposer une nouvelle directive en la matière moins défavorable au Luxembourg?

Réponse (4.10.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La base légale est l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services. Cet article modifie l'article 58 de la directive 2006/112/CE sur la TVA pour lui donner la teneur suivante:

«Le lieu des prestations de services suivantes fournies à une personne non assujettie est le lieu où cette personne est établie ou a son domicile ou sa résidence habituelle:

a) les services de télécommunication;

b) les services de radiodiffusion et de télévision;

c) les services fournis par voie électronique, notamment ceux visés à l'annexe II.»

L'article 6 de cette même directive 2008/8/CE stipule:

«La Commission présente, au plus tard le 31 décembre 2014, un rapport indiquant s'il est possible d'appliquer efficacement la règle énoncée à l'article 5 à la prestation des services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision et des services électroniques à des personnes non assujetties et précisant si cette règle correspond toujours à ce moment-là à la politique générale suivie en ce qui concerne le lieu de prestation des services.»

Dès que la Commission européenne aura rédigé son rapport elle le présentera aux ministres du Conseil ECOFIN. Je suggère au nouveau Gouvernement d'analyser les conclusions y contenues et d'en discuter lors d'une réunion du Conseil ECOFIN.

Question 2759 (3.6.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**imposition des associations:**

Viru Kuerzem gouf den Alinéa 6 vum Artikel 174 iwwert d'Besteierung vu Vereenegungen an deem Sënn ofgeännert, datt vum Steierjoer 2013 un all Vereenegung e Minimum vu 500 € Steiere bezuele muss, wann hire Bilan ënner 350.000 € läit, dëst onofhängeg vun der Aktivitéit an de finanzielle Méiglechkeete vum Veräin. Dovunner ofgesinn, datt dat net onbedingt en encourageant Signal fir déi vill Bénévolen ass, bréngt dës Steierfuerderung vill Veräiner a Schwieregkeeten.

Munche klengen Duerfveräin huet seng léif Méi, fir iwwert de Wee vu Memberskaarten dës Zomm opzedreiwen a muss dee gréissten Deel vu sengen Aktivitéiten derzou opbréngen, fir iwwerhaapt an der Lag ze sinn, d'Steieren ze bezuelen.

Karitativ Wierker gesi sech forcéiert, Spenden opzehiewen, fir en Deel dem Steieramt zoukommen ze loossen. Munch Spender wäerte sech duerch dës Steierverflichtung schwéierdoen, weiderhin hire Beitrag bäizedroen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1) Zu dësem Zäitpunkt hu schonns eng ganz Rëtsch vu Veräiner eng Opfuerderung kritt, hir Steieren ze bezuelen. Eng éischt Mensualitéit ass den 10. Juni fälleg. Ganz vill aner Veräiner hunn nach keng Opfuerderung kritt, jo, si wësse souguer näischt vun deem neie Gesetz. Wéi wéllt de Ministère virgoen, fir deem entgéintzegoen, datt déi eng Veräiner bezuele mussen an déi aner nach net?

2) Lëtzebuerg nennt sech gäre Weltmeeschter an der Entwécklungshëllef, mee bestrooft déi

d'Associatiounen, déi sech och ëm Entwécklungshëllef beméien. Wéi denkt de Minister iwwert d'Méiglechkeet, karitativ Wierker vun dëser Steier ze befreien?

3) Sou wéi d'Fakten elo sinn, muss all Veräin, op en e Bilan huet vun 1 € oder vun 350.000 €, deen nämlechte Betrag un d'Steieramt weiderreechen. Munche Veräin kann dat aus der Portokeess decken, anerer stoussen domadder schonns un d'Grenze vun hire finanzielle Méiglechkeeten. Wéi wëllt de Minister dës Ongerechtegkeet aus dem Wee schafen?

4) Wier et net, wéinst all deene Problemer, déi elo opdauchen, ubruecht, e Moratoire auszespriechen an dës Gesetzesännerung nach eemol ze iwwerschaffen?

Réponse (4.10.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

E Veräin ënnert der Form vun enger A.s.b.l. ass vun der Mindeststeier no dem Alinéa 6 vum Artikel 174 vum Akommessteiergesetz betraff, awer nëmmen am Fall, wou dee Veräin eng kommerziell Aktivitéit huet.

An der Regel hunn en Duerfveräin an eng ONG, déi an der Entwecklungshëllef täteg sinn, just e karitative Charakter oder si fir d'Allgemengheet vun Notzen. An deene Fäll ënnerläit e Veräin - och weiderhin - kenger Steier an och nët der Mindeststeier.

Question 2823 (23.7.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **diminution des indemnités accordées aux instructeurs en secourisme:**

Les instructeurs en secourisme nommés par le Ministre de l'Intérieur touchent une indemnité pour les formations en premiers secours ainsi que pour les épreuves et tests en vue de la certification.

Dans une note datée de juillet 2013, les instructeurs ont eu connaissance d'une réduction de 25% de ces indemnités pour les tests qui passeraient ainsi de 23,10 € à 17,33 €. Depuis près de dix ans ces indemnités n'ont plus été adaptées à l'évolution du coût de la vie, ce qui représente une perte de valeur considérable, d'autant plus si elles sont réduites de 25%.

Des instructeurs ont pris des initiatives visant à boycotter cette décision du Gouvernement et exigent notamment le retrait de cette proposition sous peine de ne plus donner de cours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il expliquer la raison de la diminution de 25% des indemnités accordées aux instructeurs pour assurer les tests?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait adapter ces indemnités au coût de la vie à l'instar de l'indexation des salaires et traitements?

3. Monsieur le Ministre ne craint-il pas que cette diminution conséquente des indemnités ne décourage les instructeurs qui s'engagent à donner ces cours?

Réponse (21.10.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des précisions quant à la réduction des indemnités que perçoivent les instructeurs en secourisme bénévoles pour les formations en premiers secours ainsi que pour les épreuves et tests en vue de la certification.

Tout d'abord, il y a lieu de préciser que les instructeurs perçoivent deux indemnités distinctes pour les formations et pour les tests. En ce qui concerne la tenue des formations en premier secours, l'indemnité horaire est actuellement de 13,50 euros. Cette indemnité n'est pas visée par la réduction de 25%. En ce qui concerne la tenue des tests de clôture des formations, l'indemnité était fixée forfaitairement à 23,10 euros pour un examen complet. Cette indemnité a été réduite à 17,33 euros/examen suite à la décision du Gouvernement de réduire de 25% tous les accessoires de traitement et indemnités versés dans le cadre du fonctionnement des commissions d'examen et d'autres commissions étatiques.

Au-delà de cette décision générale de réduire les accessoires de traitement et indemnités, il faut savoir que la question d'une adaptation des tarifs a été abordée au sein des services de secours, alors que l'entrée en vigueur des règlements d'exécution de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours a fait apparaître une différence de traitement entre les instructeurs en matière d'incendie par rapport aux instructeurs des autres branches des services de secours. En vertu du règlement grand-ducal du 6 mai 2010, fixant l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population, les instructeurs en matière d'incendie, auparavant nommés par la Fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers (FNSP), ont reçu une désignation ministérielle et leur indemnisation est depuis cette date assurée par l'Administration des Services de Secours. Or, les taux appliqués par la FNSP divergeaient de ceux appliqués par l'administration en vertu de la décision de la Commission des cumuls de 2002. Ainsi, les instructeurs en matière d'incendie recevaient 23 euros l'heure pour la tenue de cours en semaine à l'École nationale du service d'incendie et de sauvetage (ENSIS) à Feulen. Finalement, force est de constater que d'autres institutions, qui ont vocation à dispenser les mêmes cours ou des cours similaires aux cours donnés par les instructeurs de l'Administration des Services de Secours, appliquent des tarifs plus élevés pour indemniser leurs chargés de cours.

Considérant que l'esprit de la loi du 12 juin 2004 portant création de l'Administration des Services de Secours et de ses règlements exécutifs était un rapprochement des divers services de secours nationaux et communaux et que la réforme des services de secours actuellement en cours tend vers la création d'une structure nationale unique des services de secours, cette différence de traitement est injustifiée. C'est la raison pour laquelle j'ai saisi en date du 18 juin 2013 la Commission des cumuls d'une demande pour l'introduction d'un nouveau tarif horaire unique pour la tenue des cours fixé à 23 euros et ceci pour l'ensemble des branches des services de secours. Par ailleurs, j'ai demandé l'abolition de l'indemnité forfaitaire pour la tenue des tests de clôture afin de les rémunérer à l'avenir avec la même indemnité horaire que celle appliquée pour les heures de formation, soit 23 euros par heure. Ces demandes sont actuellement encore pendantes devant la Commission des cumuls.

Une bonne formation des agents des services de secours est une prémisse indispensable pour garantir un service de qualité à la population. Pour dispenser des formations de qualité, il est essentiel de pouvoir compter sur des instructeurs motivés et hautement qualifiés. J'estime qu'une adaptation des tarifs constitue une première étape nécessaire, mais non suffisante, pour maintenir la motivation de nos instructeurs bénévoles des services de secours. D'autres éléments constituent notamment l'amélioration des conditions de travail avec la création d'un institut national de formation des services de secours, incluant d'une part l'engagement d'instructeurs professionnels pour épauler et soutenir les instructeurs bénévoles et d'autre part la construction d'installations d'entrainement performantes dans le cadre du Centre national d'incendie et de secours (CNIS) au rond-point Gluck à Luxembourg-ville. Ces mesures constituent les prochaines mesures à entreprendre dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme des services de secours.

Question 2825 (29.7.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **lutte contre le tabac:**

Mit großer Mehrheit wurde am 2. Juli 2013 das Antitabakgesetz angenommen. Sicherlich ein Schritt in die richtige Richtung, aber es bleibt noch viel zu tun, wenn man andere Länder in Europa als Vorreiterstaaten ansieht. In der Stellungnahme der nationalen „Fondation Cancer" wird besonders hervorgestrichen, dass Jugendliche geschützt werden müssen. Die vorgelegten Zahlen sprechen ihre eigene Sprache und es wird darauf hingewiesen, dass die Zusammenarbeit mit den Lehrkräften noch verbesserungsbedürftig sei.

Fragen:

1) Welche konkreten weiteren Schritte will der zuständige Minister nehmen, um den Kampf gegen das Rauchen weiterzuführen?

2) Wird es eine präventive Maßnahme geben in der Form einer substanziellen Erhöhung der Tabaksteuern?

3) Wird es konkrete Sensibilisierungsmaßnahmen in den Lyzeen geben, gegebenenfalls zusammen mit engagierten Organisationen?

4) Wenn ja, mit welchen finanziellen Unterstützungen oder anderen Mitteln?

5) Wird kurzfristig das Rauchen im Auto verboten, hauptsächlich wenn Kinder und Jugendliche Fahrgäste sind?

6) Wird unser Land eine Vorreiterrolle in Europa übernehmen bei der Anbringung von Schockbildern auf Zigarettenschachteln, die hier verkauft werden?

Réponse (6.11.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Das am 23. Juli 2013 veröffentlichte erweiterte Antitabakgesetz vom 18. Juli 2013 wird am 1. Januar 2014 in Kraft treten. Parallel dazu wird der „Plan Tabac" mit zahlreichen Begleitmaßnahmen in Kraft gesetzt.

Question 2837 (12.8.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **reconstruction de la «Maison Berbère»**:

In diesen Tagen ist eine Polemik entstanden über die Montage eines Esels auf dem Kirchturm der historischen Altkirche von Diekirch. Nun erinnern manche Bürger sich an eine denkmalschutzrelevante Problematik im Zusammenhang mit der „Maison Berbère". Dieses schützenswerte Gebäude wurde abgerissen und sollte an einer anderen Stelle wiederaufgebaut werden.

Fragen:

1) Wurde die „Maison Berbère" mit dem Segen der Ministerin abgerissen?

2) An welchem Ort wurde sie wiederaufgebaut?

3) Wem gehört die „Maison Berbère" derzeit? Dem Ministerium, einem anderen öffentlichen Träger oder einer privaten Person?

4) Bleibt die „Maison Berbère" weiterhin ein denkmalschutzträchtiges Objekt?

5) Falls dies nicht der Fall ist, wird dies noch vor den Wahlen konkretisiert werden?

Réponse (24.10.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Zu den vom Herrn Abgeordneten Jean Colombera gestellten Fragen zum Thema „Maison Berbère" möchte ich Folgendes festhalten:

Ad 1) Das Haus in der Glesenerstraße 26 in der Stadt Luxemburg stand nicht unter Denkmalschutz. Es bedurfte also keiner ministeriellen Genehmigung, um es abzureißen.

Ad 2) und 3) Teile des Hauses wurden von einer Privatperson aufgekauft. Sie wurden nach dem Abtragen an diese Person geliefert. Es ist mir nicht bekannt, ob das Haus ganz oder teilweise wiederaufgebaut wurde. Die abgetragenen und ausgelieferten Teile gehören demnach dieser Privatperson und nicht dem Staat.

Ad 4) und 5) Die „Maison Berbère" hat vor dem Abriss nicht unter Denkmalschutz gestanden und dies wird demgemäß weiterhin nicht in Erwägung gezogen. Falls die abgetragenen Teile noch erhalten sind, so stehen sie gleichwohl ebenfalls nicht unter Denkmalschutz.

Question 2838 (12.8.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **benzène:**

Un article publié le 31 juillet 2013 dans le journal «Le Figaro» rend compte d'une étude américaine prouvant un lien significatif entre le nombre de cancers du sang et la proximité de grandes entreprises de raffineries et d'industries chimiques d'où s'échappe du benzène. Vivre à proximité de ces sites augmenterait le risque de lymphomes non hodgkiniens, un cancer qui se développe à partir de cellules du système lymphatique. Selon l'Institut National du Cancer, 11.600 nouveaux cas seraient estimés en France en 2011, plaçant ce type de cancer au 5e rang au niveau de la fréquence.

Le benzène est un solvant inflammable et classé par le CIRC (Centre International de Recherche sur le Cancer) comme «cancérogène avéré». Il a fréquemment été utilisé dans l'industrie chimique pour la fabrication de médicaments, plastiques, caoutchoucs synthétiques ou colorants, avant d'être remplacé par d'autres substances en raison de son caractère nocif pour la santé humaine. Aujourd'hui, on retrouve encore des traces dans l'essence entre autres.

Par conséquent, les conducteurs professionnels, employés dans une station de service ou parkings souterrains, ainsi que les agents de la circulation se trouvent davantage exposés au benzène.

L'Union européenne a réagi face à cette découverte et a fixé à 1% le seuil tolérable du taux de benzène dans les carburants. Depuis 2010, elle a fixé une concentration plafond de benzène dans l'air à 5 µg/m³ en moyenne annuelle, jugée encore insuffisante par certains spécialistes.

La France interdit le commerce de solvants contenant plus de 0,1% de benzène. Le Code du Travail français définit par ailleurs des valeurs limites d'exposition professionnelle au benzène ainsi que des principes nécessaires à la protection des travailleurs exposés.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Est-ce qu'il existe des entreprises au Luxembourg qui utilisent du benzène? Dans l'affirmative, quelles en sont les dimensions et est-ce que les ouvriers exposés à cette substance cancérigène sont suffisamment informés des mesures de prévention?

- Est-ce que les Ministres seraient prêts à déposer un projet de loi visant la limitation de la teneur en benzène dans les produits chimiques et définissant les mesures de précaution aux ouvriers qui s'y trouvent exposés, à l'image de notre pays voisin?

Réponse commune (15.10.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Le benzène, composé organique volatil, est un hydrocarbure aromatique cyclique. Le lien entre leucémie et exposition au benzène a été établi par de nombreuses études épidémiologiques. En France, le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) estime que les preuves de cancérogénicité du benzène sont suffisantes pour le considérer comme cancérogène certain pour l'homme.

En milieu professionnel il est interdit d'employer des dissolvants ou diluants renfermant plus de 0,1% en poids de benzène, sauf lorsqu'ils sont utilisés en vase clos. Le benzène est largement utilisé dans l'industrie comme intermédiaire de synthèse.

Le benzène est naturellement présent dans les carburants (en particulier l'essence sans plomb qui peut en renfermer jusqu'à 1% en volume) et dans de nombreux produits dérivés du pétrole.

Le service «métrologie» de la division de la santé au travail a effectué en trois ans plus de 330 analyses de divers produits toxiques dans l'air et ceci sur différents postes de travail. Ce service a retrouvé dans 23 cas des valeurs pour le benzène supérieures aux normes en vigueur (5 µ par m³ d'air); 90% des postes contaminés étaient soit des garages des ateliers de réparation, soit des bureaux situés au-dessus de garages ou de parkings, etc., c'est-à-dire des endroits où des émanations de carburant et de ses composés sont possibles.

Suivant les données relevées dans le cadre des inventaires des postes à risques, 49 entreprises luxembourgeoises avec en tout 569 salariés signalent l'existence de benzène seul ou couplé au toluène à l'éthylbenzène ou au xylène sur le poste de travail.

Concernant l'exposition professionnelle sur huit heures de travail, une valeur limite réglementaire pour le benzène dans l'air des locaux de travail est fixée dans l'Union européenne tout comme au Luxembourg à 3,25 mg par m³ soit 1 ppm.

La surveillance dans l'air peut être réalisée assez rapidement par l'utilisation d'appareils à réponse instantanée équipés de tube réactif colorimétrique.

Une surveillance biologique de l'exposition des travailleurs au benzène peut être réalisée par des dosages sanguins ou de façon plus courante par des dosages urinaires de benzène ou de ses composés en fin de poste.

À l'instar de la France, le Luxembourg a élaboré un catalogue de recommandations pratiques pour la surveillance médicale des travailleurs exposés à des agents cancérigènes (voir annexe n°II du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail):

«Le médecin du travail compétent responsable de la surveillance médicale des travailleurs exposés à des agents cancérigènes doit bien connaître les conditions et circonstances de l'exposition de chaque travailleur; la surveillance médicale doit être assurée conformément aux principes et pratiques de la médecine du travail et inclure l'enregistrement des antécédents médicaux de chaque travailleur, et la surveillance biologique et le dépistage des effets précoces et réversibles de l'influence des substances cancérigènes. Le médecin du travail peut décider pour chaque travailleur exposé d'autres épreuves à la lumière des derniers acquis de la médecine du travail».

Question 2840 (13.8.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **sécurité routière:**

Une série d'accidents mortels s'est produite sur nos routes ces derniers jours. Dans la plupart de ces accidents étaient impliqués des motocyclistes.

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles mesures Monsieur le Ministre a-t-il prévues à court terme afin d'améliorer la sécurité sur notre réseau routier et de renverser cette tendance?

Réponse (24.10.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur les mesures que le Ministre du Développement durable et des Infrastructures envisage à court terme pour améliorer la sécurité des motocyclistes et pour répondre ainsi à la série d'accidents mortels dans lesquels des motocyclistes étaient impliqués.

Sur le plan de la prévention et de la sensibilisation routières, le groupe de travail «motocyclistes» près de la Commission de circulation de l'État a été chargé d'organiser une campagne de sensibilisation à grande échelle sur la sécurité des conducteurs de deux-roues motorisés.

À l'instar de la campagne de sensibilisation «FIT FOR YOUR BIKE?», organisée en 2009, les principaux objectifs de la campagne préconisée, prévue pour le printemps 2014, consistent à attirer l'attention des motocyclistes ainsi que des autres usagers de la route aux spécificités et aux dangers particuliers liés à la conduite d'un deux-roues motorisé.

Le fait que le groupe de travail ad hoc réunit autour d'une table les principaux acteurs concernés par le sujet, en l'occurrence la Police grand-ducale, l'Administration des Ponts & Chaussées, la Sécurité routière, l'Automobile Club du Luxembourg, le Centre de formation pour conducteurs, la Fédération des maîtres instructeurs de conducteurs de véhicules automoteurs, la «Lëtzebuerger Moto-Initiativ», les «Motofrënn Diddeleng» et la «Motor-Union Luxembourg», devrait contribuer, d'une part, à l'élaboration d'une campagne de sensibilisation couvrant un éventail aussi vaste que possible d'aspects en relation avec la conduite d'un motocycle en toute sécurité, et d'autre part, à une diffusion aussi large que possible des messages véhiculés aux milieux concernés.

En matière de formation des conducteurs de motocycles, il y a lieu de renvoyer aux mesures introduites en début d'année dans le cadre de la transposition en droit national de la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire, mesures qui consistent dans le renforcement, en termes de formation, de l'accès progressif à la conduite des motocycles de grosse cylindrée et qui devraient contribuer à une amélioration de la sécurité routière à plus ou moins long terme.

Enfin, ledit groupe de travail sera chargé d'élaborer un plan d'action incluant différentes mesures susceptibles de diminuer les accidents des motocyclistes. À titre d'exemple, il faut soumettre à ce groupe de travail, pour avis, l'obligation de mettre des vêtements de protection adaptés afin d'augmenter la sécurité des motards.

En outre, il échet de faire le bilan des infrastructures routières mises en place les dernières années par mes services et de détecter le cas échéant encore des «points noirs» à améliorer d'un point de vue construction.

Il y a lieu également d'analyser l'opportunité de confier l'analyse des accidents graves à une administration déterminée afin d'en tirer des conclusions plus précises et de prendre le cas échéant des mesures adaptées. Ce groupe devrait également analyser l'opportunité de fermer, le cas échéant, certaines routes aux motocyclistes pendant le week-end afin de diminuer les accidents de motards étrangers qui ne connaissent pas les lieux.

Enfin, le groupe devrait analyser l'opportunité d'offrir aux motards la possibilité de circuler régulièrement sur des circuits fermés, y compris un circuit «hors piste», afin d'améliorer leurs capacités de conduire.

Question 2843 (16.8.2013) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **fuite importante d'acide chlorhydrique à la centrale nucléaire de Cattenom:**

Après quelques semaines de pause, la série des incidents à la centrale nucléaire de Cattenom continue. Or, malgré les affirmations occasionnelles de «transparence totale» d'EDF, le public n'est informé que par le site web de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et ceci avec plusieurs semaines de retard. Selon le site de l'ASN, environ 58 m³ d'acide chlorhydrique se sont déversés dans le sol de la centrale nucléaire de Cattenom entre le 23 et le 24 juillet 2013. À cause d'une fuite importante d'un robinet d'un réservoir d'acide, l'exploitant voulait transférer le liquide recueilli vers un autre endroit de la centrale. Or, au lieu d'être transféré vers un endroit non dangereux, l'acide chlorhydrique a finalement pu s'infiltrer dans le sol parce que le tronçon final de la tuyauterie utilisée pour le transfert manquait tout simplement! Plus surprenant encore, l'exploitant n'a constaté le manque du tronçon de tuyauterie qu'une semaine plus tard! Par là, seulement une certaine partie de l'acide rejeté a pu être récupérée dans les eaux souterraines et fut rejetée dans la Moselle par les voies de rejet normales de l'installation.

Selon le communiqué de l'ASN, l'acide chlorhydrique serait «un produit corrosif non toxique utilisé notamment pour le traitement antitartre». Or, l'acide chlorhydrique fortement concentré dégage des vapeurs acides qui elles sont bel et bien toxiques. L'acide lui-même a un effet corrosif sur les tissus humains et peut endommager les organes respiratoires, les yeux, la peau et les intestins. Il provoque une acidification des sols et des eaux de même qu'une atteinte à la faune et la flore. Enfin, en fonction de sa concentration, l'acide chlorhydrique peut également avoir un impact sur les matériaux, notamment l'accélération de l'érosion de constructions.

Bien que l'incident se soit déjà produit il y a trois semaines, que la quantité ne soit pas négligeable et que la toxicité de l'acide ne peut pas être exclue d'office, l'ASN ne fait que préciser que des «actions ont été engagées par l'exploitant pour préciser l'impact de ce rejet». Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part du Gouvernement:

1) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois fut informé par voie directe de cet incident? Dans l'affirmative, à quelle date? Dans la négative, est-ce que le Gouvernement entend améliorer le mécanisme d'information franco-luxembourgeois pour de tels incidents non radiologiques?

2) Quels sont les détails de cet incident assez inquiétant du point de vue de la culture de sécurité et de surveillance des installations (partie de tuyauterie manquante)?

3) Quelles furent la concentration et la valeur pH de l'acide déversé?

4) Est-ce que ce déversement de 58 m³ d'acide chlorhydrique a eu un impact environnemental sur la Moselle? Quel est l'impact sur l'environnement, la nappe phréatique, les cours d'eau et lacs avoisinants?

5) Est-ce que cette quantité d'acide chlorhydrique déversée peut avoir des effets sur le vieillissement des fondations en béton/béton armé de la centrale?

6) Est-ce que l'incident a exposé des travailleurs à la substance déversée ou à ses vapeurs éventuelles?

7) Quel serait l'impact environnemental potentiel en cas d'incident similaire lié à une fuite importante d'ammoniac, dont une utilisation importante est en cours d'autorisation?

Réponse commune (21.10.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, *Ministre de la Sécurité sociale:*

La question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox a pour objet une fuite importante d'acide chlorhydrique à la centrale nucléaire de Cattenom, survenue en date du 23 et 24 juillet 2013.

Ad 1)

Jusqu'en 2006, les procédures d'échange pris en exécution de l'accord franco-luxembourgeois du 11 avril 1983 étaient limitées à des notifications en cas d'incidents dans la partie nucléaire de la centrale de Cattenom. C'était lors de la réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire du 30 mai 2006 que ces procédures furent élargies à d'autres incidents qui pourraient provoquer de l'inquiétude parmi la population des régions frontalières. La procédure définit en l'occurrence que le CNPE de Cattenom préviendra les autorités luxembourgeoises dans les meilleurs délais par téléphone et que la préfecture de la Moselle transmettra les communiqués de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) aux autorités luxembourgeoises.

Dans la même période, la France se donna la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire. Cette loi a introduit un droit d'information pour le public sur des questions de radioprotection et de sûreté nucléaire, y compris de la part des exploitants des centrales nucléaires. En tant qu'interprétation de cette loi quant aux obligations des exploitants, le sixième rapport de la France pour la Convention sur la sûreté nucléaire (août 2013) donne les précisions suivantes: «En tant qu'industriel responsable, et conscient de la spécificité de l'activité de production nucléaire, Électricité de France (EDF) a toujours cherché, depuis le début de l'exploitation des centrales nucléaires, à informer le public à propos du fonctionnement des installations, des évènements techniques et des activités concernant cette forme d'énergie en général et en particulier sous les aspects sûreté. La politique menée par EDF vise à ce que le dialogue et la transparence s'imposent par une information claire et loyale sur les évènements et leurs impacts éventuels. Cette politique de dialogue et de transparence est recherchée et entretenue avec le personnel et ses représentants, les sous-traitants, les instances de contrôle, les communautés locales, notamment les CLI, et toutes les autres parties prenantes de la sûreté nucléaire.»

En relation avec l'incident, impliquant un rejet important d'acide chlorhydrique, auquel l'honorable Député se réfère dans sa question, l'exploitant de la centrale de Cattenom a distribué le 26 juillet 2013 une information très générale au grand public et par courriel aux autorités du Luxembourg via sa lettre d'information. Il y est question d'un défaut sur un circuit véhiculant de l'acide chlorhydrique utilisé pour le traitement antitartre de l'unité de production n°3, dans la partie non nucléaire des installations. Ce défaut d'étanchéité aurait entrainé un rejet dans un circuit de récupération des eaux d'écoulement. Après contrôles, ces effluents, correspondant à moins de 1% de l'autorisation annuelle de rejets, auraient été évacués conformément aux procédures d'exploitation.

Le 13 août 2013, après avoir analysé les résultats de son inspection du 6 août, l'ASN informe le public via communiqué suivant les obligations du droit français. En même temps, l'ASN informe ses homologues étrangers de la région, dont la Division de la Radioprotection du Ministère de la Santé fait partie. La Division de la Radioprotection transmet l'information à l'Administration de la Gestion de l'Eau, l'autorité compétente luxembourgeoise pour des contaminations chimiques des eaux. Le 16 août, EDF informe directement les autorités luxembourgeoises via téléphone.

Après l'analyse de toutes les informations obtenues à ce jour, les autorités luxembourgeoises constatent que:

- L'information distribuée le 26 juillet 2013 par EDF ne servait pas à l'information objective. En utilisant des formulations rassurantes et en omettant des détails sur la quantité rejetée, EDF a clairement minimisé l'affaire.

- Informant les autorités luxembourgeoises par téléphone seulement le 16 août, au moment quand les journaux avaient déjà révélé l'affaire, ne correspond guère aux dispositions des accords et procédures existants. Un rejet accidentel d'une quantité aussi élevée d'un produit dangereux fait clairement partie des évènements visés par la procédure citée ci-dessus et nécessite donc une information sans délai et sans ambiguïté.

- En omettant des données clés dans l'information du public, EDF n'a pas répondu d'une façon adéquate aux obligations de la loi sur la transparence. L'information n'était pas claire et loyale sur l'évènement et les impacts éventuels.

- La préfecture de la Moselle n'a pas transmis les informations de l'ASN aux autorités luxembourgeoises, comme prévu par la procédure de notification. Par contre, l'ASN a adressé ces informations directement aux destinataires finals définis dans les procédures.

- Une information des autorités françaises moyennant le Plan international d'avertissement et d'alerte (PIAA) mis en place au niveau des Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS) dans le cadre de la prévention et de la gestion des pollutions (chimiques) accidentelles n'a pas eu lieu.

La Division de la Radioprotection est définie comme point de contact luxembourgeois dans les procédures de notification. Dans cette fonction et après analyses des faits, elle est intervenue auprès du directeur de la centrale de Cattenom pour rappeler les accords et procédures existants et pour insister à un respect scrupuleux de ces derniers à l'avenir. Une revue des évènements et leur communication, ainsi que l'amélioration de la dernière est un point fixe dans l'ordre du jour de chaque réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire.

L'incident a également fait l'objet d'un échange de vues entre les chefs des délégations allemande, française et luxembourgeoise lors de leur réunion du 18 septembre 2013 et l'analyse du respect des procédures en matière de pollutions accidentelles est actuellement en cours auprès des instances des CIPMS.

Ad 2)

Le 23 juillet 2013, à la suite de la fuite importante d'un robinet d'un réservoir d'acide, 58 m³ d'acide chlorhydrique ont été recueillis dans une rétention. L'exploitant a décidé d'évacuer l'acide recueilli vers le réfrigérant atmosphérique du réacteur n°3 via une tuyauterie utilisée habituellement pour l'évacuation des purges des égouttures et des eaux pluviales de rétention de la station d'acide. Or, la tuyauterie utilisée était sectionnée. Il manquait le tronçon final de la tuyauterie qui ne permettait plus de transporter les fluides jusqu'au bassin froid. Cette tuyauterie est cependant qualifiée pour être en contact avec de l'acide chlorhydrique.

L'injection d'acide chlorhydrique a débuté le 23 juillet 2013 à 17h45 et s'est terminée le 24 juillet 2013 vers 14h. L'analyse chimique réalisée le 23 juillet 2013 vers 20h30 au niveau du réfrigérant atmosphérique a démontré l'inefficacité de l'injection d'acide. La présence d'acide dans la station de relevage a été détectée le 24 juillet 2013 grâce à la réalisation de prélèvements spécifiques.

Lors de l'inspection du 6 août ayant comme thème «pollution accidentelle à l'acide chlorhydrique», l'ASN a dû constater que cet incident est la suite de plusieurs non-respects de l'arrêté du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base et de l'arrêté du 23 juin 2004 autorisant EDF à poursuivre les prélèvements d'eau et les rejets d'effluents liquides et gazeux pour l'exploitation du site nucléaire de Cattenom.

Ainsi, les éléments susceptibles d'être en contact avec des substances radioactives ou dangereuses devraient être suffisamment étanches et devraient résister à l'action physique et chimique de ces substances. De plus, la tuyauterie concernée ne faisait l'objet d'aucun programme de vérification et n'apparaissait pas sur les plans de l'installation. Le déversement de l'acide chlorhydrique dans le sous-sol du site, comme conséquence de l'inétanchéité de la tuyauterie, ne constitue d'ailleurs pas un rejet contrôlé. Les rejets directs dans le sol et les eaux souterraines sont interdits.

Après trois heures environ, l'opérateur s'est rendu compte que l'acide n'est pas arrivé au réfrigérant atmosphérique. Il est donc légitime de se poser la question pourquoi l'injection de l'acide n'a pas été interrompue en ce moment au lieu de seulement 17 heures plus tard!

D'autres éléments de l'incident concernant notamment le respect des limites autorisées du flux moyen 24h du rejet, l'impact de ce rejet sur l'environnement dans le temps et la protection du personnel lors du traitement de cet évènement nécessitent encore des analyses supplémentaires. L'ASN a demandé des précisions dans un délai de deux mois.

À l'état actuel des connaissances, les autorités luxembourgeoises sont d'avis que dans le traitement d'une quantité élevée de produits dangereux, tout industriel devrait assumer sa responsabilité en établissant des mécanismes et procédures internes solides avec le but de quasi éliminer la probabilité d'un rejet accidentel d'une quantité élevée. Dans le cas d'une centrale nucléaire, un tel cumul d'erreurs est évidemment davantage préoccupant. L'évènement nourrit les doutes sur la culture de sûreté dans la partie nucléaire de la centrale.

Ad 3)

L'acide déversé dans le sol présente une concentration de 33%. Son pH est inférieur à 1. Les éléments à disposition des autorités luxembourgeoises ne permettent pas d'en déduire les concentrations dans le milieu naturel (nappe phréatique, réserve de Mirgenbach et, le cas échéant, la Moselle).

Ad 4)

Suivant les informations des autorités luxembourgeoises la quantité d'acide chlorhydrique déversée directement en Moselle est sensiblement inférieure à la quantité totale rejetée. Suite à la déclaration de l'incident, la Division de la Radioprotection a réalisé des mesures en pH sur les échantillons d'eau de la Moselle. Les valeurs journalières mesurées étaient comprises entre 8.18 et 8.32 (période du 1er au 14 août).

Selon les informations reçues de la part de l'ASN, la quantité d'acide chlorhydrique déversée directement en Moselle est sensiblement inférieure à la quantité totale rejetée et il n'y aurait pas eu d'impact sur la Moselle. Les rejets dans ce cours d'eau ont été faits dans le respect des limites réglementaires fixées avec un pH compris entre 6 et 8,5. Il n'y a pas eu d'impact sur les cours d'eau ni sur les lacs avoisinants. L'impact sur la nappe phréatique a été limité en raison du drainage local. En effet, pour maintenir la centrale nucléaire en permanence hors eau, les eaux drainées sont rejetées dans la Moselle. Les terrains souillés par l'acide chlorhydrique vont être décapés et ensuite inspectés.

Étant donné que le Plan international d'avertissement et d'alerte n'a pas été déclenché, des analyses en temps réel n'ont pas pu être réalisées par les autorités allemandes et luxembourgeoises sur les stations de surveillance de la qualité de la Moselle tant pour ce qui concerne l'impact sur l'acidité (pH) que sur les concentrations en chlorures. Partant, les autorités luxembourgeoises ne sont pas en mesure d'évaluer de façon concluante un impact environnemental éventuel lié à cet incident au niveau de la Moselle. Il y a lieu de rappeler que les émissions maximales de chlorures sont régies par la Convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures, conclue à Bonn le 3 décembre 1976, à laquelle la France fait également partie.

Ad 5)

L'ASN a également demandé à l'exploitant de déterminer l'impact du rejet sur la qualité des sols et les ouvrages proches.

Ad 6)

L'exploitant n'a pas signalé à l'ASN qu'un agent ait été pris en charge par les services médicaux suite à cette pollution. La lettre de suite à l'inspection menée par l'ASN le 6 août 2013 demande cependant à l'exploitant de préciser les actions mises en œuvre pour assurer la protection du personnel.

Ad 7)

L'ASN assure de faire le retour d'expérience de cette pollution à l'acide chlorhydrique. Toutes les dispositions sont mises en œuvre à la conception de la future installation d'ammoniac pour éviter ce genre de pollution. La centrale nucléaire de Cattenom stockera de l'ammoniac en solution aqueuse.

Étant donné que ce produit est corrosif et dangereux pour l'environnement de par sa toxicité pour la faune piscicole et son effet en tant que nutriment, un rejet accidentel pourrait avoir des effets nuisibles sur l'équilibre écologique de la Moselle suivant la concentration rejetée.

Question 2849 (21.8.2013) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**homologation des trains de la Société nationale des chemins de fer belges:**

Depuis le mois de mai, faute d'homologation au Luxembourg des systèmes de sécurité pour les trains AM 96 respectivement des locomotives de type T13 de la SNCB, les trains belges ne peuvent plus rouler sur le réseau ferré luxembourgeois. Les voyageurs sur la ligne Bruxelles-Luxembourg sont depuis contraints de changer de train à Arlon.

Lors d'une conférence de presse le 23 juillet dernier, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé que les problèmes en question seraient résolus jusqu'au mois de septembre. Or, selon un article paru sur le site Internet «tageblatt.lu» en date du 15 août 2013, les problèmes liés à l'homologation subsisteraient encore jusqu'en décembre prochain.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer l'information précitée, contraire à l'annonce faite lors de la conférence de presse du 23 juillet 2013?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ce retard?

Réponse (27.9.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2849 du 21 août 2013, l'honorable Député Roger Negri souhaite s'informer au sujet de la reprise du trafic Luxembourg-Bruxelles sans changement de trains à Arlon suite à l'homologation du système de sécurité TBL1+ de la SNCB.

La circulation des trains-voyageurs entre Luxembourg et Bruxelles est assurée par des automotrices du type AM 96, d'une part, et par des voitures suisses de la relation Bruxelles-Bâle ou des voitures belges à deux niveaux qui sont tirées par une locomotive de la série 13 de la SNCB, d'autre part.

Les automotrices de la série AM 96 peuvent à nouveau rouler sur le réseau ferré luxembourgeois après avoir reçu l'homologation nécessaire.

Suite à mon intervention du début du mois d'août 2013, la SNCB a modifié le roulement des locomotives de la série 13 de sorte que le nombre de locomotives aptes à circuler sur le réseau luxembourgeois est suffisant pour garantir une circulation directe sans rupture de charge à Arlon entre Luxembourg et Bruxelles pour tous les trains figurant dans l'horaire à partir du 2 septembre 2013.

Question 2859 (2.9.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **pédiatrie du Centre Hospitalier du Nord:**

In einer rezenten parlamentarischen Anfrage hat der Minister bestätigt, dass die Maternité in Ettelbrück nicht schließen wird, was auch zu begrüßen ist *(cf. question parlementaire n°2850 - compte rendu n°14/2012-2013)*. Die Gerüchte scheinen aber durch die Tatsache alimentiert, dass die Kinderärzte ihre Konvention mit der Klinik für den 31. Dezember 2013 gekündigt haben, und ohne Kinderärzte ist eine Maternité schwer vorstellbar.

Fragen:

1) Kann der Minister uns darüber aufklären, wie es im Bereich der Pädiatrie zurzeit steht und wie es dort nach dem 31. Dezember weitergehen wird?

2) Werden die Ärzte ersetzt und was für Anstrengungen werden getan, um den zukünftigen Kinderärzten bessere Arbeitskonditionen anzubieten?

3) Findet der Minister nicht, dass eine Dezentralisierung besser gewesen wäre mit einer Antenne der Maternité in Wiltz, anstatt zu zentralisieren und mit einem ständigen Unruhefaktor zu leben?

Réponse (11.10.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je voudrais informer l'honorable Député qu'en date du 24 septembre 2013, j'ai présenté, ensemble avec les représentants du conseil d'administration et du conseil de direction du Centre Hospitalier du Nord (CHdN), de l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) et de la Société luxembourgeoise de pédiatrie (SLP), le projet-pilote portant organisation du service de continuité des soins de pédiatrie pour la région du Nord du pays.

L'objectif de ce projet-pilote est d'assurer une couverture systématique et qualitative de la prise en charge pédiatrique pour la population du Nord du pays, ceci en garantissant notamment un service de continuité des soins de pédiatrie pendant certaines heures du soir, des fins de semaines et des jours fériés. Ce projet-pilote a comme but de maintenir et de pérenniser la prise en charge de jeunes patients nécessitant une hospitalisation de même que de maintenir l'accueil des urgences pédiatriques par des médecins spécialistes en pédiatrie au CHdN pendant toute l'année et 24h/24.

En juin 2013, j'avais pris l'initiative d'inviter des représentants de la SLP, de l'AMMD ainsi que les coordinateurs des maisons médicales à une entrevue au Ministère de la Santé afin de discuter de la prise en charge pédiatrique dans la région du Nord et de trouver, en concertation avec tous les acteurs impliqués sur le terrain, une solution satisfaisante pour continuer à assurer une prise en charge pédiatrique aux patients de la région Nord.

Ces discussions ont débouché sur des propositions concrètes permettant de garantir la continuité des soins pédiatriques (soins pédiatriques de première ligne) les jours ouvrables en soirée, les week-ends et jours fériés en journée, ainsi que les urgences et les hospitalisations pédiatriques (soins pédiatriques de seconde ligne) au CHdN.

Afin de formaliser ces avancées, une convention fût signée début septembre 2013 entre l'AMMD et le Ministère de la Santé.

Parallèlement, également début septembre 2013, une convention fût signée entre le Ministère de la Santé et le CHdN afin de mettre à disposition des médecins spécialistes en pédiatrie qui participent à ce projet-pilote et assurent ce service de continuité des soins en pédiatrie primaire, un local au sein du CHdN ainsi que le personnel et matériel nécessaires à la bonne exécution de leur mission.

Depuis le 1er octobre 2013, une salle de consultation localisée au CHdN («le centre de consultation») est accessible aux patients pour y consulter des pédiatres qui y garantissent les soins de pédiatrie de première ligne, c'est-à-dire les mêmes soins que ceux que les pédiatres assurent dans leur cabinet médical pédiatrique ouvert en journée.

Ce centre de consultation pédiatrique est accessible aux patients dans les locaux du CHdN:

- du lundi au vendredi, de 19.00 à 22.00 heures pendant toute l'année, sauf les jours fériés;

- les samedis, les dimanches et les jours fériés, le service sera assuré le matin de 10.00 à 12.00 heures et l'après-midi de 17.00 à 20.00 heures.

Si lors de cette consultation pédiatrique, le pédiatre constate que l'enfant examiné nécessite une hospitalisation en pédiatrie ou nécessite des soins ne pouvant pas être garantis en consultation pédiatrique normale, ce patient sera transféré vers le service spécialisé correspondant au CHdN.

Si la prise en charge du patient, vu par le médecin de garde des urgences (soit médecin urgentiste ou pédiatre de garde), s'avère plus lourde, complexe ou nécessite des soins ne pouvant être garantis par le CHdN, alors ce patient sera transféré vers la Kannerklinik du CHL.

Les patients qui se présentent au CHdN pour une urgence pédiatrique en dehors des horaires d'ouverture du service de consultation pédiatrique de première ligne («centre de consultation») seront tout d'abord pris en charge par le service «policlinique-urgence» du CHdN.

Sur base des premiers examens effectués par le médecin du service des urgences, le patient pourra être soit hospitalisé au CHdN dans le service correspondant soit transféré vers la Kannerklinik du CHL lorsqu'une prise en charge pédiatrique plus lourde ou complexe s'avère nécessaire.

Ce projet-pilote est prévu pour une phase initiale qui a débuté le 1er octobre 2013 et se terminera le 31 décembre 2014. Il fera l'objet d'une évaluation par un comité d'évaluation instauré par la convention conclue entre le Ministre de la Santé et l'AMMD.

Si l'efficacité de ce projet est jugée satisfaisante et s'il donne satisfaction aux patients de la région du Nord, il pourra être reconduit début 2015. En cas d'évaluation positive, ce projet-pilote pourra également être élargi à d'autres régions du pays, si un tel élargissement s'avérait nécessaire.

Par ailleurs, les hospitalisations dans le cadre de la maternité du CHdN y sont également garanties.

Question 2862 (3.9.2013) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**article diffamatoire à l'égard du Luxembourg publié sur un site Internet axé sur l'actualité économique du Moyen-Orient:**

En date du 12 août un site Internet axé sur l'actualité économique du Moyen-Orient a procédé à la publication d'un article intitulé: «Corruption, Sanctions, and Deal-Making: Luxembourg Style» dans lequel le Luxembourg est présenté comme un pays profondément corrompu et dominé par le népotisme. L'article reprend par ailleurs toute une série d'allégations contre un ancien membre du Gouvernement ainsi qu'un haut fonctionnaire d'État. Les auteurs de l'article n'apportent néanmoins pas la moindre preuve pour les thèses avancées. Jusqu'à présent, le Gouvernement n'a cependant pas jugé nécessaire de procéder à un démenti formel des faits relatés et ceci malgré le fait que l'article en question a été largement diffusé.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas que l'article en question est une atteinte grave à l'image de notre pays dans le monde?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres pourraient-ils m'informer pourquoi le Gouvernement n'a jusqu'à présent pas jugé nécessaire de démentir les faits relatés et ceci de façon claire et nette?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement luxembourgeois est intervenu auprès de l'exploitant du site en question afin de retirer l'article diffamatoire?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement a donné des suites judiciaires à la publication de cet article?

Réponse (4.9.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Contrairement à ce que laisse sous-entendre Monsieur le Député, le Gouvernement n'est pas resté inactif dans l'affaire dont Monsieur le Député se fait l'écho, à savoir la publication sur un site Internet couvrant l'actualité économique du Moyen-Orient d'informations accusant l'ex-ministre de l'Économie et du Commerce extérieur Jeannot Krecké ainsi qu'un haut fonctionnaire de corruption et de favoritisme en relation avec un certain nombre de dossiers, dont celui de la société de fret aérien luxembourgeoise Cargolux.

Depuis la parution de l'article en question, mes services sont en contact avec les personnes visées par ces allégations qui relèvent du pur mensonge. J'ai moi-même reçu Monsieur Jeannot Krecké pour évoquer avec lui les suites qu'il convenait de réserver à cette affaire dont la genèse soulève de nombreuses questions concernant les milieux qui se trouvent à l'origine de ce qui s'apparente à une campagne de désinformation et de diffamation. Monsieur Jeannot Krecké et le haut fonctionnaire visés par la publication du site Internet ont opposé un démenti clair et détaillé aux allégations contenues dans l'article, démenti que le Gouvernement fait sien. Je me porte par ailleurs personnellement garant du comportement de Monsieur Jeannot Krecké qui a été à tous les égards irréprochable dans l'exercice de ses fonctions de ministre.

Dans l'immédiat, un certain nombre de pièces en relation avec les allégations que véhicule le site Internet ont été transmises par les intéressés au parquet.

Il a par ailleurs été décidé de faire bénéficier Monsieur Jeannot Krecké ainsi que le haut fonctionnaire visé par la publication du soutien juridique du Gouvernement dans toutes les démarches qu'ils seraient amenés à entreprendre contre ceux qui ont propagé ou qui à l'avenir propageront les contrevérités flagrantes publiées ces derniers jours.

Question 2869 (10.9.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**incident lors de l'intervention d'une ambulance le 14 mars 2013:**

A menger parlamentarescher Fro N°2723 vum 16. Mee 2013 *(cf. compte rendu n°11/2012-2013)* hunn ech eng Rei Froen zu engem tragesche Virfall, deen e puer Méint virdrun zu lerpeldeng passéiert war, gestallt.

Well d'Häre Ministere verschidde Froen net beäntwert hunn, erlaben ech mer, se nach eng Kéier ze stellen:

1. Ass et üblech, datt an ähnleche Fäll d'Déclaration des causes de décès net vum Dokter, deen den Doud constatéiert huet, erstallt gëtt, mä vun engem anere Médecin légiste?

2. Wéi ass et méiglech, datt op der Déclaration des causes de décès, déi d'Famill vum jonke Mann kritt huet, guer keng Doudesursaach uginn ass?

3. Wien ass an ähnleche Fäll fir de Rapport d'autopsie zoustänneg?

4. U wien huet sech an dësem Fall de Médecin légiste gewannt, fir un all déi néideg Informatiounen, déi mam Doud vum jonke Mann a Verbindung stinn, ze kommen?

5. Wat fir eng Konsequenze kënnen an dësem Fall, wat d'Veröffentlechung vun den Informatiounen an d'Erstelle vun den offiziellen Dokumenter (Déclaration des causes de décès a Rapport d'autopsie), gezu ginn?

Réponse commune (13.11.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Il est en effet fréquent qu'un médecin appelé sur les lieux d'un accident ou d'un autre sinistre, après avoir constaté la mort d'une personne, se trouve dans l'impossibilité de se prononcer sur les causes exactes du décès de cette personne après avoir effectué tous les examens possibles sur les lieux du drame et avec les moyens qui y sont à sa disposition. C'est ainsi que le formulaire préétabli à remplir par le médecin à titre de déclaration de décès prévoit expressément la case «mort de cause inconnue et suspecte». Cette case a été cochée en l'espèce par le médecin du Samu.

Il a alors été décidé d'entreprendre, au vu des éléments particuliers de l'espèce, toutes les diligences possibles pour essayer de déterminer les causes exactes de ce décès et le Parquet a fait application de l'article 44, alinéa (2) du Code d'instruction criminelle pour requérir le juge d'instruction d'ouvrir une information judiciaire aux fins de rechercher les causes de la mort et d'ordonner une autopsie.

L'expert légiste est désigné par le juge d'instruction. Comme il n'existe à l'heure actuelle pas encore de légiste agréé au Luxembourg, les juges d'instruction ont le plus souvent recours aux services d'un légiste soit de l'Institut de médecine légale de l'Université du Saarland, ce qui a été le cas en l'espèce, soit de l'Université de Homburg.

Une copie du rapport d'autopsie, à laquelle il a été procédé en date du 15 mars 2013 ainsi que du rapport d'expertise toxicologique dressé en date du 22 avril 2013, a été communiquée le 6 mai à la famille.

Il résulte du procès-verbal d'autopsie que trois policiers du CI Diekirch ainsi qu'un commissaire du Service de Police judiciaire, Section Police technique, étaient présents au moment de l'autopsie. Tous ces policiers étaient également présents le 14 mars 2013 sur les lieux où le jeune homme est décédé et ont ainsi pu fournir tous les renseignements utiles au légiste.

L'enquête n'est actuellement pas encore terminée. Le résultat de l'autopsie et les causes de décès retenues par l'expert sont connus par la famille du défunt.

Le communiqué de presse diffusé par la police a été avalisé par le parquet, compte tenu de ce qu'une information judiciaire était en cours. Ce communiqué a tenu compte, dans la mesure du possible, de la situation de la famille en deuil. Il y a été révélé qu'une personne majeure était décédée lors d'une tentative d'hospitalisation, le communiqué était entièrement dépersonnalisé, ne comportait aucune indication quant à la localité où les événements s'étaient passés, ne donnait aucun détail quant à la maladie de la victime, ne révélait ni l'âge de celle-ci, ni le lieu exact où la personne était décédée.

Les révélations pour partie erronées diffusées par certains quotidiens n'ont ainsi pas pu trouver leur origine dans le communiqué de presse de la police.

Question 2871 (12.9.2013) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **réclamation auprès du Comité des droits de l'Homme de l'ONU au sujet des écoutes de la NSA:**

Dans le cadre des révélations continues concernant l'existence de vastes programmes d'accès et de collecte de données de communications mis en place par l'agence de sécurité nationale américaine, le groupe parlementaire du parti vert allemand a décidé de déposer une réclamation auprès du Comité des droits de l'Homme de l'ONU.

Les écoutes effectuées ne violent en effet non seulement des principes fondamentaux du droit interne de nombreux pays, mais aussi du droit international. Ainsi l'article 17(1) du Pacte International relatif aux droits civils et politiques stipule que «Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.».

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois envisage de déposer une réclamation similaire en tant que pays membre de l'ONU auprès du Comité des droits de l'Homme?

Réponse (7.10.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

Mon département a pris le soin de consulter sur le site du groupe parlementaire du parti vert allemand la «réclamation» à laquelle se réfère la question de l'honorable Député. Il s'avère qu'il s'agit en fait d'une contribution ou communication «submission» en anglais) adressée au Comité des droits de l'Homme alors que celui-ci procédera lors de sa prochaine session (14 octobre - 1er novembre 2013) à l'examen public du rapport périodique des États-Unis d'Amérique sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il n'y a par conséquent pas de dépôt de réclamation comme vous le suggérez dans votre question.

Les contributions adressées aux comités de suivi des différents traités portant sur les droits de l'Homme adoptés sous l'égide des Nations Unies jouent un rôle très important dans l'examen des rapports des États parties. En effet, en vue de l'examen du rapport d'un État partie, les experts indépendants qui composent les différents comités ont recours à un large éventail d'informations. À cette fin, les comités invitent tous les particuliers, les organes et les organisations non gouvernementales concernés à leur soumettre des documents pertinents et appropriés. Ces informations permettent aux comités d'avoir une vision plus complète de la situation de l'État partie examiné, de poser des questions pertinentes durant la discussion publique du rapport et de formuler des recommandations à l'égard de l'État partie concerné. Dans ce contexte, les autres États parties ne sont pas appelés à soumettre des contributions aux comités de suivi.

Le Gouvernement luxembourgeois n'entend pas déroger à cette pratique et n'envisage donc pas de remettre une contribution au Comité des droits de l'Homme en vue de l'examen du rapport des États-Unis d'Amérique. En outre, la remise d'une contribution de la part d'un gouvernement pourrait être perçue comme tentative de politiser les travaux du comité de suivi et pourrait donc porter atteinte au bon déroulement de ses travaux et mettre en doute son indépendance.

Afin d'être le plus complet possible au sujet des initiatives possibles devant le Comité des droits de l'Homme et de la mise en œuvre de l'article 17 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, je souhaite par ailleurs faire part des deux informations suivantes.

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques prévoit en son article 41 la possibilité d'une communication interétatique. Cette disposition est également prévue par d'autres conventions onusiennes sur les droits de l'Homme, mais n'a à ce jour jamais été utilisée selon les informations communiquées par le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme.

Au sein de l'Union européenne, l'idée d'un possible 3e protocole additionnel au Pacte international relatif aux droits civils et politiques a été évoquée. Un tel protocole pourrait compléter l'article 17 du pacte pour le mettre à jour et l'adapter aux évolutions technologiques afin de garantir la protection de la sphère privée à l'ère numérique. Le Gouvernement suit cette réflexion avec intérêt.

Question 2881 (20.9.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **disparition du volet «législation» sur la nouvelle version du site Internet du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

Le Ministère de l'Éducation nationale vient de mettre en ligne une nouvelle version de son site Internet www.men.lu. Site riche en informations, men.lu est non seulement un outil d'information pour le grand public, les parents et les élèves, mais aussi un outil de travail pour d'autres acteurs du monde scolaire de même que pour les futurs enseignants. Or, à ma grande surprise, la rubrique particulièrement importante rassemblant l'ensemble des lois et règlements grand-ducaux en vigueur en matière d'éducation nationale et de formation professionnelle a disparu dans la nouvelle mouture du site.

À la différence du portail officiel www.legilux.lu, la rubrique du MEN avait le grand avantage de regrouper justement la législation afférente en un seul endroit et fut notamment utilisée comme outil de travail par les enseignants et les étudiants en sciences de l'éducation de l'Université du Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants:

1) Pourquoi est-ce que la rubrique «législation» a disparu du nouveau site?

2) Est-ce que Madame la Ministre est d'accord pour ajouter également au nouveau site une ou plusieurs rubriques «législation»? Dans l'affirmative, à quelle échéance?

Réponse (18.10.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) Le nouveau site Internet www.men.lu tel qu'il a été mis en ligne le 2 septembre 2013, correspond à la phase 1 d'un projet mené en commun avec le CTIE - le Centre des technologies de l'information de l'État du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Il était impératif que le site fût en ligne avant la rentrée scolaire 2013/2014. C'est pourquoi des rubriques demandant davantage de développement, telles que la législation, ainsi que des fonctionnalités complémentaires, ont été planifiées pour la phase 2.

Ce type de phasage est courant dans la mise en œuvre de sites web complexes et riches en contenus. C'est ainsi que la structuration de l'arborescence du futur site et la migration des contenus de l'ancien ont été particulièrement longues. En outre, la redéfinition du cadre Renow en mode Responsive Design/Mobile First (nouvelles pratiques de développement afin de garantir un rendu sur «PC»/«Tablettes» et «Smartphone») a demandé un gros travail d'analyse et de déploiement.

Concernant la législation consultée par les enseignants et étudiants en sciences de l'éducation, une page provisoire a été ajoutée dans la rubrique correspondante.

Ad 2) La phase 2 du site, y compris l'adjonction de la rubrique «législation», est en cours de réalisation avec le CTIE, dont le planning des travaux a été quelque peu bouleversé par les élections législatives anticipées. Étant donné les travaux préparatoires et les développements informatiques nécessaires à la mise en ligne de cette rubrique, il est prévu que celle-ci voit le jour au cours du 1er trimestre 2014.

Question 2883 (20.9.2013) de **M. Lucien Lux** *(LSAP)* concernant l'**avenir de l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue (LAR):**

Depuis 25 ans, l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue (LAR) assure quotidiennement une mission d'utilité publique par le biais de ses hélicoptères de secours. On compte à ce jour, plus de 25.000 missions réalisées grâce auxquelles de nombreuses vies ont pu être sauvées.

Bien que d'utilité publique, cette activité est néanmoins partiellement financée par les cotisations des 185.000 membres supportant l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue. Ainsi, en 2008, lors des négociations avec le Ministère de l'Intérieur et la Sécurité sociale, l'a.s.b.l. avait accepté de contribuer à l'avenir à hauteur de 600.000 € par an pour assurer l'équilibre et la subsistance de l'activité. Cet engagement reste toujours valable.

Cependant, la contribution de l'a.s.b.l. n'a cessé d'augmenter au fil des années pour s'élever en 2012 à 1.300.000 €, ceci en raison d'importantes augmentations des dépenses d'ordre opérationnel (fuel, maintenance, coût main d'œuvre, contexte légal européen EASA), mais également en raison d'un nombre croissant de missions non rémunérées par la sécurité sociale luxembourgeoise. Dans 25% des cas, les missions engageant les hélicoptères de la LAR dans le cadre du SAMU ne font l'objet d'aucune prise en charge par la CNS.

En effet, la mission héliportée visant premièrement à amener l'intelligence médicale le plus rapidement possible sur le lieu de l'urgence n'est pourtant rémunérée par la CNS que si le patient est transporté.

Il est évident que cette situation ne pourra être tenable à long terme pour l'a.s.b.l. qui ne pourra plus compenser indéfiniment une carence d'un système ne prévoyant aucune intervention financière pour une part importante des missions activées par le 112. Comparant la situation des pays voisins, cette lacune semble être une spécificité du système luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Messieurs les Ministres les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres trouvent-ils normal qu'une a.s.b.l. doive subvenir au déficit de financement d'un service d'aide médicale urgent héliporté, service pourtant d'utilité publique?

- Messieurs les Ministres sont-ils conscients que la persistance d'une telle situation mettra en danger à moyen terme la survie de l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue?

- Quelles sont les solutions que Messieurs les Ministres envisagent pour assurer la pérennité de ce service?

Réponse commune (16.10.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions quant à la prise en charge de certaines activités de l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue.

Rappelons qu'une convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la LAR permet de renforcer, en cas de besoin, le service d'aide médicale urgente par la mise à disposition de l'hélicoptère de sauvetage de la LAR.

En ce qui concerne plus particulièrement le fonctionnement de la LAR, il y a lieu de relever que celui-ci repose depuis les débuts de l'association sur un financement triple qui est constitué des cotisations des membres de la LAR, de la prise en charge par la sécurité sociale et d'une subvention étatique.

En date du 23 juillet 2013, l'association a résilié la convention du 5 janvier 2009 définissant l'intégration d'un service héliporté dans le service SAMU au motif que depuis, les frais d'exploitation n'ont cessé d'augmenter. À noter qu'il s'agit de la troisième convention conclue entre la LAR et l'État luxembourgeois après celles du 12 juin 1991 et du 23 décembre 2005. Ces deux conventions ont également été renégociées à la demande de la LAR pour tenir compte de l'évolution des frais de fonctionnement. À chaque fois, une solution acceptable pour toutes les parties impliquées a pu être trouvée.

Suite à la dénonciation de la convention par la LAR, des pourparlers ont débuté tendant à une analyse et le cas échéant à un rééquilibrage de la répartition des coûts qui ne met pas en péril la survie de l'association.

Les ministres soussignés sont convaincus qu'une solution satisfaisante pourra être trouvée comme dans le passé, permettant ainsi d'assurer la pérennité des activités de la LAR dans le cadre du service d'aide médicale urgente. Ainsi, l'action de la LAR continuera à s'inscrire dans la tradition axée sur la solidarité citoyenne en ce qui concerne l'organisation des services de secours, impliquant à la fois tant les autorités publiques que les acteurs privés et les citoyens.

Dans cet ordre d'idées, les ministres estiment également que les frais en relation avec les vols à vide, à savoir ceux opérés dans le cadre d'une intervention, lorsque pour diverses raisons le patient n'est pas transporté à bord de l'hélicoptère, pourraient également être pris en charge selon des modalités et conditions à définir d'un commun accord entre la LAR, l'État et la Caisse Nationale de Santé.

Question 2885 (23.9.3013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **libération erronée au Centre pénitentiaire de Schrassig:**

D'après les informations publiées dans la presse, mardi le 17 septembre un détenu aurait été libéré par mégarde du Centre pénitentiaire de Schrassig tout simplement parce qu'on l'a confondu avec une autre personne.

- Madame la Ministre est-elle en mesure de confirmer ces informations?

- Est-il exact que la libération a été faite suite à un appel par haut-parleurs et la confusion entre deux noms qui se ressemblent?

- Une enquête a-t-elle été ouverte afin de déterminer les responsabilités et les procédures qui n'ont pas été respectées?

- Quelle solution Madame la Ministre envisage-t-elle afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise?

Réponse (25.9.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Justice:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Madame Claudia Dall'Agnol, je suis en mesure de vous confirmer l'information que vous citez selon laquelle un détenu aurait «été libéré par mégarde» en date du 17 septembre 2013 au Centre pénitentiaire de Schrassig. Selon les dispositions en particulier des articles 2 et 10 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire, le procureur général d'État assume la direction générale et la surveillance des établissements pénitentiaires et en est le chef d'administration et le chef hiérarchique.

Concernant vos autres questions, je vous fais part des renseignements obtenus de la part du procureur général d'État:

«1) S'il est vrai qu'il y a eu une confusion, il n'est pas vrai qu'il y ait eu un appel par voie de haut-parleurs, mais bien un appel téléphonique du greffe du Centre pénitentiaire (CPL) au gardien du bloc concerné. La confusion a eu lieu dans le cadre de cette conversation. En raison de l'enquête interne, il m'est néanmoins impossible de fournir des informations plus détaillées. Il est par contre évident que les prévenus n'ont pas la possibilité de se déplacer librement à l'intérieur du Centre pénitentiaire et sont

bien séparés par blocs. Dans le cas présent, les deux prévenus se trouvaient au même bloc. De plus, les noms des deux personnes concernées se ressemblent de manière frappante de par leur tonalité, même si l'orthographe diffère légèrement.

2) Je peux confirmer l'ouverture d'une enquête par Madame la déléguée du procureur général d'État à l'exécution des peines, aux fins figurant à la question parlementaire de Madame la Députée.

3) D'après les informations obtenues auprès de Madame la déléguée à l'exécution des peines, la manière de procéder en cas de libération d'un détenu a été renforcée et précisée par écrit au personnel du CPL.»

Question 2886 (24.9.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**organisation de l'année scolaire 2013/2014 au LTPES à Mersch:**

En juillet, les demandes d'admission au Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) à Mersch étaient telles que l'établissement et le Ministère avaient déclaré ne plus pouvoir accepter d'autres élèves désirant s'inscrire et notamment ceux qui devaient encore réussir une épreuve d'ajournement. Je me réjouis donc du fait que, juste avant la rentrée, le Ministère et le LTPES se sont quand même engagés à accueillir les élèves réussissant leur ajournement.

Cette solution de dernière minute ne va sans doute pas sans conséquences sur l'organisation interne et les ressources humaines du LTPES. Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Suite aux épreuves d'ajournement, combien d'élèves ont finalement été acceptés au LTPES?

2) Quel est le sureffectif en nombre d'élèves?

3) Quelles sont les mesures prises afin de gérer ces sureffectifs au cours de l'année scolaire et garantir la qualité de l'enseignement au sein de l'établissement?

4) Quelles mesures seront prises à moyen terme au niveau de l'orientation et de l'admissibilité?

5) Est-ce que le LTPES a reçu ou va recevoir en cours d'année des enseignants supplémentaires?

6) Est-ce qu'il y aura des places de stages pour tous les élèves inscrits et est-ce que le suivi des stagiaires est assuré à un niveau qualitativement élevé?

Réponse (10.10.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

J'ai l'honneur de fournir ci-après les réponses aux questions de Monsieur le Député Claude Adam concernant les admissions à la formation de l'éducateur au Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) à Mersch:

Ad 1)

Pour l'année 2013/2014, 407 élèves sont inscrits en classe de 12e de cette formation.

Ad 2)

L'année passée le maximum des capacités avait été atteint avec 334 nouvelles inscriptions au LTPES dont les infrastructures ont été construites pour initialement accueillir un total de 900 élèves.

La formation de l'éducateur s'étale sur trois années (12e, 13e et 14e). Quelque 600 élèves sont inscrits en 13e et en 14e. L'effectif total du lycée est actuellement de quelque 1.000 élèves et dépasse de 10% les capacités infrastructurelles prévues.

Pour les deux années à venir, le nombre des inscriptions en classe de 12e doit être inférieur à 300 afin de stabiliser l'effectif global de la communauté scolaire au LTPES.

Ad 3)

Les effectifs des classes ont été augmentés afin de subvenir à la demande de la rentrée 2013/2014. Le choix de langues a pu être maintenu presque entièrement pour les élèves ayant passé avec succès leurs ajournements, et ceci malgré les admissions supplémentaires.

Ad 4)

Un projet de règlement grand-ducal créant une nouvelle section à la division des professions de santé et des professions sociales et permettant aux élèves de passer au terme de la classe de 13e l'examen de fin d'études secondaires techniques sans avoir besoin de faire la formation de l'éducateur ou celle de l'infirmier est en cours d'élaboration. Il est prévu que cette mesure ramène à la portion congrue le nombre des élèves visant la formation de l'éducateur, puisqu'un certain nombre de ces élèves sont davantage intéressés par l'obtention d'un diplôme de fin d'études techniques que par le diplôme de l'éducateur.

Cette nouvelle section pourrait être offerte dans d'autres lycées, ce qui n'est pas le cas de la formation de l'éducateur. En sus, elle ne nécessiterait pas l'organisation de stages.

Pour le cas où il y aurait toujours un nombre trop important de candidats pour la formation de l'éducateur, l'introduction d'un «numerus clausus» et de certains critères d'accès pourront être décidés.

Ad 5)

Le nombre d'enseignants est adapté au nombre de classes prévues; il sera augmenté en cas de besoin. Comme prévu dans le plan pluriannuel de recrutement d'enseignants, des professeurs-stagiaires et maîtres de cours spéciaux-stagiaires seront affectés au lycée à partir du 1er avril 2014.

Ad 6)

L'expérience du lycée et les bons contacts avec le monde professionnel permettent d'assurer un suivi adéquat des élèves pour cette année. Il ne serait cependant pas possible d'accomplir cette mission si un nombre élevé d'élèves devaient être suivis dans chacune des trois années de formation (12e, 13e et 14e). Dès lors, il s'avère nécessaire de limiter le nombre d'inscriptions en 12e pour l'année prochaine.

Question 2890 (26.9.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol**, **MM. Claude Haagen** et **Georges Engel** *(LSAP)* concernant la **Police TV News:**

Depuis le 20 septembre 2013, la Police grand-ducale dispose d'une plateforme d'information audiovisuelle sur le web. Police TV News est une émission au format JT et présente également sur les réseaux sociaux. D'autres formats d'émissions, notamment le format magazine, sont en planification.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre était-il au courant du lancement de Police TV News et dans quelle mesure est-il impliqué dans le développement de ce projet?

- Quel est le budget mis a disposition du projet Police TV News?

- Comment Monsieur le Ministre espère-t-il améliorer le service d'information de la Police grand-ducale à travers Police TV News?

- Face au service de presse traditionnel de la Police grand-ducale, quelles ressources humaines et techniques sont mobilisées pour Police TV News et quel est l'ordre de priorité parmi ces deux canaux d'information?

- Qu'en est-il de la protection de la vie privée des personnes qui sont filmées dans le cadre de la production de reportages ou par des dispositifs de vidéosurveillance?

Réponse (6.11.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Depuis août 2007, la police diffuse en vrac des clips audiovisuels sur son portail web www.police.lu.

En mai 2009, la Police grand-ducale a établi un plan quinquennal de développement stratégique de la communication qui m'a été présenté en automne 2009.

La communication de la police est faite sous la responsabilité du directeur général de la police. Il me semble néanmoins évident que le recours à l'image est devenu un moyen de communication essentiel tant en matière d'information policière publique, de prévention, de communication en situation de crise ainsi que de communication interne de l'administration. Cette information via web se destine à mener à une interactivité et un dialogue accrus, notamment sur les outils parallèles du web 2.0 (Facebook, Twitter, Smartapp, YouTube, YouMakeTV) ainsi qu'à travers le commissariat virtuel de la police sur son portail Internet.

Le montant de l'acquisition du projet Police TV News s'élève à 370.612 € HTVA. À partir du 1er janvier 2014, les frais de maintenance annuels sont fixés à 4.026 € HTVA.

L'ensemble des moyens utilisés fait partie d'une stratégie de communication et doit bien entendu se faire dans un cadre légal strict, dans le respect des principes de la protection des données ainsi que des dispositions du Code d'instruction criminelle.

Questions parlementaires évacuées au cours de la session extraordinaire 2013

Question 2612 (13.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **soutien de campagnes électorales à l'étranger:**

An engem rezenten Interview huet den Här Statsminister bekannt ginn, datt e gefrot ginn ass, ob e wéilt déi däitsch Kanzlerin Angela Merkel am Wahlkampf fir d'Bundestagswahlen ënnerstëtzen, an datt e schonns zougesot hätt. Et wier net fir d'Éischt, datt sech e Member vun der Lëtzebuerger Regierung an där Form an e Wahlkampf, deen am Ausland stattfënnt, amëscht.

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister an dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Reese sinn an deem Kontext elo schonns fir dëst an d'nächst Joer virgesinn?

2. Ass den Här Statsminister den eenzege Member vun der Lëtzebuerger Regierung, dee wëlles huet sech an deenen nächste Méint am Kader vun enger Wahlcampagne ze déplacéieren, fir eng auslännesch Partei ze ënnerstëtzen?

3. Wie kënnt finanziell fir all déi geplangte Reesen op?

4. Wien ass an der Vergaangenheet fir all déi Reesen, an deenen et haaptsächlech drëms gaangen ass, datt e Regierungsmember eng auslännesch Partei ënnerstëtzt huet, finanziell opkomm?

5. Sinn d'Häre Ministeren net der Meenung, datt gegebenenfalls héchstens d'Parteien, mä op kee Fall de Steierzueler misst däerfe fir dës Reesen opkommen?

6. Wat déi ugekënnegt Reese vum Här Statsminister fir d'Madame Merkel ze ënnerstëtzen ugeet, gi se vun der CDU oder vun der CSV bezuelt?

Réponse (21.11.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte berifft sech op een Interview, an deem vu Wahlkampfoptrëtter am Bundestagswahlkampf geschwat gouf.

Als Éischt wëll ech dem Deputéierte matdeelen, datt ech dëst Joer keng esou Optrëtter hat.

Wann et an der Vergaangenheet Optrëtter am Wahlkampf bei enger befrënnter Partei gouf, esou hunn dës Optrëtt am noe Grenzgebitt stattfonnt. Et sinn also keng gréisser finanziell Onkäschten entstanen.

Ech wëll bemierken, datt bei esou Veranstaltungen et net nëmmen dorëms geet, fir eng befrënnt Partei ze ënnerstëtzen. Doniewent ginn och ëmmer Gespréicher mat de Spëtzepolitiker aus där Partei gefouert, déi fir d'Politik insgesamt wäertvoll an am Intérêt vum Land sinn.

Question 2813 (10.7.2013) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant l'**exclusion des Autobus de la Ville de Luxembourg du transport de personnes dans les communes voisines de la Ville de Luxembourg:**

Actuellement les Autobus de la Ville de Luxembourg (AVL) assurent le transport des personnes au niveau du territoire de la capitale mais également sur certaines lignes (dites coordonnées) se prolongeant dans les communes voisines de la Ville de Luxembourg.

Ces lignes (les lignes 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 16) sont assurées en coordination avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, i.e. dans le cadre du RGTR (Régime général des transports routiers).

Or, il me revient que les responsables du RGTR envisageraient d'exclure les AVL sur les lignes dépassant les limites de la Ville de Luxembourg et de confier le transport sur ces lignes à des entreprises privées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il donner les raisons pour cette décision?

- Monsieur le Ministre peut-il donner des précisions sur les conséquences - notamment pour les bus AVL - liées à cette décision?

Réponse (5.12.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2813, l'honorable Député a posé une série de questions sur les lignes «coordonnées».

En effet, il faut rappeler tout d'abord que les lignes coordonnées sont en réalité des lignes RGTR qui assurent le transport des personnes sur le territoire de la Ville de Luxembourg ainsi que des communes limitrophes. Depuis les années `80, les roulements de bus de ces lignes sont financés intégralement par l'État. Actuellement, certaines courses sur ces lignes sont assurées par des bus du service AVL de la Ville de Luxembourg suivant les modalités d'une convention conclue entre l'État et la Ville de Luxembourg.

Il échet de préciser dans ce contexte que dans le cadre de la réorganisation du service régulier du RGTR, le département des transports a également examiné l'organisation du réseau coordonnée RGTR-AVL.

Lors de ces réflexions, les responsables du RGTR ont examiné la possibilité d'organiser de façon autonome le réseau coordonné pour des motifs, en particulier, d'optimisation du service RGTR en combinant ces lignes avec d'autres lignes du réseau RGTR.

Une décision définitive à ce sujet n'est pas encore prise et une concertation avec les responsables de la Ville de Luxembourg devra encore avoir lieu à ce sujet.

Question 2815 (15.7.2013) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **conséquences d'élections anticipées:**

De leschten Donneschden huet de Premier- a Statsminister dem Grand-Duc virgeschloen, d'Chamberwahlen net am Mee 2014 ma dëst Joer am Hierscht ze maachen.

Dofir wéilt ech gären dës Froen un d'Madame an déi Häre Ministere stellen:

- Wéi héich wäerten déi administrativ Käschte vun eventuelle Wahle sinn (Imprimerie, Indemnitéiten asw.)? Wéi vill wäert et méi kaschten, wann d'Chamberwahle vun den Europawahle wäerte getrennt ginn?

- Wéi vill Beamte (Stat a Gemengen) gi gebraucht, fir eventuell Wahlen am Hierscht virzebereeden? Mussen an deem Fall Beamten hire geplangte Summercongé gestrach kréien? Wa jo, wéi vill wären der dovunner betraff? Kënnen déi Beamten hire Congé nach dëst Joer eranhuelen?

- Wa wéinst den Neiwahlen eng nei Regierung eréischt Enn des Joers mat Schaffen ufänke kéint an dowéinst kee Statsbudget fir 2014 kéint gestëmmt ginn, wat gesäit d'Gesetz an deem Fall vir?

Réponse coordonnée (21.11.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte stellt verschidde Froen a Bezuch op d'Konsequenze vun den Neiwahlen.

1) Wat d'Käschte vun de Wahlen ubelaangt, sou sinn déi genau Käschten nach net bekannt, well eng ganz Rei Rechnungen nach net erageschéckt goufen. Fir een Unhaltspunkt ze ginn, kann ech dem Deputéierten awer folgend Zuele vun 2009 matdeelen:

Fir d'Organisatioun vun de Wahle vun 2009 (Legislativ- an Europawahlen) goufen 3.231.000 Euro ausginn. Dobäi koumen nach 1.735.300 Euro als Remboursement fir d'Wahlkampffraisen un déi eenzel Parteien.

Bei getrennte Wahle kann een dovunner ausgoen, datt d'Käschten ongefëier 65-75% vun de Käschte fir gemeinsam Wahlen ausmaachen. Domadder kéim een op Käschte vun 2.100.000 bis 2.423.000 Euro fir d'Legislativwahle vum 20. Oktober. Déiselwecht Käschte falen och nach eng Kéier 2014 fir d'Organisatioun vun den Europawahlen un.

Wann also gemeinsam Legislativ- an Europawahlen 2009 3.231.000 Euro kascht hunn, esou wäerten déi getrennte Legislativwahle vun 2013 an d'Europawahle vun 2014 tëscht 4.200.000 a 5.000.000 Euro kaschten.

Dobäi muss een dann nach de Remboursement vun de Wahlkampfkäschten un déi eenzel Parteie rechnen.

2) Wat d'Konsequenze vun den Neiwahlen op d'Beamten ubelaangt, sou ass Folgendes ze soen:

- D'genee Unzuel vu Beamten, déi noutwendeg sinn, fir Wahlen ze organiséieren, ass schwéier ze ermëttelen. Et sief just drop higewisen, datt am Statsministère, am Centre

des Technologies de l'Information de l'État, am Service Central des Imprimés, am Service Information et Presse, op de Geriichter an natierlech op de Gemengen eng grouss Zuel vu Leit néideg sinn, fir eng reibungslos Organisatioun vun de Wahlen ze garantéieren.

- Datt vun dëse ville Leit deen een oder anere seng Vakanzepläng huet missen änneren, ass absolut méiglech. Ech weess awer vu kengem Fall, wou e Beamte säi Congé ganz gestrach krut.

3) Wat de Budget fir 2014 ugeet, esou ass dem Deputéierten d'Méiglechkeet vum sougenannte provisoreschen Zwieleftelbudget bekannt. Domadder kann, op Basis vum dësjährege Budget, e Budget fir eng Rei Méint vum nächste Joer gestëmmt ginn.

Question 2835 (1.10.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **protection des données dans le secteur de la santé:**

Im Rahmen von Gesprächen des Arztes mit Patienten kommt immer häufiger das Thema Datenschutz zur Diskussion.

Und es wird deutlich, dass angesichts der Zunahme von Berichten in den Medien über sogenanntes Hacking von Computersystemen bis hin zu Daten- und Informationsklau durch unbefugte Personen die Sorge um den Erhalt der Privatsphäre und den damit verbundenen Daten stark wächst. Der Zugang zu Patientenakten ist dann auch der Ansatzpunkt für viele Fragen. Und es scheint berechtigt aufgrund einiger Rückmeldungen, dass sich Patienten mit Recht Sorgen über einen hieb- und stichfesten Datenschutz auch in unserem nationalen Gesundheits- und Sozialwesen machen. Es stellen sich eine ganze Reihe von Fragen, die meines Erachtens in unserem Gesundheitswesen und in Zusammenhang mit dem Umgang von sensiblen Patientendaten nicht ausreichend reguliert, nicht konsequent kontrolliert und auf alle Fälle nicht genügend bekannt sind, sowohl beim betroffenen Patienten als auch beim medizinischen Personal bis hin zu Gesundheitsberuflern und Pflegefachkräften.

Fragen:

1. Wem gehören die Patientendaten, beispielsweise jene die in den Kliniken und anderen Gesundheitseinrichtungen generiert werden und bis jetzt in den Patientenakten aufgezeichnet wurden, neuerdings auch auf elektronischen Plattformen gespeichert werden und in Netzwerken zugänglich gemacht werden?

2. In welchem Maße muss der Patient über diese Vorgänge informiert werden, wenn er in einer Klinik hospitalisiert wird? Muss der Patient explizit sein Einverständnis geben, für die Zurverfügungstellung von Daten an Dritte (Abrechnungsfirmen, Pharma- und Forschungsstrukturen, Audit-Firmen, externe Evaluatoren aller Art)?

3. Als Dritte kommen beispielsweise externe Firmen in Frage, welche die Abrechnung von Klinikaufenthalten vornehmen: In welchem Maße sind die Mitarbeiter dieser Firmen an das „secret professionnel" gebunden und wie wird sichergestellt, dass dieses auch strikt eingehalten wird?

4. In welchem Maße können Unterlagen aus der Patientenakte an Dritte übersendet werden, um beispielsweise Abrechnungen vorzunehmen oder Codierungen im Rahmen der Übermittlung von ICD-Daten zu tätigen?

5. In welchem Maße dürfen Drittparteien (beispielsweise Mitarbeiter von Pflegestrukturen wie CIPAs und Maisons de Soins, Rehabilitation) Einsicht in die Patientenakten erhalten um zu eruieren, ob ein Antragsteller dem vorgegebenen Profil für diesen Dienstleister entspricht?

6. Muss der Patient nach heutigen gesetzlichen Vorgaben, grundsätzlich der Klinik als Garant des Datenschutzes für Patientendaten, die schriftliche Erlaubnis geben, damit Drittpersonen und Drittparteien Einblick in die Patientenakte (auf Papier oder elektronisch) erteilt wird? Muss in der Patientenakte ein schriftlicher Beleg vorhanden sein?

7. Wie werden die gesetzlichen Bestimmungen heute durch externe, unabhängige Instanzen (beispielsweise die Datenschutzbehörde CNPD oder ein Ombudsorgan) kontrolliert?

8. Gibt es einen jährlichen offiziellen Bericht (einer zuständigen Instanz) in dem Verfehlungen festgestellt und Verbesserungsvorschläge vorgebracht wurden?

9. Gibt es im Gesundheits- respektiv Familienministerium Instanzen und Abteilungen in denen sich spezifisch mit Prozeduren über den Datenschutz beschäftigt wird? Wo können offizielle Instruktionen bezüglich der Handhabung des Datenschutzes auf den Internetseiten dieser Ministerien nachgelesen werden?

10. In welchem Maße wird das sich in Ausarbeitung befindliche „Patientenrechte-Gesetz" ganz spezifisch und konkret mit dem Datenschutz im Gesundheits- und Sozialwesen auseinandersetzen (wollen)?

Réponse (4.12.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Ich möchte vorab auf meine Antwort zur parlamentarischen Anfrage Nummer 2814 *(cf. compte rendu n°14/2012-2013)* verweisen, in welcher ich bereits ausführlich auf die Regulierung und Kontrolle des Datenschutzes im Gesundheits- und Sozialbereich hingewiesen habe.

Es ist in der Tat zu begrüßen, dass das Thema des Umgangs mit sensiblen Patientendaten immer häufiger im Gesundheits- und Sozialsektor, sowohl zwischen Leistungserbringern als auch zwischen Patient und Gesundheitsdienstleister angesprochen wird.

Gesundheitsdaten zählen zu den sensibelsten und privatesten Informationen. Dem Datenschutz kommt deshalb im Gesundheits- und Sozialwesen zu Recht ein besonderer Stellenwert zu. Die nicht rechtmäßige Preisgabe des Gesundheitszustandes kann potentiell das persönliche und berufliche Leben eines Einzelnen negativ beeinflussen. Fälle von nicht autorisierter Weitergabe medizinischer Daten sind jedoch leider auch bei traditioneller, papiergebundener Aktenhaltung, trotz klarer Rechtslage, nie komplett auszuschließen.

Der mit der Verbesserung des Datenaustauschs verbundene Nutzen für den Patienten sollte jedoch trotz der Sensibilität für Datenschutz nicht aus den Augen verloren werden. Es ist in der Tat wissenschaftlich anerkannt, dass die Verbesserung der Verfügbarkeit von Patientendaten, insbesondere durch die Vernetzung von Daten aus den verschiedenen Sektoren des Gesundheitswesens, einen wesentlichen Beitrag zur Patientensicherheit und zur Qualität der Gesundheitsdienstleistungen bringen kann.

Der Aufbau von elektronischen Systemen ist kein Selbstzweck, sondern verfolgt zuallererst die Interessen der Patienten. Der Nutzen des Austauschs von Gesundheitsdaten besteht besonders bei der zeit- und bedarfsgerechten Bereitstellung von Informationen im Rahmen der medizinischen Versorgung, sowie bei der Zweitnutzung anonymisierter Gesundheitsdaten im Bereich der öffentlichen Gesundheit und der Forschung.

So kann zum Beispiel die zeit- und bedarfsgerechte Bereitstellung von Voruntersuchungen im Bereich der Radiologie unnötige Doppeluntersuchungen vermeiden und zur Minimierung der Strahlenbelastung beitragen. Solche elektronische Lösungen werden von der nationalen e-Gesundheitsagentur („Agence eSanté") angestrebt.

Der Gesetzesentwurf Nummer 6469 über die Rechte und die Pflichten des Patienten sieht, was die Patientenakte und die Gesundheitsdaten des Patienten anbelangt, hier unter anderem vor, dass der Patient zu jeder Zeit auf die Patientenakte zugreifen kann und ein Recht auf eine Kopie der Akte besitzt.

Der Gesetzesentwurf geht im Interesse der Leistungserbringung von der Zustimmung des Patienten zum Austausch von Patientendaten im Rahmen seiner medizinischen Versorgung aus, ohne dass hier ein schriftliches Einverständnis verlangt wird. Der Patient muss jedoch informiert werden und kann zu jeder Zeit seinen Einspruch zum Datenaustausch geltend machen.

Zu anderen Zwecken als der medizinischen Versorgung können Patientendaten im Prinzip nicht ohne die ausdrückliche Zustimmung des Patienten weitergeleitet werden. Ausgenommen vom Einverständnis des Patienten sind davon jedoch Datenübermittlungen die obligatorisch sind, wie zum Beispiel die Übermittlung von Patientendaten im Rahmen der Anzeige einer meldepflichtigen Krankheit. Die Benutzung von Gesundheitsdaten im Rahmen von Forschungsprojekten setzt das Einverständnis des Patienten voraus, außer es handelt sich um strikt anonyme Daten welche keinen Rückschluss auf einen bestimmten Patienten erlauben.

Laut Gesetz wird auch bei der nationalen Austauschakte des Patienten („Dossier de Soins Partagé") von der Zustimmung des Patienten ausgegangen. Vor der Freischaltung der Akte wird die e-Gesundheitsagentur die Patienten individuell anschreiben und über Ihre Rechte im Rahmen des „Dossier de Soins Partagé" aufklären. Zu diesen Rechten gehört auch das Recht der Ablehnung des Datenaustauschs im Rahmen der nationalen Austauschakte.

Unter Einhaltung der Vorschriften des Datenschutzgesetzes kann ein Gesundheitsdienstleister bei der Datenverarbeitung einen technischen Dienstleister beauftragen.

Artikel 38 und 39 des abgeänderten Gesetzes vom 2. August 2002 regeln die Ahndung der Zuwiderhandlungen gegen das Datenschutzgesetz. Des Weiteren unterliegen sowohl die Gesundheitsberufe als auch deren Hilfspersonen und Dritte, die mit der Datenverarbeitung beauftragt wurden, einer strafrechtlich geschützten Schweigepflicht. Bei Missachtung ist Artikel 458 des Strafgesetzbuches anwendbar.

Question 2836 (9.8.2013) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **parc éolien dans la commune de Hosingen:**

Selon des informations relatées dans la presse cette semaine, le projet de construction d'un parc de sept éoliennes dans la commune de Hosingen serait mis en question par un hypothétique radar de l'aéroport. L'acquisition de ce radar daterait de 2007, or jusqu'à ce jour il n'a pas encore été mis en place.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatives au projet de construction d'un radar de l'aéroport? Ce projet est-il toujours d'actualité?

- Est-il vrai que ce radar est entreposé depuis six ans dans un dépôt? Le radar est-il toujours utilisable à l'heure actuelle?

- Est-ce que l'acquisition de ce radar s'est faite via soumission publique et quel en a été le coût?

- Qu'en est-il des problèmes soulevés concernant les interférences entre radar et éoliennes?

- Est-ce que la construction de ce radar est vraiment nécessaire et pourrait-il être construit à un autre emplacement, évitant ainsi ces interférences?

Réponse (5.12.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Camille Gira s'enquiert de l'installation d'un «radar» à Wahlhausen.

Dans un souci de précision, il convient de noter qu'il ne s'agit pas d'un radar à proprement parler mais d'un interrogateur SSR-Mode S, dit TAR3, qui sera installé à Wahlhausen et qui viendra compléter le radar PSR («Primary Surveillance Radar»), dit TAR 2, situé au Findel.

Il convient aussi de noter que l'acquisition de l'interrogateur et l'emplacement du site ont été décidés en 2006 au nom de la sécurité aérienne bien avant tout projet d'éoliennes dans ce secteur.

L'installation a, en effet, été retardée de plusieurs années. Cette mise en suspens du projet s'explique par plusieurs facteurs dont notamment la construction du hangar de maintenance de Cargolux qui a nécessité des remaniements au niveau de l'installation du TAR2 préalables à l'installation du TAR3, ainsi que des études concernant la mise en place et le fonctionnement commun du TAR2, TAR3 et du radar sol.

Uniquement quelques composants «hardware» (serveurs, «switches») et les logiciels opérationnels («software») doivent être soumis à une mise à jour technique.

L'interrogateur a fait l'objet d'une soumission publique et le prix d'adjudication s'élève (installation comprise) à 2.297.278 euros hors taxes.

Concernant les «interférences» entre éoliennes et interrogateur, les lignes directrices en la matière établies par EUROCONTROL prohibent la construction d'éoliennes dans un périmètre de six kilomètres autour de l'interrogateur. Dans un périmètre de six à 16 kilomètres, une étude doit être effectuée en cas de visibilité de l'éolienne à partir de l'interrogateur. Toute éolienne se situant à plus de 16 kilomètres ne cause plus de souci au niveau de l'interrogateur, mais devra toujours faire l'objet d'une autorisation de la Direction de l'Aviation civile. Ceci est justifié par d'autres préoccupations en matière de sécurité aérienne. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, une éolienne ne doit pas se trouver en pleine trajectoire VFR («visual flight rules»).

Concernant la question de l'emplacement, il s'agit d'un site de 550 mètres d'altitude garantissant un champ de vue libre jusqu'à l'aéroport. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'armée américaine y avait installé un poste d'écoute vu son emplacement favorable. Le terrain est d'un point de vue technique entièrement équipé et d'ores et déjà à disposition de l'État.

Question 2845 (16.8.2013) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **recommandations de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État:**

Dans son rapport du 5 juillet 2013 la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État a formulé un certain nombre de conclusions et de recommandations à l'adresse du Gouvernement.

Parmi ces conclusions figure la recommandation ferme de la Commission d'enquête parlementaire d'engager sans délai des procédures disciplinaires contre l'ancien directeur du Service de Renseignement, Monsieur Marco Mille, ainsi que contre un ancien collaborateur du Service, Monsieur Roger Mandé.

- J'aimerais savoir de la part des ministres concernés dans quelle mesure et dans quels délais ils entendent suivre la recommandation du rapport d'enquête précité?

Réponse commune (21.11.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Monsieur le Député désire savoir dans quelle mesure et dans quels délais le Gouvernement compte suivre la recommandation de la Commission d'enquête parlementaire visant le lancement de procédures disciplinaires contre un ancien directeur du Service de Renseignement ainsi que contre un ancien collaborateur du même service.

Les procédures en question ont été déclenchées le 15 octobre 2013. Elles se fondent sur les faits tels qu'ils ressortent du rapport de la Commission d'enquête ainsi que sur les griefs formulés par la Commission d'enquête à l'endroit des deux agents concernés.

Question 2848 (20.8.2013) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **diverses liaisons ferroviaires directes entre de nombreuses villes allemandes et Trèves, assurées par des trains Intercity (IC):**

Actuellement il existe diverses liaisons ferroviaires directes entre de nombreuses villes allemandes et Trèves, assurées par des trains Intercity (IC) permettant aux voyageurs de se rendre à Trèves sans changement de train.

Or, selon un article paru sur le site Internet du quotidien «Trierischer Volksfreund» en date du 15 août 2013, la société des chemins de fer allemande DB envisagerait de supprimer toutes les connexions IC à destination de Trèves à partir de décembre 2014.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de cette décision de la DB?

- Monsieur le Ministre ne croit-il pas que cette décision aura des répercussions directes sur le Luxembourg?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quelles démarches ont été entreprises respectivement quelles démarches sont prévues par le Gouvernement luxembourgeois dans ce contexte?

Réponse (5.12.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2848 du 20 août 2013, l'honorable Député Roger Negri souhaite s'informer au sujet de diverses liaisons ferroviaires directes via Trèves, assurées par des trains Intercity (IC).

Le fait que la DB abandonne le trafic de grandes lignes via Trèves, ce dont aucune confirmation écrite n'est disponible pour l'instant, est effectivement regrettable, mais ne constitue pas un désavantage pour les clients luxembourgeois.

Dans ce contexte il faut rappeler que la DB Fernverkehr AG, qui fonctionne en autonomie commerciale, avait déjà procédé avec effet au 11 décembre 2011 à la suppression de trois des cinq IC (Luxembourg - Trèves - Coblence - Nord de l'Allemagne). Le Luxembourg avait à l'époque, avec l'aide de la Rhénanie-Palatinat réussi à substituer l'annulation de ces trains jusqu'à Trèves, avec prolongement d'un aller-retour jusqu'à Coblence.

En effet, les investigations projetées initialement par la DB Fernverkehr dans l'objectif de réduire le trafic de grandes lignes en Rhénanie-Palatinat et le manque d'alternatives y afférentes ont incité le Land de Rhénanie-Palatinat à procéder, sous la régie du «Zweckverband Schienenpersonennahverkehr Rheinland-Pfalz Nord (SPNV Nord)» à un appel d'offres public en vue de restructurer, dans le cadre du «Rheinland-Pfalz-Takt 2015», le trafic régional et de pouvoir proposer ainsi à moyen terme une offre train attrayante et stable et un service client de qualité supérieure sans être dépendant de la DB Fernverkehr.

Parmi les différents concurrents, le marché a finalement été confié à la DB Regio qui exploitera, en partenariat avec les CFL, à partir du changement d'horaire en décembre 2014 le «Rheinland-Pfalz-Takt».

Quant au «Rheinland-Pfalz-Takt», celui-ci prévoit entre autres une nette amélioration du trafic régional sur la ligne de la Moselle ainsi qu'à destination de Luxembourg, de Sarrebruck et de Mannheim.

Dans ce sens, la clientèle luxembourgeoise pourra accéder à partir de la mi-décembre 2014 aux trains régionaux circulant à cadence horaire entre la gare de Luxembourg et la gare de Coblence, sachant qu'à partir de Coblence une correspondance directe aux trains de grandes lignes ICE/IC vers Cologne, Francfort et Hambourg est garantie.

À noter finalement que par l'acquisition de huit nouvelles automotrices du type KISS, matériel offrant 2.400 places assises, et engagé principalement sur le tronçon de ligne entre Luxembourg et Coblence, les CFL peuvent offrir un confort de voyage de haute qualité.

Question 2852 (26.8.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **mémoire de Charles Marx:**

In der Stadt Luxemburg, im „Garer Viertel", ist eine Straße nach dem Arzt, Resistenzler und Nachkriegspolitiker Dr. Charles Marx benannt, ohne auf der Beschilderung auf seine Verdienste einzugehen. Im Gegensatz dazu erweist die französische Stadt Quillan demselben Charles Marx, ihrem ehemaligen Bürger, eine weiter gehende Ehre, indem sie einen „Espace Charles Marx" eingerichtet hat und ihn als „Héro de la Résistance" beschreibt. Posthum wurde Charles Marx von De Gaulle mit der „Croix de la Résistance" ausgezeichnet, bekam unter anderem die „Croix de guerre avec étoile de vermeil" und wurde zum „Commandant de la Légion d'honneur" ernannt. Demgegenüber wurde im Jahre 1963 durch den Stadtrat von Ettelbrück die nach ihm benannte „Clinique Dr Charles Marx" in „Clinique St Louis" umbenannt.

Fragen:

1) Wie kommt es, dass auf der Beschilderung im „Garer Viertel" keine weiteren Informationen zu seiner Rolle als Resistenzler und Gesundheitsminister mitgeteilt werden?

2) Gibt es eine logische Erklärung dazu?

3) Welche Möglichkeiten gibt es, das Andenken an diesen außerordentlich verdienstvollen Menschen vollständiger zu gestalten?

4) Hat der Umstand, dass Dr. Charles Marx ein Kommunist war, etwas mit diesem minimalen Andenken an sein Schaffen und Lebenswerk hierzulande zu tun?

Réponse commune (21.11.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Die parlamentarische Frage des Herrn Abgeordneten betrifft das Andenken an den Luxemburger Arzt, Resistenzler und Politiker Dr. Charles Marx.

Zunächst ist zu erwähnen, dass Angaben auf Straßenschildern in den Bereich der kommunalen Autonomie fallen und dass das Innenministerium über keine Informationen diesbezüglich verfügt.

Was die Verdienste von Dr. Charles Marx in der Resistenz gegen die nationalsozialistische Besatzung anbelangt, ist hervorzuheben, dass es in Luxemburg eine große Anzahl von Resistenzlern gab. Wenn es darum geht, das Andenken, unter anderem an die Resistenzler, zu bewahren, besteht die Politik der Regierung darin, keine einzelnen Personen hervorzuheben. Da alle Resistenzler ihre Verdienste im Kampf gegen den Nationalsozialismus haben, soll deshalb eher dieser gemeinsamen Verdienste im Allgemeinen gedacht werden.

Sicherlich hat die politische Einstellung von Dr. Marx keinen Einfluss auf die Bedeutung, die seinem Schaffen zugemessen wird.

Question 2870 (12.9.2013) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **ligne ferroviaire entre Audun-le-Tiche et Luxembourg:**

Au niveau du réseau ferroviaire, la ville d'Audun-le-Tiche (F) est, en provenance de Luxembourg, actuellement desservie par la ligne 60c (Luxembourg - Bettembourg - Esch-sur-Alzette - Audun-le-Tiche). Or, il me revient que le tronçon transfrontalier entre Esch-sur-Alzette et Audun-le-Tiche serait menacé de fermeture.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons exactes pour cette fermeture? À partir de quelle date cette fermeture deviendrait-elle effective?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une telle fermeture serait contre-productive considérant la circulation routière transfrontalière déjà plus que dense?

Réponse (5.12.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2870 du 12 septembre 2013, l'honorable Député Roland Schreiner souhaite s'informer au sujet de la ligne ferroviaire entre Audun-le-Tiche et Luxembourg.

Le concept d'exploitation actuel ne prévoit aucun projet d'abandon ou de réduction de l'offre sur la ligne Audun-le-Tiche - Esch-sur-Alzette.

Question 2876 (17.9.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **subvention du transport public pour les étudiants vivant en région frontalière:**

Vor ein paar Wochen erließ der Europäische Gerichtshof ein Urteil gegen das Land Luxemburg und bestimmte, dass Studierende aus dem Grenzgebiet, deren Eltern in Luxemburg einer bezahlten Arbeit nachgingen, ebenfalls in den Genuss der staatlichen Studienbeihilfen kommen müssten. Im Grenzgebiet leben ebenfalls eine ganze Menge Schüler und Studierende, die in den Schulen unseres Landes eingeschult sind. Das geht von Primär- über Sekundarschulen bis zur Universität Luxemburg.

Jeden Tag nehmen diese Studierenden den Bus, den Zug, ihr eigenes Fortbewegungsmittel oder werden von ihren Eltern nach Luxemburg zur Schule gebracht. Es gibt sogar Studenten, die in privaten Sammeltransporten aus den Grenzregionen nach Luxemburg gebracht werden und nachmittags wieder dorthin zurückgefahren werden. Dabei gibt es einen öffentlichen Transport in der Grenzregion, der zu einem großen Teil vom nationalen RGTR-Netz koordiniert und von unserem Staat hochgradig subventioniert wird. Es würde sich anbieten, politisch alles zu tun, um Schüler und Studierende, die in der Grenzregion leben müssen, kostengünstig für sich selbst und ihre Eltern verkehrstechnisch effizient für das Land Luxemburg tagtäglich über den nationalen öffentlichen Transport nach Luxemburg zur Schule zu bringen.

Fragen:

1. In welchem Maße denkt die Regierung müsste diesen jungen Menschen ebenfalls die gleiche Freizügigkeit im tagtäglichen Transport von zuhause bis in die Schule und zurück zuerkannt werden (Vergünstigung Typ „Jumbokaart")?

2. Kann die Regierung die genaue Zahl der betroffenen Schüler und Studenten quantifizieren?

3. Könnte ein Studierender, der mit seinen Eltern im nahen Ausland leben muss (wegen zu hoher Wohn- und Lebenskosten in Luxemburg) beispielsweise die vom RGTR-Netz betriebenen Busse sowie die CFL-Züge aus der Grenzregion zu den gleichen Bedingungen benutzen wie die der in Luxemburg geltenden Bestimmungen für den Transport von Studierenden?

Réponse (4.12.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Durch seine parlamentarische Anfrage möchte der ehrenwerte Abgeordnete Herr Jean Colombera sich unter anderem über die Tarife der Schüler und Studenten, die außerhalb von Luxemburg in der Grenzregion leben, jedoch in Luxemburg zur Schule gehen, informieren.

Laut Tarifreglement vom 19. Dezember 2012 haben Schüler und Studenten des postprimären Unterrichts, welche im Besitz ihres Schülerausweises „myCard" sind, Anrecht auf einen gratis öffentlichen Transport zwischen ihrem Wohnort und ihrer Schule beziehungsweise dem Grenzpunkt, wenn die Schule sich im Ausland befindet.

Umgekehrt dürfen sie ebenfalls gratis den nationalen öffentlichen Transport benutzen, wenn sie im Ausland wohnen und eine luxemburgische Schule besuchen und vom nationalen Unterrichtsministerium eine „myCard" erhalten haben.

Jeder Schüler und Student, der ein Vollzeitstudium macht und die gesetzlichen Familienzulagen erhält, darf eine „Jumbokaart" beantragen, ohne Einschränkung seines Wohnortes. Die Jumbokaart berechtigt zu einer uneingeschränkten Nutzung des nationalen öffentlichen Transportes.

Nun gibt es verschiedene grenzüberschreitende Buslinien, die vom Transportministerium organisiert und subventioniert werden. Diese grenzüberschreitenden Linien wurden vor allem für die grenzpendelnden Arbeitnehmer eingeführt und sind mit den Fahrscheinen „RegioZone" zu benutzen, welche natürlich etwas teurer sind als die nationalen Fahrscheine. Die RegioZone-Linien stellen einen beträchtlichen Kostenpunkt für den luxemburgischen Staat dar.

Da immer mehr luxemburgische Reisende diese Linien ab Grenzpunkt nutzen möchten, die Linien aber trotzdem nicht zweckentfremdet werden sollen, dürfen Fahrgäste an verschiedenen Grenzpunkten auf luxemburgischer Seite diese Linien ebenfalls nutzen, allerdings nur, wenn sie im Besitz eines Fahrscheines zum vollen Tarif sind; Fahrscheine zu reduzierten Tarifen oder Gratisfahrscheine sind hier nicht erlaubt, da das Angebot ansonsten den Anforderungen nicht mehr gerecht werden könnte.

Seit Mai 2013 wurden die Betreiberfirmen dieser Linien allerdings angewiesen, auf nationaler Seite ebenfalls die „Jumbokaart" anzuerkennen, um verschiedenen Schülern den Zugang zu solchen Linien zu erleichtern. Eine nationale „Jumbokaart" oder eine nationale „myCard" kann allerdings auf diesen Linien nicht außerhalb der Grenzen benutzt werden. Diese Bestimmungen gelten auch im Schienenverkehr.

Genaue Zahlen der betroffenen Schüler und Studenten sind meinem Ministerium nicht bekannt.

Question 2878 (18.9.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **logiciel de contrôle des interactions entre médicaments:**

In seiner Bilanz des Aktivitätsjahres 2012 hat die Führung des Centre Hospitalier du Nord dieser Tage bekannt gegeben, dass die Kliniken des Nordens (HSL und CSJW) eine Software zum Einsatz bringen wollen, welche die Wechselwirkungen bei Medikamenten überprüfen soll. Über diesen Weg soll weitestgehend vermieden werden, dass Patienten während ihres Klinikaufenthalts Medikamente einnehmen müssen, welche potenziell zu gefährlichen Wechselwirkungen mit mehr oder weniger heftigen Nebenwirkungen und negativem Einfluss auf die Gesundheit des betroffenen Patienten führen würden. Solche Softwaresysteme sind bereits seit mehr als zwei Jahrzehnten auf dem Markt und gehören zu den Standardlösungen in „eSanté"-Systemen.

Fragen:

1. Wenn auch die Initiative der Direktion des CHdN absolut zu begrüßen ist, so stellt sich doch die Frage, wieso erst im Jahr 2013 eine solche Software flächendeckend in einem Klinikum des Landes eingesetzt werden soll. Ist Luxemburg in Sachen eSanté so rückständig?

2. Wenn ja, wieso, auch bezugnehmend auf die Tatsache, dass in unserem Gesundheitswesen immer das notwendige Geld für solche Innovationen zum Wohle des Patienten vorhanden gewesen wäre? Fehlte es bisweilen am politischen eSanté-Leadership?

3. Immer wieder wird darauf hingewiesen, dass es im nationalen Gesundheitssystem zu einheitlichen Softwarelösungen kommen solle. Heißt dies nunmehr, dass die CHdN-Software später in allen Kliniken des Landes zum Einsatz kommen wird?

4. Wie sieht die Überwachung der medikamentösen Therapien in den Alters- und Pflegeheimen des Landes aus? Sind dort ebenfalls Computerprogramme im Einsatz welche die Wechselwirkungen überwachen können?

5. In welchem Maße sollen Pflegenetze („réseaux de soins à domicile") mit solchen Softwarelösungen ausgerüstet werden, um die von ihnen verabreichten medikamentösen Therapien bei Patienten zu Hause anhand ihrer mobilen Computer/Smartphones auf Wechselwirkungen zu überprüfen?

6. Was sagen die offiziellen nationalen Gesundheitsstatistiken aus über Notfälle hierzulande, welche auf Wechselwirkungen von Medikamenten zurückzuführen sind? (Einweisungen in die Notfalldienste, Todesfälle). Welcher Code ICD 10 („intoxication médicamenteuse involontaire") ist in diesem Sinne hierzulande wie viele Male (in den letzten zehn Jahren) ausgewählt worden?

7. Wie sieht die Situation in den nationalen Apotheken aus mit einer Softwarelösung, welche die Wechselwirkungen anzeigen kann? In welchem Maße sind Apotheker haftungspflichtig, wenn sie Medikamente ausgeben, welche nachweislich und potenziell zu Wechselwirkungen führen?

Réponse (4.12.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La démarche globale de sécurisation du circuit du médicament au Centre Hospitalier du Nord (CHdN) a commencé il y a six ans et couvre maintenant l'ensemble du cycle de la distribution des médicaments dans cet établissement, c'est-à-dire la prescription informatisée par le médecin, l'analyse pharmaceutique des prescriptions par les pharmaciens hospitaliers, la préparation individualisée automatisée, la délivrance nominative journalière (pour chaque patient dans son unité de soins et par 24h) et l'administration au patient.

Toutes ces étapes font l'objet de processus de contrôle, de validation et de consignation de l'information et sont soutenues par la mise en œuvre de technologies de l'information, ceci pour une traçabilité et une sécurité optimales. Le système d'aide à la prescription médicamenteuse constitue un maillon important dans le dispositif mis en œuvre. Le déploiement complet en place au CHdN implique toutefois bien plus que la simple utilisation d'un logiciel de prescription, mais la mise en œuvre d'un ensemble de processus pour une gestion optimale des risques.

Un nombre croissant d'établissements hospitaliers en Europe ont pu mettre en œuvre un tel dispositif complet. Toutefois ce type de démarche n'est pas encore la règle.

L'informatisation et l'automatisation du circuit du médicament restent aujourd'hui à des stades différents de déploiement dans les établissements hospitaliers luxembourgeois en raison de choix stratégiques spécifiques à ces établissements. D'autres établissements hospitaliers, par exemple le Centre Hospitalier Emile Mayrisch, ont cependant eux aussi mis en place des solutions informatiques en la matière.

En raison du caractère facultatif du codage, il n'existe actuellement pas de statistiques représentatives de l'impact des interactions médicamenteuses sur le nombre et la durée des séjours hospitaliers dans notre pays. Par contre, les statistiques des causes de décès montrent que, de 2007 à 2011, quatre personnes sont décédées suite aux effets indésirables de médicaments et substances biologiques au cours de leur usage thérapeutique (codes Y40-Y59 de la classification internationale des maladies).

En Europe, selon les statistiques de 2012, des erreurs médicamenteuses de prescription surviennent dans 7,5% des cas dans le secteur ambulatoire et dans 0,3 à 9,1% des cas dans le secteur hospitalier. Le taux d'erreur de préparation médicamenteuse est beaucoup plus faible (0,08% dans le secteur ambulatoire et de 1,6 à 2,1% dans le secteur hospitalier), alors que le taux d'erreur d'administration des médicaments est élevé dans le secteur hospitalier (3-8%).

Il est reconnu que la mise en place de systèmes informatiques, notamment d'aide à la prescription médicamenteuse, est un levier d'amélioration de la sécurité des soins et peut contribuer à la réduction des erreurs de prescription et des effets indésirables évitables, en favorisant l'application des recommandations de bonne pratique et de bon usage des médicaments.

Le schéma directeur national des systèmes d'information de santé établi par l'Agence eSanté pour les trois prochaines années fixe le cadre de la modernisation des logiciels utilisés dans le secteur de la santé. Cette modernisation des outils devra permettre un meilleur échange et partage des données médicales entre les professionnels de la santé. Le dossier de soins par-

tagé (DSP) sera un composant fondateur des usages de ces futurs partages afin d'améliorer la qualité de la prise en charge coordonnée des patients.

Dans le cadre de ses missions, l'Agence eSanté cherchera ainsi à développer le volet «eMédication». Sera recherchée dans le domaine de la médication, la mise à disposition au niveau national d'une meilleure information sur la médication active à travers la consolidation de l'information relative aux médicaments prescrits et délivrés au patient.

L'Agence eSanté entend aussi travailler sur les référentiels et sur la labellisation des outils de prescription électronique. Elle mettra aussi à disposition des prestataires intéressés un outil d'aide à la prescription, au travers du dossier de soins partagé (DSP), qui favorisera le contrôle des interactions médicamenteuses et la détection d'allergies.

Question 2880 (20.9.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **Centre de documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé:**

L'ancienne gare de Hollerich, siège du Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé (CDREF), dépendant du Ministère d'État, est un lieu d'histoire et de mémoire exceptionnel du Grand-Duché de Luxembourg. L'intérêt et le succès des travaux de recherche et de sensibilisation entrepris par le CDREF confortent ses acteurs à poursuivre les efforts investis dans le travail contre l'oubli et le négationnisme.

Fréquenté régulièrement par des élèves, étudiants et chercheurs, la valeur et le potentiel pédagogiques de ce centre sont par conséquent incontestables.

Or, si le bâtiment central - ou ce qui en reste - est bien restauré, force est de constater que le site se trouve dans un état peu digne de sa portée historique. L'aspect visuel peu attractif n'incite ni à la visite ni au recueillement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre d'État:

- Le Gouvernement a-t-il la volonté de pourvoir à un réaménagement complet de ce site marqué par l'occupation nazie de sorte à en faire un lieu commémoratif cohérent et plus vaste, conçu comme Mémorial national sous la tutelle d'un Centre d'études sur la Seconde Guerre mondiale?

Réponse (21.11.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député veut savoir s'il est prévu de réaménager les alentours du Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé (CDREF) à la gare de Hollerich et d'y implanter un Mémorial national sous la tutelle d'un Centre d'études sur la Seconde Guerre mondiale.

Il n'existe pas, à l'heure actuelle, de plans concernant un réaménagement du site du CDREF. Force est de constater, et Monsieur le Député le relève à juste titre, que le bâtiment qui héberge le CDREF et le Mémorial de la Déportation a été restauré lors de l'installation du CDREF.

Si l'idée d'un Centre d'études sur la Seconde Guerre mondiale regroupant les différents centres existant à l'heure actuelle et dédié à la recherche et à la documentation concernant tous les aspects de la Deuxième Guerre mondiale au Luxembourg me semble être une idée qu'on pourrait approfondir, cette question comporte des aspects qui sont d'une portée telle qu'elle devra être tranchée par le Gouvernement issu des élections du 20 octobre.

Question 2887 (25.9.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **promotion de l'eSanté:**

Die privaten Labors in Luxemburg bieten einen mehr oder weniger ausgedehnten „Onlineservice" an, unter anderem um ihren Kunden die Resultate von Blutanalysen und anderen biologischen Untersuchungen auf Distanz (sprich „online") und zeitnah zur Verfügung zu stellen. Diese Dienstleistungen werden nicht nur von einer bestimmten Bevölkerungsschicht eingefordert, sondern auch bei Zurverfügungstellung derselben intelligent genutzt, unter anderem um die Kommunikation von Gesundheitsdaten und -informationen bei den verschiedenen ärztlichen Dienstleistern wie auch den Klinikbehandlungen zu unterstützen. Auch für den Referenzarzt sind diese elektronischen Unterlagen und ihre zeitnahe Zurverfügungstellung von großem Nutzen in der Versorgung von Patienten und der Bestimmung von angepassten Behandlungen. Daneben können sie leicht in der elektronischen Patientenakte abgespeichert werden. Nun sieht es aber so aus, als ob eher die privaten Labors hierzulande diese elektronischen Dienste anbieten würden und Labors, die in Akutkliniken des öffentlichen Gesundheitswesens angesiedelt sind, dies zum jetzigen Zeitpunkt weniger bis gar nicht im Dienstleistungsangebot führen würden.

Fragen:

1. Kann der Minister bestätigen, dass es vornehmlich die privaten Labors sind, die auf diesem Gebiet innovieren und patientenorientierte Dienstleistungen im eSanté-Bereich anbieten?

2. Falls ja, wie erklärt der Minister sich diese vermeintliche Schieflage mit unterschiedlichen Entwicklungsstadien im eSanté-Bereich im nationalen Gesundheitswesen?

3. Wie gedenkt der zuständige Minister den Rückstand in der Entwicklung von Onlinediensten zum Nutzen der Kunden und Patienten von Kliniken in diesem Lande schnellstmöglich aufholen zu lassen? Was sind konkrete Maßnahmen, die der Minister umsetzen will, und in welchen Zeiträumen?

4. In unserem Gesundheitswesen wird ja oft und gerne das Alibiargument des Datenschutzes vorgebracht, um die Verspätungen in der Umsetzung von eSanté-Modalitäten zu erklären. Wie kommt es dann, dass die privaten Labors diese Hürde scheinbar problemlos nehmen konnten?

5. In welchem Maße haben staatliche Instanzen die Privatlabors technisch und finanziell unterstützt, um diese Dienste aufbauen und nunmehr erfolgreich betreiben zu können?

6. Welche finanzielle Unterstützung gewähren das Gesundheitsministerium oder andere öffentliche Instanzen, um ein Privatlabor bei seinem Auftritt auf der Medica 2013 zu unterstützen?

Réponse (22.11.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les laboratoires privés ont historiquement mis en place des systèmes de communication électronique de leurs résultats. Ils travaillent aujourd'hui sur des réseaux sécurisés propres. Les obstacles rencontrés dans la mise en place de services innovants par les laboratoires pour la communication de leurs résultats ont pu être contournés par la mise en place d'outils propriétaires.

Ainsi, des laboratoires privés d'analyses de biologie médicale mettent avec succès à disposition des patients la possibilité de visualiser en ligne ou moyennant une application dédiée (iPhone, iPad…) le résultat des analyses de biologie médicale et offrent un certain nombre de services y associés à partir des données historiques disponibles auprès d'eux. Ces outils sont aussi utilisés en appui de la communication de données et d'informations de santé à destination des médecins prescripteurs concernant les patients qui ont eu recours à un laboratoire particulier. Les services innovants ainsi offerts sont d'une utilité certaine pour de nombreux patients et médecins.

L'Agence eSanté entend offrir, dans le cadre de la mise en place du dossier de soins partagé (DSP), une plateforme d'échange et de partage mutualisée. La plateforme eSanté et le DSP offriront un environnement sécurisé large, incluant tous les acteurs, qu'ils soient publics ou privés, professionnels ou patients. L'outil mis en place par l'Agence eSanté a pour vocation de regrouper à terme au sein du dossier de partage du patient toutes les analyses de laboratoire exécutées, indépendamment du secteur dans lequel l'analyse a été pratiquée [laboratoires privés, laboratoires hospitaliers, Laboratoire National de Santé (LNS)]. Cette mutualisation a une grande plus-value par rapport à un système reposant sur différentes plateformes disparates, notamment en termes de complétude de l'information et de convivialité pour l'utilisateur. Le patient et le médecin pourront se connecter à une plateforme commune, offrant de multiples services.

La mise en place du DSP est complexe à réaliser pour nécessiter la mise en place d'un degré important d'interopérabilité entre les différents systèmes sources. Actuellement l'ensemble des acteurs du secteur de la santé sont impliqués.

En ce qui concerne l'échange de données de laboratoires, un laboratoire privé est ainsi fortement engagé dans les travaux sur le codage des analyses pour l'interopérabilité et les établissements hospitaliers font partie des établissements-pilotes pour la mise en place des flux d'échanges entre leurs laboratoires propres et la plateforme eSanté. Le LNS a également participé aux groupes de travail autour du codage des analyses.

Le travail effectué au niveau de l'Agence eSanté, en partenariat avec les laboratoires publics et privés, vise à constituer un catalogue des analyses basé sur la codification internationale LOINC, un catalogue des techniques d'analyse nécessaires pour la comparaison des résultats effectués par différents laboratoires, et un cadre d'interopérabilité.

Le but recherché est d'avoir un outil de récupération des résultats, a minima sous forme PDF, utilisable entre tous les acteurs du Luxembourg, mais également au niveau de la Grande Région.

Il est actuellement prévu de mettre en place l'échange et le partage de données de laboratoires au sein du DSP à travers plusieurs étapes. Dans une 1ère étape de connexion, prévue début 2014 avec le lancement du DSP, la communication des résultats se fera sous un format PDF (HL7 CDA niveau 1[1]). Après une phase test d'échange de résultats plus structurés en format HL7 CDA niveau 2 pour quelques types d'analyses seulement, un élargissement du catalogue des analyses pouvant être codées en CDA niveau 2 est prévu tout au long des années 2014 et 2015.

Question 2888 (26.9.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **conditions de travail dans le secteur de la santé:**

Schwierige Arbeitsverhältnisse und damit verbunden schwere Bedingungen im Gesundheits- und Sozialwesen sind von der Uni Luxemburg zusammen mit dem Auftraggeber „Chambre des Salariés du Luxembourg" (CSL) im „Quality of work index" festgestellt worden.

So wie es Insider des Gesundheits- und Sozialwesens bereits seit längerer Zeit wissen, grassiert in der Arbeitswelt dieses Sektors ein „Malaise" von hochdimensionalem Ausmaß. Und diese Zustände spiegeln sich denn auch andeutungsweise in der „Quality of work index"-Studie zum Teil wider und werden durch diese belegt und bestätigt. Wenn die Arbeitsbedingungen in diesem auf den Menschen zentrierten Sektor für das dort beschäftigte Personal psychisch und körperlich so belastend geworden sind, dass sie krank machen, dann hat dieses Problem systemischen Charakter erlangt. Vieles deutet darauf hin, dass an der Wurzel dieses Syndroms organisatorische Probleme und fehlende Humanressourcen in den Strukturen des Gesundheits- und Sozialwesens zu finden sind. Hinzu kommt dem Vernehmen nach ein Phänomen der gefühlten Überforderung angesichts der tagtäglichen Veränderungen, die durch Informatisierung und die damit verbundene Umstellung von Herangehensweisen, Prozessen und Abläufen hinzukommen. Dabei sind die Zusammenarbeit und die Kommunikation tagtäglich gefordert und stoßen dennoch immer wieder an ihre Grenzen. Bei der Erwartung von Resultaten („obligation de résultat"), der sich die Gesundheitsberufler ausgesetzt sehen, werden der psychische Druck und der permanente Stress dann noch intensiver.

Fragen:

1. Kann der zuständige Minister die Probleme bezüglich der Arbeitsbedingungen im Gesundheits- und Sozialwesen anhand von objektiven Daten bestätigen?

2. Für den Fall, dass objektive nationale Daten vorliegen sollten, was sagt die Statistik über die Zahl der Burn-out-Erkrankungen und Langzeit-Krankschreibungen im Gesundheits- und Sozialwesen aus, dies im Vergleich mit anderen Sektoren der nationalen Wirtschaft?

3. Ab wann müsste die „Inspection du travail et des mines" (ITM) Investigationen im Gesundheits- und Sozialwesen anstellen, wenn ersichtlich wird, dass krank machende Arbeitsverhältnisse vorliegen?

4. Gibt es hierzulande Studien über die Ursachen von Burn-out-Erkrankungen und Langzeit-Krankmeldungen bei Personen, die in den letzten Jahren im Gesundheits- und Sozialwesen beschäftigt und von diesem Phänomen des krank machenden psychischen Stresses betroffen waren?

5. Falls ja, was waren die Resultate und welche konkreten Schlussfolgerungen können unmittelbar gezogen werden?

6. Denkt der zuständige Minister nicht auch, dass dringend organisationsbezogene Audits in den Strukturen des Gesundheits- und Sozialwesens dieses Landes durch neutrale Wissenschaftler durchgeführt werden müssten, um endlich eine Situationsanalyse zu erhalten?

7. Denkt der Minister nicht auch, dass das „Malaise" im nationalen Gesundheits- und Sozialwesen mittlerweile systemischen Charakter errungen hat und dass dringendster Handlungsbedarf besteht?

Réponse (25.11.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Die Arbeitsbedingungen im Gesundheits- und Sozialwesen können aus verschiedenen Umfragen bewertet werden.

Eine Umfrage aus dem Jahr 2006 über beruflich bedingten Stress in Luxemburg („Étude Légeron") zeigte bei den Beschäftigten im Gesundheits- und Sozialwesen in 47% der Fälle ein hohes bis sehr hohes Stressniveau auf, bei 56% eine hohe Tendenz zu Angstgefühlen, bei 24% hohe depressive Neigungen. Die hauptsächlichen Stressfaktoren sind hier Arbeitsorganisation und Arbeitsdruck sowie Desorganisation von Arbeitszeit und Freizeit.

Der „Quality of work index 2013" (erstellt von der Uni Luxemburg und der Arbeitnehmerkammer) berichtet bei den Beschäftigten im Gesundheits- und Sozialwesen über häufige Konfliktsituationen am Arbeitsplatz bei 5,8% der Befragten, über sehr häufigen Stress bei 35,4% der Befragten und sehr oft große physische Anstrengungen bei 46% der Befragten. Nur 56% der Beschäftigten in diesem Sektor verfügen über autonome Arbeitszeiteinteilung.

Auf Luxemburg bezogene Daten können auch aus den Jahresberichten der Arbeitsmediziner des Gesundheits- und Sozialsektors zusammengesetzt werden.

Nach den rheumatologischen beziehungsweise orthopädischen Pathologien werden am zweithäufigsten psychische Probleme vom Arbeitsmediziner bei Routine- oder obligatorischen Untersuchungen aufgezeichnet. Diese Probleme erstrecken sich von Depressionen, Angstzuständen bis hin zu schweren psychotischen Erkrankungen mit einer großen Abwesenheitsrate. Seit 2008 erkennt man laut diesen Berichten eine deutliche Erhöhung von Stresssituationen.

Question 2893 (30.9.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **problème de munition de la Police grand-ducale:**

Concernant le problème persistant de la munition livrée aux services de la Police grand-ducale, il me revient que les revolvers de service de la police ont dû être transformés afin de minimiser les ratés. Or, les manipulations réalisées rendent plus difficile l'utilisation des armes, de sorte que la sécurité des policiers et de ceux qu'ils tentent de protéger s'en trouve compromise. Relevons encore que dans sa réponse à la question parlementaire n°2633 du 21 mars 2013 *(cf. compte rendu n°8/2012-2013)*, Monsieur le Ministre indique avoir chargé le directeur général de la police d'«établir une analyse détaillée des problèmes soulevés» et de «proposer des solutions envisageables à court et moyen terme».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer du résultat de cette analyse? Quelles sont les solutions envisageables proposées par le directeur général de la police? Quelles solutions Monsieur le Ministre entend-il mettre en œuvre?

2. Que pense Monsieur le Ministre de la proposition du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg de remplacer les revolvers utilisés actuellement par des pistolets?

3. Quant aux problèmes techniques avec le lot de 95.000 pièces livré le 21 novembre 2012, dont fait mention Monsieur le Ministre dans la réponse à la question parlementaire précitée, le Gouvernement a-t-il demandé un dédommagement de la part du fabricant ou le fabricant a-t-il proposé un tel dédommagement? Dans l'affirmative, en quoi consiste ce dédommagement? Quel a été le prix d'achat de ce lot de 95.000 pièces?

4. Dans un contexte où autant les armes que la munition posent problème, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre?

Réponse (21.11.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le directeur général de la police, après analyse des problèmes soulevés, a pris les dispositions techniques qui se sont imposées, tant au niveau des armes que de la munition acquise. Aucun remplacement des armes de service ne s'est indiqué à ce moment.

[1] Plus d'Informations sur HL7 CDA sont disponibles en ligne: http://de.wikipedia.org/wiki/Clinical_Document_Architecture

Lors de la livraison du lot mentionné, le fournisseur a dédommagé la police avec une remise sur le prix de la livraison. Il importe de souligner que le lot à problèmes a été utilisé par la police, mais à des fins d'entraînement.

Question 0006 (27.11.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **projet «Eis Schoul»:**

Laut Informatiounen, déi an der Gemeng Lëtzebuerg zirkuléieren, soll de Pilotprojet „Eis Schoul" um Enn vun dësem Schouljoer auslafen. Och wann dëse Projet d'Grondschoul betrëfft, esou ass en dach vum Éducatiounsministère initiéiert a pilotéiert ginn. De Ministère dréit also och weiderhi Verantwortung fir d'Aschoule vun de Kanner, déi un dësem Pilotprojet deelgeholl hunn.

Doweinst wéilt ech der Madame Éducatiounsministesch dës Froe stellen:

1. Wéi eng Ursaachen hunn zum Enn vun deem Projet geféiert?

2. Wéi vill Kanner waren zënter der Rentrée 2009, pro Schouljoer, an „Eis Schoul" ageschriwwen? Wéi hunn dës Kanner sech op déi verschidde Schoulklasse respektiv Zykle verdeelt?

3. Op wéi eng Klassen (secondaire classique, secondaire technique, modulaire, aner Schoulen am In- an Ausland) sinn d'Kanner no der Grondschoul an „Eis Schoul" orientéiert ginn?

4. Wat huet de Projet „Eis Schoul" iwwer all déi Jore kascht, a wéi vill Méikäschte waren dëst am Verglach mat enger normaler Grondschoul?

5. De Projet ass mam Argument vun der Fuerschung gefouert ginn. Wat si konkret Resultater aus dër Fuerschung? Wéi eng Publikatioune sinn an international unerkannte Fachzäitschréfte publizéiert ginn?

6. Ass et richteg, datt an Zukunft Fuerschung an Unterrecht net méi matenee solle kombinéiert ginn?

7. Sinn, bei den Evaluatioune vum Projet, Vergläicher gemaach ginn tëscht dem Erreeche vu gewësse Kompetenzniveauen tëscht de Kanner vun „Eis Schoul" a Kanner aus anere Grondschoulen?

8. Wéi eng Pläng huet de Ministère fir d'Kanner, déi am Ament an „Eis Schoul" ginn, fir d'Rentrée 2014/2015? A wéi engem Mooss ginn d'Servicer vun der Gemeng Lëtzebuerg bei dëser Ëmstellung ënnerstëtzt? Sollen dës Kanner, esou wäit wéi méiglech, nees an hir Quartiersschoul integréiert ginn?

9. De Projet „Eis Schoul" huet besonnesch vill Ressourcen zougedeelt kritt, och fir de Volet Personal. Zur selwechter Zäit gëtt de Kontingent fir déi aner Schoulen an der Stad kontinuéierlech reduzéiert. A wéi engem Mooss kann d'Stad Lëtzebuerg mat zousätzleche Stonne rechnen, zum Beispill fir d'Kanner mat spezifesche Besoinen an hirer Quartiersschoul ze integréieren?

10. Wéini sinn d'Enseignanten an d'Elteren informéiert ginn, datt de Projet ausleeft? Wéini ass den „Conseil d'école" informéiert ginn?

11. Kritt den Aus vum Pilotprojet „Eis Schoul" Répercussiounen op de Projet „Neie Lycée"?

Réponse (29.11.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Zu der parlamentarescher Ufro N°6 vum Här Deputéierte Fernand Kartheiser iwwert d'École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, déi allgemeng „Eis Schoul" genannt gëtt, kann ech e puer Prezisioune ginn. Ech ënnersträiche fir d'Eischt, datt d'Entwécklung vun dër Schoul zanter dem Ufank gutt dokumentéiert ass. Jiddwereen, dee sech reell dofir interesséiert, ka sech intensiv an de Rapports d'activité vum Éducatiounsministère an um Site vun der Schoul informéieren.

Ech hat ganz detailléiert d'Situatioun vun der Schoul, hir Projeten an d'Recherche beschriwwen a menger Äntwert op d'Question parlementaire N°2031 *(cf. compte rendu n°9/2011-2012)* vum Här Deputéierte Claude Adam. Dofir ginn ech hei elo just e puer méi kuerz Explikatiounen.

Ech si frou, datt ech ka verschidde Saache kloerstellen. Ech bedaueren, datt ëmmer erëm vu wéineg informéierter Säit Rumeure gestreet gi mat der Intentioun, d'Personal vun der Schoul, d'Schüler an d'Eltere vun de Schüler ze perturbéieren.

Zu de Froe vum Här Kartheiser:

1. De Projet ass net zu Enn! Et ass net envisagéiert ginn, d'Schoul zouzemaachen, mä de legale Kader muss adaptéiert ginn.

2. D'Schülerzuel vun „Eis Schoul" huet sech bei ongeféier 100 stabiliséiert, mat prinzipiell 15 Schüler pro Joergang, also 45 Kanner am 1. Cycle an 30 am 2. Cycle. Eng Partie Elteren hunn hir Kanner nom 2. oder 3. Zyklus aus der Schoul erausgeholl, esou datt d'Schülerzuel am 3. an am 4. Zyklus méi niddreg ass.

All Joer kommen iwwer 100 Demanden era vun Elteren, déi hiert Kand wëllen an der Schoul aschreiwen, fir déi 15 Plazen am Précoce, déi do sinn.

3. D'Schoul ass 2008/2009 opgaang, dat heescht déi éischt Kohort vu Schüler, déi do hir Scolaritéit ugefaangen hunn, sinn nach net ganz derduerch.

Bis elo si wéineg Schüler aus „Eis Schoul" an de Postprimaire gewiesselt. Et ass net sënnvoll, doriwwer Statistiken ze maachen.

4. „Eis Schoul" ass net nëmmen eng Grondschoul, mä praktizéiert och Ganzdagsbetreiung an Inklusioun am Alldag. Et muss ee se also considéréiere wéi eng Grondschoul plus Maison relais oder Foyer scolaire, an och nach mat enger Betreiung vu Schüler, déi soss an engem Centre d'éducation différenciée wieren.

D'Käschte vun den Infrastrukture gi vun der Stad Lëtzebuerg iwwerholl. De Ministère stellt d'Personal.

Dobäi kann ee feststellen, datt an „Eis Schoul" méi Personal ass wéi soss dohier an enger Grondschoul plus Maison relais oder Foyer scolaire.

Fir d'Zuel vun den Enseignanten entspréicht „Eis Schoul" dem Kontingent vun der Stad Lëtzebuerg, woubäi allerdéngs an „Eis Schoul" d'Kanner zwou Stonne méi Schoul hunn. Dat ass esou am Projet virgesinn.

Sozio-edukatiivt Personal ass néideg wéinst der Ganzdagsbetreiung, an och well eng Partie Schüler mat Besoins spécifiques do sinn. Et ass jo eng vun de Missioune vun deem Projet, inklusiv ze schaffen.

Et ass nach ze bemierken, datt d'Ganzdagsbetreiung an „Eis Schoul" gratis ass. Just d'lesse muss bezuelt ginn. De System vun de Chèquesservices gëtt do net applizéiert.

5. Wat d'Fuerschung an d'Projeten an d'Publikatiounen ugeet, do hunn ech dat an der Äntwert op d'Question parlementaire N°2031 explizéiert.

6. De Konzept vun Enseignants-chercheurs huet sech als schwiereg erwisen. Wa Fuerschung, da sollt déi vun den habilitéierte Fuerscher vun der Universitéit vu Lëtzebuerg oder soss engem qualifizéierten Institut duerchgefouert ginn.

Am Moment sinn zwee Projeten amgaang, wou Chercheurë vun der Universitéit mat Enseignanten an „Eis Schoul" zesummeschaffen.

7. Bei den Épreuves standardisées an der Grondschoul ass „Eis Schoul" mat abezu ginn. D'Resultater dovu sinn, wéi bei alle Schoulen, un d'Enseignantë gaang.

8. Et ginn a mengem Departement keng Pläng, d'Schoul zouzemaachen.

Bei der Réunioun, déi ech mat der Schäffin an de Servicer vun der Stad Lëtzebuerg am Summer 2013 hat, ass dat och net envisagéiert ginn.

9. Wa Kanner mat spezielle Besoinen an eng Schoul integréiert ginn, da kënnen ëmmer zousätzlech Ressourcen ugefrot ginn.

Ech ënnersträichen, datt d'Personalressourcen an „Eis Schoul" net iwwert dat erausginn, wat aner Schoulen zegutt hätten, déi dee Prozentsaz vu Kanner mat enger Behënnerung géife betreien.

10. Et ass un der nächster Regierung, eng eventuell Änderung vum Gesetz unzehuelen, déi vun der Stad Lëtzebuerg an dem Éducatiounsministère proposéiert gëtt.

11. Ech gesi kee Lien mat dem Lycée Ermesinde vu Miersch.

Questions parlementaires évacuées au cours de la session extraordinaire 2013-2014

Question 0001 (15.11.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **contenu des codes-barres sur les lettres des administrations:**

Wa sech e Bierger schréftlech un de Sozialversécherungsministère adresséiert, da fënnt en um Bréif, deen en als Äntwert kritt, ënner anerem och e Stréchcode. D'Presenz vun dësem Code-barres, dee vill concernéiert Leit einfach net kënnen novollzéien, werft eng Rei Froen op, wat den Dateschutz an d'Transparenz vun enger Verwaltung vis-à-vis vum Bierger ugeet.

Doweinst wéilt ech dem Här Sozialversécherungsminister an der Madame Ministesch fir d'Fonction publique dës Froe stellen:

1. Aus wéi enge Grënn gräift de Sozialversécherungsministère op esou e System zréck, wann e sech un e Bierger adresséiert?

2. Op wat genee bezitt sech de Stréchcode? Op wat fir eng Donnéeë kritt een Accès, wann esou e Stréchcode gelies gëtt?

3. Wien huet d'Méiglechkeet, de Stréchcode ze liesen?

4. Wat fir eng Moossname goufe getraff, fir den Dateschutz ze garantéieren an all Abus ze verhënneren?

5. Gëtt dësen oder en ähnleche System och vun anere Verwaltungen ugewannt?

6. Wier et am Kader vum Dateschutz a vun enger méi grousser Transparenz vis-à-vis vum Bierger net sënnvoll, op den aktuelle System mam Stréchcode ze verzichten an, falls wierklech néideg, op en aneren zréckzegräifen?

Réponse (17.12.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En Vue vun der Modernisatioun vun de Verwaltunge benotzen de Sozialversécherungsministère an d'Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet zënter 2003 eng gemeinsam elektronesch Dokumenteverwaltung. An de Joren 2003 bis 2012 war dëst eng méi isoléiert Léisung, mä zënter August 2012 benotzen déi zwou Verwaltungen eng Plattform, déi vum Informatikzentrum vum Stat zur Verfügung gestallt gëtt (SIDOC).

1. Vu datt all de Courrier an dëse System agedroe gëtt, ginn och d'Äntwerten iwwert dëse Wee verfaasst. Dëst erlaabt een eenheetlecht, méi séchert a méi effizient Schaffen am Déngscht vum Bierger.

2. De Stréchcode ass eng computerliesbar Duerstellung vun der Referenz (z.B. «801xe645f»), déi och kloer liesbar op de Bréiwer ze fannen ass. Am Stréchcode befanne sech soss keng aner Donnéeën.

Déi intern Prozedure bei deenen zwou Verwaltunge gesi vir, datt all Dokument, wat elektronesch validéiert an duerno manuell ënnerschriwwe gouf, virum Erausschécken nach eng Kéier gescannt gëtt. Dëst stellt sécher, datt fir all Affär e kompletten Dossier besteet. De Stréchcode-System erlaabt, fir ënnerschriwwen Dokumenter hiren Originaler zouzeuerdnen a fir Relatiounen zwëschen Dokumenter, déi erakommen an erausginn, ze ënnerhalen.

3. Jiddwereen, deen eng Barcode-App op sengem Mobiltëlefon huet, kann dee Barcode liesen. De Stréchcode-System, dee benotzt gëtt, ass näischt anescht ewéi eng Computerschréft, déi all Bierger och selwer op sengem Computer ka benotzen. Detailléiert Informatiounen doriwwer fënnt een op http://en.wikipedia.org/wiki/Code_39.

4. De Stréchcode a sech ass eng intern Dokumentreferenz. D'Dokumenteplattform selwer respektéiert d'Dateschutzgesetz vun 2002, mat ënner anerem der Ëmsetzung vun deenen am Artikel 23 préconiséierte Sécherheetsmesuren. Esou ass z.B. den Accès exklusiv aus dem Statsréseau méiglech, an nëmmen op Basis vun engem authentifizéierten an zentral géréierten Accès. Déi streng Rechteverwaltung an eng adequat Traçabilitéit erméiglechen, datt déi concernéiert Beamte just Zougrëff op Dokumenter aus hirer Verwaltung hunn.

5. Dëse System gëtt an anere Verwaltungen agesat an ass eigentlech als zentral Dokumenteverwaltung beim Stat geduecht. Dobäi kënnt all Verwaltung just un hir Dokumenter, ausser wann Échangen explizit definéiert an erlaabt goufen. D'Verwaltungen hunn och nach e gewëssenen Handlungsspillraum, wat d'Signaturesprozeduren an den Archivage ugeet, esou datt se net alleguer dee vun dem Departement Sécurité sociale agesatene Barcode benotzen.

6. Wéi uewen erkläert, ass de Stréchcode just eng Nummer, also vum Dateschutz hier onbedenklech.

Question 0004 (21.11.2013) de **Mme Corinne Cahen** *(DP)* concernant l'**utilisation future de la fréquence de la radio DNR:**

J'ai appris par voie de presse que la radio DNR allait disparaître et que sa fréquence allait être utilisée dans une «joint-venture» RTL/Saint-Paul afin d'y diffuser une radio en langue française.

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Médias et de la Communication:

- Est-ce que la fréquence de la radio DNR peut, d'après le cahier des charges, être utilisée pour y diffuser une radio dans une langue autre que le luxembourgeois?

- D'après la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, les «permissions sont accordées après publication d'un appel de candidatures». Est-ce que, par conséquent, les fréquences de la radio DNR qui arrêtera donc d'exister, n'auraient pas dû faire l'objet d'un appel à candidatures?

- La loi du 27 juillet 1991 avait été votée pour diversifier la presse et plus précisément les radios au Luxembourg. Avec la reprise par RTL des fréquences DNR (en collaboration avec la radio française RTL 2) et étant actionnaire majoritaire d'Eldoradio, RTL se retrouvera à nouveau unique radio commerciale hors concurrence au Luxembourg. Qu'en est-il alors de la diversité radio au Grand-Duché prévue par la loi?

Réponse (24.12.2013) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Par sa question parlementaire l'honorable Députée soulève la question de savoir si la modification de la grille de programmes de la radio DNR dans le sens annoncé (insertion d'éléments de contenus en langue française) est conforme à la permission actuellement en vigueur.

Le service de radio sonore DNR est actuellement exploité par la s.à r.l. Société de Radiodiffusion luxembourgeoise. En date du 21 juillet 1992, une permission pour l'exploitation d'une radio à réseau d'émission sous le nom de «DNR, den neie Radio», a été octroyée à la SRL, permission qui comporte le droit de diffuser le service moyennant les fréquences 94,3, 102,9 et 104,2. Cette permission a été renouvelée en 2002 et en 2012 et viendra à échéance en 2022.

La permission a été accordée par la Commission indépendante de la radiodiffusion (CIR). Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 27 août 2013 portant création de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de la radiodiffusion, les compétences de la CIR en matière d'octroi de permission aux radios à réseau d'émission ont été transférées à la nouvelle autorité. Il appartiendra dès lors à cette autorité de trancher toute question relative aux éventuels changements qui affecteraient les modalités et conditions d'exploitation de l'actuelle permission et d'en tirer les conséquences qui s'imposeront.

Question 0005 (22.11.2013) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **règlement grand-ducal d'exécution de la loi antitabac:**

La loi du 11 août 2006, telle que modifiée par la loi du 18 juillet 2013, interdit dorénavant aux clients des cafés et bistrots d'y fumer.

La loi en question prévoit la possibilité pour les établissements concernés d'installer un fumoir qui devra cependant respecter certains critères à établir par un règlement grand-ducal qui est inexistant à ce jour, alors que la loi va entrer en vigueur au 1er janvier 2014.

- Quelles sont les raisons qui ont empêché à ce jour l'entrée en vigueur du règlement d'exécution en question?

- Messieurs les Ministres sont-ils conscients qu'à défaut de règlement d'exécution, les établissements concernés sont dans l'impossibilité matérielle absolue de préparer l'entrée en vigueur de la loi, i.e. de planifier, faire autoriser, financer et faire exécuter les travaux d'installation d'un fumoir?

- Messieurs les Ministres sont-ils conscients du fait que l'État risque de voir engager sa responsabilité pour dysfonctionnement de ses services suite à cette omission d'adopter le règlement d'exécution en temps utile?

- Messieurs les Ministres sont-ils conscients que bon nombre d'établissements risqueront de devoir licencier du personnel, voire de fermer leurs portes suite à cette omission de la part du Ministère de la Santé?

Au vu de ce cas pratique, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que dans l'avenir il faudra prendre soin de:

- soit établir les règlements d'exécution en même temps que les lois, de sorte que ces derniers puissent être publiés en même temps ou du moins dans un délai rapproché de la publication des lois de base?

- soit prévoir systématiquement dans les lois qu'à défaut de publication des règlements

d'exécution, l'entrée en vigueur de la loi est suspendue jusqu'à la publication de tous les règlements d'exécution y prévus?

Réponse commune (30.12.2013) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le projet de loi n°6494 devenu la loi du 18 juillet 2013 modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, et qui renvoie à un règlement grand-ducal pour la fixation des modalités de conception et des caractéristiques techniques d'un fumoir, a été déposé à la Chambre des Députés le 30 octobre 2012.

Les travaux d'élaboration de cette réglementation, à laquelle était étroitement associée la Chambre des Métiers, ont débuté en janvier 2013.

Dès l'adoption du projet de loi par la Chambre des Députés, le Ministre de la Santé a soumis le texte du projet de règlement grand-ducal aux organismes consultatifs, ceci après en avoir présenté le texte en date du 5 juillet 2013 au Conseil de Gouvernement.

Le Conseil d'État, saisi le 18 juillet 2013, a rendu son avis en date du 26 novembre 2013.

Après son adoption définitive, le règlement grand-ducal fixant les caractéristiques techniques et les modalités de conception des systèmes d'extraction ou d'épuration des fumoirs dans les débits de boissons et dans les locaux à usage collectif des établissements d'hébergement a été publié au Mémorial A, n°204 du 29 novembre 2013.

Question 0007 (27.11.2013) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant la **publication de l'évolution de l'Impôt commercial communal et du Fonds communal de dotation financière en 2012:**

En juillet 2012, le Ministère de l'Intérieur a publié des documents présentant l'évolution annuelle de 2006 à 2011, pour chaque commune luxembourgeoise, de l'Impôt commercial communal (ICC) et du Fonds communal de dotation financière (FCDF).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Est-il prévu de publier ces chiffres pour l'année 2012? Dans l'affirmative, à quel moment?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis qu'il serait opportun de publier dorénavant ces données chaque année?

Réponse (16.12.2013) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Monsieur le Député demande dans sa question parlementaire s'il est prévu de publier les documents présentant l'évolution annuelle pour chaque commune luxembourgeoise de l'Impôt commercial communal (ICC) et du Fonds communal de dotation financière (FCDF) pour l'année 2012, et dans l'affirmative, à quel moment. De plus, Monsieur le Député demande également s'il ne serait pas opportun de publier dorénavant ces documents chaque année.

- Quant à la publication des séries de données relatives aux recettes non affectées des communes en provenance du FCDF (Fonds communal de dotation financière) et de l'ICC (Impôt commercial communal), il y a lieu de relever que les données figurant sur notre site Internet ont été complétées par l'année 2012.

- Quant à la publication annuelle de ces données, il y a lieu de noter que les détails tant de l'ICC que du FCDF sont communiqués annuellement aux communes par voie de circulaire et peuvent être consultés par toutes les entités du secteur communal sur notre plateforme de communication avec le secteur communal, à savoir le CIRCALUX. Les détails de fonctionnement du financement des communes sont d'ailleurs également disponibles sur notre site Internet dans le contexte d'une publication plus large sur les finances communales, une publication qui sert également de base aux cours de formation et d'information des élus locaux et du personnel des entités locales (communes, syndicats de communes, offices sociaux et autres établissements placés sous la surveillance des communes).

Question 0009 (4.12.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **travailleurs détachés:**

Déi franséisch Zeitung «Le Parisien» wonnert sech an hirer Ausgab vum 2. Dezember, datt Frankräich franséisch Salariéen importéiert («Quand la France importe sur son sol des salariés...français»). Dësem Artikel no schaffen a Frankräich 18.508 Fransousen ënnert dem Statut vum Travailleur détaché.

D'Zeitung erkläert dës Bizarrerie esou: De franséische Salarié ass vun enger Interimsagence engagéiert, vun Entreprisen, déi haaptsächlech zu Lëtzebuerg installéiert sinn. Well am Grand-Duché d'Charges patronales méi niddreg sinn, sinn d'Firmen, déi dës Salariëë beschäftegen, d'Gewënner beim Ausnotze vun der europäescher Direktiv „Détachement".

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Aarbechtsminister an dem Här Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Gëtt et Statistiken doriwwer, wéi vill Salariëë vu Lëtzebuerg aus a Frankräich schaffen, ënnert dem Statut vum Travailleur détaché?

2. Gëtt et esou Statistike fir Salariéen, déi vu Lëtzebuerg aus an anere Länner aus der Europäescher Unioun schaffen?

3. A wéi engem Mooss verfälschen esou Aarbechtsverträg d'Statistiken iwwert de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché?

4. Wéi eng finanziell Auswierkungen, positiv oder negativ, huet dës Aart vu Beschäftegung op d'Krankekeess, d'Pensiounskeess an d'Fleegeversécherung?

5. Wéi eng finanziell Auswierkungen huet dës Aart vu Beschäftegung op d'Finanze vum Stat, dee fir all Salarié een Drëttel vun de Chargë fir d'Sozialversécherung dréit, an och fir dës Salariëë muss Kannergeld a Studentebourssen ausbezuelen?

6. Ass d'Regierung der Meenung, datt vu Lëtzebuerg aus Abusen iwwert de Wee vun der Direktiv „Détachement" toleréiert ginn? Wa jo, wat wëllt d'Regierung ënnerhuelen, fir datt dës Abusen ofgebaut ginn?

Réponse commune (14.1.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Depuis le 1er mai 2010, la législation applicable en matière d'affiliation à la sécurité sociale en cas de détachement d'un pays de l'Union européenne dans un autre est déterminée par le règlement (CE) n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et son règlement d'application (CE) n°987/2009. Ces règlements remplacent les anciens règlements communautaires (CEE) 1408/71 et 574/72 issus de la directive 96/71/CE.

En vertu de la réglementation communautaire en vigueur, la législation luxembourgeoise de sécurité sociale est maintenue pour un salarié qui exerce son activité au Luxembourg pour le compte d'un employeur y exerçant normalement ses activités, et qui est détaché par cet employeur dans un autre État membre pendant une durée maximale fixée d'emblée à 24 mois. Le paragraphe 2 de l'article 14 du règlement d'application prend soin de préciser que l'activité normale que l'employeur doit exercer sur le territoire de l'État d'envoi avant de pouvoir détacher un salarié n'englobe pas des activités de pure administration interne mais bien des activités substantielles liées aux activités de l'entreprise concernée. Le paragraphe 1 du même article subordonne expressément le détachement immédiat à la condition que la personne recrutée en vue de son détachement soit, juste avant le début de son activité salariée, déjà soumise à la législation de l'État membre dans lequel est établi son employeur.

Cette dernière condition a été introduite dans le règlement d'application afin de clarifier la situation du salarié qui est détaché dès le premier jour, comme c'est le cas pour les travailleurs intérimaires, et de lui éviter un changement fréquent de la législation applicable. Il s'ensuit que le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), institution en charge de l'affiliation et de la désaffiliation des salariés, exige l'affiliation préalable d'un salarié d'au moins un mois à la sécurité sociale luxembourgeoise.

Dans les cas où la condition d'une affiliation préalable n'est pas remplie et lorsqu'il s'agit du détachement d'un salarié dans son pays de résidence, le CCSS transmet la demande d'affiliation à l'institution compétente de ce pays pour décider d'une affiliation éventuelle dans le pays de résidence et en informe l'employeur et le salarié.

Le tableau en annexe reprend les statistiques de l'exercice 2012 que le CCSS produit pour compte de l'Union européenne et qui couvrent tous les travailleurs détachés à partir du Luxembourg dans des pays de l'Union européenne par secteur d'activité. Le volume de l'activité des entreprises de travail intérimaire en 2012, regroupé parmi d'autres dans le secteur d'activité «Financial and insurance; Real estate; Professional, scientific and technical activities; Administrative and support service activities NACE K, L, M and N» dans le tableau en annexe, est repris plus en détail, ensemble avec les chiffres correspondant pour toute l'activité salariale, dans le tableau suivant:

	Contrats de travail	Nombre de salariés	Assiette cotisable d'assurance pension
Détachements de travailleurs intérimaires en France	7.021	1.120	9.246.093 €
Tous les détachements de travailleurs intérimaires	9.597	1.671	11.297.476 €
Travail intérimaire dans son ensemble	253.831	21.503	164.022.498 €
Toute l'activité salariée	832.409	447.114	17.168.840.231 €

Il ressort également du tableau précédent que l'assiette cotisable des travailleurs intérimaires détachés représente 6,89% de l'assiette du secteur intérimaire dans son ensemble et 0,07% de l'assiette de toute l'activité salariée.

Pour ce qui est de l'incidence de l'existence de ces contrats sur les statistiques concernant le marché du travail luxembourgeois, elle ne peut concerner que celles relatives à la création nette d'emplois et reste, dans tous les cas, marginale.

Alors que les fichiers du CCSS font apparaître que l'État, en 2012, a participé à raison de quelque 903.798 € aux cotisations pour l'assurance pension des travailleurs intérimaires détachés, le CCSS ne saurait se prononcer sur la participation de l'État dans les prestations des institutions de la Sécurité sociale.

Les chiffres avancés ne permettent pas de soutenir l'hypothèse d'une présence d'abus des entreprises intérimaires, d'autant plus que la jurisprudence en matière d'affiliation à la sécurité sociale a précisé que le choix pour une entreprise de s'établir au Luxembourg pour profiter des cotisations sociales plus favorables et des prestations le cas échéant plus intéressantes pour ses salariés, n'est pas constitutif d'un abus de droit mais la conséquence du principe du libre établissement du moment que l'entreprise n'a pas créé artificiellement les conditions requises pour l'obtention d'un avantage résultant de la réglementation communautaire (jugement du Conseil supérieur de la sécurité sociale du 29.11.2001 dans l'affaire Centre commun de la sécurité sociale c/ CREYF'S INTERIM S.A.)

En ce qui concerne l'application de la directive 96/71/CE concernant les travailleurs détachés, il y a lieu de souligner que les salariés détachés tombent exclusivement sous la législation nationale du pays hôte, en l'occurrence de celle de la France.

(tableau à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0010 (4.12.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **sécurité dans les transports en commun:**

Viru Kuerzem ass et an engem Bus vum TICE zu engem uergen Tëschefall komm: E Passagéier hat de Kontroller ugegraff. Duerch dës Attack gouf de Kontroller verletzt an en huet misse krankgeschriwwe ginn. Wéi dunn de Kontroller de Virfall bei der Police iwwert den 113 gemellt huet, soll en als Äntwert kritt hunn: „Dir gitt mer déck op de Sak!"

An dësem Kontext erlaben ech mer dem Här Minister vun der Force publique an dem Här Transportminister dës Froen ze stellen:

1. Ass d'Äntwert vum 113 un de Kontroller korrekt vun der Press rapportéiert ginn?

2. Wéi ginn d'Beamte selektionéiert, fir am Service 113 agesat ze ginn? Wéi eng speziell Ausbildung hunn d'Polizisten, déi d'Zentral vum 113 bedéngen, fir korrekt an hëllefsbereet op d'Uriff ze äntwerten, besonnesch wou hir Gespréichspartner oft aus enger schwiereger Situatioun eraus dësen Déngscht uruffen? Gëtt et fir dëse Service eng besonnesch Formation continue?

3. D'Chauffeuren an d'Kontrolleren aus dem ëffentlechen Transport, ob CFL, AVL, TICE oder RGTR, ginn ëmmer méi oft mat Gewalttätege konfrontéiert a missten doméinst och spezielle Schutz duerch d'Police genéissen. Gëtt et speziell Prozeduren, zum Beispill fir e séiert Agräife vun der Police an esou Fäll ze garantéieren? Wa jo, wéi gesinn dës Prozeduren aus? Wann neen, gesäit d'Regierung vir, esou Prozeduren anzeféieren?

4. Méi allgemeng, wat sinn d'Pläng vun der neier Regierung, fir d'Sécherheet am ëffentlechen Transport ze verbesseren, an op wéi enger Zäitschinn sollen dës Pläng ëmgesat ginn?

Réponse commune (7.1.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

De Generaldirekter vun der Police huet den Dag selwer, den 29. November 2013, de Responsabele vum Centre d'intervention national chargéiert, de rapportéierten Incident ze iwwerpréiwen. Opgrond vun de Konklusioune vun de Responsabelen huet de Generaldirekter eng Disziplinarenquête opgemaach, déi à charge an à décharge vum concernéierte Beamte gemaach gëtt. Dës Enquête ass amgaang.

Des Weideren huet de Generalinspekter vun der Police den Direkter gebieden, him d'Konklusioune vun der Enquête matzedeelen an en iwwer Policemossnamen, déi geholl gi sinn, ze informéieren.

Beamten, déi um 113 eng Funktioun vun „call talker" ausüben, mussen dräi Joer Beruffserfahrung hu fir d'Carrière vum Inspekter a sechs Joer fir d'Carrière vum Brigadier.

Dës Beamte beleeë verschidde spezialiséiert Formatiounscoursen, sief et um Institut national d'administration publique (INAP), sief et bei der däitscher Police, jee nodeem wat hir Verantwortung um 113 ass. All Beamten huet eng Ausbildung als „Erstsprecher". Zweemol am Joer ginn d'Beamten an eng intern Weiderbildung.

All Uruff, deen um 113 ukënnt, huet deeselwechte Wichtegkeetscharakter. A Funktioun vun der Urgence, der direkter Gefor an och vun der Gravitéit vun de Faiten décidéiert de Centre d'intervention national iwwert d'Interventioun.

D'Regierung ass sech der spezieller Form vu Violence bewosst. Aktuell mécht d'Police grand-ducale, a Concertatioun mat der CFL, preventiv Kontrollen op verschiddenen Zuchlinnen.

Question 0011 (4.12.2013) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **répression des manifestants en Ukraine:**

La république ukrainienne est confrontée actuellement à une vague de manifestations qui exigent le départ du pouvoir. Les sources écrites parlent de plus de 100.000 manifestants rassemblés à Kiev dimanche, 1er décembre 2013, menaçant de bloquer le siège du Gouvernement si leurs revendications n'étaient pas respectées.

La répression brutale des forces de l'ordre de l'État ukrainien a provoqué des centaines de blessés, dont des journalistes. Le Président Viktor Ianoukovytch a lui-même dénoncé l'excès de violence employée par les forces de l'ordre. Par conséquent, le chef de la police a été limogé.

Hier, le Président du Parlement, Volodymyr Rybak a soumis la question de la défiance du Gouvernement auprès des parlementaires, ces derniers n'ayant pas approuvé à la majorité cette motion. Si le Gouvernement s'excuse pour l'engagement trop agressif de la police, il maintient sa politique qui a provoqué cette vaste mobilisation populaire et ignore les revendications du peuple ukrainien.

Il importe d'insister dans ces circonstances sur la violation des droits de l'Homme et le non-respect du droit de la liberté d'expression que vit actuellement le peuple ukrainien.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Quelle attitude le Gouvernement luxembourgeois entend-il prendre par rapport à la crise en Ukraine?

2. Le Gouvernement entend-il faire valoir sa voix au sein de l'Union européenne, afin de soutenir cette dernière dans son effort de demander au Gouvernement ukrainien de mettre fin à cette répression et de respecter la liberté d'expression des citoyens?

3. Monsieur le Ministre envisage-t-il d'intervenir auprès de son homologue ukrainien, Monsieur Leonid Kozhara?

Réponse (13.12.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

1. Le Luxembourg, tout comme ses partenaires de l'Union européenne, condamne fermement l'usage excessif de la force par la police pour disperser des manifestants pacifiques, qui au cours des jours passés, avaient exprimé en masse et avec détermination leur soutien en faveur du rapprochement de l'Ukraine avec l'Union européenne.

Le Gouvernement ukrainien est tenu de respecter ses engagements internationaux en matière de respect des droits de l'Homme dont notamment la liberté d'expression et le droit de manifester pacifiquement.

2. Le Gouvernement luxembourgeois a soutenu les efforts de la Commission européenne et du Parlement européen en amont du sommet de Vilnius pour obtenir la signature de l'Accord d'association et de l'Accord de libre-échange approfondi et global, selon les conditions agréées par le Conseil des Affaires étrangères en décembre 2012. Il soutient les efforts concertés de la Commission européenne et du Service européen d'action extérieure auprès des autorités ukrainiennes pour qu'elles respectent leurs engagements en matière de droits de l'Homme. Dans ce contexte est exigée notamment une enquête sur les violences survenues depuis le 1er décembre et la poursuite des responsables de ces violences. Notre souci est d'éviter de nouvelles violences contre les manifestants et les partis de l'opposition. Les efforts de médiation sur place, dont la médiation de Madame Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, visent à engager les autorités sur la voie du dialogue avec l'opposition.

Le Gouvernement luxembourgeois soutient une approche concertée de l'Union européenne. Les Ministres des Affaires étrangères se pencheront sur la situation en Ukraine lors du prochain Conseil des Affaires étrangères, le 16 décembre, et je ne manquerai pas d'y défendre la position luxembourgeoise en la matière.

3. Le Luxembourg souscrit pleinement aux interventions et déclarations de la Commission européenne et du Service européen d'action extérieure. Nous soulevons également le sujet en marge des rencontres internationales et dans nos contacts bilatéraux avec les autorités ukrainiennes.

Question 0013 (6.12.2013) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **non-constitutionnalité de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain:**

Dans son arrêt 101/13 du 4 octobre 2013, la Cour Constitutionnelle a déclaré que la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain est anticonstitutionnelle en ce qu'elle permet le reclassement de parcelles d'une «zone constructible» en «zone non constructible» sans prévoir dans une telle situation de «droits acquis» une indemnisation adéquate des propriétaires.

1. Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'initier une modification de la loi dans le respect de l'arrêt précité?

2. Dans quels délais Monsieur le Ministre estime-t-il que cette loi pourra être amendée afin de la rendre conforme à notre Constitution?

3. En attendant une modification du texte de loi, Monsieur le Ministre est-il d'accord à ne pas appliquer le principe litigieux, donc de ne plus admettre un reclassement de parcelles d'une zone constructible en zone non constructible?

Réponse (23.12.2013) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La Cour Constitutionnelle a, dans son arrêt du 4 octobre 2013, retenu que «l'article 22, en combinaison avec les articles 5, 6, 2 et 8, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, dans la mesure où il pose en principe que les servitudes résultant d'un plan d'aménagement général n'ouvrent droit à aucune indemnité et qu'il prévoit des exceptions à ce principe qui ne couvrent pas toutes les hypothèses dans lesquelles la privation de la jouissance du terrain frappé par une telle servitude est hors de proportion avec l'utilité publique à la base de la servitude, est contraire à l'article 16 de la Constitution».

De cet arrêt il y a lieu de retenir d'une part que la Cour Constitutionnelle n'a pas remis en question le principe de la mutabilité des règlements et d'autre part qu'un changement dans les attributs de la propriété qui est à tel point substantiel qu'il prive celle-ci d'un de ses aspects essentiels, peut constituer une expropriation.

1. Suite à cet arrêt un groupe de travail, composé de juristes provenant des différents ministères concernés par la décision ainsi que d'avocats à la cour, a été mis en place. Ce groupe de travail s'est vu confier la mission de préparer un avis juridique reposant sur une étude de droit comparé.

Une fois cet avis juridique finalisé, ce groupe d'experts aura comme mission la rédaction d'un avant-projet de loi commun à la Direction de l'Aménagement Communal et du Développement Urbain et du Département de l'Aménagement du Territoire.

L'arrêt ne laisse point de doute quant à la nécessité d'adapter les textes de loi actuellement en vigueur. Il s'agit dans un premier temps de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ainsi que de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire.

2. Le groupe d'experts a été mandaté pour préparer un avant-projet de loi pour fin janvier 2014. En raison de l'étendu des effets de cet arrêt, l'avant-projet sera envoyé aux différents départements avant le dépôt du texte.

3. Le principe de la mutabilité des règlements n'a pas été remis en cause par la Cour Constitutionnelle, Cour qui dans son arrêt a confirmé l'existence et la validité de ce principe. D'un point de vue administratif rien ne s'oppose partant à ce que le Ministre approuve le reclassement d'un terrain d'une zone urbanisée ou destinée à être urbanisée en une zone destinée à rester libre, si ce reclassement n'est pas contraire à une disposition légale en vigueur. Ce contrôle, dit contrôle de la légalité, découle du rôle de tutelle confié au Ministre de l'Intérieur et est repris dans l'article 18 de la loi de 2004 précitée.

Question 0026 (18.12.2013) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **prestations familiales:**

Dans une interview récente, Monsieur le Premier Ministre a annoncé que la politique du nouveau Gouvernement dans le domaine des prestations familiales changerait de paradigme et se fonderait dorénavant sur des études constatant que les frais des familles n'augmenteraient pas en fonction du nombre des enfants. Or, la politique des dernières décennies s'est toujours appuyée sur des études affirmant le contraire. C'est pourquoi d'ailleurs nous avons connu jusqu'à ce jour un barème progressif qui augmente en fonction du nombre d'enfants.

Au vu de ce qui précède, je désire poser la question suivante à Monsieur le Ministre d'État:

- Sur quelles études le Gouvernement se base-t-il?

Réponse (10.1.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Pour annoncer l'éventualité d'un changement au niveau des prestations familiales, le Gouvernement s'est basé tant sur l'analyse des indicateurs fournis par les bases de données de l'OCDE sur la famille, et plus particulièrement ceux relatifs aux politiques des pouvoirs publics concernant les familles et les enfants www.oecd.org/social/family/database, que sur l'étude intitulée «Le coût des enfants en Suisse», publiée par l'Office fédéral de la statistique du département fédéral de l'Intérieur en mars 2009.

Il apparaît que l'augmentation des coûts due à l'arrivée d'un enfant n'est pas linéaire ni proportionnelle et qu'elle est nettement plus faible pour le deuxième et pour le troisième enfant. Par ailleurs, dans de nombreux pays de l'Union européenne, le niveau des allocations touchées par une famille par enfant diminue en fonction du nombre d'enfants.

Cependant, comme l'honorable Député m'informe que la politique en la matière s'est toujours appuyée sur des études affirmant le contraire, je serais heureux de pouvoir disposer des études auxquelles fait référence l'ancien Ministre de la Famille qui permettraient au Gouvernement de prendre une décision en toute connaissance de cause.

Question urgente 0032 (18.12.2013) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**épandage de lisier:**

Selon mes informations les citernes ou fosses à lisiers des agriculteurs sont presque pleines parce que la météo des derniers temps n'a pas permis d'épandre le lisier dans les champs. De plus, il est interdit d'épandre le lisier en hiver pour des raisons de protection de la nappe phréatique.

Les agriculteurs peuvent demander une dérogation à ce régime. 160 agriculteurs auraient demandé une telle dérogation, mais ils n'ont pas encore eu une réponse des administrations concernées du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de l'Environnement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer ces informations?

- Le Gouvernement envisage-t-il de lever la restriction susmentionnée et d'autoriser exceptionnellement l'épandage en hiver afin que les agriculteurs puissent éviter tout débordement de citerne ou de fosse?

- Pour quelles raisons les dérogations n'ont pas encore été accordées?

- Comment le Gouvernement entend-il à l'avenir faire face à ce genre de situation?

Réponse commune (30.12.2013) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

L'état des lieux réalisé en 2009 dans le contexte de la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau (directive 2000/60/CE) a permis de conclure que seulement 7% des cours d'eau et 60% des nappes phréatiques étaient en bon état. La qualité de l'eau souterraine et de l'eau de surface joue un rôle prédominant non seulement pour la sécurité d'approvisionnement en eau potable, mais aussi pour assurer notamment la biodiversité d'écosystèmes dépendants de l'eau. La raison de la mauvaise qualité des eaux de surface et des eaux souterraines est notamment la pollution en nutriments (phosphates et nitrates) qui sont tant d'origine agricole que d'origine urbaine (retard au niveau de l'assainissement).

Les mesures permettant la réduction de la pollution diffuse en nitrates d'origine agricole sont prescrites par le règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture, qui met en œuvre les dispositions de la directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles (directive «nitrates»).

Les mesures prévues par cette réglementation comprennent une limitation annuelle de la charge maximale en azote sur les terres agricoles suivant le type de couverture (sols non couverts, sols couverts, prairies et pâturages), des périodes d'interdiction de l'épandage d'effluents d'élevage (lisier, fumier et purin) et la mise en place de capacités de stockage permettant d'entreposer ces effluents pendant les périodes d'interdiction durant l'hiver. Cette capacité est d'un minimum de six mois pour les nouvelles exploitations construites après la mise en vigueur de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés («loi commodo») et d'au moins quatre mois et demi pour les exploitations existantes.

La gestion quotidienne du lisier à épandre annuellement peut se résumer en deux grandes périodes, d'une part, une période en début de végétation avec épandage dès reprise de la végétation et après la première coupe sur les herbages, ainsi que sur les terres arables destinées à une culture de maïs. Durant la période automnale, l'épandage a lieu avant l'ensemencement des cultures de colza, de céréales d'hiver, ainsi que sur prairies et pâturages permanents.

Dû à une météo peu propice en mai/juin 2013, l'épandage habituel d'effluents d'élevage n'était pas possible au mois de mai et en début de juin, ce qui a conduit à une accumulation dans les cuves à lisier, circonstances qui se sont aggravées avec les conditions météorologiques difficiles de l'automne 2013, rendant les terres agricoles peu propices à l'épandage d'effluents d'élevage.

Au vu de la situation météorologique exceptionnelle de l'année 2013, l'épandage des effluents d'élevage n'a pas pu être réalisé dans les conditions habituelles de bonne pratique agricole. Pour cette raison, les capacités de stockage représentaient un niveau élevé de remplissage le 14 novembre 2013, date ultime de possibilité d'épandage. Pour combler ce genre de situations exceptionnelles, la réglementation actuelle prévoit que les exploitants agricoles peuvent demander des dérogations individuelles délivrées conjointement par les Ministres de l'Agriculture et de l'Environnement. L'option de la dérogation générale a dû être abandonnée en mars 2012 sur pression de la Commission européenne pour rendre la réglementation luxembourgeoise conforme aux dispositions de la directive «nitrates» précitée. Dans le contexte des dérogations individuelles, les administrations compétentes tiennent à disposition des exploitants agricoles un formulaire de demande de dérogation avec une fiche d'information. À l'heure actuelle, 54 demandes de dérogation ont été introduites dont celles, pour lesquelles les arguments ont été jugés pertinents, qui ont bénéficié d'une autorisation ministérielle d'épandage.

La capacité de stockage insuffisante est une des raisons d'un arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne en date du 29 juin 2010 (affaire C-526/08). Dans cette procédure d'infraction, une deuxième saisine de la Cour par la Commission européenne entraînant des sanctions pécuniaires est imminente. En vue de répondre à ces manquements, le Gouvernement en Conseil du 18 décembre 2013 a adopté un projet de règlement grand-ducal qui fixe, entre autres, que toutes les exploitations agricoles disposent d'une capacité minimale de stockage de six mois à partir du 30 juin 2015. Ces dispositions devraient permettre une gestion des effluents d'élevage sans avoir recours à des dérogations, sauf dans des situations très exceptionnelles.

Il est prévu de mettre en place les ressources nécessaires pour une meilleure gestion des effluents d'élevage dans le cadre du nouveau Plan de développement rural (PDR) y compris des actions de conseil en vue de la protection de l'eau. Des mesures permettant la réduction de la pression agricole notamment par les nitrates seront également prévues dans le plan de gestion du 2e cycle de gestion (2015-2021) de la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau (directive 2000/60/CE) dont le projet sera élaboré par l'Administration de la Gestion de l'Eau en concertation avec tous les acteurs pour le 22 décembre 2014.

Composition de la Chambre des Députés

Gouvernement

- Graas Gusty — DP
- Krieps Alexandre — DP
- Hansen Marc — DP
- Elvinger Joëlle — DP
- Hahn Max — DP
- Arendt Guy — DP
- Baum Gilles — DP
- Arndt Frank — LSAP
- Burton Tess — LSAP
- Bofferding Taina — LSAP
- Cruchten Yves — LSAP
- Hemmen Cécile — LSAP
- Negri Roger — LSAP
- Adam Claude — déi gréng
- Wickler Christiane — déi gréng
- Traversini Roberto — déi gréng

- Mertens Edy — DP
- Brasseur Anne — DP
- Polfer Lydie — DP
- Berger Eugène — DP
- Beissel Simone — DP
- Delles Lex — DP
- Dall'Agnol Claudia — LSAP
- Fayot Franz — LSAP
- Haagen Claude — LSAP
- Bodry Alex — LSAP
- Angel Marc — LSAP
- Engel Georges — LSAP
- Kox Henri — déi gréng
- Loschetter Viviane — déi gréng
- Lorsché Josée — déi gréng

Orateur

CSV

LSAP

DEMOKRATESCH PARTEI

déi gréng

adr

déi Lénk

- Kaes Aly — CSV
- Meyers Paul-Henri — CSV
- Mosar Laurent — CSV
- Frieden Luc — CSV
- Modert Octavie — CSV
- Wiseler Claude — CSV
- Juncker Jean-Claude — CSV
- Wolter Michel — CSV
- Roth Gilles — CSV
- Halsdorf Jean-Marie — CSV
- Schank Marco — CSV
- Arendt Nancy — CSV
- Spautz Marc — CSV
- Gibéryen Gast — adr

- Turpel Justin — déi Lénk
- Urbany Serge — déi Lénk
- Adehm Diane — CSV
- Lies Marc — CSV
- Eischen Félix — CSV
- Hetto-Gaasch Françoise — CSV
- Oberweis Marcel — CSV
- Andrich-Duval Sylvie — CSV
- Eicher Emile — CSV
- Gloden Léon — CSV
- Wilmes Serge — CSV
- Hansen Martine — CSV
- Reding Roy — adr
- Kartheiser Fernand — adr

Présidence

- **Barra Isabelle**, Secrétaire générale adjointe
- **Reiter Benoît**, Secrétaire général adjoint
- **Di Bartolomeo Mars**, Président (LSAP)
- **Frieseisen Claude**, Secrétaire général